

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE N° 13414 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine MERCREDI 16 MARS 1988

Le Congrès et la loi internationale

Le Congrès américain est-il au-dessus de la loi internationale ? Peut-il renier les engagements internationaux qu'il a consentis dans le passé ? Telle est la question que pose la décision du ministre de la justice américain, qui obéissant à un amendement « antiterroriste » abusivement inclus dans la loi budgétaire venant en application le 21 mars, a ordonné à la mission de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) auprès des Nations unies de fermer ses portes.

La loi soulevée par la décision du ministre, qui a préféré s'incliner devant les parlementaires américains plutôt que de contester la légalité de leur démarche, ne s'est pas limitée aux pays arabes. M. George Shultz a stigmatisé la « stupidité » du Congrès - et les meilleurs alliés des États-Unis (à l'exception, bien sûr, d'Israël) n'ont eu d'autre choix que de se désolidariser de Washington dans cette affaire.

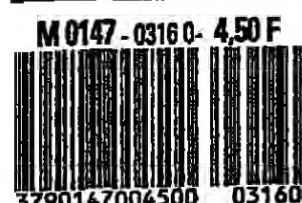
Quoi qu'on puisse penser de l'OLP, la présence de sa mission auprès des Nations unies est tout à fait légale. C'est en 1974 en effet que l'Assemblée générale de l'ONU lui a reconnu le statut d'observateur. Conformément à la charte de l'ONU, l'OLP avait le droit, dès lors, d'ouvrir une mission à New-York.

La décision de 1974 fit grincer pas mal de dents aux États-Unis, mais fut finalement acceptée. En habérgeant les Nations unies à New-York, les États-Unis ne s'étaient pas, en effet, engagés à autoriser l'accès de la métropole à tous les membres et observateurs de l'organisation internationale ? Ces précisions sont consignées dans ce qu'on appelle l'accord de siège, c'est-à-dire le traité signé en 1947 par les États-Unis et le secrétaire général de l'ONU. Mais il y a mieux, si l'on peut dire : cet accord de siège a été approuvé en 1947 également par les deux Chambres du Congrès. C'est donc leur propre loi que les parlementaires américains viennent de violer en permettant l'expulsion de la mission de l'OLP.

La position de la Maison Blanche et du ministère de la justice n'est guère plus confortable. L'accord de siège prévoit, en effet, en cas de conflit entre les deux signataires, deux procédures d'arbitrage : soit la formation d'un tribunal composé de trois médiateurs, soit le recours à la Cour internationale de justice de La Haye. Il est pour le moins étonnant que l'exécutif américain - habitué depuis longtemps, il est vrai, à la dictature du législatif - ait refusé cette procédure au profit d'un recours devant un tribunal américain au cas où l'OLP n'accepterait pas de déguerpir.

Quelle qu'en soit finalement l'issue, l'affaire de la mission de l'OLP rappelle à point nommé une leçon un peu oubliée : contrairement à ce qui se passe dans bon nombre de pays européens, la parole de l'exécutif ne vaut pas grand-chose aux États-Unis tant qu'elle n'a pas été confirmée par celle du législatif. Les Européens devraient s'en souvenir alors qu'on entend tant de récriminations outre-Atlantique contre le protectionnisme et la réduction des dépenses militaires sur le Vieux Continent.

(Lire page 3 nos informations sur le voyage de M. Shamir aux États-Unis.)



Les sanctions contre la charge Baudouin

Bourse : accélération de la mise en ordre

La chambre syndicale des agents de change a suspendu, le lundi 14 mars, la charge Baudouin. Cette « première » intervient au moment où est remis le rapport Deguen sur le développement des marchés financiers et où M. Balladur annonce une réglementation plus stricte des OPA. Des mesures qui montrent une volonté de mise en ordre.

On commence à mesurer les conséquences du krach boursier d'octobre dernier sur les pratiques financières françaises. Apparaissent brutalement des archaïsmes, des dysfonctionnements, voire des malversations.

A l'affaire COGEMA, qui a donné lieu à une escroquerie de 259 millions de francs, s'ajoute aujourd'hui la suspension par la Chambre syndicale des agents de change - l'organisme professionnel chargé du bon fonctionnement de la Bourse - de la charge Louis Baudouin pour « graves carences » de gestion. Cet intermédiaire, surpris par le krach, aurait accumulé des pertes sévères et disproportionnées avec sa surface financière.

Depuis 1984 et le début de l'explosion mondiale de la sphère

(Lire nos informations page 48.)

Un enjeu de la campagne électorale

Immigration, consensus et dérapages

par Robert Solé

Tôt ou tard, l'immigration devait bien arriver sur le devant de la scène. C'est fait, avec les déclarations de Jacques Chirac sur la xénophobie et le racisme (« Si je ne peux pas l'admettre, je peux le comprendre »), la riposte de Lionel Jospin (« Ça ne se comprend pas, ça se combat »), les commentaires acides de Jean-Marie Le Pen et le dispositif envisagé par le gouvernement pour expulser des délinquants maghrébins à leur sortie de prison. Comment résister à la tentation d'exploiter ce thème ultrasensible, dans un sens ou dans l'autre ? Il est toujours payant de flatter la xénophobie de certains électeurs. Et jamais négligeable de coller une étiquette de raciste sur le front de ses adversaires.

La plupart des immigrés ne votent pas, pour la bonne raison...

qu'ils ne sont pas français. Cela ne les empêche nullement d'être un enjeu électoral important. En 1981, car le Front national ne comptait alors aucun député, n'était pas crédité d'un dixième des intentions de vote et n'avait pu obtenir cinq cents signatures pour entrer dans la course à l'Élysée. Mais de là à dire, comme Jean-Marie Le Pen, que « l'immigration sera l'enjeu principal de l'élection présidentielle »...

Les autres partis, échaudés par des expériences malheureuses, ont tendance à aborder ce thème avec des pincettes, se contentant de grands principes, de phrases à double sens ou d'allusions. On débat sans débattre, polémiquant sur les intentions plutôt que sur les faits. Et sans aucune illusion sur des remèdes miracles pour rendre les frontières tout à fait

imperméables ou assurer à bref délai une cohabitation harmonieuse entre Français et immigrés dans des quartiers « chauds ».

Le septennat de François Mitterrand se termine par un remarquable consensus sur les principes. Désormais, Front national mis à part, les principaux partis défendent exactement la même thèse sur l'immigration, et avec les mêmes mots. Une thèse en trois points : on ne peut plus accueillir de nouveaux immigrants ; il faut inciter ceux qui le souhaitent à rentrer dans leur pays ; on doit favoriser l'intégration de ceux qui sont appelés à rester définitivement en France.

A noter, en particulier, que le mot « intégration » fait aujourd'hui l'unanimité. A droite, il n'est plus question de l'« assimilation ». A gauche, on ne vante plus le « droit à la différence ».

(Lire la suite page 9.)

Tractations pour l'après-8 mai

Le RPR et le PR préparent un grand parti conservateur

L'élection cantonale partielle de Lille-Ouest a permis de relancer le projet de constitution d'un grand parti conservateur. Pour le compte du RPR, le ministre d'État, M. Edouard Balladur, a été chargé par M. Jacques Chirac de réactiver les discussions avec le Parti républicain de M. François Létard.

Dix-sept ans après la gauche, la droite française est-elle à la veille de son congrès d'Épinay ? Face à la concurrence socialiste, les deux fonds de commerce du RPR et de l'UDF peuvent-ils, à l'occasion du renouvellement du bail élyséen, se transformer, sous la même enseigne libérale, en grande surface ? Pour le moment personne n'entend répondre au grand jour. Mais ces questions, côté majorité, trottent dans toutes les têtes, et font l'objet de tractations, tant il est vrai qu'elles constituent l'un des enjeux majeurs du scrutin présidentiel.

Les négociations entre le RPR et le Parti républicain sont, sur ce point, bel et bien engagées, dans la plus grande discrétion. Sur le devant de la scène n'apparaissent que quelques signaux d'approche. Le dimanche 13 mars, au hasard

d'une répartition au « Grand Jury RTL-le Monde », M. Létard se laisse surprendre et limite la portée du mouvement aux « idées ». « On ne peut pas faire plus pour l'instant », précise-t-il. Le lendemain, dans un entretien au *Point*, son lieutenant, M. Gérard Longuet, explique sa nouvelle théorie politique, selon laquelle « notre système s'oriente vers une alternance entre une gestion socialiste et une gestion libérale ». Le même jour, invité sur la Cinq, M. Chirac déclare ne voir « aucun inconvénient à un rapprochement entre le RPR et l'UDF », mais, décidément soucieux de prendre de la hauteur, ajoute que cela est l'affaire des dirigeants des partis.

DANIEL CARTON.

(Lire la suite page 7.)

Vive tension en Irlande du Nord

Nouvelles violences à la veille des obsèques des trois militants de l'IRA.

PAGE 4

La répression en Afrique du Sud

Six Noirs condamnés à mort attendent leur exécution.

PAGE 6

Syndicats japonais

Un virage à droite.

PAGE 44

Le sommaire complet se trouve en page 48

16 pages d'offres d'emploi pour les ingénieurs

Pages 22 à 37

Le projet d'un institut du cœur

M. Bouygues mécène hospitalier

QUOI ? 2 LITS REMPLIS SUR 40 SELON ABILITÉ-MÉRIE ? NON MAIS, VOUS VOUS CROYEZ.



Un projet encore confidentiel de création au moyen de fonds privés d'un institut du cœur à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, implique des spécialistes de la chirurgie cardiaque. Ils craignent que le projet présenté par le professeur Christian Cabrol et financé en partie par M. Francis Bouygues n'ait pour conséquence la mise en place d'une « médecine à deux vitesses ».

(Lire page 19 notre dossier dans « Le Monde Sciences et Médecine ».)

La politique soviétique des nationalités menacée

Le troisième volet de la « perestroïka »

M. Gorbatchev a déclaré, lundi 14 mars, à Belgrade, où il a commencé une visite officielle, à propos des troubles en Arménie et en Azerbaïdjan : « Personne là-bas n'a remis en question le gouvernement soviétique, ni le socialisme, on évoque une séparation d'avec l'État. En fait, il y a des questions de caractère culturel et ethnique qui ont échappé à notre attention, et les problèmes se sont accumulés, voilà ce qu'il y a ».

MOSCOU
de notre correspondant

Les dirigeants soviétiques et l'ensemble des courants politiques indépendants ont maintenant un point commun. Pour les uns, comme pour les autres, la « ques-

tion nationale » est en effet devenue si préoccupante qu'on s'inquiète, dans l'opposition, d'un dérapage de la situation, et qu'un haut responsable du parti n'hésitait pas à déclarer, vendredi dernier, au *Monde* qu'il fallait, « pour permettre à l'organisme [soviétique] de rester un, lui donner un nouveau système de circulation du sang ».

Pour éviter l'apparition de véritables tensions centrifuges, il faudra, autrement dit, estime-t-on au Kremlin, adjoindre à la restructuration un troisième volet - la décentralisation du pouvoir politique - qui viendrait ainsi s'ajouter à la réforme économique (lancée début janvier) et à la démocratisation du parti, dont une conférence doit débattre en juin. C'est ce troisième volet qui devrait être abordé au début de l'automne, lorsque se réunira le plénum du

comité central, consacré, comme l'avait annoncé M. Gorbatchev il y a quelques mois, au problème des nationalités.

Cette volonté de persévérer dans l'option réformatrice et d'amplifier même le mouvement, confirme le refus de M. Gorbatchev de reculer devant ceux qui se servent du développement des tensions nationales pour faire le procès de la « glasnost » et tenter d'y donner un coup de frein supplémentaire. La bataille continue, de plus belle, et l'affrontement devient d'autant plus étrange que si les conservateurs n'ont pas de programme à opposer à la « perestroïka », les partisans du secrétaire général ne cachent pas, eux, qu'ils proposent « d'aller plus loin mais sans savoir exactement où mènera la route ».

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 4.)

BOURDIEU
L'ontologie politique de Martin Heidegger
Heidegger était-il vraiment un nazi ? Ce n'est pas dans ces termes-là que Bourdieu pose la question. Heidegger aurait plutôt représenté une variante philosophiquement acceptable du « conservatisme révolutionnaire », dont une autre forme était le nazisme, qui ne permettait pas, lui, de dépasser...
Rudolf Augstein / Der Spiegel

MINUIT

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 150 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Italie, 80 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 80 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 336 F CFA ; Suisse, 12,60 fr. ; Thaïlande, 1,50 \$; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

سكنا من الأصل

Débats

OPA, cigales et fourmis

par MICHEL VARLIN (*)

Une vague d'offres publiques d'achats, les fameuses OPA, déferle sur notre société économique et les termes de « raiders », « opéables » et « chevaliers blancs » commencent à entrer dans le langage courant. Cependant, le grand public ne semble pas intéressé par ces subtils jeux financiers et, pourtant, il est bien plus concerné qu'il ne le pense !

La possibilité de prise de contrôle d'une entité économique constitue un facteur bénéfique important car elle donne la possibilité à une équipe de direction plus performante de s'installer en lieu et place de l'équipe ancienne et d'amener l'entreprise concernée à de meilleurs résultats. C'est ce que proclament tous les raiders qui, il faut le souligner, prennent, avec leurs alliés et commanditaires, des risques financiers souvent importants dans ce genre d'opérations.

A priori, il faudrait donc approuver, sans réserve et malgré les drames qu'elles provoquent parfois dans les entreprises et auprès des salariés concernés, les prises de contrôle par OPA sous la double raison qu'elles constituent un facteur de prospérité et, également, l'une des bases fondamentales de notre économie libérale en raison du fait que l'actionnaire est celui qui est censé prendre le risque à sa charge. En résumé, les offres publiques d'achat, qu'elles soient temporaires, localisées et constituent une condition nécessaire à l'accroissement dans le futur de notre prospérité générale...

En fait, c'est l'inverse qui risque de se produire et une vague d'OPA peut constituer un facteur d'affaiblissement considérable de la compétitivité future de nos entreprises, donc de notre prospérité générale, et il n'est pas sûr que l'avalanche d'OPA qui a déferlé aux États-Unis n'ait pas constitué l'un des facteurs contribuant à l'ébranlement et étonnant affaiblissement de l'économie de ce pays.

Prenez un exemple simple, le cas de deux entreprises d'une taille similaire opérant dans le même secteur. L'une, la société Cigale, ne pense pas beaucoup à l'avenir et gère des bénéfices importants. L'autre, la société Fourmi, investit beaucoup dans la recherche et, par conséquent, distribue des bénéfices beaucoup moins importants que la première. Supposons que ceux-ci soient quatre fois moins importants que ceux de la Cigale. Par le jeu du fameux coefficient multiplicateur, le PER bien connu des boursiers, le cours d'une action de la société Cigale sera sensiblement quatre fois celui de la société Fourmi.

La société Cigale ne présente aucun intérêt pour un raider bien informé, et il le sont tous. En revanche, la société Fourmi pré-

sente des perspectives très intéressantes de gains rapides et importants. Pour cela, il lui suffit de trouver des commanditaires financiers et de faire une offre publique d'achat suffisamment alléchante pour qu'elle réussisse. Le raider prendra ensuite les leviers de contrôle de l'entreprise et procédera à ce que l'on appelle pudiquement une « restructuration » consistant tout bonnement à cisailler la Fourmi. Cela se traduira par un rapide accroissement des bénéfices et de la valeur boursière des actions qui en est le reflet.

Naturellement, le raider sera très vite qualifié de « gérle des affaires », et l'on conseillera vivement au public d'acheter en Bourse les actions de cette société devenue si miraculeusement performante, achats accentuant encore la propension à la hausse de celles-ci. Le raider et ses partenaires vendront leurs titres au plus fort, se constituant ainsi une masse de manœuvre financière permettant la réalisation d'autres opérations.

La suite est facile à deviner. La société, privée de ce qui aurait fait sa prospérité future, va péricliter. On invoquera toutes les bonnes raisons habituelles : le manque de compétitivité de l'Europe, de la France, l'insuffisance de taille, l'agressivité scandaleuse des autres, en particulier celle des Japonais, etc. On licenciera une partie du personnel après avoir épuisé le maximum d'aides publiques, et, dans le meilleur des cas, la société, vidée de sa substance technique et industrielle, sera vendue à un concurrent, peut-être à l'une de ces fourmis japonaises évoquées plus haut, qui en fera un simple distributeur de ses produits.

En résumé, l'opération peut s'analyser comme un gain en capital réalisé par cisaillage d'une entreprise, puis, le gain étant effectué, transfert des pertes futures aux nouveaux actionnaires à qui l'on a revendu les actions en constituant une réserve financière permettant, avec l'aide de partenaires financiers grandement encouragés par les succès antérieurs, de mener de nouvelles opérations encore plus importantes. Qui paie les gains obtenus ? En premier lieu, les salariés des entreprises concernées, ensuite le public qui a investi en Bourse, puis nous tous en raison de l'affaiblissement des capacités techniques et industrielles de nos entreprises.

L'on pourrait penser que ce problème, ne touchant que quelques entreprises et une petite partie de notre économie, n'est pas très important. Il est facile de démontrer qu'au contraire le phénomène peut avoir des conséquences majeures et encore

(*) Expert-consultant.

insoupçonnées aujourd'hui. En effet, à l'heure actuelle, devant ce danger de perte de contrôle, un grand nombre de dirigeants sont amenés à consacrer beaucoup de temps, d'énergie et de réserves financières pour trouver un moyen de se protéger contre une OPA, ce qui constitue déjà un fâcheux gaspillage de ressources dont nous paierons ensuite le prix, mais ce n'est pas le pis. En effet, un grand nombre de dirigeants du type « fourmi » vont s'apercevoir très vite que la meilleure manière de se protéger consistera à transformer leurs entreprises en « cigales » en réduisant les dépenses consacrées à l'avenir de façon à augmenter les bénéfices et le cours de leurs actions en Bourse, faisant ainsi et à l'avance ce qu'un raider ferait en prenant le contrôle de leurs entreprises.

Ainsi, par un effet multiplicateur semblable à celui qui se produit pendant le déroulement d'une avalanche de neige, nous pourrions assister à une cisaillage rapide de notre économie, suivie à terme d'un effondrement massif des cours de la Bourse puisque les entreprises seraient devenues des coquilles vides.

Que pouvons-nous faire pour éviter ce désastreux enchaînement ? Il ne saurait être question d'interdire les OPA car cela reviendrait à interdire les transactions de titres qui constituent un des fondements de notre système économique. Réglementer les OPA en ne les autorisant que sur avis favorable d'une commission d'experts chargée d'étudier la situation de l'entreprise concernée et les motivations du raider ? Pratiquement impossible, ne serait-ce qu'en raison de la difficulté de réunir une commission totalement objective et compétente sur le sujet.

Cependant, il nous semble qu'il existerait un moyen quasi infailible et simple à mettre en œuvre, permettant de différencier automatiquement le prédateur cigale du raider bien intentionné, car il existe également. En effet, le cisaillage agit sur le court terme et a donc besoin de revendre ses titres avant que les effets de son action ne commencent à se faire sentir par une baisse des résultats de l'entreprise. Par conséquent, il suffirait de décider que toute prise de contrôle par OPA ou autres moyens provoque un gel de la vente des titres acquis pendant une durée raisonnable que nous estimons devoir être de sept ans.

Les raiders et leurs partenaires financiers sont très intelligents et ils comprendront immédiatement la signification de cette mesure, qui ne découragera aucunement le raider bien intentionné mais fera fuir le spécialiste de la cisaillage.

Si nous voulons continuer à vivre dans une économie libérale, nous devons faire en sorte d'en rendre le concept respectable.

ALLIANCE ATLANTIQUE

Eléments pour un dialogue Est-Ouest

par LOUIS LE PENEC (*)

LES pays occidentaux sont aujourd'hui confrontés à de multiples initiatives soviétiques et est-européennes non seulement en matière de désarmement, mais aussi dans le domaine des relations économiques Est-Ouest, des conflits régionaux, des relations Nord-Sud, voire au sein des organisations internationales.

Les Occidentaux sont enclins à définir leur attitude en fonction des intentions ou arrière-pensées qu'ils prêtent à leurs interlocuteurs. A s'interroger de la sorte, ne risque-t-on pas de tergiverser indéfiniment et de s'interdire l'adoption d'une attitude résolue et cohérente ? Quels que puissent être les détours de la stratégie soviétique, on conviendrait qu'il est fort peu probable qu'ils n'aient pas pour objet primordial la défense des intérêts de l'Etat soviétique. Il convient de ne pas l'oublier, notamment lorsqu'il s'agit des propositions soviétiques en matière de désarmement.

Les perspectives d'évolution à l'Est sont d'autant plus incertaines que les systèmes de type soviétique sont en mouvement. L'immobilisme avait au moins le mérite de permettre la prédiction. Le mouvement comporte toujours un élément d'incertitude. Est-on pour autant condamné à l'irrésolution et à l'indétermination ?

Il importe moins de s'interroger sur les fondements de la stratégie soviétique que de s'assurer de la cohérence de notre stratégie propre. C'est la nécessité de cette cohérence, en matière de défense notamment, que le président de la République a rappelée à la veille du sommet de l'OTAN à ses adversaires politiques, qui hésitaient manifestement entre la doctrine de riposte massive, qui est celle de la France depuis le début des années 60, et la doctrine de la riposte graduée, qui est celle de l'OTAN.

Dépasser la logique de confrontation

Quels doivent être les objectifs des Occidentaux dans leur politique à l'égard des pays de l'Est ? Il ne peut s'agir ni d'une politique de confrontation systématique ni d'une politique d'accommodements permanents. Il doit s'agir de dépasser la logique de l'antagonisme radical de deux systèmes d'alliances. Or l'heure n'est pas à la convergence des systèmes politiques, économiques et sociaux du continent européen, quelle que soit l'ampleur des réformes engagées à l'Est. Dépasser la logique de la confrontation ne saurait impliquer aucune concession de

principe à l'égard des régimes est-européens. Il ne s'agit pas d'apporter notre caution à la politique menée à l'Est, mais de dépasser la logique de Yalta en nous fondant sur l'affirmation des principes et des valeurs politiques auxquelles nous sommes indéfectiblement attachés.

Mais rester ferme sur les principes ne signifie pas s'en tenir à une attitude rigide et n'est pas exclusif d'une certaine souplesse dans la négociation. La droite française confond fidélité aux principes et raideur dans la négociation. Or on ne peut indéfiniment appliquer les mêmes schémas d'analyse à une réalité mouvante.

Aujourd'hui, la droite française, et par conséquent le gouvernement de la France, n'a pas de politique vers l'Est. Echaudée par la candeur coupable de Valéry Giscard d'Estaing après sa rencontre avec Leonid Brejnev à Varsovie au printemps 1980, la droite s'interdit toute initiative vers les pays de l'Est dans la crainte d'être à nouveau dupe et complice involontaire de la propagande soviétique.

S'il s'éternisait, cet embarras pourrait affaiblir la position de la France en lui ôtant cette capacité de réaction et de proposition qui a souvent caractérisé ses positions dans le domaine des relations Est-Ouest au cours des vingt-cinq dernières années.

Le président de la République, pour sa part, a suffisamment fait la preuve qu'il n'était ni dupe ni complice de l'Union soviétique et de ses alliés, et a donné à la France la place et le rôle qui lui reviennent dans le domaine des relations Est-Ouest.

Un dialogue Est-Ouest fécond exige une action concertée entre pays occidentaux, la réactivation de nos alliances diplomatiques. Face aux pays de l'Est qui ne se présentent jamais en ordre dispersé, les pays occidentaux doivent serrer les rangs, ce qui ne saurait être tenu pour une attitude belliqueuse. La concertation entre pays occidentaux est un gage de la cohérence de leur politique vers l'Est.

Ainsi, un rôle actif joué par la France au sein de l'alliance atlantique est un préalable nécessaire à l'établissement d'un dialogue Est-Ouest équilibré, et non la manifestation d'une volonté de confrontation. Par ses déclarations à la veille du sommet de l'OTAN, François Mitterrand a

(*) Ancien ministre, député (PS) du Finistère.

montré que le resserrement des liens avec nos alliés va nécessairement de pair avec le respect des positions spécifiques de la France en matière de sécurité et de désarmement.

Isolée, la France en serait réduite à une attitude passive dans les relations Est-Ouest. Au sein de l'alliance atlantique, elle peut jouer un rôle véritablement autonome.

Unité formelle, diversité réelle

L'uniformité formelle du bloc socialiste recouvre une diversité de situations politiques, économiques et sociales que l'on ne peut ignorer, même s'il ne faut pas l'exagérer. Certains Etats est-européens ont procédé depuis quelques années à des réformes économiques et politiques qui, certes, ne les conforment nullement aux canons de la démocratie telle que nous la concevons, mais qui les distinguent suffisamment de leurs alliés pour que l'on puisse trouver en eux des interlocuteurs et se dégager d'un dialogue trop exclusif avec l'URSS. Jusqu'en 1984, François Mitterrand jugeait inopportune la poursuite des rencontres au sommet entre la France et l'URSS, car les conditions d'un véritable dialogue politique n'étaient pas réunies. Il entreprit néanmoins un voyage officiel en Hongrie dès 1982, signifiant ainsi que, s'il était ouvert au dialogue avec les pays de l'Est, il ne concevait celui-ci que dans le cadre d'une intelligence minimale entre interlocuteurs.

L'URSS ne doit pas être un interlocuteur obligé dans le dialogue Est-Ouest, on ne doit pas lui reconnaître le droit de parler dans tous les cas ni nom de chacun des Etats d'Europe de l'Est.

Le dialogue Est-Ouest ne peut être restreint aux seules questions du désarmement ; la sécurité n'est pas seulement un problème militaire, elle exige aussi l'établissement d'une confiance politique minimale.

Un véritable dialogue Est-Ouest doit impliquer non seulement les autorités des Etats concernés, mais aussi les sociétés civiles. Les Occidentaux ne peuvent ignorer l'urgence d'une conscience européenne dans les sociétés d'Europe de l'Est. Le développement des relations politiques et culturelles entre les sociétés, et non pas seulement entre les Etats des deux Europes, devrait donner tout son sens à l'expression « sortir de Yalta ».

LONG COMME UN JOUR SANS POINTS



COLLECTION DE POCHÉ POINTS SEUIL

La visite de M. Shamir à Washington

Difficile face-à-face israélo-américain

WASHINGTON
de notre correspondant

Les responsables du département d'Etat et de la Maison Blanche vivent des jours difficiles, face à un premier ministre israélien qui poursuit, c'est de notoriété publique, des objectifs diamétralement opposés aux leurs, mais que, officiellement, ils ne désespèrent pas de convaincre. M. Itzhak Shamir est arrivé, lundi matin 14 mars, à Washington. Il a déjà vu brièvement le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, et a eu un entretien avec le secrétaire à la défense, M. Frank Carlucci. Mais ce n'est que mardi que devaient commencer les conversations proprement dites, avant que le premier ministre ne rencontre, mercredi, le président Reagan et ne poursuive jusqu'à la fin de la semaine, mais cette fois à titre privé, son séjour aux Etats-Unis.

M. Shultz avait donné aux Israéliens dix jours pour se prononcer sur

le plan de paix qui porte son nom, et ce délai est venu à expiration au moment où M. Shamir arrivait aux Etats-Unis. Contrairement au souhait exprimé par les Américains, le premier ministre a évité que le cabinet israélien ne se prononce sur ce plan. Mais lui-même a proclamé très fort tout le mal qu'il en pensait et il l'a répété à Washington, au soir de son arrivée, dans un discours prononcé devant une organisation juive, en s'en prenant vivement à ces gens « à la mémoire courte » qui voudraient qu'Israël « abandonne la Judée, la Samarie et Gaza ».

Quelques heures plus tôt, un haut responsable du département d'Etat avait pourtant fait semblant de croire que les Etats-Unis attendaient toujours la réponse de M. Shamir et qu'il importait peu qu'elle arrive légèrement après le délai primitivement fixé. « Personne ne nous a dit non », a le gouvernement d'Israël n'a pas rejeté notre plan », a ajouté ce même responsable, ce qui, à la lettre, est exact puisque M. Shamir a empêché le gouvernement d'en débattre.

Comme d'habitude en pareille circonstance, les Américains multiplient les assurances à l'égard d'Israël. Dès lundi, M. Shultz a solennellement rappelé à son interlocuteur que « un Israël fort » et « des relations inébranlables entre Israël et les Etats-Unis » étaient à la base de son plan de paix.

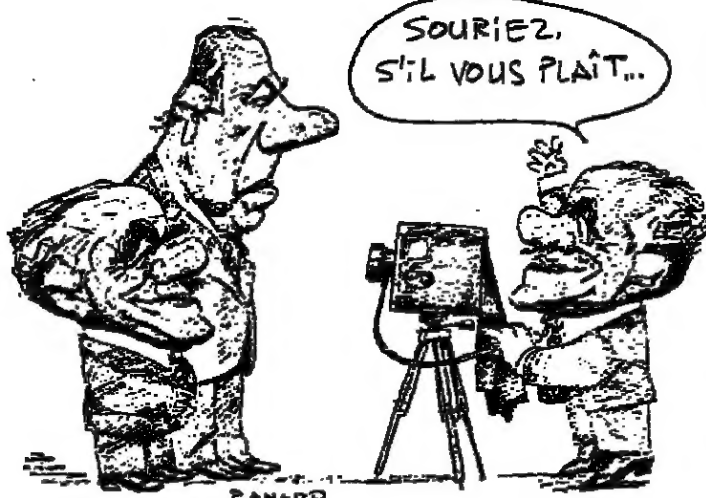
Mais, en dépit de ce ton affable, en dépit du soin extrême que pren-

nent les porte-parole américains à choisir, dans leurs déclarations publiques, des mots qui ne puissent en rien froisser la partie israélienne, on perçoit nettement que les responsables de l'administration campent sur leurs positions et ne semblent pas disposés à reculer sous les coups de boutoir de M. Shamir.

Ce dernier, à l'occasion d'une escale à New-York, avait annoncé qu'il apporterait « des idées nouvelles », manière de dire une fois de plus que le plan Shultz ne lui convenait pas. Par la bouche d'un autre responsable « anonyme », l'administration lui a répondu que son plan formait un tout et qu'il n'était pas question de le mettre en pièces : « Nous n'accepterions d'infirmité ou de compromis sur aucun de ses aspects ».

Qu'espèrent les dirigeants américains face à ce redoutable interlocuteur qui se plaît à dire que les relations israélo-américaines ne se sont jamais aussi bien portées qu'après qu'Israël ait repoussé, en 1982, le plan de paix du président Reagan ? Et que se passe-t-il, comme tout le monde le prévoit, M. Shamir parvient à enterrer le plan Shultz ? Comme on lui demandait si, cette fois, les Etats-Unis envisageraient de réduire leur aide financière à Israël, le responsable américain a simplement répondu : « Nous ne faisons pas pression sur Israël. C'est la situation dans la région qui fait pression sur Israël et les autres parties concernées ».

JAN KRAUZE.



POINT DE VUE

Surmonter la méfiance

par David Susskind (*)

En tant que juif concerné depuis toujours par la sécurité et le bonheur de l'Etat d'Israël, je suis profondément inquiet face aux développements inexorables de la situation au Moyen-Orient. En effet, ce ne sont pas seulement les images qui m'interpellent, mais bien les faits qui me hantent ; ce ne sont pas seulement les récents événements, les manifestations qui nous heurtent quotidiennement, mais bien ce blocage qui ne permet pour la

moment d'entrevoir aucune perspective de solution au conflit israélo-palestinien.

S'il est vrai que, face à Israël, il n'y a pas d'interlocuteur, que le tout ou rien reste tout ce qui s'offre à lui, alors la situation est désespérée. L'Etat d'Israël sera éternellement confronté à la guerre et nous savons que les rapports de forces peuvent un jour se modifier.

Quelle perspective dramatique pour un peuple qui, il y a à peine quarante ans, a survécu à la Shoah !

Les Palestiniens sont confrontés à une méfiance symétrique à celle des Israéliens, certains craignent d'être « roulés » dans la négociation, d'autres croient aussi dans les vertus du tout ou rien.

Face à ce double pessimisme, nous voulons opposer un double optimisme. Je pense que la seule solution pour que l'Etat d'Israël assure son avenir réside dans la paix avec le peuple palestinien et le respect de ses droits.

Des Palestiniens de plus en plus nombreux comprennent qu'ils ne recevront leur Etat et leur dignité ni des grandes puissances ni des autres Etats arabes.

Israéliens et Palestiniens doivent pouvoir surmonter leur méfiance, et il est clair que ce processus ne peut que s'élaborer par étapes.

A Bruxelles, nous avons décidé, à l'encontre de tous les pessimistes et des extrémistes de tous bords, mais avec l'appui d'hommes et de femmes pour lesquels la paix au Moyen-Orient est chère, pour lesquels chaque mort, quel qu'il soit, est une victoire de trop, nous avons décidé d'organiser une rencontre entre Israéliens et Palestiniens afin qu'ils puissent se parler et s'écouter.

Se parler de paix dans le respect mutuel constitue un premier pas vers la compréhension et la paix.

Les « Rencontres de Bruxelles GIVE PEACE A CHANCE » seront peut-être ce premier pas.

(*) Président d'honneur du Centre communautaire laïc juif à Bruxelles.

YUGOSLAVIE

Le voyage de M. Gorbatchev a commencé dans une discrétion inhabituelle...

M. Gorbatchev a entamé le lundi 14 mars sa visite officielle de quatre jours en Yougoslavie par des entretiens à Belgrade avec le président de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, M. Lazar Mojsov.

BELGRADE
de notre envoyé spécial

La visite de M. Gorbatchev a commencé dans une discrétion assez inhabituelle pour les déplacements officiels du secrétaire général du PC soviétique. Le canon a tonné vingt et une fois pour son arrivée à l'aéroport, mais la cérémonie n'a pas été retransmise en direct par la télévision yougoslave, qui s'est bornée à présenter, dans ses journaux du soir, M. Gorbatchev descendant de son avion ainsi que ses deux brefs contacts avec la foule à l'occasion de deux dépôts de gerbes dans l'après-midi. De drapeaux, de banderoles, point. De discours non plus, et les quelques centaines de journalistes venus pour l'occasion restent, pour le moment, sur leur faim.

De l'organisation un peu étrange de ce voyage, on assure, de source yougoslave, qu'elle a été voulue par le numéro un soviétique lui-même. M. Gorbatchev ne connaît pas la Yougoslavie et il veut s'informer de première main sur une expérience qui a ses bons et ses mauvais côtés mais qui peut être un enseignement utile pour l'avenir de la « perestroïka ». D'où la durée exceptionnellement longue du séjour qui, après le discours « de portée internationale », mercredi matin, devant l'Assemblée fédérale, laisse deux jours pour une sorte de « reportage » là, il est vrai, où la santé du pays est la meilleure. M. Gorbatchev, précise-t-on encore, aurait voulu que cette visite soit « son voyage », ce qui est censé expliquer qu'aucune personnalité de premier plan ne figure à ses côtés dans la délégation soviétique.

A en croire les porte-parole des deux pays, cette première journée a donné lieu à des échanges touchant à peu près à tous les sujets, dans une ambiance, bien sûr, aussi franche que cordiale. Concrètement, on a appris que le dossier des échanges économiques (l'URSS est déficitaire de près de 1,5 milliard de dollars) sera à l'ordre du jour d'une prochaine visite à Belgrade du chef du gouvernement soviétique, M. Ryjkov.

La « déclaration politique » sur les relations entre les deux pays était, quant à elle, pratiquement au point. On pensait qu'elle pourrait être publiée dès mardi. Elle doit réaffirmer le droit de chacun à suivre le chemin qui lui est propre en matière de construction du socialisme.

ALAIN JACOB.

Une initiative du secrétaire général de l'ONU

M. Perez de Cuellar s'efforce de trouver une solution diplomatique à la « guerre des villes » entre l'Irak et l'Iran

Tandis que la « guerre des villes » entre l'Irak et l'Iran se poursuit sans relâche, le secrétaire général de l'ONU a proposé d'organiser sous peu, à New-York, des conversations à haut niveau avec les représentants de Bagdad et de Téhéran pour tenter de mettre fin au pillage des villes et de faire progresser un règlement négocié du conflit.

Selon les milieux diplomatiques de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, qui s'était déclaré « consterné » par la reprise de la « guerre des villes » après seulement deux jours de trêve, a fait part de ses intentions aux membres du Conseil de sécurité, dont il a demandé le feu vert, lors de consultations du Conseil, lundi. Dans ces mêmes milieux diplomatiques, on précise que M. Perez de Cuellar s'est proposé d'inviter le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, et le ministre adjoint iranien des affaires étrangères, M. Mohamed Javad Larjani. Ces entretiens seraient relativement brefs et centrés sur les moyens d'imposer une trêve durable dans la « guerre des villes » et sur la mise en œuvre de la résolution 598, base de tout règlement d'ensemble du conflit.

L'appui du Conseil de sécurité aux propositions de M. Perez de Cuellar devrait se refléter dans une déclaration du président du Conseil de sécurité sur le conflit Iran-Irak, qui fait actuellement l'objet de discussions entre les membres du Conseil. Lundi, le représentant soviétique à l'ONU, M. Alexandre Belonogov, qui avait proposé un avant-projet de résolution exigeant l'arrêt de la « guerre des villes », a indiqué que son pays avait renoncé à cette résolution et se ralliait à la publication d'une déclaration telle que proposée par le secrétaire général. La requête soviétique avait en effet été accueillie plutôt fraîchement par les membres permanents occidentaux du Conseil, qui y voyaient un stratagème pour retarder les discussions sur l'imposition d'un embargo sur les livraisons d'armes à l'Irak.

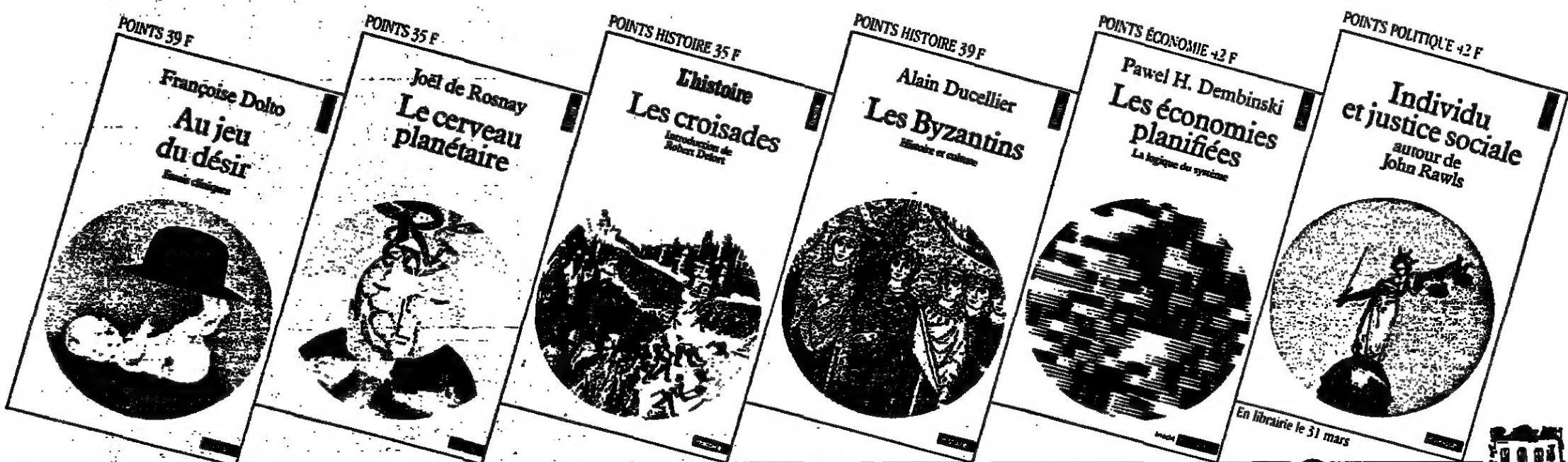
En attendant, la « guerre des villes » fait rage. Depuis la rupture de la trêve dimanche soir, l'Irak et l'Irak ont annoncé le tir de près de 24 missiles. Bagdad affirme avoir envoyé sur Téhéran 13 missiles sol-sol. D'autre part, l'aviation irakienne a bombardé 6 villes iraniennes, dont Dezful, Ham,

Bakhtaran, Sar-el-Pol-e-Zahab, Guilan et Shushar, dans le centre-ouest de l'Irak.

Téhéran, dont les forces affirment avoir lancé une nouvelle opération terrestre dans le nord-est de l'Irak, nommé « Beit-el-Maqaddas 3 », au nord de la ville de Souleimaniyeh, a menacé lundi l'Irak de représailles plus dures et a mis en garde les Etats-Unis et les pays du Golfe contre le danger d'« une extension » du conflit à la région.

Pour l'instant, ce sont surtout les habitants de Téhéran qui sont les plus affectés par la « guerre des villes ». De nombreuses personnes se sont rendues lundi dans les mosquées des quartiers populaires pour prier, a indiqué un résident étranger joint par téléphone depuis Paris. Ceux qui avaient commencé à revenir à Téhéran après la trêve de vendredi, ont commencé à nouveau à quitter la capitale pour les stations de ski autour de la capitale ou sur la mer Caspienne, à condition toutefois d'être riche : en effet, les prix de location pour deux nuits d'une chambre dans une station de montagne sont montés jusqu'à 30000 rials (500 dollars au taux de change officiel), soit l'équivalent d'un mois de salaire minimum. — (AFP.)

LONG COMME UN JOUR SANS POINTS



COLLECTION DE POCHE POINTS SEUIL

مكتبة من الاصل

Europe

IRLANDE DU NORD : deux morts à Belfast

Regain de violence à la veille
des obsèques des trois militants de l'IRA
tués à GibraltarBELFAST
de notre envoyé spécial

Entre Dublin et Belfast, lundi 14 mars, des milliers d'Irlandais du Sud et du Nord ont attendu pendant des heures, sous la pluie, le passage du convoi funéraire contenant les corps des trois membres de l'IRA tués neuf jours plus tôt à Gibraltar par des tirs d'élite britanniques. Les victimes doivent être enterrées mercredi dans le « carré républicain » réservé aux héros de l'IRA au cimetière de Milltown à Belfast-Ouest.

Mardi matin, un catholique a été tué par balle par un motocycliste dans le sud de Belfast. La victime, Charles McGiffin, se rendait à son travail quand le motocycliste a tiré sur lui avant de prendre la fuite, a précisé un porte-parole de la police britannique.

Peu avant l'arrivée du convoi à Belfast, un membre présumé de l'IRA a été tué lundi soir par des soldats britanniques. L'accrochage a eu lieu dans le quartier catholique, à proximité du domicile des parents de Sean Savage, un des morts de Gibraltar. A peu près au même moment, un autobus était incendié par de jeunes manifestants. La tension est aussi montée d'un cran dans le quartier catholique. L'IRA a transformé son échec à Gibraltar en victoire psychologique, estimait un responsable catholique modéré.

On n'avait pas vu une telle foule depuis les enterrements de Bobby Sands et des autres grévistes de la faim en 1981. Les raisons pratiques qui ont obligé le Sinn Féin à faire arriver les corps à Dublin, en Répu-

blique d'Irlande, ne sont pas évidentes. On mesure, en revanche, le bénéfice politique que l'IRA peut tirer de ce défilé, au pas, des trois combattants dans les villes et les villages situés entre la capitale de l'Irlande du Sud et celle du Nord.

Le spectacle était particulièrement impressionnant aux abords de la frontière. A Dundalk, la dernière agglomération d'Irlande du Sud, toute la population ou presque était dehors. Nombreux étaient les habitants qui s'étaient mis spontanément en deuil. Des drapeaux noirs en berne avaient été placés à intervalles réguliers sur les trottoirs.

Le tableau changeait du tout au tout à l'approche de Belfast lors de la traversée des zones protestantes. Des jeunes loyalistes agitaient l'Union Jack et des emblèmes orangistes. L'armée était postée à tous les carrefours et fouillait soigneusement les véhicules.

Pour rendre les honneurs militaires à ses militants, l'IRA a procédé lundi après-midi à une cérémonie éclair dans le quartier catholique de Belfast. Devant les portraits entourés de fleurs des trois morts de Gibraltar, quelques membres de l'organisation, masqués, ont tiré une salve d'arme automatique.

L'Eglise, de son côté, multiplie les appels au calme. La hiérarchie catholique souhaite que les funérailles ne donnent pas lieu, mercredi, à une démonstration de force de l'IRA, ce qui provoquerait immanquablement une intervention de l'armée britannique et de la police provinciale.

DOMINIQUE DHOMBRES.

HONGRIE

Arrivée récente
d'au moins 10 000 réfugiés roumains

Au moins dix mille Roumains se sont réfugiés ces derniers temps en Hongrie, a affirmé, lundi 14 mars, le premier ministre hongrois, M. Karoly Grosz. Il s'agit essentiellement des membres de la minorité hongroise de Roumanie qui fuient le pays où ils se plaignent de conditions de vie très difficiles et d'une assimilation forcée.

M. Grosz, qui recevait des représentants des Eglises, a annoncé que le gouvernement avait établi un comité interministériel chargé de cette question et qu'il allait allouer des sommes considérables à ces réfugiés. Il a en même temps dénoncé « l'exploitation » que faisait « un groupe politique

aux fortes motivations nationalistes » du « regrettable phénomène » des réfugiés roumains.

Le sort des Roumains d'origine hongroise, qui trouve un vaste écho dans la population hongroise, est devenu un des sujets de revendication de l'opposition dissidente qui exige plus d'engagement de la part des autorités. Le Forum démocratique, qui réunit les deux tendances de cette opposition, avait demandé, lors d'une réunion au début du mois, que les autorités prennent des mesures de solidarité avec la minorité d'origine hongroise vivant en Roumanie (environ 1,8 million de personnes). — (AFP.)

Manœuvres d'approche de la Pologne
en direction du Conseil de l'EuropeSTRASBOURG
de notre envoyée spéciale

Premier secrétaire général du Conseil de l'Europe à se rendre en visite officielle dans un pays du bloc soviétique, M. Marcelino Oreja (1) a eu à Varsovie, du 9 au 12 mars, des entretiens avec des responsables polonais sur certains projets concrets de coopération.

Cette visite, dont l'initiative revient aux autorités polonaises, confirme le souci croissant de Varsovie de développer ses relations avec les pays occidentaux, y compris dans le cadre multilatéral après avoir surmonté l'épreuve de l'isolement diplomatique consécutif à l'état de siège.

Outre les approches en direction de la CEE, l'intérêt manifesté par le général Wojciech Jaruzelski pour une organisation politique comme le Conseil de l'Europe, dont l'un des principaux objectifs est la défense de la démocratie parlementaire et des droits de l'homme, peut surprendre.

Ce n'est, bien entendu, pas sur cet aspect-là que se sont attardés les interlocuteurs officiels polonais de M. Oreja (notamment le ministre des affaires étrangères, M. Marian Orzechowski, celui de la culture, M. Aleksander Krawczuk, et le général Jaruzelski), mais plutôt sur la vocation « paneuropéenne » du Conseil de l'Europe que le chef de l'Etat polonais verrait volontiers s'étendre un peu plus vers l'Oural.

« Il a été très clair de ma part qu'il n'en était pas question », en l'état actuel des choses, a déclaré à Strasbourg, dans un entretien accordé au Monde, M. Oreja, soulignant que la participation au Conseil de l'Europe (2) impliquait avant tout l'adhésion à la Convention européenne des droits de l'homme et, partant, la reconnaissance du pluralisme politique.

« Il ne s'agit pas pour le Conseil de l'Europe », a-t-il ajouté, « d'institutionnaliser la CSCE. Mais rien n'empêche d'avoir des contacts avec des Etats européens non membres du Conseil, pour voir jusqu'où on peut aller ».

Propositions
hongroises

Au contraire : cela est même recommandé si l'on en croit le chef de la diplomatie ouest-allemande, M. Hans-Dietrich Genscher, qui donna le coup d'envoi pour ces prises de contacts avec l'Est lors d'une réunion extraordinaire du comité des ministres du Conseil de l'Europe en janvier 1985.

Logiquement, la première de ces missions exploratoires s'est faite avec la Hongrie. M. Oreja s'est rendu à Budapest en juin 1987, offi-

ciellement pour y donner une conférence à l'invitation de l'Académie des sciences, ce qui lui a quand même permis de rencontrer le ministre hongrois des affaires étrangères. Une délégation de responsables hongrois est ensuite venue à Strasbourg, les 12 et 13 octobre 1987. Ensuite la Hongrie a adressé une série de propositions de coopération qui sont en cours d'examen à Strasbourg. Elles concernent essentiellement l'éducation, la culture, l'environnement et la santé. C'est d'ailleurs dans ces mêmes domaines que pourraient se développer les relations avec la Pologne, qui devrait à son tour envoyer une délégation à Strasbourg d'ici quelques mois.

M. Oreja s'est déclaré par ailleurs tout à fait « impressionné » par la portée non officielle de sa visite, au cours de laquelle il s'est entretenu avec le chef du syndicat dissous Solidarité, M. Lech Walesa, et son principal conseiller M. Bronislaw Geremek, qui l'ont ensuite emmené se recueillir sur la tombe du Père Popieluszko, assassiné par la police politique en 1984. Subtilité du jeu diplomatique, la rencontre avec le cardinal Glemp figurait, elle, au programme officiel, mais sous le label « entretiens privés ».

M. Oreja a vu chez les dirigeants de Solidarité des gens « dont les idées correspondent à ceux du Conseil de l'Europe ». Aucun d'entre eux ne s'est opposé, au contraire, à l'idée de l'établissement de relations entre la Pologne et le Conseil de l'Europe. Un processus dont M. Oreja ne s'aventure cependant pas à dire où il peut mener.

SYLVIE KAUFFMANN.

(1) Ancien ministre espagnol des affaires étrangères dans le gouvernement Suarez, il avait, voici dix ans, rétabli les relations diplomatiques entre Madrid et les pays de l'Est.

(2) Le Conseil de l'Europe, dont le siège est à Strasbourg, compte vingt et un membres, tous dans le camp occidental.

● TURQUIE : deux dirigeants communistes encourrent de lourdes peines d'emprisonnement. — Le parquet de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a requis, le lundi 14 mars, soixante-six ans et six mois d'emprisonnement contre chacun des secrétaires généraux du Parti communiste turc (PCT), interdits depuis sa fondation et du Parti ouvrier de Turquie (POT), interdits depuis 1980, MM. Haydar Kutlu et Nihat Sargin. MM. Kutlu et Sargin sont accusés notamment d'avoir tenté de fonder un Etat marxiste-léniniste et dirigé un parti dans ce but, d'avoir « porté atteinte à l'unité nationale turque » et « injurié l'Etat turc et ses dirigeants ». — (AFP.)

Amériques

PANAMA : malgré l'aggravation de la crise

Le général Noriega confirme
son intention de rester au pouvoirPANAMA
de notre correspondant
en Amérique centrale

L'isolement de l'homme « fort » du Panama, le général Manuel Antonio Noriega, s'est encore accru lundi 14 mars avec la décision de certains secteurs de la fonction publique de ne pas reprendre le travail tant que les salaires de la première quinzaine de mars n'auront pas été payés. Malgré l'aggravation de la crise provoquée par les sanctions économiques de Washington, le général Noriega a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de se démettre : « Je n'ai rien à perdre, a-t-il confirmé, si ce n'est ma vie. La dignité est mon drapeau et je dirige une armée qui se bat pour son peuple ».

Dans l'espoir d'être entendu cette fois-ci, le général Noriega a de nouveau demandé à l'Amérique latine de faire « preuve de solidarité à l'égard du Panama, victime de l'agression des Etats-Unis qui veulent maintenir leur présence impérialiste au-delà de l'an 2000 » (le traité de 1977 entre les deux pays a fixé cette date pour la remise du canal au gouvernement panaméen). « Ce n'est pas moi le problème, a-t-il dit, c'est la situation géographique du Panama qui rend notre pays indispensable dans la stratégie impérialiste des Etats-Unis ».

« Pas d'argent,
pas de travail »

Le peuple ne semble plus tout à fait de cet avis. Les fonctionnaires (cent quarante-quatre mille personnes, soit plus de 25 % de la population active du pays), qui étaient jusqu'à récemment les piliers du régime militaire, sont descendus dans la rue pour exiger le départ du général Noriega, considéré comme le principal responsable de la crise actuelle. Malgré les efforts des médias officiels pour expliquer que les Etats-Unis sont à l'origine des problèmes de trésorerie, les fonctionnaires exigent d'être payés en

billets verts, et non en chèques, qui ne peuvent pas être encaissés, les banques étant fermées depuis le 5 mars faute de liquidités.

Au cri de « Pas d'argent, pas de travail » et « Que Noriega s'en aille », les professeurs ont affronté les troupes de choc de l'armée, les Dobermanns. Fait sans précédent en vingt ans de régime militaire-populiste, le quartier populaire de Calidonia, où se trouvent plusieurs ministères, a été le centre des manifestations de lundi. Jusqu'à présent, la contestation était concentrée dans les quartiers bourgeois où se trouvent la plupart des cent trente banques du centre financier international, principaux foyers d'opposition.

Aux professeurs, qui sont en congé forcé sur ordre du gouvernement depuis plus de deux semaines, se sont ajoutés près de deux mille employés des deux principaux ports du pays, Balboa et Cristobal, totalement paralysés depuis lundi après-midi. Les autres secteurs pourraient suivre très rapidement. Seuls, les quatorze mille militaires n'ont aucune raison de se mettre en grève : ils ont encaissé leur chèque lundi dans les bureaux de la caisse d'épargne qui leur est réservée.

Lundi, les Dobermanns ont fait preuve de retenue à l'égard des manifestants, et pas seulement par ce qu'il s'agissait de petites gens. Les autorités espèrent, en effet, ne plus donner l'occasion aux chaînes de télévision étrangères, en particulier américaines, de transmettre des images de violence qui font du tort au régime. Il faut reconnaître, comme s'en plaignent depuis longtemps les autorités panaméennes, que les médias étrangers ont eu tendance à grossir les événements des neuf derniers mois. Le Panama n'est pas à feu et à sang, loin de là, et la répression est beaucoup moins brutale que dans beaucoup d'autres pays de la région. Il y aurait au moins d'une dizaine de morts (aucun, selon le gouvernement) depuis juin dernier, et la plupart des manifestants détenus sont relâchés assez rapidement.

BERTRAND DE LA GRANGE.

COLOMBIE : élections municipales

Un revers pour le parti au pouvoir

Bogota. — Les élections municipales du dimanche 13 mars constituent, comme il était prévisible, un revers pour le parti libéral du président Virgilio Barco. Dans les deux principales villes du pays, Bogota et Medellin, l'opposition social-conservatrice a en effet enlevé les maires. Dans la capitale, le fils de l'ancien président conservateur Misael Pastrana, Andres, enlevé le mois dernier par des guérilleros, devient ainsi le nouveau maire. Les libéraux conservent cependant une majorité avec près de 3 millions de voix et 423 maires contre 2,2 millions de voix et 415 maires pour le parti social-conservateur (après le dépouillement de plus de 95 % des bulletins).

Ce résultat est la conséquence de la division du parti libéral qui présentait dans de nombreuses municipalités plusieurs candidats. La gauche, représentée par la première fois par l'Union patriotique (UP), un mouvement issu de la guérilla, a pour sa part remporté une quinzaine de maires, ce qui, grâce à des alliances avec les conservateurs ou les libéraux dans certaines régions, prend place dans de nombreux conseils municipaux.

Même si ces élections se sont déroulées, comme il est habituel dans le

pays, par un fort taux d'abstentions — plus de 40 % des 11 millions d'inscrits —, les autorités ont pourtant réussi le tour de force d'organiser des élections dans le calme. Selon un bilan présenté par un quotidien de la capitale, deux accrochages seulement se sont produits en province entre militaires et guérilleros, et un scrutin n'a pu avoir lieu à Tienalta, dans le nord du pays, les électeurs ayant reculé devant les menaces. Un succès indéniable pour le gouvernement quand on se souvient du bain de sang qui a précédé la tenue de ces élections. — (AFP, Reuter.)

LIVRES

POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

La politique soviétique des nationalités menacée

Le troisième volet de la « perestroïka »

(Suite de la première page.)

Les partisans de M. Gorbatchev voudraient recourir à « des voies nouvelles, pas encore explorées, moins encore testées et difficiles à tracer tout en marchant ».

Mais s'ils préfèrent ces passes incertaines aux « méthodes du passé », c'est, disent-ils, que les « récents événements de différentes régions nous ont rappelé, comme un signal d'alarme, que dans un pays d'une telle taille et comptant en son sein plus de cent nationalités, la « perestroïka » devait obligatoirement repenser aussi les modes de cohabitation de ces nations au sein de leur union ». C'est pour cela, explique-t-on encore, que du discours prononcé par M. Gorbatchev, en novembre, à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la révolution, au rapport qu'il a présenté devant le dernier plénum, en février, cette question nationale est remontée en tête de la liste des priorités.

Et à entendre l'analyse faite, dans les milieux officiels, on comprend la rapidité de ce rajustement. Premier point, le problème ne se poserait pas seulement « entre les Russes et les autres » mais bien plus encore entre les différents peuples voisins, entre les « petits » et les « grands ». Le « nationalisme » des premiers répandrait de cette manière au « chauvinisme » des seconds. Cet état de fait déçoit, dit-on, de ce que le socialisme a « enlevé leur base matérielle » aux tensions nationales en corrigeant les fortes inégalités de développement existant auparavant entre les peuples de l'empire russe, mais n'a, en revanche, pas été à même, jusqu'à présent, d'effacer les aspects psychologiques et historiques « de ces tensions ».

L'explication fait sans doute bien bon marché de la simple volonté d'indépendance de plusieurs républi-

ques qui se souviennent parfaitement d'avoir été annexées de force et d'avoir connu, avant cela, un niveau de développement enviable. Il n'en reste, cependant, pas moins vrai que la défiance entre Azeris et Arméniens ne date pas du régime soviétique.

Deuxième point : ce serait la « volonté de développer les marches de l'empire » et le renforcement consécutif d'économies, de cultures écrites et d'intelligentsia nationales qui viendraient compliquer les choses car « ces progrès ont conduit à un changement des rapports entre ces peuples et le patron » [les Russes].

« Père-fils »

Sans même parler du renversement complet qui s'est parfois produit là où le niveau des services et la qualité de la vie sont devenus meilleurs qu'en Russie, le « rapport père-fils » dans lequel on vivait jusqu'à présent doit nécessairement évoluer si l'on ne veut pas laisser la situation se compliquer plus encore.

La complexité de cette évolution, poursuit-on, est toutefois extrême car, en soixante-dix ans, la carte des différentes nationalités a été considérablement modifiée par des migrations massives qui tendent à rendre plusieurs peuples minoritaires dans leur propre république ou région — au moment précisément où s'affirme leur identité.

Et là-dessus, arrivent « glasnost » et « perestroïka ». « En faisant disparaître la peur qui s'était perpétuée jusque sous Brejnev », la première donne un espace à l'expression des problèmes accumulés depuis des décennies (entre autres choses, les mesures arbitraires prises sous Staline) « et à ceux, également, qui apparaissent aujourd'hui ». Car dans la mesure où elle « représente

une menace pour les structures traditionnelles de la stagnation », la « perestroïka » en conduit certains à vouloir, pour se défendre, se saisir de l'arme de la question nationale — arme jusqu'à présent enterrée tant elle était explosive.

Est-ce à dire, comme cela se murmure beaucoup, que certaines des directions des partis locaux joueraient délibérément de cette arme contre M. Gorbatchev ? C'est là, répond-on, une « vue extrêmement simpliste », puisqu'il serait « rigoureusement inimaginable » que des premiers secrétaires ou des comités centraux s'opposent directement au comité central soviétique. Aux niveaux intermédiaires, en revanche, dans les appareils politiques et économiques ou dans les structures parallèles du marché noir, oui, potentiellement en tout cas, la question se pose.

En clair, les mafias locales (très vigoureusement dénoncées par la presse centrale) sont prêtes à tout pour sauver un ordre dans lequel beaucoup avaient appris à prospérer à l'ombre bienveillante du brejnevisme. Dans ces conditions, il s'agit maintenant d'avoir constamment à l'esprit les répercussions possibles de la « perestroïka » sur les foyers de tensions nationales. A en croire des sources universitaires liées au pouvoir, le Kremlin en aurait, d'ores et déjà, recensé dix-huit et s'attendrait à voir ce nombre se multiplier par deux ou trois à la première maladresse-excès de laxisme ou de fermeté.

La fin
du « jardin des nations »

Que compte-t-on faire dans ces conditions ? Premièrement, abandonner l'illusion stalinienne de la possibilité de créer « un jardin des nations » au sein de l'Union, car on ne résout pas des problèmes datant de plusieurs siècles de la même

façon que ceux « du logement ou des jardins d'enfants ». Deuxièmement, chercher systématiquement, derrière l'exacerbation d'un problème national, les difficultés sociales, économiques ou autres qui expliquent que les choses s'enflamment. « Savez-vous, par exemple, dit un important responsable du parti en abordant de lui-même le grand dossier du moment, qu'au Nagorny-Karabakh les Azeris contrôlent presque totalement la police de la route, et les organismes chargés de l'attribution des appartements, que les liaisons entre la région et l'Arménie sont délibérément compliquées ou qu'on ne peut encore y recevoir la télévision arménienne ? »

D'ici à la fin du mois, indique-t-il donc, il devrait être annoncé qu'il sera mis terme à ces anomalies, et l'engagement qu'avait pris M. Gorbatchev devant les Arméniens de donner, le 26 mars, une réponse à leurs doléances sera ainsi respecté. Mais pour ce qui est du cœur du problème, le statut administratif du Nagorny-Karabakh, il ne faut pas s'attendre à une décision rapide, car il faut avancer à pas comptés et ne pas risquer d'ulcérer les uns en contentant les autres.

Pour l'instant, l'heure n'est pas, en d'autres mots, à redessiner les cartes, mais à la préparation de la conférence qui, en démocratisant le parti, préparera, pense-t-on, le terrain aux mesures de décentralisation qui devraient accorder plus d'indépendance financière aux républiques et régions ; augmenter le pouvoir de leurs assemblées et démocratiser le mode d'élection de leurs dirigeants.

Le programme est ambitieux. On ne peut, à l'entendre énoncer, que citer le « Qui vivra, verra », lancé la semaine dernière par M. Gorbatchev.

BERNARD GUETTA.

diplom

Le Mo
INFO 24
LEM

Diplomatie

La rencontre Kohl-Mitterrand en Forêt-Noire

Un « non-candidat » au cœur de l'Europe

DURBACH
de notre envoyée spéciale

La pluie n'eut pas raison de la curiosité des badauds, car on n'est pas blasé à Durbach, village prospère mais néanmoins modeste de 3 700 âmes, ancré dans le vignoble du pays de Bade. Le chancelier Kohl eut beau s'efforcer de restituer à l'endroit sa grandeur historique, en rappelant que le ruisseau qui le traverse fut autrefois frontière entre l'empire des Habsbourg et la France et qu'on était ici « au cœur de l'Europe », les habitants de Durbach ne se seraient pas attendus, il y a quelques jours encore, à devoir jamais accueillir une rencontre internationale au sommet. On avait mobilisé la fanfare municipale et la gastronomie locale (soupe aux escargots, Traminer) pour recevoir dignement, lundi 14 mars, le chancelier Kohl et le président Mitterrand, et l'on avait dû réquisitionner la salle paroissiale pour la brève conférence de presse que donnèrent les deux hommes à l'issue de leur rencontre « privée ».

Personne évidemment — ou presque — n'osa plus poser « la » question. C'est la presse britannique qui se dévoua cette fois, en la personne d'un envoyé spécial du *Financial Times* qui, avec une courtoisie insouvenante, nous sommes venus pour ça », dit-il au nom de ses confrères), et sans y croire vraiment, trouva, par un élégant détour franco-allemand, le moyen de demander à M. Mitterrand s'il entendait se représenter. A question éculée, non-réponse connue : « C'est un sujet que j'aborde peu, dit le président de la République, et en tout cas pas en pays étranger ».

M. Mitterrand, donc, est toujours président, pas (encore) candidat. D'autres « impatients » diplomatiques l'appelaient encore samedi 19 mars en Espagne, on peut légitimement supposer que c'est dans cet état de non-candidature qu'il se rendra en fin de semaine dans la résidence privée, la *Latché Andatou*, de M. Gonzalez.

Ces rencontres amicales et informelles entre le président et le chancelier ne sont certes pas rares ; elles sont devenues quasiment bi-annuelles au cours des cinq dernières années. Pour écarter toute malencontreuse inférence, tout soupçon mal venu d'ingérence de sa part dans la campagne électorale française, le chancelier a pris grand soin de souligner qu'il s'agissait là d'amitié entre les deux pays, indépendamment des deux personnes qui les représentent, et que si « préférence » il y avait, c'était celle de l'Allemagne pour la France et non sa préférence propre pour tel ou tel futur président de la République française.

Un certain humour

Il n'empêche : cette invitation en Forêt-Noire était fort bien venue pour le non-candidat Mitterrand, champion au demeurant du rapprochement avec la RFA. Outre à rendre ce petit service, le chancelier avait veillé à faire du même coup œuvre utile chez lui : le Land du Bade-Wurtemberg est en campagne électorale et son ministre président, M. Lothar Späth, chrétien-démocrate comme le chancelier, qui aimerait se doter d'une envelopure internationale et sa fièvre d'avoir fait récemment le voyage à Moscou, a probablement apprécié d'être invité pour le café à Durbach et d'avoir droit, lors de la conférence de presse, à un siège à la tribune, légèrement en retrait de MM. Kohl et Mitterrand.

Mais de quel parti s'en va-t-on pendant ces déjeuners « privés » ? De l'Europe, bien sûr, de la préparation du sommet de Hanovre en juin, du grand marché, dont MM. Kohl et Mitterrand sont, comme l'a dit le chancelier, des partisans « passionnés ». On ajoutait, dans l'entourage du président, qu'il avait également été beaucoup question des problèmes de sécurité, et qu'un certain humour « à l'allemande » avait dominé les conversations.

CLAIRE TRÉAN

Pendant deux jours à Berne

Les ministres américain et soviétique de la défense discuteront de leurs doctrines militaires respectives

Le secrétaire américain à la défense, M. Frank Carlucci, va cette semaine à Berne demander à son homologue soviétique, le général Dmitri Jazov, de confirmer les informations selon lesquelles l'armée soviétique a adopté une nouvelle doctrine militaire et de préciser si celle-ci impliquera une réduction des forces soviétiques, a-t-on indiqué, le lundi 14 mars, au Pentagone.

Après un dîner, mardi soir, dans la capitale suisse, les deux hommes auront deux entretiens le mercredi 16 mars, et un autre le jeudi 17, selon le programme officiel.

Les discussions porteront également sur le désarmement, les droits de l'homme, la proposition soviétique de retrait d'Afghanistan, et sur les moyens d'éviter les incidents entre des unités des forces armées des deux pays, selon un haut responsable du Pentagone.

M. Carlucci a indiqué qu'il entendait interroger son interlocuteur sur la signification de la doctrine militaire de « suffisance raisonnable » mise en avant ces derniers temps en URSS et qui laisse entendre que Moscou se contenterait d'avoir des forces conventionnelles suffisantes pour défendre le pays et ses alliés.

Selon l'OTAN, le type d'unités déployées par l'armée rouge en Europe et leur entraînement sont caractéristiques d'une armée préparée pour une guerre d'offensive et non défensive, contrairement aux forces de l'alliance atlantique.

De son côté le général Jazov, dans une déclaration à l'agence Tass, a confirmé que l'ordre du jour portera sur les doctrines militaires respectives, mais aussi sur « les armements stratégiques offensifs et le traité ABM, sur les armistices, la réduction des forces armées et des armements classiques en Europe, la cessation des essais nucléaires, l'interdiction et la liquidation des armes chimiques. Nous comptons sur une conversation franche et constructive », a indiqué le ministre soviétique, avant de préciser que le maréchal Akhromeev, chef de l'état-major général des forces armées de l'URSS, se rendra cette année à Washington, à l'invitation de l'amiral William Crowe, président du comité des chefs d'état-major américains. — (AFP, Tass.)

● Visite en France du ministre tunisien de l'Intérieur. — M. Habib Ammar, ministre tunisien de l'Intérieur, entreprend, mercredi 16 mars, une visite de trois jours à Paris, au cours de laquelle il doit signer deux accords qui avaient été mis au point lors du récent voyage à Tunis de M. Robert Pandreud. Le premier est relatif à la situation des Français en Tunisie qui pourront, à l'avenir, bénéficier de cartes de séjour d'une durée de dix ans au lieu de deux, à l'instar des Tunisiens établis en France. Le second porte sur la coopération en matière d'administration locale et territoriale. — (Corresp.)

SOCIÉTÉ NATIONALE POUR LA DÉFENSE DES ANIMAUX UNION ANTI-TAUROMACHIE 220 ASSOCIATIONS FRANÇAISES

CORRIDAS : HONTE DE LA FRANCE N'Y ASSISTEZ PAS

Enfermés dans les arènes, sans possibilité de fuite, des taureaux suppliciés, des crochets de fer plantés dans le corps, agonisent sous les coups répétés de pique, d'épée, de poignard ; des chevaux aveuglés, souvent drogués, terrifiés, les oreilles bouchées, sont cruellement maltraités et parfois mortellement heurtés ; des taureaux, des vaches, des veaux et des chevaux sont persécutés dans des arènes privées par les toréadors qui « se font la main », s'exercent à piquer, banderiller, estoquer, multipliant le nombre des victimes animales.

Non des « fauves », mais des animaux domestiques, les taureaux subissent beaucoup d'autres supplices horribles, dont le marquage au fer rouge et souvent le sciage des cornes.

La tauromachie est un symbole de la cruauté : elle avilit l'espèce humaine. Nul argument économique, ni pseudo-culturel ou le prétexte d'une tradition ne devraient être opposés à l'arrêt de la cruauté.

« La torture n'est ni art, ni culture », telle est la maxime que nous partageons avec nos amis espagnols, ardents adversaires des corridas.

Il y a déjà trop de souffrances dans le monde sans en créer pour en faire un spectacle.

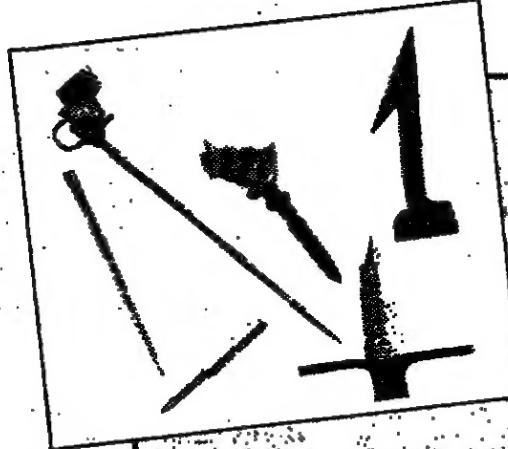
Événement important : l'Union anti-tauromachie est le grand groupement qui vient d'être créé et qui comprend 220 associations françaises de défense des animaux et de protection de la nature.

L'Union anti-tauromachie est coordonnée par la Société Nationale pour la Défense des Animaux (S.N.D.A.), représentée par Andrée VALADIER, présidente. La S.N.D.A., connue et estimée pour ses actions, spécialiste de la lutte contre les courses de taureaux sous toutes leurs formes, est une association sans but lucratif, officiellement déclarée en 1972.

Avec le soutien de la population de France, l'Union anti-tauromachie agit auprès des pouvoirs publics. Son but : l'arrêt des spectacles taurins en France. Elle poursuivra cette action avec ses associations correspondantes des pays européens et l'étendra au plan mondial.

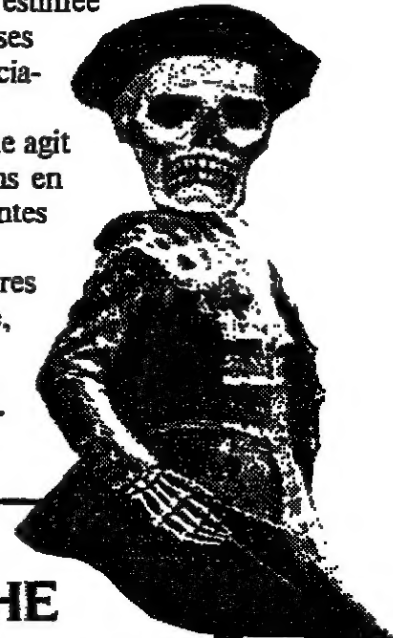
L'Union anti-tauromachie a besoin de votre aide pour financer d'autres publications dans la presse et continuer sa campagne contre la cruauté, elle fait appel à vous.

UN ANIMAL EST UN ÊTRE QUI VIT, QUI PENSE, QUI SOUFFRE.



MASSACRE À L'ARME BLANCHE

Ces armes sont successivement utilisées et à plusieurs reprises contre un même taureau. Le picador avec la pique tranchante de 14 cm de long à bout d'acier ouvre et vrille les plaies ; les banderilles à crochet acéré perforent la chair, la creusent profondément à chaque mouvement du taureau ; les épées que le matador (le tueur) plonge dans le corps du taureau une ou plusieurs fois ; le poignard planté et tourné dans la fêtuille du taureau meuglant ses souffrances ; le rejon, longue lance d'acier, enfoncé dans le corps du taureau lors de corridas « à la portuaise ».



S.N.D.A. - UNION ANTI-TAUROMACHIE

B.P. 105 - 94304 Vincennes Cedex - France - C.C.P. S.N.D.A. N° 33.536.26 L La Source

NOM _____
ADRESSE _____
LOCALITÉ _____ CODE POSTAL _____

MERCI DE VOTRE SOUTIEN

Le Monde

sur minitel

INFO 24 H/24 H

Les derniers flashs. L'actualité en direct

3615 TAPÉZ LEMONDE puis AFP

هنا من الاصل

Asie

La négociation d'un règlement au conflit afghan

Moscou accepte le report de la signature d'un accord à Genève

Alors que l'alliance des sept principaux mouvements de résistance se dotait d'un nouveau président — M. Gulbuddin Hekmatyar, qui succède ainsi à M. Yunus Khalles, démissionnaire, — Moscou a fait savoir qu'il n'existait pas de date butoir à un accord, à Genève, sur un retrait militaire soviétique.

« La décision de retrait des forces soviétiques d'Afghanistan est une décision politique. Pour ce qui est de la date limite, personne n'en a fixé de définitive », a déclaré, lundi 14 mars, à Belgrade, M. Vadim Logunov, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, qui accompagne M. Gorbatchev en Yougoslavie. En d'autres termes, l'URSS n'exige pas qu'un accord soit signé le 15 mars entre Kaboul et Islamabad, dont les délégations ont repris mardi leurs pourparlers « indirects » à Genève sous l'égide de l'ONU.

Les Soviétiques auraient cependant, selon le *Washington Post*, indiqué leur « surprise » et leur « déception » à la suite du retard pris par la négociation. M. Gorbatchev aurait

notamment exprimé son mécontentement, en recevant, le 11 mars, des sénateurs américains au Kremlin, en ce qui concerne les conditions américaines concernant l'arrêt de la suspension de l'aide militaire à la résistance. Le jour-même, Washington avait rappelé que Moscou devait, par réciprocité, arrêter également son aide militaire au régime du président Najibullah, ce que les Soviétiques refusent de faire.

Sur le deuxième obstacle à la signature d'un accord à Genève — la demande pakistanaise de lier cet accord sur un retrait militaire soviétique à la formation d'un gouvernement intérimaire à Kaboul — peut de progrès semblent s'être réalisés lundi à Genève. « Nous aurons peut-être quelque chose mardi », a déclaré le ministre des affaires étrangères de Kaboul, M. Abdul Wakil. Le délégué pakistanaise a refusé, de son côté, après deux séances de travail, de se prononcer. Lundi soir, le gouvernement pakistanaise a longtemps siégé à Islamabad,

sans pour autant prendre une décision. De son côté, le président Zia ul-Haq a reçu les ambassadeurs des États membres du Conseil de sécurité de l'ONU.

La nomination de M. Hekmatyar à la tête de l'alliance de la résistance signifie qu'à l'insistance du Pakistan, une délégation de la résistance se rendra rapidement à Genève. M. Hekmatyar a déclaré qu'il n'avait rien « contre la signature d'un accord à Genève », à condition que les Soviétiques acceptent la formation d'un gouvernement provisoire à Kaboul après les pourparlers, ce qui représente un net assouplissement de la position de l'alliance, qui réclamait auparavant le démantèlement immédiat du régime de Kaboul. De son côté, le président Najibullah a rappelé, lundi, qu'il était prêt à rencontrer ses adversaires « à n'importe quel moment et en n'importe quel endroit pour engager des négociations sur la formation d'un gouvernement de coalition ».

Les ambiguïtés de Gulbuddin Hekmatyar, nouveau président de la résistance

ISLAMABAD de notre envoyé spécial

Sa biographie officielle le dit tout crûment : Gulbuddin Hekmatyar est de la lignée des Gaules, Jaurès et Lénine, « grands hommes » devenus « à juste titre héros et mythes ». Il a beau parler parfaitement l'anglais, il ne s'adresse aux « infidèles » qu'en persan, « Fondateur de la lutte armée en Afghanistan », ce chef de l'un des sept mouvements de la résistance afghane — et non le moindre — n'hésite pas à jeter une volée de bois vert aux Américains, qui le ravitaillaient encore en armes, comme il l'a fait récemment à Islamabad.

Son parti, le Hezb-Islami, formation islamique sunnite et « fondamentaliste », jouit d'une réputation contrastée : de l'avis général, le Hezb est le parti le plus politique, le mieux structuré (façon « centralisme démocratique ») et le plus intolérant de la résistance. En 1979, une scission s'est produite au sein du Hezb, et Yunus Khalles a fondé son propre parti, tout en gardant le même appellation : il accusait « Gulbuddin » de privilégier la révolution islamique au détriment de la lutte contre les communistes et les Soviétiques.

Cette réputation ne l'a pas quitté. Les commandants et les chefs politiques d'autres partis de la résistance lui reprochent d'être beaucoup plus présent à Peshawar que dans les zones de combats. Et puis il y a les rumeurs de Peshawar, « capitale » des réfugiés afghans où se côtoient combattants « humanitaires », agents des services spéciaux venus d'un peu partout, marchands d'armes et professionnels de la contrebande : en plusieurs occasions, des groupes armés du Hezb n'auraient pas été au rendez-vous quand il fallait résister à un assaut de troupes soviétiques. En revanche, leur présence est signalée lorsque quelque opération humanitaire se fait reconnaître par des moudjahidins.

« Gulbuddin » a une conception de la djihad (guerre sainte) qui fait

fi de ce genre de détail. Pachotone de la tribu kharrut, il est né il y a quarante ans dans la province nordique du Baghlan, au milieu des populations tadjiks, turkmènes, le turban qu'il porte et sa barbe sont également noirs et si son visage s'éclaircit parfois d'un sourire, sa physionomie et son maintien suggèrent une volonté de garder constamment ses distances. Son charisme est froid mais indéniable, et une fièvre profonde l'habite : seul l'islam...



Du début de l'invasion soviétique jusqu'en 1986, son sens des relations publiques, son intelligence et le fait que le Hezb avait de nombreux partisans au sein de l'armée pakistanaise lui valurent de recevoir plus de 40 % des livraisons d'armements américains. Washington avait pris l'habitude, s'agissant de l'aide à la résistance, de faire confiance à Islamabad. Depuis 1987, le Hezb ne recevait guère plus de 20 % de ces mêmes livraisons. « Gulbuddin » a peu à peu montré sa véritable dimension et, à tort ou à raison, il fait peur. Entre-temps, il a construit des stocks d'armes considérables et qui, ajoutés aux ennemis (nombreux), n'ont pas beaucoup servi.

« Gulbuddin » voit plus loin : qui sait si, demain, il ne se retrou-

vera pas dans la position de principal opposant au futur régime de Kaboul ? L'arrêt éventuel de l'aide américaine ne le préoccupe pas — « Rappelez-vous que les Soviétiques sont notre meilleure source d'approvisionnement », dit-il — et il n'éprouve, apparemment, aucune reconnaissance vis-à-vis de ses bienfaiteurs de fond. Il s'est livré à une diatribe plus virulente qu'à l'habitude contre la « conspiration américano-soviétique » pour imposer un règlement à Genève sur le dos des Afghans : départ des troupes soviétiques et maintien d'un régime favorable à l'URSS à Kaboul. Certes, Gulbuddin Hekmatyar est reconnaissant au Pakistan, qui défend les intérêts des moudjahidins (installation d'un gouvernement intérimaire consécutivement à la signature des accords de Genève), mais il « espère » surtout qu'Islamabad ne succombera pas aux pressions américaines.

Un certain mimétisme

Ce serait alors, estime-t-il, « la victoire du lobby » qui, aux États-Unis, pense qu'un gouvernement communiste en Afghanistan serait préférable à un gouvernement islamique ». Dans ce cas, face à cette « trahison », le djihad ne s'arrête pas « pas même un instant » et, au contraire, elle s'intensifiera jusqu'à ce qu'il n'y ait plus un seul soldat soviétique et un seul communiste sur le sol afghan. « Gulbuddin », pour sa part, a une position de repit. Même si les bureaux des partis de la résistance sont fermés à Peshawar, même si les frontières sont closes — tâche impossible — le Hezb, avec armes et bagages, poursuivra la guerre à partir du territoire iranien. Ce choix n'est pas anodin, il y a bien des passerelles — et du mimétisme — entre l'imam Khomeiny et l'ami (cheef) du Hezb-Islami. Au bout du compte, dit « Gulbuddin », il faudra bien que les Soviétiques acceptent une négociation directe avec les moudjahidins.

LAURENT ZECCHINI

هذا من الاموال

Afrique

La recherche d'une solution en Angola

Washington et Pretoria jugent insatisfaisantes les propositions de Luanda

Rien de neuf. Selon le département d'État américain, les nouvelles propositions angolaises pour ramener la paix dans la région « ne semblent pas apporter de nouveaux sur la question-clé [...] du retrait des forces cubaines ».

M. « Pk » Botha, le ministre sud-africain des affaires étrangères, qui s'est entretenu lundi 14 mars à Genève avec M. Chester Crocker, sous-secrétaire d'État américain aux affaires africaines, s'est déclaré d'accord avec ce jugement tout en rappelant que Luanda « avait accepté le principe d'un retrait total » des quarante mille Cubains stationnés en Angola. Le ministre a réaffirmé, au cours d'une conférence de presse, la position de son gouvernement, à savoir que « le retrait cubain constitue la préalable » à toute solution.

JOHANNESBURG de notre correspondant

Trouver un terrain d'entente et établir un calendrier du retrait des soldats de Fidel Castro assorti de conditions acceptables par toutes les parties n'est pas une mince affaire...

Un premier plan élaboré à la fin de novembre 1984 était resté lettre morte. Pretoria et Luanda n'étaient pas parvenues à apaiser leurs divergences, notamment en ce qui concerne les différentes étapes. La divulgation prématurée du plan par les autorités angolaises avait d'ailleurs compromis définitivement ses chances de succès.

Des dirigeants du MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola), avec à leur tête M. Francisco Van Dunem, ministre de la justice, et une délégation cubaine conduite par un membre du comité central, M. Rodolfo Puente Ferrn, ont présenté, samedi 12 mars, de nouvelles propositions à M. Larry Napper, du département d'État américain, propositions dont la teneur n'a pas été révélée. On sait néanmoins que le désengagement des troupes cubaines dépend de la cessation de toute aide au mouvement rebelle de l'UNITA tant par Pretoria que par Washington, ainsi

que de l'évacuation des soldats sud-africains du Sud-Est angolais.

Les autres phases seraient mises à exécution en fonction de l'application de la résolution 435 des Nations unies sur l'indépendance de la Namibie. Ces conditions avaient été annoncées le 4 février par l'organe du Parti communiste cubain *Granma*. C'est ce nouveau plan qui a été présenté lundi 14 mars par M. Crocker à M. « Pk » Botha, le jour même où le président de la République, M. Pieter Botha, déclarait, dans une interview au *Washington Times*, que les troupes de son pays resteraient en Angola tant que les Cubains y seraient.

La position de Pretoria est simple : l'armée de Fidel Castro représente une menace pour toute l'Afrique australe, et il n'y a pas de paix possible tant que celle-ci restera sur le sol angolais. Fait nouveau, il semble que l'Afrique du Sud ne sera vraiment satisfaite que lorsque un gouvernement d'unité nationale, composé du MPLA et de l'UNITA, sera constitué à Luanda. Jusque-là, Pretoria et Washington ne soumettent l'application de la résolution 435 qu'à un seul retrait cubain. Aujourd'hui, la barre semble fixée un peu plus haut par l'Afrique du Sud, qui veut imposer au MPLA au moins la reconnaissance de

l'UNITA, voire le partage du pouvoir avec ce mouvement.

Luanda, de son côté, est prête, semble-t-il, à faire quelques concessions minimales, mais refuse catégoriquement de s'asseoir avec Jonas Savimbi à une table de négociations. Après vingt-deux ans de lutte, le général rebelle a d'ailleurs annoncé dimanche qu'il allait intensifier son effort de guerre, afin d'être en position de force le moment venu. Selon lui, le MPLA ne représente pas la majorité du peuple angolais, et il sera un jour ou l'autre amené à négocier.

Comme on peut le constater, il ne sera pas facile de concilier cette diversité d'intérêts opposés et de positions divergentes. Il existe, malgré tout, de part et d'autre, y compris chez les Soviétiques, une volonté manifeste de sortir du borborygme angolais. La guerre endie de plus en plus cher au régime du président Dos Santos, qui estime par ailleurs qu'avec quelques conciliations son armée est maintenant capable, sans les Cubains, de faire face à la situation.

Reste à savoir si la diplomatie qui permettra à reprendre ses droits permettra d'aboutir à une solution que les armes ont été incapables de trouver.

MICHEL BOLE-RICHARD

ZAIRE

Libération d'un opposant « interné psychiatrique »

M. Etienne Tshisekedi, secrétaire national de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), formation d'opposition non reconnue, a été libéré, samedi 12 mars au Zaïre, indiquent ses amis en Europe. Ancien ministre de l'Intérieur, de 1965 à 1968, M. Tshisekedi avait entretenu des relations orageuses avec le président Mobutu.

Revenu au Zaïre au début de l'année, il avait été arrêté le 17 janvier à Kinshasa pour avoir voulu organiser un meeting sans autorisation officielle (*le Monde* du 19 janvier). Quelques jours plus tard, les autorités annonçaient qu'il devait suivre un « traitement psychiatrique » et qu'il était interné à ce titre.

L'UDPS, qui jouit de sympathies en Belgique et parmi certains parlementaires américains, avait protesté contre cette nouvelle forme de répression. Le Parlement européen s'intéressait au sort de l'interné. Le porte-parole de l'UDPS en France, M. Manara, présente la libération de M. Tshisekedi comme le résultat des pressions occidentales sur M. Mobutu. Il affirme toutefois que soixante militaires arrêtés le 17 janvier en même temps que M. Tshisekedi demeurent en prison.

AFRIQUE DU SUD : condamnés à mort en 1985

Cinq hommes et une femme noirs devraient être pendus vendredi

JOHANNESBURG de notre correspondant

Six Noirs condamnés à mort en décembre 1985 pour complicité dans le meurtre de l'adjoint au maire de Sharpeville doivent être pendus, le vendredi 18 mars, à la prison centrale de Pretoria. Leur avocat, M. Prakash Dier, a annoncé, le lundi 14 mars, que les recours en grâce avaient été rejetés par le président de la République, M. Pieter Botha. M. Dier espère néanmoins pouvoir sauver la tête des six détenus en ouvrant une procédure de sursis à exécution.

Le cas de ces six condamnés — cinq hommes et une femme — a été à l'origine d'une campagne nationale et internationale pour les sauver de la potence. La Communauté économique européenne a notamment fait appel à la clémence du chef de l'État. En Afrique du Sud, « les six de Sharpeville », comme on les appelle, sont considérés par les mouvements anti-apartheid comme « des patriotes ». Des pétitions ont été signées en leur faveur. Des juristes ont contesté la légitimité de leur condamnation à mort.

Il leur est reproché d'avoir été complices de la mort, dans des conditions horribles, d'un homme qui, à l'époque, était considéré comme « un pantha du pouvoir blanc ». Les faits se sont produits au premier jour de la révolte des townships, le 3 septembre 1984, quand les habitants du triangle du Vaal, au sud-est de Johannesburg, s'étaient révoltés pour protester contre les augmentations de loyer. Des pierres furent alors lancées contre la maison de Khuzwayo Dlamini. Celui-ci sortit et tira dans la foule, blessant une personne. Les manifestants en colère incendièrent son habitation puis lapidèrent le conseiller municipal avant de mettre le feu à son corps.

À la cour du procès, la responsabilité directe de chacun des inculpés n'a jamais pu être formellement établie. Seule leur complicité a été retenue. En décembre 1987, la cour d'appel a rejeté leurs pourvois. Considérés comme « des marges politiques », les faits qui leur sont reprochés étant en relation avec les troubles dans les townships, ils doivent en principe être pendus trois jours avant le vingt-huitième anniversaire de la tuerie de Sharpeville qui, en 1960, avait coûté la vie à soixante-neuf personnes.

Le recours en grâce a, entre autres, été refusé à celle qui pourrait être la première femme à être exécutée pour des motifs liés à une agitation politique. Au total, cinq personnes ont été pendues en deux ans pour des raisons similaires, dont trois pour avoir en recours au « necklase » (le supplice du collier : un peu autour du cou arrosé d'essence puis enflammé). Plus de quarante condamnés à mort sont actuellement détenus dans les prisons sud-africaines où ont été exécutés l'an dernier.

M. B. R.

Appels à la clémence. — « Nous espérons vivement que, même au dernier moment, le président P.W. Botha répondra aux nombreux appels à la clémence qu'il a reçus », a indiqué lundi un porte-parole du ministère britannique des affaires étrangères. Quant à Amnesty International, l'organisation humanitaire, elle a renouvelé lundi son appel au gouvernement sud-africain pour qu'il épargne la vie des condamnés.

EN BREF

● CHINE : amnistie pour les personnes qui ont fui en 1949. Pékin a décrété, le lundi 14 mars, une amnistie totale pour tous ceux qui ont commis des « crimes » en Chine avant leur fuite à Taiwan en 1949, lors de l'arrivée au pouvoir de Mao Zedong. Cette mesure vise à encourager les soldats et les responsables nationalistes de Taiwan à visiter la Chine. — (AFP.)

● INDE : Dix-neuf meurtres au Pendjab. — Des militants sikhs ont tué, le lundi 14 mars, cinq personnes au Pendjab, après y avoir déjà tué quatorze personnes dimanche soir. Des militants séparatistes sikhs ont ouvert le feu dans un village. Selon la police, une cinquième personne est morte à l'hôpital des suites de ses blessures. Quatorze personnes avaient déjà été tuées par des militants. — (AFP.)

tants sikhs dimanche soir, dont les huit membres de deux familles dans le district d'Amritsar. — (AFP.)

● PHILIPPINES : lourdes pertes communistes. — Quarante-sept guerilleros communistes ont été tués à la fin de la semaine dernière par les forces de sécurité au cours de raids dans le sud du pays, a-t-on appris de sources militaires, le lundi 14 mars. Les autorités militaires n'ont pas communiqué le bilan de leurs pertes mais des témoins ont indiqué que des bombardiers et des hélicoptères de combat avaient participé aux attaques. — (AFP.)

● PRÉCISION. — A la suite du témoignage de Patrick Brizay sur la situation militaire dans le Hérit (le *Monde* du 3 mars), Solidarité-Afghanistan (Belgique) et Solidarité-Afghanistan (France), deux organisations d'aide aux réfugiés qui opèrent au Pakistan, nous précisent qu'elles n'ont aucun lien avec l'association dont se réclament Patrick Brizay et qui regroupe plusieurs ONG apportant une aide humanitaire à l'intérieur de l'Afghanistan.

● PAKISTAN : tentative de détournement d'avion. — Une tentative de détournement d'un avion des Pakistan International Airlines (PIA) a échoué, le samedi 12 mars, quand les services de sécurité ont maîtrisé un plan de l'air, a annoncé l'agence pakistanaise officielle AFP. Un garde de sécurité et le pilote ont été blessés au cours de la bagarre à bord de l'appareil d'un vol intérieur qui reliait Karachi à Lahore via Quetta. L'avion s'est posé sans encombre à l'aéroport de Quetta. — (AFP.)

● SÉNÉGAL : reprises des cours à l'université de Dakar. — Les cours ont repris, lundi 14 mars, à l'université de Dakar, fermée ainsi que tous les établissements scolaires au lendemain des élections présidentielle et législatives du 28 février. Les écoles primaires ont également ouvert leurs portes. Seuls les lycées et collèges restent fermés, pour une durée indéterminée. La réouverture partielle des établissements scolaires marque un retour progressif à la normale dans la région de Dakar, où l'état d'urgence a été reconduit, le 11 mars, pour une durée indéterminée. Un couvre-feu est toujours en vigueur de 23 heures à 5 heures. — (AFP.)

LES CERCLES D'UN REGARD Le monde de Kajii Motojirô

Nouvelles japonaises traduites et commentées par Christine KODAMA de LARROCHE

Illustrations originales de Yoshio Yoshida.

16 x 24, 144 pages, 8 illustrations in-texte, 1 frontispice, 88 FF.

MAISONNEUVE ET LAROSE

13, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tel. 42 54 32 79



La campagne dans la majorité

M. Charles Pasqua brocarde le chef de l'Etat

SAINT-BRIEUC
de notre envoyé spécial

M. Mitterrand est allé à Châteauneuf-en-Chabot inaugurer une fontaine, et c'est très bien. Moi aussi, j'admire les fontaines. C'est agréable, une fontaine. Mais je ne crois pas que ce soit suffisant pour permettre à M. Mitterrand de dire qu'il garde l'Etat. Je serais tenté de dire qu'il garde l'Etat comme d'autres gardent la chambre.

Une nouvelle fois, la salle échoit de rire. Les mille cinq cents Bretons de Saint-Brieuc, le lundi 14 mars, se laissent griser par la verve méridionale. Et Charles Pasqua fait un tabac. « C'est vrai qu'il ressemble à Fernandel », dit une vieille dame à sa voisine. « Tu te trompes, c'est Fernandel qui lui ressemble », lui répond l'autre, subjuguée. Pasqua-mania!

A la tribune, le ministre de l'Intérieur s'adresse à son auditoire. Il assure d'abord le spectacle. « Il serait temps pour Mitterrand de dire s'il y va ou s'il n'y va pas : je lui ai déconseillé d'y aller, mais il ne m'a écouté pas, tant pis pour lui. En réalité, s'il n'a pas encore annoncé ce qu'il va faire, c'est tout simplement parce qu'il espérait bien que pendant ce temps, Barre et Chirac, le RPR et l'UDF, s'empoigneraient afin que lui puisse dire : vous voyez, d'un côté, il y a ces paltoquets qui se comportent comme des chiffonniers, alors que moi je suis au-dessus de la mêlée. Il a d'ailleurs commencé à faire des discours très écologiques. Il nous dit : aimez-vous les uns les autres. Voilà pourquoi je lui réponds : en vérité, je vous le dis, si vous vous représentez, vous serez battus, car la gauche n'a jamais été aussi méprisante dans ce pays. »

« C'est super ! », crie la vieille dame. Charles Pasqua change de registre : « Maintenant que les journalistes ont fait le plein de petites phrases, passons aux choses sérieuses. » Le ministre de l'Intérieur martèle quelques-unes de ses certitudes. Sur l'immigration : « Tout ce qui s'appareille de près ou de loin au racisme et à la xénophobie, nous le combattons. Et c'est justement parce que nous avons déjà lutté contre le racisme et la xénophobie que nous pouvons prendre des mesures de protection pour notre peuple en reconstruisant sans complexes aux frontières les innombrables clandestins. »

Sur la nécessité de rétablir la peine de mort : « Qu'on ne compte pas sur moi pour avoir la moindre pitié pour les terroristes qui assassinent ou mutilent des femmes et des

enfants, pour ceux qui tiennent des personnes âgées ou qui tiennent les forces de l'ordre. »

Sur le droit d'asile : « C'est l'honneur de la France d'accueillir tous ceux qui sont persécutés en raison de leurs opinions, mais, chez nous, ils doivent respecter nos lois et ne pas faire de politique. Applaudissements-garantis. »

« L'illusion » et la « tromperie »

Il est temps d'en venir à l'essentiel. A ce que le ministre de l'Intérieur vient surtout à répéter au cours de cette campagne électorale et qu'il aurait bien aimé souligner le 9 mars, à son « Heure de vérité » d'A 2, si les journalistes ne l'avaient pas ce soir-là tourvoyé dans « des questions de détail ». L'important pour la France, dit-il, c'est le rendez-vous du marché unique européen du 31 décembre 1992. « On nous avertisse de dynamiser nos entreprises et de moderniser notre Université pour affronter l'abolition de toutes les frontières, et alors cette échéance donnera à la France une chance fantastique, ou nous n'aurons pas réussi, et la France deviendra un pays sous-traitant. »

L'important, ajoute aussi l'ancien ministre du RPR, « c'est que le pays évolue profondément et que cette évolution conduise le socialisme ». Le ministre de l'Intérieur en veut pour preuve ce qui s'est passé lors des grèves de l'hiver 1986-1987, quand les manifestations d'usagers ont contribué à enrayer les mouvements revendicatifs à la SNCF et à l'EDF, ou bien le succès des opérations de privatisation. « Le capitalisme populaire est en marche et la transformation des rapports sociaux, qui en résulte à l'intérieur des entreprises depuis que les salariés deviennent actionnaires montre que nous, les gaullistes, nous avons toujours eu raison de défendre l'idéal de la participation. »

Une certaine gravité s'est installée dans la salle. Point trop n'en faut, le batteur l'a bien senti. Et hop ! Un nouveau coup de clairon : « Depuis deux ans, nous gouvernons pendant que M. Mitterrand voyage, à moins qu'il ne fasse en ce moment une tournée d'adieux... De toute façon, il ne pourrait être réélu que dans l'équivoque, l'illusion et la tromperie. Il n'y aurait rien de pire pour le pays que la réélection de François Mitterrand. »

La vieille dame n'en peut plus d'applaudir, envoltée. Pasqua fantasie!

ALAIN ROLLAT.

Le RPR et le PR préparent un grand parti conservateur

(Suite de la première page.)

Un homme, il est vrai, travaille pour M. Chirac; M. Edouard Balladur. Profitant de l'affaire de la cantonale de Lille-Ouest, le ministre d'Etat vient de relancer les trois hommes forts du Parti républicain, MM. Léotard, Longuet et, sans doute le plus enthousiaste à cette idée, M. Alain Madelin. Alors qu'officiellement ces quatre hommes ne soutiennent pas le même candidat, ils ont restauré des liens de complicité qui, déjà, leur avaient permis, à l'insu des autres partenaires de l'UDF, de préparer à leur avantage le gouvernement de mars 1986. Le 3 octobre 1987 était déjà paru, dans le *Figaro-Magazine*, un écho laissant supposer la constitution d'une alliance appelée « Rassemblement national pour une République nouvelle » regroupant le RPR et le PR. Les dirigeants du PR avaient, à l'époque, vivement démenti. Ceux du RPR s'étaient abstenus de tout commentaire.

Un électoral homogène

En réalité, M. Léotard a ce projet en tête depuis un certain temps. Dès octobre 1986, tirant, au cours d'un voyage aux Etats-Unis, les premières leçons de la nouvelle cohabitation, il s'exprimait en ces termes devant des experts : « Du côté des conservateurs, la prochaine élection législative verra, on peut l'espérer, l'élimination de l'extrême droite. Les deux grands partis de l'actuelle majorité sont sans doute appelés à se rapprocher pour, à terme, consti-

tuer une grande fédération libérale conservatrice à l'instar de votre Parti républicain... En tout cas, ce regroupement est le probable enjeu d'une prochaine élection présidentielle. Alors, nous aboutirons à un système de bipartisme analogue au vôtre, qui est dans la logique des institutions. »

Dix-sept mois plus tard, l'analyse de M. Léotard n'a guère varié, bien au contraire. En privé, il constate que, sur les grands problèmes, plus rien ne distingue fondamentalement le RPR et l'UDF : le gaullisme est assimilé, les institutions sont acceptées, la mobilisation pour l'Europe approuvée, la décentralisation consentie. De surcroît, M. Léotard assure que deux années de cohabitation ont renforcé l'« homogénéité » de l'électorat de la majorité.

Les tractations avec M. Balladur ne sont évidemment engagées que sur la base de deux hypothèses : la victoire de M. Chirac, ou un nouveau succès de M. Mitterrand. Dans les deux cas de figure, le secrétaire général du PR a bien conscience qu'il lui faudra établir un rapport de force avec le RPR « pour éviter qu'il y ait un dominant et un dominé ». C'est, actuellement, plus facile à dire qu'à faire. M. Chirac à l'Elysée ? On imagine aisément que M. Léotard revendique alors Matignon. La majorité redevenue opposition ? M. Léotard peut espérer prendre alors le pas sur des chiraquiens ébranlés. Et s'il y a dissolution, M. Léotard se dit prêt à défendre le principe de la candidature unique aux élections législatives.

De tout cela, M. Léotard et ses amis peuvent espérer tirer un petit,

ou un grand, profit. Pour le RPR, ce rassemblement représente un élargissement appréciable. Pour le PR, ce peut être un moyen de sortir définitivement du bourbier UDF. Car M. Léotard et ses amis ne croient plus guère aujourd'hui que l'UDF puisse régler elle-même tous ses problèmes.

Gérer la campagne barriste

En attendant, le premier résultat de ces transactions sera de perturber la campagne barriste, en introduisant à nouveau le doute dans les esprits. Ceux des barristes qui ne rejettent pas, à terme, cette éventualité ne sont point partisans d'un regroupement aussi rapide, et placent plutôt, dans un premier temps, pour une meilleure organisation de l'UDF. Quant aux centristes, ils risquent — c'est un euphémisme — d'être particulièrement gênés par la démarche engagée par le PR. Certains des dirigeants du CDS rêvent, en cas de succès de la majorité, au

rétablissement du trépied mis en place, en 1969, par Georges Pompidou, dont la majorité regroupait les Républicains indépendants, l'UNR et le Centre démocrate et progressiste.

Enfin, et peut-être surtout, M. Léotard devra se soucier de ne point brusquer son propre parti. Certains de ses amis ne partagent pas son optimisme sur le ralliement à ceux que lui-même appelle il n'y a pas si longtemps « les moines soldats » du RPR. D'autres redoutent que leur patron n'aille se mettre sous la coupe d'un Jacques Chirac, qui pourrait ainsi étouffer ses ambitions présidentielles. Pour éviter ces sous-entendus, M. Léotard semble avoir aussi compris, contrairement à ce qu'il avait fait en 1986, qu'il devra composer avec M. Valéry Giscard d'Estaing, qui, depuis longtemps, s'est fait le chantre de l'union, et qui n'a nullement, cette fois, l'intention d'assister impuissant à la victoire de ses idées.

DANIEL CARTON.

Tout sur Barre

Minitel: 36.14 BARRE
(tarif réduit)

NOUVEAU - A PARTIR DU 28 MARS

PARIS-SEVILLE

10 VOLS

HEBDOMADAIRES

3 VOLS SANS ESCALE

LUNDI, MERCREDI, VENDREDI

DÉPART ORLY SUD : 15 H 25

ARRIVÉE SÉVILLE : 17 H 30

7 VOLS (AVEC ESCALE A VALENCE)

TOUS LES JOURS

DÉPART ORLY SUD : 17 H 50

ARRIVÉE SÉVILLE : 21 H 25

Consultez pour renseignements et réservations votre Agence de Voyages ou l'un de nos bureaux.
Réservations : Tél. (1) 47.23.00.23 / 31, av. Montaigne 75008 PARIS - Tél. (1) 47.23.01.23
1, rue Scriba 75009 PARIS - Tél. (1) 47.42.38.60 / Aéroport d'Orly - Tél. (1) 46.06.46.60.

IBERIA

LIGNES AÉRIENNES D'ESPAGNE

M. Jacques Chirac sur la 5

Surdité sélective

L'âge de M. Mitterrand ne sera pas un argument de campagne qu'utilisera M. Chirac, même si M. Pasqua ne l'en prive pas. Le premier ministre l'a dit, le lundi 14 mars, au cours du journal télévisé de la 5 dont il était l'invité. Il a cependant tenté une explication de texte des propos du ministre de l'Intérieur en assurant que celui-ci recommandait surtout à M. Mitterrand de ne pas se représenter « en raison de son appréciation des résultats possibles ».

Quoi qu'il en soit d'une telle exégèse, M. Chirac considère que l'argument tiré de l'âge d'un candidat peut être « aussi bien positif que négatif ». Il préfère donc ne pas le retenir. En revanche, il insiste sur la « promesse non tenue » de M. Mitterrand contenue dans ses 110 propositions de 1981 de ne pas faire de deuxième septennat. Ce qui lui permet d'affirmer que « M. Mitterrand a beaucoup trompé les Français, notamment sur ce point » et lui-même indique qu'il « ne prend pas ce type d'engagement ».

Continuité socialiste

M. Chirac toutefois crédite M. Mitterrand d'une certaine continuité de pensée lorsqu'il rappelle que le chef de l'Etat, il y a peu de temps, déclarait : « J'états socialiste et je reste socialiste », et il ajoute, sur le ton de la plus grande crédulité : « Je ne lui ferai certainement pas l'injure de penser que tout d'un coup pour se faire réélire il aurait subitement changé d'avis. »

De plus, il trouve dans les propos des collaborateurs politiques du chef de l'Etat « la même fougue, la même passion, la même ardeur que celles qui animaient le Parti socialiste ». En conséquence, lorsqu'il voit les socialistes en période électorale « faire patte de velours », il est

circonspect, car « chat échaudé craint l'eau froide ». Il signale aussi qu'il n'a pas la même conception du rassemblement des Français que M. Mitterrand, qui a, dit-il, « une conception, qui, j'imagine, est toujours la sienne, du peuple de gauche reléguant le reste du peuple du côté. J'ai toujours parlé du peuple de France ».

Rappelant les positions qu'il expose chaque jour dans ses réunions publiques, M. Chirac n'a cependant pas voulu répondre à une question concernant les reproches que lui font les barristes de se comporter en « aspirateur » des idées du député du Rhône, en affirmant : « Je n'ai pas entendu cela » ; mais sur un ton et avec un sourire montrant qu'il avait tout à fait entendu « cela ». Avouant enfin franchement : « Je n'ai pas l'intention d'entendre ce genre de choses », pour mieux souligner sa surdité volontaire et sa résolution de ne pas polémiquer avec l'autre candidat de la majorité.

De même, M. Chirac n'a pas voulu entendre M. Barre faire des allusions à « l'Etat RPR », mais seulement à « l'Etat socialiste ». Le premier ministre a donc voulu souligner que non seulement il ne critiquerait pas M. Barre, mais aussi qu'il ne répondrait à aucune pique lancée contre lui par les amis de l'ancien premier ministre. En revanche, ses critiques envers les socialistes et M. Mitterrand ne sont bridées par aucune contrainte. Mais il a préféré le mode ironique pour dire son « plaisir » de voir que « ceux qui ont combattu de Gaulle avec tant de férocité, d'injustice, de méchanceté — je pense aux socialistes, y compris à M. Mitterrand, soulignons-le — aujourd'hui s'efforcent de l'imiter et, en tout cas, ne cachent pas qu'ils le prennent pour référence ».

A. P.

مقداد من الاصل



Politique

La campagne dans l'opposition

A Dreux

M. Juquin voit en M. Le Pen un « petit Hitler français »

CHARTRES
de notre correspondant

M. Pierre Juquin a tout naturellement choisi Dreux, ville symbole de l'émigration du Front national, pour lancer, le lundi 14 mars, un appel à la défense de la démocratie et implorer « la classe ouvrière et le monde du travail » de ne pas « se laisser abuser par les idées d'extrême droite ». Un thème qu'il devait développer pendant sa visite chez Renault, au cours d'une conférence de presse, dans les rues de la ville, en prenant une tasse de thé à la bonne franquette avec des travailleurs ruraux et lors d'une réunion publique.

Pour le candidat rénovateur, M. Jean-Marie Le Pen est un « méprisable petit Hitler français, avec lequel il ne discutera jamais ». Avant d'accuser la majorité d'avoir « ouvert un boulevard, une autoroute » au président du FN, il a comparé M. Le Pen à « une gangrène (qui) se développe dans la police, la magistrature, l'administration et parfois même dans certains organes de presse ».

L'insécurité et les problèmes d'existence entre les différentes ethnies ont été, tout au long de la journée, évoqués : « Depuis 1974, l'immigration est stoppée. Néanmoins, il existe des problèmes réels. Rien n'a été réglé avec les gouvernements passés, tous ces problèmes se trouvent aggravés par la misère », a observé M. Juquin.

L'ancien dirigeant du PCF s'est également rendu dans un quartier populaire où le Front national réalise de bons scores. Il y a été reçu en toute simplicité par une famille modeste autour d'un apéritif. Malgré les caméras, M. Juquin s'est efforcé de mettre à l'aise ses interlocuteurs. Soucieux d'entendre des ouvriers dans leur milieu, il a fait glisser la discussion sur les TUC, le patronat et le racisme et il a invité Français et immigrés à attaquer ensemble les problèmes du quotidien et à « discuter avant d'accuser ».

Au cours de sa promenade dans les rues de la ville, M. Juquin a rencontré M. François Gaspard, ancien maire de Dreux, député PS d'Eure-et-Loir, qui lui a avoué sa sympathie car elle défend certaines de ses idées, mais elle ne lui donnera

pas sa signature. Peu importe. M. Juquin affirme avoir fait le plein des parrainages.

Pensant obtenir au premier tour plus de 3 % des voix, il appellera à voter Mitterrand au second tour sans lui donner un chèque en blanc, mais, pour lui, le combat devrait continuer après les élections.

Chez Renault, les juquistes ont poussé le symbole jusqu'à partager avec leur candidat le gâteau - Génération du 24 avril -.

Conclusion de M. Juquin : « C'est pour ça qu'on se bat, un gâteau plus gros et mieux partagé ».

CHRISTIAN HOUISSE.

M. Barre

Supplément d'âme

« La dimension culturelle est et sera une dimension essentielle de la vie sociale et nationale », a affirmé le lundi 14 mars M. Raymond Barre à Lyon. « Cette dimension est essentielle dans une société dominée par la technologie et où il est nécessaire d'introduire un supplément d'âme (...) Un effort collectif sera nécessaire pour donner cette dimension nouvelle à la vie (...) Nous devons revenir à un certain nombre de valeurs, fondement de toute société », a-t-il encore ajouté devant un groupe de jeunes barristes.

Quant aux jeunes qui se présentent pour la première fois sur le marché du travail, M. Barre leur a donné trois règles : volonté de travail, esprit d'ouverture et disponibilité. Puis se faisant badin, l'ancien premier ministre a ensuite révélé qu'il avait été « un chahuteur froid au lycée (...) Mon professeur de grec était charmant. Il écrivait sur le tableau : « Hâte-toi lentement » ; voyez comme cela m'a marqué... ».

M. Joxe

Majorité de progrès

« Nous espérons que l'élection présidentielle, après la victoire du

AJACCIO
de notre envoyé spécial

Une trentaine de manifestants, groupés derrière une banderole proclamant « Scolarisation » (« décolonisation »), criant « Liberté » et jetant des tracts à la volée au passage du cortège, à l'entrée du chapiteau du où se tenait le meeting : un cordon de CRS - lui-même protégé par des hommes en armes, le fusil ou le lance-grenades à la hanche - contrôlant la poignée de nationalistes. C'est, avec la vision de gruffins et de quelques gendarmes retranchés derrière leur gilet pare-balles, le pistolet-mitrailleur en sautoir, le seul aperçu direct de la ten-

sion qui règne dans l'île qu'aura en M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, en visite en Corse, le lundi 14 mars.

Si ces images de violence latente contrastaient avec la journée presque paisible - soleil, charcuteries, petites routes sinueuses - que M. Jospin a passée en Corse, le premier secrétaire du PS s'est, avant tout, employé - de la salle de la mairie du petit village de Murato, en Haute-Corse, au meeting du soir à Ajaccio, en passant par un entretien avec FR 3 - à forger la réponse du PS aux derniers attentats qu'a connus l'île. Sans toutefois tirer à boulets rouges sur le gouvernement, M. Jospin a évoqué les déclarations

de M. Charles Pasqua à « L'heure de vérité » d'A 2 pour affirmer que le PS refuse de participer à « une entreprise de culpabilisation des Corse » qui vise, selon lui, à masquer les insuccès d'une politique brève.

Le secrétaire du PS souhaite que le gouvernement ne tombe ni dans la « provocation verbale », ni dans le « triomphisme prématuré ». Il déplore le « style » que donne M. Charles Pasqua à « une politique de bras de fer qui n'est pas à la hauteur de nos institutions ».

De son côté, le PS, d'après son premier secrétaire, entend sortir des « machoirs d'un piège » qui revient à pratiquer l'« amalgame » entre la

violence et les « problèmes de fond » que connaît l'île.

« Face à la violence », a souligné M. Jospin, rigueur de la loi, fermeté de l'ordre, action libre de la justice, et face aux problèmes de la Corse - ce que je sèpe - prise en compte des problèmes, volonté de trouver des solutions, dialogue et solidarité de l'ensemble de la communauté nationale française.

Pour le secrétaire du PS, « on ne répond pas à la violence par la violence ». « Mais, si on prend en compte la spécificité de la Corse on a le plus de chances qu'elle affirme son appartenance à la République ».

Le septennat du développement

Au passage, M. Jospin réfute la référence de l'ex-FLNC à une « société socialiste » en observant que le socialisme c'est « la démocratie, la tolérance, le pluralisme, le respect de la loi, le refus de la violence ». Au passage aussi, il rappelle l'action passée du gouvernement socialiste, notamment en matière de décentralisation et d'action culturelle.

Enfin, campagne électorale oblige, M. Jospin ne fera pas l'économie de quelques promesses, même si elles restent vagues. Le premier secrétaire du PS, qui observe que l'application du libéralisme économique serait « mortelle pour le développement de la Corse », promet qu'en cas de victoire socialiste le prochain septennat sera « le septennat du développement économique » de la Corse. Il souligne aussi la nécessité de « nouveaux efforts » pour plus de démocratie dans l'île, efforts qui devraient s'exercer sur le terrain des élections, de la « nécessaire transparence financière », du pluralisme de l'information - sans « mise en tutelle » de FR 3-Corse - sur le terrain aussi du fonctionnement des institutions régionales et de la culture.

Sur le terrain miné du problème corse, M. Jospin s'est ainsi employé à avancer avec prudence, en conjuguant fermeté et ouverture. Un exercice d'équilibre marqué par un seul mini-dérèglement, lorsque le matin, à Murato, il avait par mégarde, commencé une phrase par « les Français, et aussi les Corse ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

PROPOS DE CAMPAGNE

reproduira pas comme elle a fonctionné en 1981, car le programme commun que nous avons signé avec les socialistes a entraîné des illusions chez les travailleurs.

M. Madelin

Le piège

M. Alain Madelin a lancé, le lundi 14 mars à Bordeaux, un appel aux militants de son parti : « Ne tombons pas dans le piège de dire que notre seul programme est de combattre François Mitterrand ». Le numéro deux du PR a expliqué devant les militants de Gironde qu'« on sent un peu de flottement dans la campagne » à cause de la non-candidature de M. François Mitterrand.

Mais, selon le ministre de l'Industrie, les deux candidats de la majorité font fausse route en répétant que « tant qu'il n'est pas candidat on ne peut pas vraiment faire campagne. Il ne faut pas tomber dans ce piège (...) ». « Il ne faut pas se tromper d'adversaire, a-t-il également ajouté. Le deuxième tour aura besoin de l'alliance RPR-UDF ».

M. Queyranne

Caméléon

Le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, a estimé, le lundi

candidat socialiste, marquera une volonté de changement qui pourrait se traduire dans une élection législative ultérieure et qui pourrait aboutir à la constitution d'une majorité de progrès derrière le président de la République », a expliqué le lundi 14 mars M. Pierre Joxe, au cours de l'émission « Face au public » de France-Inter.

« Forcément, a ajouté le président du groupe PS à l'Assemblée nationale, la majorité se fera autour d'un groupe un peu plus important que le nôtre, autour de ceux qui se reconnaissent dans un certain nombre de grandes options que le président de la République nouvellement élu proposera au pays. (...) Nous ne serons pas de ceux qui disent « tout ce qui a été fait avant, on le jette, on le supprime », a conclu M. Joxe.

M. Leroy

Mitterrand tranquille

M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, a déclaré lundi 14 mars à Limoges : « Ceux qui voudraient voter pour François Mitterrand pourant le faire tranquillement au second tour. Mais, a-t-il précisé, « il n'est pas nécessaire d'approuver l'intégralité de notre programme pour voter en faveur d'André Lajoinie » au premier tour. « L'union de la gauche ne se

SPÉCIAL BAC

LES RÉSULTATS 87 LYCÉE PAR LYCÉE

Exclusif : Les résultats au bac 87 lycée par lycée, section par section, Paris, province, public, privé. L'enquête la plus détaillée publiée dans la presse française.

Lycée mode d'emploi : Les filières, les options, les sections. Où mènent les différentes séries du bac. Ce qu'il faut savoir avant de décider d'une orientation.

Épreuve anticipée de français : Les stratégies à mettre en œuvre pour réussir.

N° DE MARS / 176 PAGES

EN VENTE CHEZ
VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Politique

La campagne présidentielle



Le jugement des correspondants étrangers

Le cas Mitterrand

Que tout cela est long ! Les correspondants étrangers en poste à Paris ont le spleen et le style en panne : la campagne électorale s'engoue, et aucun événement ne la sauve pour l'instant. « On a l'impression d'assister à un faux départ sur un circuit automobile, résume Thomas Kamm, du Wall Street Journal. Le juge, sur la ligne de départ, agit son drapeau, mais les concurrents ne partent pas. » Pire, avant même de commencer, « la campagne est en train de sombrer dans l'ennui et tout le monde bâille », commente Paolo Romani, correspondant du quotidien milanais Il Giornale.

Sans rire, la candidature en pointillé du président de la République est considérée comme un piment, mais trop subtil pour franchir les frontières. La rédaction en chef du quotidien populaire norvégien Dagbladet a failli y perdre son latin et a demandé à sa correspondante l'article lumineux susceptible de répondre à toutes les questions. Vibeke Knudsen-Rachine a vaillamment envoyé son papier en relevant que « la non-campagne de François Mitterrand met un bâton à toute la campagne ». Les plus chahutés, comme Flora Lewis, du New York Times, marquent leur surprise : « Je n'aurais pas imaginé que François Mitterrand attende si longtemps. Je pensais qu'il se déclarerait en février. »

La suspense n'est pourtant plus ce qu'il était : j'ai l'impression que la lourde machine ély-

seenne travaille maintenant à la candidature de Mitterrand », indique Lluís Bassats, correspondant de El País. « Je suis sûr qu'il se présentera », confirme Keiichi Kamoshida, qui représente l'Asahi Shimbun. Mais cette tension, patiemment entretenue est-elle bien fair-play ? « Il est possible d'ironiser sur son silence, remarque Lluís Bassats, on peut comprendre que les candidats déclarés protestent, mais il est exagéré de parler d'attente à la démocratie comme l'ont fait certains. » La correspondante de Il Giornale a la dent dure : « Ce n'est pas la meilleure façon d'agir d'un point de vue démocratique. Il ne joue pas vraiment le jeu. » Et Flora Lewis, pour un peu, le qualifierait de « mijaurée » se faisant prier autant que faire se peut. « C'est un jeu qui plaît ou déplaît », conclut-elle.

« Le grand-père de l'Europe »

En fait, la quasi-totalité des correspondants de presse — irrités ou admiratifs — applaudissent la performance. Tant pis si François Mitterrand joue avec leurs nerfs. « C'est tactiquement très habile, note Thomas Kamm. Rester président lui donne une certaine hauteur qu'il perdrait en tant que citoyen candidat. Comme cela, on s'occupe beaucoup plus de ses ruses, ce qui l'arrange puisqu'il n'a pas grand-chose à annoncer. » Trop de

finesse peut cependant se retourner contre son auteur, estime Paolo Romani. « Il ne faudrait pas qu'il tarde trop, je commence à percevoir un sentiment d'attente. »

La correspondante du Dagbladet est pour sa part surtout « frappée du manque d'intérêt des Français » pour une campagne électorale « molle comme un édeuron ».

Mais, inévitablement, la discussion revient autour de l'écueil président de la République. Les images du gentleman fermier lettré, du stratège redoutable, du joueur tranquille, se bousculent. Et même, quand on s'y attend le moins, celle du petit père des peuples : « On a un peu l'impression que ce qui se joue, c'est quelque chose comme la présidence morale de l'Europe, commente Lluís Bassats. Son prestige, sa longue présence à la tête d'un Etat, lui donnent la possibilité de devenir le grand-père de l'Europe. »

Le correspondant de l'Asahi Shimbun dit sensiblement la même chose : « Ces sept années d'expérience et la collaboration lui confèrent une grande sagesse et de la prudence. Il ressemble à un grand-père, et Jacques Chirac, à côté de lui, à un petit garçon. » Et en souriant, Keiichi Kamoshida note que la France est le seul pays où un dirigeant peut se permettre de prendre tout son temps « comme De Gaulle ou Louis XIV... »

LAURENT GRELSAMER.

Immigration : consensus et dérapages

(Suite de la première page.)

Les partis politiques semblent défendre les uns sur les autres. N'est-ce pas Raymond Barre, dans son livre Questions de confiance, qui reprend l'idée d'une France « multiculturelle » que des socialistes, de plus en plus nombreux, commencent à trouver absurde ? Le même Raymond Barre défendait d'ailleurs, avec une égale conviction, le 2 février, le « maintien vigilant de notre identité nationale ».

Voilà pour les principes. Reste à les appliquer, et c'est une autre affaire. De 1981 à 1986, les socialistes avaient oscillé entre la générosité et la fermeté. D'une part, ils régularisaient la situation des clandestins, libéralisaient la formation d'associations étrangères et installaient la carte de résident de dix ans. Mais, d'autre part, ils rendaient plus difficile l'immigration familiale, rétablissaient l'aide au retour, permettaient de déferer d'urgence devant les tribunaux des étrangers en situation irrégulière et de les reconduire immédiatement à la frontière.

Le gouvernement de Jacques Chirac, lui, est allé toujours dans le même sens — celui de la fermeté, — mais avec des reculs qui lui ont été imposés par des mouvements d'opinion. Ainsi, la « loi Pasqua » sur l'entrée et le séjour des étrangers en France n'a pu s'appliquer aux demandeurs d'asile. De même, la réforme du code de la

nationalité a dû être adoucie puis reportée à des jours meilleurs.

Dans cette campagne présidentielle, les seules propositions extrêmes en matière d'immigration viennent de candidats qui n'ont aucune chance de figurer au second tour. Pierre Jaguin entend accorder le droit de vote aux étrangers à toutes les élections, tandis que Jean-Marie Le Pen veut à la fois organiser des « retours massifs » dans les pays d'origine et instituer « la préférence nationale » pour l'emploi, les attributions de logement et les allocations.

Un référendum sur la nationalité ?

Chez les principaux candidats, on n'a entendu pour le moment qu'une seule proposition spectaculaire : un référendum sur la réforme du code de la nationalité, envisagé par Jacques Chirac. Mais le candidat RPR n'a lancé cette idée qu'incidemment, à la fin d'un meeting. Rien ne garantit que le référendum sur la nationalité aboutira davantage que celui que François Mitterrand annonçait en 1984 sur l'école privée. S'il est un sujet qui ne se prête pas à référendum, c'est bien cette législation sur la nationalité, extrêmement complexe, qui exigera six mois d'explications au tableau noir pour être à peu près comprise des Français.

L'une des nouvelles donnes de la campagne présidentielle — et qui

explique aussi la prudence des principaux candidats — est l'émergence des beurs. Un demi-million d'électeurs potentiels ? Nul ne connaît exactement leur nombre, mais personne ne désespère d'attirer une partie d'entre eux. Les organisations qui affirment les représenter refusent de donner des consignes de vote, se contentant de messages et d'appels au pied. Tout ne joue en demi-teinte : on a vu, le week-end dernier, un non-candidat, François Mitterrand, recevoir un appui non explicite de SOS-Racisme, deux semaines après qu'il eut fait une visite dans une école de Belleville fréquentée par de nombreux enfants étrangers.

Dans ce flou artistique, Jean-Marie Le Pen s'en donne à cœur joie. Multipliant les petites phrases, il oppose les « berceaux français » aux « charters d'immigrés » ou rappelle qu'on a « arrêté à Poitiers les arrière-arrière-arrière-grands-pères de Boumedienne ». Un jour, il reproche à Jacques Chirac d'avoir « emprunté des pans entiers de son programme » : un autre, d'avoir sacrifié « le drapeau de Jeanne d'Arc à la culotte de Madonna ».

Difficile le lui laisser le champ libre. MM. Chirac et Pasqua donnent de temps en temps des gages à son élection, mais avec mille précautions. En matière d'immigration, il n'y a plus de dérapage que contrôlé.

ROBERT SOLÉ.

Nouvelle-Calédonie

Polémique entre le RPR et le PCF

Une mission d'études de la commission des lois de l'Assemblée nationale devait partir, le mardi 15 mars, en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie. Mais au dernier moment, son président, M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), a décidé de l'annuler. A son programme de trois jours à Nouméa ne figuraient que des entretiens avec le haut-commissaire, avec les parlementaires représentant le territoire

et avec les élus du congrès. Cela ne suffisait pas à M. François Asselineau (PCF, Seine-Saint-Denis) qui avait prévenu M. Mazeaud de son intention de rencontrer les responsables du FLNKS et de se recueillir sur la tombe d'Elie Machoro. Le président de la commission des lois a estimé qu'il n'était pas possible qu'un parlementaire en mission officielle ne respecte pas le programme officiellement établi.

De cet incident, M. Mazeaud a tiré la conclusion que sa mission, qui avait dû être reportée à cause de la longueur de la discussion des projets sur la transparence de la vie politique, « est maintenant trop proche de la campagne électorale et risquait d'interférer avec elle. Il a donc préféré l'annuler. M. Asselineau estime que la raison « réelle » de cette annulation est « d'empêcher un député communiste de jouer son rôle en dénonçant les méfaits du colonialisme en Nouvelle-Calédonie ». Il affirme que l'on « veut lui interdire de réaffirmer le droit inné du peuple canaque à l'autodétermination, alors même que plusieurs ministres, qui ont entrepris dans le territoire une vaste tournée électorale, s'efforcent d'en faire une chasse gardée du RPR ».

Selon l'IFOP

Indécision et désintérêt de l'opinion

La campagne électorale n'est pas intéressante, estiment 61 % des personnes interrogées par l'IFOP dans un sondage publié, le 13 mars, dans le Journal du dimanche, alors que 25 % partagent un avis contraire. En janvier 47 % des interviewés trouvaient la campagne peu passionnante 33 % émettant un jugement opposé. Néanmoins 93 % des 806 personnes sondées du 22 au 24 février (au lieu de 91 % le mois dernier) ont l'intention de participer au scrutin. Seuls 55 % des consultés (au lieu de 57 %) savent déjà pour qui ils vont voter, 42 % (au lieu de 35 %) demeurant indécis.

M. Chirac remet le grand-croix de la Légion d'honneur au rabbin Kaplan. M. Jacques Chirac a remis le grand-croix de la Légion d'honneur, le lundi 14 mars, à M. Jacob Kaplan, ancien grand rabbin de France, au cours d'une cérémonie qui a réuni quelques centaines de personnes à l'hôtel Matignon. « Vous avez été de tous les combats pour la justice », a déclaré le premier ministre, en rappelant l'engagement de M. Kaplan dans les conflits de 1914-1918 et de 1939-1945. Le président du Sénat, M. Alain Poher, l'académicien Jean Guilton, l'ancien grand rabbin de France, M. René Samuel Sirat, et l'actuel, M. Josef Strak, le président du CRIF, M. Théobald Klein, et l'ambassadeur d'Israël en France, M. Ovadia Sofer, assistaient, notamment, à cette cérémonie.

MARS 1988 : HOPITAL ST-LOUIS PARIS
CONSTRUCTION DU 1^{er} CENTRE EUROPEEN
DE RECHERCHES POUR LE DEPISTAGE PRECOCE
ET LA PREVENTION DES CANCERS

DEJA 2 835 327 FAMILLES
SOUTIENNENT L'ARC

“GRACE A VOUS
NOUS SERONS
5 MILLIONS
DEMAIN,
POUR EN FINIR
AVEC
LES CANCERS”

JACQUES CROZEMARIE
Président de l'ARC



DEVENEZ MEMBRE DE L'ARC

ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE SUR LE CANCER
RECONNUE D'UTILITE PUBLIQUE
BP 300 - 94803 VILLEJUIF CEDEX - CCP 909 U PARIS

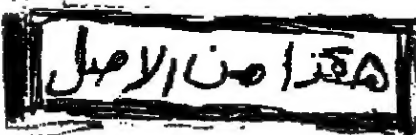
CULTURE GENERALE

CLÉ DE LA RÉUSSITE

Une méthode qui présente les vingt principaux domaines de la culture générale sous une forme simple, dans la chronologie des événements, des mouvements de pensée et des hommes, des civilisations.

Littératures, arts, histoire, sciences, politique, économie, religions, etc.

Documentation gratuite à l'Institut culturel français, service 3968, 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois. Tél. : (1) 42-70-73-63.





Politique

Le feuilleton du septennat

1982, l'air des sommets... et de l'austérité

En 1981, « quelque chose a changé ». Barbara chante « l'homme à la rose » et la droite entonne, à l'intention des socialistes parvenus, le grand air de la malsade (le Monde daté du 15 mars). En 1982, ce fut 37,2 degrés le matin après la fièvre du samedi soir, le tournant de la rigueur au mois de juin.

En 1982, on allait bien s'amuser, le Figaro l'avait promis. Cela se vit à la mine des quatre ministres communistes qui commençaient à tirer une tête aussi longue que les cortèges à venir de la CGT.

« Les gars, bien sûr, ce n'est pas drôle, mais on a bien fait des efforts plus importants en d'autres temps. Ce sera difficile, mais c'est pour une durée limitée... » voilà ce que Marcel Rigout, ministre communiste chargé de la formation professionnelle, aurait dit à ses camarades ouvriers, en ce début d'été, s'il avait été syndicaliste plutôt que membre du gouvernement. Le pouvoir, c'est-à-dire une part de lui-même, venait de bloquer les salaires et les prix, à la mi-juin, pour quatre mois. « Ce n'est pas le moment de cueillir les cerises », constatait Jacques Delors, la « pause » d'une main, les purges de l'autre.

Le 12 juin, à Deauville, Jacques Delors, blême, le visage fermé, avait annoncé aux patrons du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise, la dévaluation imminente du franc et le plan d'accompagnement — rigueur et austérité — qui allait avec. Ce serait, avait-il précisé, « un petit électrochoc » pour l'économie. Ce fut pour la CGT un gros choc. La Confédération réunissait au même moment à Lille son 41^e congrès. Pierre Mauroy, premier ministre et maire de la ville, offrit un vin d'honneur le 13 juin, en son beffroi.

Dans un propos amical rapidement troussé, il glissa le blocage des prix. On applaudit. Puis le blocage des salaires. On siffla. « Fuyez payer les patrons ! », criaient les syndicalistes. Pierre Mauroy remit à Henri Krasucki, nouveau secrétaire général de la CGT, et à Georges Ségué, l'ancien, la médaille d'or de la ville. S'adressant au « camarade » Mauroy afin de le remercier, Georges Ségué déclara : « Je pense que tu n'attendais pas de moi que je t'accorde l'adhésion enthousiaste de la CGT. Le consensus par la rigueur et l'effort attendra... Il attend encore.

A propos du blocage des salaires, Henri Krasucki parla, devant le congrès de sa Confédération, d'une « erreur économique » et d'une « faute politique ». Quant au CNPF, il ne manifesta pas plus d'enthousiasme. Aucun pays, observa Yvon Gattaz, n'est parvenu à vaincre l'inflation par des procédés de contrôle et de blocage. Il pensait évidemment au blocage des prix. A chacun sa douleur.

1982, au sommet, n'avait pas si mal commencé. François Mitterrand, couronné « l'homme de l'année » 1981 par le Financial Times (tandis que Valéry Gis-

card d'Estaing jetait « les rancunes à la rivière »), avait affirmé, le 31 décembre 1981 à la télévision, en présentant ses vœux aux Français : « La reprise est là. Cet optimisme audacieux parut naturel. Après tout, la relance de juin-juillet 1981 avait été, disait-on, raisonnable, sans grand risque apparent, bien qu'à contre-courant de ce qui, à l'époque, se faisait de mieux dans le monde. Mais à l'heure des bilans, aux alentours du 10 mai 1982, premier anniversaire de l'élection présidentielle, les sceptiques relevèrent la tête. La « reprise » annoncée n'était pas là. François Mitterrand le savait : Jacques Attali le lui avait dit dès novembre 1981. Ce n'était pas, pourtant, la catastrophe promise d'office par la droite. Pas encore.

Depuis septembre 1981, le déficit commercial s'alourdissait. Les entreprises étrangères se repaisaient de l'augmentation de la demande française tandis que les entreprises nationales grignotaient, sans plus. Michel Jobert, en charge du dossier, avait annoncé en février que le déficit atteindrait 100 milliards de francs en 1982, soit le double de l'année précédente. Les évènements de capitaux sont évalués à 25 milliards de francs, et les réserves de la banque de France ont fondu de moitié. L'échec de la gauche aux élections cantonales de mars — « les Français se sont dit : « Tiens, on va lancer un avertissement... Faut qu'ils apprennent à vivre un peu là-bas », commenta François Mitterrand — a encouragé la spéculation contre le franc. L'inflation évolue au

emballée, et elle ne pourra pas facilement ni rapidement être ralentie.

Pourtant, les pingres du gouvernement — Jacques Delors et le ministre du Plan, Michel Rocard — l'avaient emporté sur les flambeurs au cours de trois réunions aux forçats, à l'Élysée, en novembre et décembre 1981. De ces trois « séminaires » aux affrontements violents était sortie la ligne de conduite suivante : il convenait de limiter les dépenses budgétaires et de Sécurité sociale, ainsi que de renoncer à augmenter la TVA pour financer les déficits.

L'Etat sans-culotte à Versailles

Cela paraissait suffisant pour tenir la route. Les technocrates de l'économie, naguère honnis et qui commençaient à imposer leur utilité (Jean Peyrelevade, Henri Guillaume, Pascal Lamy chez le premier ministre, Philippe Lagayette à l'économie, François-Xavier Stasse à l'Élysée), jugeaient la potion encore un peu faible. Pierre Mauroy aussi, qui, en avril et mai 1982, fit préparer un plan d'austérité, quarante feuillets, à l'intention de l'Élysée. Jacques Delors encore, qui, au mois de mai, fut ses angoisses. Min de ne point distraire François Mitterrand de la préparation d'un fameux tralala grand siècle — le sommet à Versailles des sept pays les plus riches du monde.

L'erreur au sommet. François Mitterrand avait griffonné « Versailles » sur un bout de papier lorsque Jacques Attali, lors de la

Ils étaient vingt mille à transpirer « pour la paix », au même moment, de Clichy à la Bastille, ramassés par une extrême gauche en décrépitude depuis le début des années 70 mais qui, pour l'occasion, avait mobilisé « comme il se doit ». Ils avaient tout compris. Ils braillaient : « A Versailles, au fromage, on nous sert le chômage. A Versailles, au dessert, c'est la crise qu'on nous sert. »

La très conservatrice Frankfurter Allgemeine, dont la gauche française, il est vrai, n'attendait point de compliment, écrivit : « Pour François Mitterrand, ce sommet marque la fin des illusions socialistes. Les Européens ne veulent rien savoir de sa recette d'« espace social européen », de la semaine de trente heures et autres inventions de même nature. Même des concessions japonaises ne changeraient rien à la balance commerciale catastrophique de la France. » A Paris, seule l'Humanité dressa un bilan globalement positif de cette sympathique réunion de famille : « Rien n'entrave les choix nationaux de reconquête du marché intérieur, d'essor de l'activité. Rien ne met en cause la voie originale adoptée par notre pays. » Bon.

La France tanguait et commençait à donner de la gîte. Elle avait dévalué, en octobre 1981, modestement (8,5 % par rapport au mark), trop modestement, d'ailleurs, qu'elle s'y était refusée au mois de mai. « On ne dévalue pas la monnaie d'un pays qui vient de vous faire confiance » (1), avait répondu François Mitterrand à Pierre Mauroy, le 21 mai, dans la voiture à bord de laquelle il avait remonté debout les Champs-Élysées. Le réajustement d'octobre n'avait pas servi à grand-chose, les socialistes confiants dans leur bonne étoile ayant dédaigné tout plan sérieux d'accompagnement. Consulté sur ce point, Jacques Delors n'avait remis à Matignon qu'un demi-feuilleton rédigé par son directeur de cabinet et lui-même. Jean Peyrelevade le regrettera publiquement : « Nous avons manqué cette occasion. C'est la plus grosse faute que nous ayons commise. Nous avons été coupables par impuissance, et nous nous en voulons encore aujourd'hui d'avoir ainsi perdu quelques mois importants. Nous n'avons pas su, ou pas pu (ce qui revient au même), peser suffisamment sur le cours des choses pour que cette première dévaluation ait été accompagnée d'un plan économique digne de ce nom. »

« Là, c'est la montagne »

Il faudra bien, en juin, plonger sur la réalité, sans tomber à côté de la marmite. François Mitterrand ne disposait pas d'une telle force de conviction qu'il pût arracher à Ronald Reagan un bouleversement de sa politique économique. Reagan quitta Versailles le 6 juin les mains dans les poches, et Mitterrand les bras ballants. La France était toute nue.

Le 12, le franc est dévalué de 10 % par rapport au mark. Le 13, un dimanche, le conseil des ministres, réuni à l'heure de la messe, adopte le plan de rigueur, qui, cette fois, va de pair : blocage des prix (sauf l'énergie, l'agriculture et les produits alimentaires frais) et des revenus (sauf le SMIC) jusqu'au 31 octobre ; déficit budgétaire limité, pour 1982 et 1983, à 3 % de la production intérieure brute ; 8 milliards de francs d'économies pour la Sécurité sociale, augmentation des cotisations de l'UNEDIC et contribution des fonctionnaires. Le paquet cadeau

sera débarrassé devant le pays par Pierre Mauroy, l'inventeur, Jacques Delors, qui recommandait la rigueur mais répugnait à bloquer les salaires, et Laurent Fabius juste avant les vacances.

Entre-temps, le 9 juin, réunissant l'une de ces conférences de presse à grand spectacle dont il abandonnera l'usage à partir de 1985, François Mitterrand avait prononcé, sans insister, son mea culpa : « Eh bien, la crise mondiale s'est aggravée au lieu de s'apaiser ! » Il avait annoncé, en filigrane, quelques grands choix à venir : restructurer l'industrie « à tout prix », et pas « n'importe laquelle » ou « n'importe comment » ; choisir les secteurs où l'industrie est franchement compétitive ». Et, puisque l'on humait déjà les fumées d'embrocation sur les mollets lustrés des coureurs du

quatre semaine plus tard, au cours de sa visite officielle dans la région Midi-Pyrénées. Il affirma deux priorités : casser l'inflation — « Pourquoi pas 6 % ? Pourquoi pas 5 % ? », le pari paraissait insensé — et alléger les charges des entreprises. « Ma préoccupation est que l'ensemble des entreprises puissent échapper aux trois menaces du moment : l'alourdissement de leurs charges, la lourdeur des taux d'intérêt, la surcharge de leur endettement financier. » Il demanda à la nation tout entière d'« accepter la rigueur de l'effort ». « La rigueur pour les patrons ! » répondit la CGT à Toulouse. A compter de ce jour, les cortèges de pascartes ne cessèrent pas de s'allonger. Au gouvernement, les communistes ne chippaient encore que sur la Sécurité sociale. Cette complaisance n'allait pas durer. Celle de l'Humanité non plus, qui s'était indignée que, le 14 juillet, quelques hurluberlus, qualifiés de « factieux » par Louis Mermaz, aient eu l'audace de siffler le président de la République pendant que le peuple de Paris était occupé à voir et complimenter le chef des armées françaises.

Lorsqu'il se présenta aux Français, le 31 décembre 1982, ses vœux pour l'année 1983, François Mitterrand parla de l'essentiel, c'est-à-dire de la politique de rigueur, longuement, et de la sécurité du pays, brièvement. « Il n'est pas de compromis quand la communauté nationale est en cause », dit-il. L'année avait été sanglante : un mort et soixante-trois blessés, le 22 avril, dans un attentat à la voiture piégée, rue Marbeuf à Paris ; six morts le 9 août, rue des Rosiers, à la grenade et au pistolet mitrailleur, dans la salle de restaurant de Jo Goldenberg. Rue des Rosiers, François Mitterrand en état de choc est accueilli aux cris de « Mitterrand trahison ! », « Mitterrand assassin ! », et aussi « Mitterrand Oradour ! ». En juillet, à Budapest, pressé de questions par un journaliste à propos de l'intervention israélienne au Liban, il avait répondu : « Les interventions militaires, lorsqu'elles rencontrent une résistance, provoquent des Oradour [...]. Je ne l'ai pas accepté en France, je ne l'accepterai pas au Liban. » Au début de l'année, devant la Knesset, le Parlement israélien, il avait énoncé sa position, constante quels que soient ses interlocuteurs : « Le dialogue suppose que chaque partie peut aller au bout de son droit, ce qui, pour les Palestiniens, peut, le moment venu, signifier un Etat. »

La mort, rue des Rosiers, plongea François Mitterrand, « l'ami de la communauté juive de France », dans une sorte de prostration. Puis, le 18 août, au conseil des ministres, le gouvernement mit sur pied un dispositif antiterroriste. Christian Prouteau, patron des gendarmes du GIGN, chargé de la sécurité du président de la République depuis le mois de juillet, obtint une mission « de coordination, d'information et d'action » contre ce cancer des Etats.

L'état de grâce quittait déjà la planète. « Maison, Maison », le petit héros vert de Spielberg, E.T. l'extra-terrestre, fut sacré par Time homme de l'année.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) Vértigineuse histoire d'un septennat peu ordinaire, de Claude Estier et Véro-nique Noizet, éditions Grasset.

Prochain article :

1983 : les décrets divins



rythme de 14 % l'an, comme à la fin du gouvernement Barre, alors que la plupart des pays industriels parviennent à brimer rudement la leur.

Le chômage semble stabilisé, mais sur la fameuse « crête » des deux millions, soit trois cent mille personnes de plus qu'en mai 1981. Jacques Delors s'en consola en expliquant que cela ferait toujours trois cent mille de moins qu'avec l'ancienne politique, celle de Raymond Barre, si les Français l'avaient laissé continuer. Raymond Barre, justement, affirme : « La vraie solution à la crise financière dans laquelle nous sommes entrés, c'est le freinage et la réduction des dépenses, c'est-à-dire un changement de politique. En tout cas, la machine est

précédente rencontre, à Ottawa, lui avait demandé où l'on inviterait Margaret Thatcher. Ronald Reagan et les autres membres du club des mangeurs de homard Thermidor. Le président socialiste français, chef de l'Etat sans-culotte, voulait « recevoir comme il se doit ». « Nous n'avons rien fait de trop. Nous avons fait ce qu'il fallait faire. Si cela peut servir le rayonnement de la France, je m'en réjouis, bien entendu. » Cela ne contribua pas, en tout cas, au rayonnement du gouvernement de la gauche, parmi les masses populaires.

Dîner d'apparat, concerts, Opéra royal, ballets, feux d'artifice, grandes eaux, et André Lajoie fagoté dans son smoking. « Il faisait si chaud, dimanche soir, chez Louis XIV et François Mitterrand, qu'il fallut ouvrir les fenêtres. La bourrasque, soudain, s'y engouffra, comme le symbole d'une réalité trop sinistre pour se laisser, ne serait-ce qu'un instant, oublier », écrivait André Fontaine. L'Argentine et la vieille Angleterre se disputaient depuis quinze jours les Malouines les armes à la main. Au Liban, l'armée israélienne venait d'entrer : elle donnait du canon pour la « paix en Galilée ». La Pologne était normalisée, l'Afghanistan plombé.

**DES VOLS REGULIERS
A PRIX CHARTER**

**BANGKOK
3.990F***

La Compagnie des Voyages

28 RUE PIERRE LESCOT 75001 PARIS - 45.08.44.88

* A partir de, AR au départ de Paris.
Conditions particulières d'inscription.

Allo Raymond Barre
Tél: (16) 1 45 49 45 49

Service Accueil Comité Barre 88
195 Bd. Saint Germain 75007 Paris

Le Monde
sur minitel

**ABONNEZ-VOUS
RÉABONNEZ-VOUS**
au Monde et à ses publications
3615 TAPEZ **LEMONDE** puis **ABO**

Un député socialiste demande des explications sur les comptes énigmatiques du maire d'Orléans

ORLÉANS
de notre correspondant

Obstiné, le député rocardien et conseiller municipal d'Orléans, Jean-Pierre Sueur, vient de saisir la Commission nationale des comptes et de la Commission nationale d'accès aux documents administratifs. Depuis des mois, l'élu socialiste s'interroge sur le fonctionnement de l'Association pour le développement économique d'Orléans (ADECO). Non pas pour remettre en question son efficacité. En novembre 1983, le maire d'Orléans, M. Jacques Doufflaque, avait, en effet, créé cette association dont l'objectif était d'assurer la promotion économique de la ville et d'attirer les investisseurs notamment étrangers. Le budget de l'ADECO (subventionné à 100 % par la ville) est passé de 2 070 000 F en 1984 à 6 300 000 F en 1988. Des sommes non négligeables pour le contribuable orléanais.

Le résultat le plus spectaculaire de l'action de l'ADECO a été d'obtenir, avec le concours des services économiques du département, l'implantation à Orléans du géant américain du papier domestique, Scott Paper. M. Jacques Doufflaque, aujourd'hui ministre délégué chargé des transports, a d'ailleurs reçu à l'automne dernier une « Médaille d'or » récompensant « le dynamisme économique » manifesté par sa ville.

Deux lignes dans les comptes 1985 et 1986 de l'ADECO ont pourtant attiré l'attention de l'élu municipal socialiste qui, jugeant insuffisantes les explications fournies par le maire d'Orléans, a décidé de saisir les deux instances administratives.

Honoraires forfaitaires

La première de ces lignes concerne les actions entreprises par l'ADECO auprès de la presse nationale en 1985 et 1986, actions qui ont coûté la somme de 1 202 873 F. La seconde, d'un montant de 1 544 338 F, engage, toujours en 1985 et 1986, pour la prospection des entreprises étrangères, confiée à une SARL parisienne, la société GPD-RAMI, spécialisée à l'origine, dans le commerce du diamant.

Tant pour l'action « Média » que pour le démarchage des industriels étrangers, les résultats ne semblent pas avoir été à la hauteur des sommes investies, estime M. Jean-Pierre Sueur. Les « relations avec la presse » ont été sous-traitées par l'ADECO au cabinet ODIC (Olivier Dessault international communication, racheté en 1986 par

Honey-Delaforce) par convention en date du 2 juillet 1984, prorogée par deux avenants signés les 31 décembre 1985 et 28 février 1986. Sur la somme de 1 202 873 F TTC, 111 753 F ont été utilisés pour des insertions publicitaires dans la presse; 830 000 F ont constitué les « honoraires » proprement dits au cabinet ODIC; ce dernier a en outre perçu 261 120 F pour « frais de fonctionnement ».

Tous ces chiffres ont été communiqués par le maire d'Orléans au député socialiste qui les sollicitait. Mais pour quelles prestations? Bien minces, selon M. Jean-Pierre Sueur, dans l'état de ses informations, le maire lui refusant tout justificatif de ces honoraires versés au cabinet ODIC: au total, parmi les prestations « observables », deux conférences de presse les 21 juin 1984 et 26 septembre 1985, dont il voit mal comment elles ont pu entraîner des frais aussi importants, les articles qui en résultent d'ordinaire « ne donnant lieu par définition à aucune dépense ». Réplique de M. Jacques Doufflaque au conseil municipal: « Les honoraires ont un caractère forfaitaire. Vous en demandez à un médecin ou un avocat le décompte de sa consultation? »

Autre point sensible dans le dossier de l'ADECO: les relations qu'elle a entretenues avec la société Comptoir privé du diamant-Recherches et analyses de marchés internationaux (CPD-RAMI) chargée de prospecter les milieux industriels étrangers. Selon l'audit effectué sur les comptes de l'ADECO, cette prospection a coûté la somme de 1 544 338 F pour les années 1985 et 1986.

Créée en 1979, la CPD-RAMI, SARL siégeant 11, avenue Delcassé à Paris, est « mise en sommeil » dès 1981 devant le « caractère persistant » dans le secteur des pierres précieuses, si l'on en croit le compte rendu de l'Assemblée générale du 8 juillet 1981, mais dont le procès-verbal ne sera enregistré au tribunal de commerce de Paris que le 10 décembre 1985. L'objet social est, selon son nouveau gérant, M. Victor Mimouni, transformé et étendu aux relations internationales cette même année 1981. Affirmant qu'elle n'est pas une « boîte à lettres », M. Mimouni, qui a rejoint la ville d'Orléans en 1984, ne s'explique pas la modification de l'objet social qui intervient le 23 juillet 1984. Vraisemblablement, parce que des contacts sont déjà en cours avec la ville d'Orléans. Une Assemblée générale de la société, qui se réunit le 7 août 1984, approuve d'ailleurs l'« entrée en convention » avec l'ADECO. Une convention

avec cette dernière est signée le 26 décembre 1984.

Plusieurs questions se posent. Pourquoi la ville d'Orléans choisit-elle de confier le développement de ses activités économiques à un diamantaire, dont, en outre, les activités ont été mises en sommeil et sont déficitaires (le compte d'exploitation 1984 de CPD-RAMI laisse apparaître un déficit de 75 871 F)? L'ADECO n'aurait-elle pas pu confier directement sa prospection à la Chambre de commerce Franco-Israélienne, dont M. Mimouni se dit délégué général?

Des résultats décevants

Car les résultats, là aussi, n'ont pas été à la hauteur des sommes engagées: aucune entreprise étrangère n'a été contactée par CPD-RAMI, ne semble avoir investi à Orléans. « Notre rôle était de trouver des sociétés et de les mettre en relation avec l'ADECO. Ce n'est pas ma faute si elles ont choisi d'aller s'implanter ailleurs », se défend, en substance, M. Mimouni qui affirme avoir reçu 800 000 F HT « seulement » de la ville d'Orléans, alors qu'il en a engagé le double, selon lui, dans l'opération. On est donc loin, si l'on en croit M. Mimouni, des 1 544 338 F engagés par l'ADECO au titre de sa prospection en Israël. Que sont devenues les sommes restantes? Ce n'est pas la moindre des multiples questions que ce chapitre un peu ténébreux des relations de l'ADECO avec CPD-RAMI suscite. L'ADECO n'a d'ailleurs pas renouvelé son contrat avec ce partenaire en 1987.

Lancée dans la compétition économique que se livrent les villes, Orléans s'est-elle trompée, à ses débuts, dans sa manière de communiquer et dans le choix de certains de ses « prospecteurs »? La ville a démontré, par la suite, qu'elle savait « fermer les gros poissons », en réussissant, notamment, à attirer à d'autres villes qui avaient de solides arguments le choix de Scott Paper en faveur d'Orléans. Dans sa polémique avec M. Jean-Pierre Sueur, M. Jacques Doufflaque a répliqué que par le canal de l'ADECO, trente-deux entreprises s'étaient installées à Orléans en l'espace de trente mois. Pour M. Jean-Pierre Sueur, il reste, dans les comptes de l'ADECO, des zones d'ombre qu'il souhaiterait voir éclaircies.

RÉGIS GUYOTAT.

Des initiatives tous azimuts

Coup de jeune sur les banlieues

Personne, il y a quelques années, n'aurait osé parler d'un destin de ces garçons et de ces filles. Trop de handicaps semblaient peser sur eux: issus de familles modestes, souvent d'origine étrangère, ils habitaient ces grands ensembles de banlieue qui donnaient des cauchemars aux élus locaux. Ne gérions pas de leur scolarité chaotique et fréquemment sans autre issue que le chômage.

Pourtant, ces jeunes n'ont pas capitulé. Certains se sont mis en tête d'aider les gosses de leur quartier, d'autres ont créé de petites entreprises. Ceux qui avaient des dons artistiques se sont lancés dans la mode, la danse ou le music-hall. Bref, ils entreprennent et même ils réussissent.

Leur mérite était bien une reconnaissance officielle. On leur a accordé en les conviant à monter sur une scène parisienne: celle encore peu connue dont est doté le nouvel Institut du monde arabe. Durant toute la journée du lundi 14 mars, à l'initiative de la Commission nationale de développement social des quartiers, ces jeunes ont pu raconter leur aventure et témoigner de leur talent.

Les animateurs d'une association de La Rochelle ont expliqué, par exemple, comment ils ont embellie, par un nouveau mobilier urbain et des fresques murales, le cadre de vie de leur quartier. D'autres ont lancé avec succès une télévision locale, Canal-Nord, qui a transformé l'ambiance d'une banlieue d'Amiens. En région parisienne, à Toulouse, à Marseille, des volontaires se sont mis en pédagogie pour aider les enfants d'immigrés à faire leurs devoirs. A Creil, dans l'Oise, comme à

à problèmes ont créé plusieurs entreprises: rénovation d'appartements, construction de bateaux, fabrication d'articles de sport, l'imagination ne manque pas.

Une jeune femme de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) a osé lancer, avec ses camarades, une entreprise de mode. Sur les planches de l'Institut du monde arabe, ses stylistes et ses mannequins ont fait la démonstration de leur savoir-faire. Les organisateurs de la soirée avaient eu, en effet, l'heureuse idée de demander aux groupes culturels de se donner un spectacle. On a pu juger ainsi de la qualité de Trac-Ton avant, jeunes danseurs de Vénissieux ou des Spinich, comédiens-chanteurs de Romans (Drôme).

Quel que soit le niveau de leur activité, ces groupes de jeunes, une quinzaine au total, ont regagné leur province avec un moral en acier trempé. M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, était venu lui-même en début de journée les féliciter. S'adressant tout spécialement à ceux dont les parents sont nés hors de France, il leur a dit en substance: non seulement, vous avez relevé le défi de l'intégration dans la société française, mais vous participez efficacement à la réhabilitation de vos quartiers; vous démontrez que la marginalisation n'est pas une fatalité; la communauté nationale a besoin de votre imagination, de votre ténacité et de vos initiatives.

Les « berrants » surgis des banlieues dévalorisées n'attendent pas tout des pouvoirs publics, mais un sursaut officiel leur va toujours mieux.

MARC AMBROISE-RENDU.

Les propositions de réforme du SIPN

Le recentrage des policiers proches de la majorité

Le Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN) a présenté, le lundi 14 mars, ses propositions de réforme de la police afin de doter, d'ici à 1992, « la France d'une police en tenue moderne et efficace et de policiers compétents et motivés ». Proche de la majorité, le SIPN est la deuxième force syndicale parmi les policiers en tenue, derrière la puissante Fédération autonome des syndicats de police (FASP).

Le titre « Objectif 1992 », le SIPN développe quatre grands thèmes:

« Une police « républicaine et démocratique »: « Le service public de la police doit veiller à la sûreté de l'Etat et réaliser un juste équilibre entre les exigences de l'ordre public et celles des libertés individuelles. Il doit s'orienter vers un humanisme toujours plus grand au travers de ses fonctions de prévention et d'assistance. » Ainsi le SIPN insiste-t-il sur le « respect des grands principes », parmi lesquels la Déclaration des droits de l'homme du 27 août 1789.

« Calme et responsable »

« La police ne peut être un instrument au service du pouvoir politique », ajoute le SIPN, plaçant pour que les fonctionnaires soient « à l'abri de l'arbitraire du pouvoir, quel que soit le régime en place ». Enfin, insistant sur l'« itogage », la « prévention », l'association « des élus locaux à la définition des activités de la police », le SIPN affirme que « le recours à l'utilisation des forces de police pour le règlement des conflits politiques ou sociaux doit être l'exception ».

« Un conseil supérieur de la police nationale. » Composé de personnalités « désignées par des autorités entièrement indépendantes du pouvoir politique », ce conseil émettrait un avis sur les propositions de nomination des chefs de service faites par le gouvernement. Il aurait aussi « à connaître des requêtes formées contre les atteintes au devoir de neutralité des fonctionnaires et statuerait, en dernier ressort, sous le contrôle du Conseil d'Etat, sur les poursuites disciplinaires ».

« Une régionalisation des structures. » Le SIPN veut adapter la police à la décentralisation. Il propose la suppression des dix secrétariats généraux pour l'administration de la police (SGAP), à l'exception de ceux de Paris et Versailles, et leur remplacement par des directions régionales, calquées sur les vingt-deux régions administratives.

« Une unification des corps. » Le SIPN propose « la constitution de deux grandes catégories de fon-

Les étrangers et l'expulsion

Des magistrats et des avocats de la région de Lyon écrivent aux candidats à la présidence

Une centaine d'avocats et de magistrats de la région lyonnaise, de toutes tendances, ont signé une lettre ouverte aux candidats à l'élection présidentielle, pour leur demander « l'abrogation de la loi du 9 septembre 1986 (modifiant le statut des étrangers) et le retour à une législation permettant le contrôle du respect des droits de tous ».

La notion « extrêmement vague de menace de trouble à l'ordre public laisse toute latitude à l'arbitraire de l'exécutif », estiment les signataires. Certes, l'expulsion d'un étranger est d'abord soumise à l'avis d'une commission composée

de magistrats, mais toute efficacité a été retirée à ce contrôle préalable puisque la loi de 1986 a affranchi l'exécutif de l'obligation de s'incliner devant un avis de la commission défavorable à l'expulsion.

La lettre est notamment signée par Marc Guirmand et Jean-Marie Fayol-Noireterre, respectivement substitut général et conseiller à la cour d'appel, François Moret-Bailly, procureur à Belley (Ain), Etienne Bourge, président honoraire du tribunal de grande instance de Lyon, Michel Lilla, vice-président du même tribunal, et Marcel Lemonde, juge d'instruction à Lyon.

Pour brutalités et rédaction de procès-verbaux mensongers

Deux policiers condamnés à Fort-de-France

Deux policiers en tenue du corps urbain de Fort-de-France, Christian Jean-Philippe et Morille Daries, ont été condamnés, le 14 mars, par le tribunal correctionnel de Fort-de-France, à trois ans de prison, dont un ferme, 5 000 francs d'amende et cinq ans de privation de leurs droits civiques.

Ils avaient été suspendus et inculpés fin janvier (Le Monde du 30 janvier) pour avoir, le 12 janvier, brutalisé un adepte de la secte Rastafari, M. Félix Charles-Alfred (déjà connu des services de police pour usage de stupéfiants), rédigé sous serment des procès-verbaux mensongers et avoir, eux-mêmes, placé dans les poches de M. Charles-Alfred de la marijuana afin de le faire condamner.

Les avocats ont interjeté appel en alléguant le « caractère exorbitant » de la sanction « exceptionnellement sévère », le « viol des droits de la défense » et l'incompétence du tribunal. Ils ont aussi fait valoir qu'un certain nombre d'affaires mettant en cause des policiers ou des gendarmes auraient été étouffées sans procès ni sanctions. De son côté, le Syndicat national des policiers en tenue a émis de vives protestations.

B. M.

M. Robert Girier nouveau secrétaire général du Syndicat de l'éducation surveillée

A l'issue du trente-troisième congrès du Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (SNPES), affilié à la FEN et majoritaire dans la profession, M. Robert Girier, quarante-deux ans, éducateur à Grenoble, a été élu secrétaire général, en remplacement de M. Jean-Marie Angelini, qui occupait ce poste depuis 1982.

Les congressistes ont voté à l'unanimité une motion « s'opposant radicalement à l'ouverture d'un service éducatif à encadrement renforcé sur le site d'Emancipé (Viviers), où existe déjà un institut spécialisé d'éducation surveillée ». Faute de quoi ils déclencheraient une grève le 22 mars.

Selon le SNPES, le ministère de la justice souhaite qu'Emancipé prenne en charge de quinze à vingt jeunes détenus de la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sans week-ends ni congés. La prise en charge serait de trois mois. Le syndicat y voit la mise en place du retour déguisé des centres fermés.

A la direction régionale de l'éducation surveillée, au contraire, on souligne qu'il ne s'agit pour le moment que d'un projet dont la philosophie est de diminuer le nombre de mineurs incarcérés offerts aux magistrats le choix d'autres structures de préférence à la prison.

tionnaires hiérarchiquement parallèles et autonomes, exerçant les uns en civil, les autres en uniforme ». Un « tronc commun » de formation d'un an serait cependant institué pour « tous les policiers ».

Ne faisant pas mystère de ses préférences politiques, puisqu'il différencie deux périodes dans le septennat, l'avant et l'après-1986 — la seconde étant marquée par « une remotivation des fonctionnaires » — le SIPN n'en assure pas moins que ce nouveau cours « calme et responsable » vaudra, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle.

E. F.

L'ex-FLNC revendique l'assassinat du gendarme Chariot

L'ex-FLNC a revendiqué dans la soirée du lundi 14 mars l'attentat perpétré le 8 mars à Ajaccio contre la caserne Battisti, siège de la Légion de gendarmerie, qui se solda par l'assassinat du gendarme Stéphane Chariot, âgé de vingt-sept ans (Le Monde du 10 mars).

Par le même canal, le mouvement indépendantiste a fait savoir aussi que la conférence de presse clandestine, tenue dans les environs de Bastia au cours de la nuit qui précéda l'attaque de la gendarmerie, avait bien été réunie par ses représentants. Au cours de cette conférence, le FLNC faisait savoir qu'il n'observerait aucune trêve pendant la période de l'élection présidentielle tout en indiquant que les solutions à la crise corse passaient par « une solution politique ».

Dans ce climat, une cinquantaine de personnes ont lancé lundi 14 mars dans la soirée des slogans indépendantistes devant le chapiteau où le secrétaire national du PS, M. Lionel Jospin, tenait une réunion. Les tracts lancés accusaient le Parti socialiste de ne pas avoir tenu ses promesses entre 1981 et 1986. Le texte demandait « une solution politique dans le cadre d'un processus de décolonisation ».

Les livraisons illégales à l'Iran

Troisième inculpation dans l'affaire de la SNPE

M^{me} Annick Beaupre, secrétaire au bureau des exportations de la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE), a été inculpée, lundi 14 mars, de complicité d'infraction à la législation sur la vente et l'exportation des poudres et explosifs par M^{me} Edith Boizette, juge d'instruction au tribunal de Paris.

La SNPE est soupçonnée de s'être livrée, dans le cadre d'un « cartel des poudres » européen, à des livraisons illégales à l'Iran, de 1981 à 1985. Une plainte de la direction générale des douanes, déposée le 19 janvier, avait provoqué l'ouverture d'une information judiciaire, le 2 février. L'ancien PDG de la société nationale, M. Guy-Jean Bernady, et le directeur du département poudres et explosifs, M. Guy Chevalier, ont été inculpés le 4 mars.

Une lettre du commissaire Yves Jobic

Le commissaire Yves Jobic nous a adressé la lettre suivante:

Dans le numéro daté 6-7 mars 1988, en page 8, vous avez rendu compte de la tentative de M. Hayat, juge d'instruction, de faire saisir le numéro du Figaro-Magazine dans lequel se trouvait reproduite l'interview que j'ai accordée à ce journal pour répondre aux attaques dont je suis l'objet dans la presse à partir d'éléments déformés extraits du dossier instruit par M. Hayat.

Mais votre article n'a pas manifesté la rigueur que vous estimez nécessaire dans le compte rendu judiciaire. Je n'ai pas, en effet, été inculpé de « vol, recel, corruption passive de fonctionnaire ». C'est déjà assez et trop de l'être de proxénétisme, à partir des accusations des prostituées dont j'ai fait arrêter les souteneurs, pour ne pas y ajouter.

A ces adjonctions calomnieuses s'ajoute une omission capitale: vous n'indiquez pas que cette inculpation est contraire aux réquisitions du procureur de la République de Nanterre.

L'honneur d'un policier ne préoccupe sans doute pas votre chroniqueur, mais je souhaite que sa réponse soit accueillie par votre journal conformément à la loi de 1881 comme son droit, faute que son droit à la présomption d'innocence ait été respecté.

هنا من الاصل

Après l'inculpation de deux médecins niçois

La rébellion des cancéreux

L'affaire des deux médecins de Nice qui prenaient en charge des malades cancéreux, et qui sont inculpés depuis une semaine de l'escroquerie et de la pratique illégale de la biologie et de la pharmacie, a suscité une polémique de plus en plus vive. Le frère d'un malade soigné par le docteur Philippe Lagarde et décédé, le samedi 12 mars, a annoncé son intention de porter plainte pour « non-assistance à personne en danger » contre la direction de l'action sanitaire et sociale des Alpes-Maritimes.

NICE de notre correspondant régional

Deux médecins des Alpes-Maritimes : les docteurs Philippe Lagarde, quarante-huit ans, généraliste à Menton, et Augustin Roquette, trente-huit ans, radiologue à Nice, ont été inculpés et incarcérés le 12 février à Nice, d'escroquerie et de l'exercice illégal de la biologie et de la pharmacie. Le docteur Roquette a été remis en liberté le 17 février et placé sous contrôle judiciaire contre le versement d'une caution de 100 000 F. Ces deux praticiens s'étaient spécialisés dans le dépistage et le traitement des maladies cancéreuses, selon des méthodes empruntées partiellement à la médecine parallèle.

A la suite d'une plainte déposée le 18 janvier au parquet de Nice par un médecin inspecteur de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DPAAS) des Alpes-Maritimes, le docteur Jean Lorenzi, ils sont notamment accusés d'avoir fait usage d'un test de dépistage non reconnu scientifiquement. Il leur est également reproché d'avoir fait une association destinée à recueillir des fonds pour financer un traitement expérimental présenté de façon à donner des espoirs excessifs aux malades. Les deux médecins s'estiment victimes d'un « procès en sorcellerie » et ont reçu le soutien de leurs malades et des proches de ceux-ci, dont un millier venus de

plusieurs régions de France et d'Italie ont manifesté en leur faveur dans le centre de Nice, le samedi 4 mars (Le Monde du 8 mars).

Après des études médicales à Marseille, Paris et Genève, le docteur Lagarde — par ailleurs champion de tennis et chanteur d'opéra — s'est installé comme stomatologue à Menton dans les années 70. Décrit comme un touche-à-tout, il se tourne rapidement vers la cancérologie et travaille avec un médecin allemand, le docteur Henri Heitan, qui a donné son nom à un test hématologique expérimenté dès 1946 par un ingénieur-chimiste français, M. René Jacquier.

A la mort d'Heitan, en 1977, il poursuit ses recherches sur le dépistage et le traitement du cancer, qu'il vulgarise dans deux ouvrages parus en 1983 et 1984 (1). Il propose notamment un nouveau « protocole d'accord » du cancer, associant l'hémotest d'Heitan — rebaptisé micro-cin-color hémotest Heitan — Lagarde — et la cancérométrie de Vernes — qui — écrit-il — « vont permettre le diagnostic, l'évaluation de la maladie cancéreuse, et le contrôle des thérapeutiques ». Dans un nouveau livre publié en 1987 (2), il prend soin de souligner toutefois qu'« aucun test ou examen au monde ne peut prétendre faire le diagnostic infaillible du cancer », en précisant que le test d'Heitan fait partie des examens « permettant de dépister les terrains prédisposés ».

Charlatanisme ?

Le docteur Roquette, lui, estime que ce test d'« orientation », consistant en l'étude de gouttes de sang séché au microscope à contraste de phase, par observation directe et projection photo cinématographique « est fiable à 70 %, mais — précise-t-il — il a toujours été pratiqué simultanément avec d'autres examens ». Il se déclare prêt à une expérience scientifique qui ne pourrait manquer, selon lui, de vérifier son association.

Dans sa plainte au parquet de Nice, le docteur Lorenzi qualifie le

test d'Heitan-Lagarde de « charlatanisme ». Le conseil de l'ordre des médecins des Alpes-Maritimes indique de son côté qu'il l'a soumis à l'appréciation de l'Académie de médecine, laquelle, en février 1987, a émis son avis défavorable à son usage. Or les docteurs Lagarde et Roquette ont continué à le pratiquer dans leur cabinet à raison d'une centaine par mois au prix de 200 francs l'examen. A l'accusation d'exercice illégal de la biologie, les avocats du docteur Lagarde répondent qu'« il n'a fait qu'un acte d'anatomie pathologique ».

Quant au traitement prescrit aux malades, le docteur Roquette — ancien radiothérapeute au centre anti-cancéreux de l'oulque et qualifié en cancérologie — affirme, ficher médicales à l'appui, qu'il ne fait qu'utiliser, en complément à une chimiothérapie conventionnelle « de pointe », certains oligo-éléments et des vitamines naturelles — selon une composition du docteur Lagarde — ainsi que des médicaments de dosage et des immunostimulants. Produits et commercialisés dans un premier temps par un laboratoire monégasque, les vitamines naturelles mises au point par le docteur Lagarde ont ensuite été distribuées par une société, Santé-Métaboliques (SMC), gérée par sa propre épouse.

Les faux espoirs

Les deux médecins ont été amenés par ailleurs à fournir à leurs patients un médicament banal, le Ripason, à base d'extraits de foie de dauphin, dont la commercialisation est en voie d'extinction en France. Une vingtaine de boîtes de ce médicament, d'un coût modique (10,80 francs la boîte de cinq ampoules) et remboursé par la Sécurité sociale, ont été saisies par le parquet de Nice. « Le dépannage des malades est une pratique courante chez tous les médecins et ne peut être considérée comme un exercice illégal de la pharmacie », plaide le docteur Roquette.

Les deux médecins envisagent enfin d'expérimenter un traitement à l'interleukine II, un produit nouveau dont ne disposent en France, depuis peu, que quelques centres anti-cancéreux, et qui soulève de délicats problèmes de tolérance. Pour se faire, ils avaient créé une association sans but lucratif, « Cancer espoir », régulièrement déclarée à la préfecture des Alpes-Maritimes, le 17 décembre 1987, et lancé une campagne d'adhésions proposant

une cotisation de 50 F pour les simples membres et de 1 500 F pour les membres bienfaiteurs. En un mois, 65 000 F ont été recueillis et versés sur un compte ad hoc d'une banque niçoise. Ces fonds, dont aucune utilisation n'a été faite, devaient servir à aider les malades nécessitant ou à subventionner des laboratoires chargés de la préparation du médicament (entre 1 500 et 2 500 F pour une injection).

L'expérimentation de ce traitement devait commencer le 29 février dans une importante clinique niçoise. Les deux médecins ont-ils donné de faux espoirs aux malades ? Dans une lettre-circulaire largement diffusée au début de janvier, ils faisaient au demeurant état de « premiers essais thérapeutiques qui apparaissent quasi miraculeux » en indiquant « 92 % de réponses dans les cancers de la vessie ».

QUI PORTE.

(1) Ce qu'on vous cache sur le cancer et le Cancer, tous ce qu'il faut savoir. Dictionnaire de A à Z, aux éditions Favre.

(2) Lumières nouvelles sur le préventif (SMC France).

EN BREF

● **Plaintes contre X...** de deux militants laïques. — Les avocats de deux militants laïques blessés et arrêtés au cours de l'opération menée, le 20 février, et marquée par l'arrestation de Philippe Bidart, ont annoncé lundi 14 mars, à Beyrouth, un dépôt de plaintes contre X... pour « tentatives de meurtre ». Ces plaintes visent en fait les gendarmes, qui, selon les défenseurs M^{rs} Jean-Claude Abadery et Yan Chouq, ont blessé par balles Pierre Aguerre et Joseph Echeveste sans avoir, pour le premier, fait les sommations réglementaires, et pour le second, en raison d'un tir « par-derrière et en biais », alors que l'homme était à terre dans une situation excluant tout danger pour les forces de l'ordre.

● **Le cyclone Fiebo fait plus de cent morts au Mozambique.** — Le bilan du cyclone Fiebo, qui s'est abattu au début de mars sur le Mozambique, s'alourdit. On faisait état, mardi 15 mars, d'une centaine de morts. Dans la province du Zambeze, la plus touchée, un millier de maisons ont été détruites laissant quelque quatre mille cinq cents personnes sans abri. — (Reuters.)

DÉFENSE

Sur l'initiative de M. Giraud

Un album de géopolitique pour le grand public

Les états-majors y ont consacré jusqu'à huit mois de leur temps. Le résultat de cette gestation est à la hauteur du travail fourni : un album de géopolitique de deux cent trente pages, richement illustré et intitulé *La Défense de la France*, que le ministre de la défense, M. André Giraud, a présenté, mardi matin 15 mars, à la presse française. Mieux qu'un Livre Blanc austère, cet ouvrage veut s'adresser à l'intelligence de demain, c'est-à-dire les élèves des grandes écoles, avant d'être diffusé, dans un mois environ, au grand public qui pourra l'acheter en librairie.

Ce livre de communication moderne décrit, sous la forme la plus synthétique, la plus condensée et la plus visuelle possible, l'effort de défense de la France, en prenant en compte une certaine conception des menaces, un descriptif des missions et de l'organisation des armées, sans oublier les références à l'évolution des technologies militaires et les exigences liées au recrutement des personnels.

Cerve pédagogique

On y répète, donc, que chacune des deux grandes puissances, avec douze mille têtes nucléaires, a aujourd'hui largement dépassé le volume nécessaire à la dissuasion et que le pacte de Varsovie dispose d'une réelle posture offensive (entre 1985 et 1987, il a construit davantage de chars et plus du triple de pièces d'artillerie que n'en possèdent la France et l'Allemagne fédérale réunies), au point de pouvoir bénéficier de l'effet de surprise pour l'opération et fort. On y rappelle, après M. Giraud, que le traité de Washington sur les euromissiles conserve au pacte de Varsovie l'essentiel de ses moyens militaires pour peser fortement sur l'Europe occidentale, quand, au contraire, les moyens de dissuasion dont dispose l'OTAN sur le théâtre européen avec les FNI sont condamnés à disparaître.

Mais l'Europe n'est pas le seul enjeu de demain, à en croire les auteurs de *La Défense de la France*.

La Méditerranée est, aussi, un carrefour d'influences et de tensions. L'Afrique connaît l'insécurité. Le Moyen-Orient est une zone stratégique capitale, dont la France demeure tributaire. Sans compter le Pacifique sud, les Caraïbes et jusqu'à l'existence de ces menaces intérieures qui viennent du terrorisme assimilé à un acte criminel et soutenu par des minorités révolutionnaires ou par des Etats contre lesquels il faut mobiliser tous les moyens, y compris l'armée.

A cet état des lieux succède une description des missions, de l'organisation et de l'implantation des forces. Avec en particulier, une brève réaffirmation concernant la péninsule française : le missile sol-sol préstratégique Hadès, qui sera en service en 1992, est crédité, pour la

première fois, d'une portée légèrement inférieure à 500 kilomètres (alors qu'il était officiellement donné jusqu'à présent, pour 350 kilomètres), et la France ne cherche pas à se doter de systèmes comparables aux projets américains ou soviétiques, de « bouclier » spatial anti-missiles.

La Défense de la France tente de ramener à l'essentiel l'effort national de sécurité, dans l'intention, somme toute, de mettre en évidence deux constatations :

1) Il y a un minimum d'effort de défense à faire, même si l'opinion a le sentiment que M. Mikhail Gorbatchev souhaite la paix ;

2) Cet effort de défense est un

joint et patient investissement qui se traduit, entre 1987 et 1991 — la durée de la programmation militaire actuelle — par un taux de croissance

moyen de 7 % des crédits annuels d'équipement.

Au-delà des échéances politiques, qui devraient être l'occasion pour les électeurs de considérer qu'ils désignent le chef des armées françaises, détenteur de l'apocalypse nucléaire, en choisissant le prochain président de la République, l'abécédaire de la défense proposé par M. Giraud est, indirectement, une œuvre pédagogique. A sa façon, *La Défense de la France* forme le citoyen en informant le contribuable de l'usage de ses impôts.

J. L.

(*) Après un premier tirage de 20 000 exemplaires, destiné à des lecteurs sélectifs, le ministère de la défense procède actuellement à un deuxième tirage dont les exemplaires seront en vente en librairie au prix de 145 francs.

Des munitions chimiques pourraient équiper les lance-roquettes multiples français

Si le gouvernement le décidait, des munitions chimiques pourraient armer les lance-roquettes multiples dont les régiments d'artillerie française seront dotés à partir de 1990. Pour la première fois, l'état-major de l'armée de terre française lève son veto dans un document officiel de trente-deux pages, qu'il vient d'établir pour présenter au grand public les hommes et les matériels sous ses ordres.

Après 1990, selon cette brochure, chacun des trois corps d'armée du corps de bataille français disposera d'un régiment d'artillerie sol-sol équipé de lance-roquettes multiples (LRM). Ce système d'armes rappelle, en quelque sorte, les « orgues de Staline » apparues durant la guerre mondiale dans le second rang, en une minute, sept mille sept-cent-vingt-huit munitions, puisque chaque roquette contient, en effet, six cent quarante-quatre munitions de modèles différents.

Les trois régiments de LRM français devraient avoir pour mission de s'en prendre aux sites opérationnels adverses (PC, transmissions, logistique), de neutraliser les moyens offensifs adverses (artillerie et feux antichars) et de détruire les unités blindées et mécanisées adverses.

Plusieurs munitions peuvent armer le LRM : des têtes à grenades et à mines à double effet (charge creuse et éclats) ou des

munitions à guidage terminal, ce qu'on appelle des armes « intelligentes » qui sont des roquettes transportant des sous-munitions capables, par elles-mêmes, d'identifier des cibles prioritaires (un char) avec précision.

Mais, pour la première fois, donc, le document de l'armée de terre évoque l'éventualité que les munitions du LRM puissent recevoir des têtes chimiques. A la condition, précise-t-il, que le gouvernement le décide. Lors de l'approbation, par le Parlement, de la loi de programmation militaire 1987-1991, il a été indiqué, avec l'accord du chef de l'Etat, par le gouvernement que la France ne saurait renoncer à des catégories d'armement que d'autres nations — sous-entendu — l'Union soviétique — estiment avoir le droit de posséder. A l'heure actuelle, cette décision n'a pas été prise en France, mais, d'ores et déjà, des usines d'armement sont en mesure de produire en série des armes chimiques.

Le LRM se présente sous la forme d'un automate chenillé de 28 tonnes, servi par trois hommes et capable de tirer douze roquettes de 227 millimètres à des distances de 35 à 42 kilomètres. Au total, chaque pièce peut ainsi délivrer, en une minute, sept mille sept-cent-vingt-huit munitions, puisque chaque roquette contient, en effet, six cent quarante-quatre munitions de modèles différents.

Les trois régiments de LRM français devraient avoir pour mission de s'en prendre aux sites opérationnels adverses (PC, transmissions, logistique), de neutraliser les moyens offensifs adverses (artillerie et feux antichars) et de détruire les unités blindées et mécanisées adverses. Plusieurs munitions peuvent armer le LRM : des têtes à grenades et à mines à double effet (charge creuse et éclats) ou des

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75002 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDOPAR 65073 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *Le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général :
Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef :
Daniel Veret.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDOPUB 206 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 — Tapez LEMONDE, code d'accès ABO
365 jours par an. 24 heures sur 24

Le Monde
sur minitel

JOUEZ AVEC « LE MONDE »

Le YAM'S, HOLD'UP...

36.15 TAPÉZ LEMONDE

« Les Phéniciens », à Venise

Toutes les richesses du peuple de la mer

La reconstitution d'une civilisation en grande partie ignorée a été commandée par le palais Grassi à Sabatino Moscati, spécialiste du monde phénicien et punique.

L'exposition propose un millier de pièces, du sarcophage à la bagne ou la pièce de monnaie, de la bouleversante statue du « jeune homme à la tunique » retrouvée en 1979 à Mozia, dans l'extrême ouest de la Sicile, à ce minuscule pendentif de collier en pâte de verre blanche et bleue qu'il a fallu agrandir vingt-cinq fois pour en faire l'affiche de l'exposition.

De cet impressionnant assemblage, près de la moitié sans doute était encore enfouie dans la terre au début des années 60. C'est dire que le domaine phénicien, vieux de trois mille ans, est également un sujet neuf ou du moins rénové. Une fois l'exposition terminée, le 6 novembre, plus d'un amateur découvrira le chemin de musées à priori tout à fait « locaux », non seulement en Italie (Sassari et Cagliari en Sardaigne, Mozia en Sicile), mais aussi en Espagne, autre foyer de considérables découvertes ces cinq dernières années. Et l'on ne verra sans doute plus du même œil de vénération les institutions comme le Bardo de Tunis

ou les sections spécialisées du Louvre, du British Museum et des musées royaux d'art et d'histoire de Bruxelles — qui se sont montrées généreuses envers le palais Grassi. La lecture du catalogue, d'une taille aussi impressionnante que les 615 planches d'Hannibal, évidemment rédigé par l'élite de la spécialité (autres les Italiens, un Grec, un Tunisien et un Espagnol) permet véritablement de faire le point des connaissances actuelles sur la question (1).

Les Phéniciens, c'est au fond l'histoire de mille ans de Méditerranée : du début de l'âge de pierre à la troisième guerre punique, de la naissance (vers 1200 avant J.-C.) d'un pôle de civilisation d'un exceptionnel dynamisme dans ce qui est aujourd'hui le Liban, à l'extinction sous les coups de boutoir de la Rome républicaine, de ce qui fut son avatar le plus glorieux mais aussi le plus déviant : Carthage. Les Phéniciens, c'est d'abord un peuple de navigateurs, de commerçants, d'artisans, d'intellectuels aussi : à eux, on le sait, revient la gloire de l'invention de l'alphabet « linéaire », ancêtre de nos vingt-six lettres. La patrie d'Hannibal était devenue un Etat antique presque classique, fortement appuyé sur un territoire, une agriculture, une armée, une flotte surtout. Entre le départ et cette arrivée, rien moins que la découverte de l'Occident : d'iles en promontoires,

de Chypre aux Syrtes, de la Sicile au cap Bon, de la Sardaigne et des Baléares jusqu'à Cadix, ultime colonie posée au bord de cet Atlantique que les Phéniciens explorèrent aussi vers le nord (l'Angleterre pour y chercher la route maritime de l'étranger) et vers le sud (la fameuse circumnavigation de l'Afrique), deux mille ans avant Vasco de Gama, sur l'ordre du pharaon Necho.

« Les Phéniciens, c'était pour moi une vieille histoire d'école », explique Gae Aulenti, bien connue en France pour son récent aménagement du Musée d'Orsay, et qui a été chargée de la présentation de l'exposition. Bénédiction pour qui avait mission de faire parler devant un vaste public des objets inégalement expressifs et certes pas tous beaux selon les canons classiques.

Les murs des deux étages du palais ont été systématiquement utilisés pour accueillir d'immenses cartes, des plans, des dilatations graphiques, de petits motifs gravés, peints ou sculptés, ainsi que de très nombreuses citations d'auteurs antiques sur les Phéniciens. Celles-ci sont écrites en grands caractères, un peu incertains, et selon un alignement approximatif — suggérant en somme les débats hésitants de l'écriture à Byblos, Tyr ou Sidon. Des panneaux de dimensions plus modestes et d'apparence tout à fait classique, proposant, eux, une approche plus scientifique. Enfin, les

grandes étapes de la navigation phénicienne d'est en ouest sont secondées par des salles au didactisme volontairement scolaire : un très grand bassin sur lequel flottent des maquettes de navires d'époque reconstituées à partir des récentes découvertes d'épaves, dont une est également reproduite grandeur nature. La récréation d'un *tophet*, ce lieu sacré de toutes les villes phéniciennes où l'on a toujours retrouvé des os calcinés d'enfants (sacrifiés ? Morts-nés ?) et la stylisation du fameux marché de Salammbô racontée par Gustave Flaubert.

Dans le hall d'entrée, déjà, le visiteur est accueilli par une dizaine de sarcophages et de statues basculées au flanc d'une fausse dune de quatre mètres de hauteur et d'une teinte pourpre. Pourquoi ? La couleur de cette décoration de coquillages dont l'invention a valu aux Phéniciens, outre leur nom : *Phœnikès* (de *phœnix* le rouge du myrte pour les Grecs), les moyens d'une primitive accumulation de richesses qui a aussi fait d'eux, entre autres caractéristiques, les « précurseurs du capitalisme ».

JEAN-PIERRE CLERC.

★ Les Phéniciens. Palazzo Grassi, Venise. Jusqu'au 6 novembre.

(1) Environ 230 F. Une édition française paraîtra prochainement aux éditions du Chemin Vert.

L'art ancien du Brésil à Boulogne-Billancourt

Baroques et primitifs

On connaissait mal la sculpture du Brésil colonial.

Surprise : elle est d'une richesse et d'une diversité étonnantes.

Parce que le Portugal fut l'une des terres d'élection du baroque européen, parce que ledit Portugal a inventé le Brésil et parce que rien n'est plus reposant que les idées simples, il a été généralement convenu que l'art brésilien du seizième au dix-huitième siècle était baroque. Il devait l'être puisque la nature brésilienne est, elle aussi, baroque, dit-on, et que l'on aime à imaginer une église blanche, dorée, à la façade sinuante et aux statues contorsionnées dans un paysage de lianes et de grands arbres tordus. Les églises sont souvent blanches et leurs façades parfois sinuantes. Mais les statues ne se contorsionnent pas, ou si peu que l'on cherche en vain leur baroque.

C'est ce que démontre une remarquable exposition du Centre culturel de Boulogne-Billancourt. Voilà bien une de ces expositions à petit budget (1), instructive et originale, qui mériterait plus que bien des « grandes machines » officielles que l'on s'y rende en nombre. On y voit les trois cents sculptures religieuses qu'a réunies un collectionneur de São Paulo, José Marino. Il y a là des Vierges de terre cuite et de bois peints, une forte quantité de saints, du malheureux saint Sébastien au bienheureux saint François, et, pour orner le tout, des pièces d'argenterie sacrées et profanes qui proclament à la fois le zèle catholique de la colonie et sa richesse minière. Quelques-unes de ces œuvres, exécutées vers le milieu du dix-huitième siècle, empruntent à l'Europe tissus tournoyants et poses théâtrales, mais ce ne sont ni les plus nombreuses ni les plus curieuses. A ces bonnes copies du baroque européen dont Antonio Francisco Lisboa fut le spécialiste le plus estimé, on peut préférer une statuette sacrée moins savante, et plus inventive cependant, celle des artisans locaux fournisseurs des sanctuaires de campagne.

Art populaire ? Assurément. Ces Vierges des tropiques ressemblent étrangement aux Vierges romanes

de l'Europe méridionale. Elles en ont le port raide et le manteau à plis droits, le cou rond, le visage sphérique, les yeux écarquillés, les mains inertes et les joues rouges. Leurs auteurs ont moins cherché à représenter chevelures et vêtements qu'à les indiquer sommairement, autant que leur adresse le leur permettait. La tonsure de saint François devient un motif de spirales gravées sur son crâne comme au flanc d'un vase. Saint Michel, gros garçon joufflu, blond et rose, porte un casque comique bleu azur, des jambières outremer et une tunique écarlate.

Rencontre de traditions

Encore un degré dans la hiérarchie et l'on en vient à une sculpture proprement primitive, à un art catholique et nègre à la fois, celui des esclaves christianisés venus d'Afrique. On ne saurait imaginer médiasse plus singulier et plus réussi à la fois ni rencontre de traditions plus étrangères les unes aux autres. Les effigies de saint Benoît, ce fils d'esclaves africains qui mourut à Palerme en 1589 et auquel les *bandeirantes* (hors-la-loi) brésiliens vouaient un culte particulier, doivent à la sculpture africaine leurs splendeurs simplifiées et leur géométrie. Les plus schématiques d'entre elles passeraient pour des fétiches africains si une croix ne les « christianisait » in extremis.

La légende prétend que les esclaves avaient coutume de coudre sous leur peau ces amulettes de bois sombre afin d'être toujours protégés des mauvais esprits : le paganisme l'a emporté sur le christianisme des missionnaires de la Contre-Réforme. Les évangélistes de la forêt n'ont guère pu faire mieux qu'ajouter d'autres divinités au panthéon exotique de ceux qu'ils entendaient convertir au monothéisme. Il n'importe, pourtant, puisqu'ils ont de la sorte contribué à la naissance d'une nouvelle sculpture.

PHILIPPE DAGEN.

★ Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille. Jusqu'au 25 juin.

(1) L'exposition a cependant bénéficié du soutien d'Air France.

Reims perdra-t-elle sa « deuxième cathédrale » ?



La halle de Reims édifiée en 1927 par les architectes Maigrot et Freyssinet.

La ville de Reims est-elle en passe de perdre sa « deuxième cathédrale », la Halle construite en 1927 par l'architecte rémois Maigrot mais surtout par Eugène Freyssinet, pionnier du béton précontraint, une technique qui permet de « lancer » des voiles de béton particulièrement légers.

Malgré la célébrité internationale du bâtiment, le maire de Reims, M. Jean Falaise (RPR), a en effet procédé à une consultation pour la construction d'un palais des congrès, ce qui peut sans doute se concevoir pour une ville jusque-là trop exclusivement vouée au champagne. Mais cette consultation prévoit la destruction d'office de l'œuvre de Freyssinet, œuvre, il est vrai, mais aussi des Rémois, qui y voient un « blockhaus », voire une « verrerie » plantée dans la cité. Une campagne internationale a réuni les signatures des plus illustres maîtres d'œuvre, semble-t-il en vain. Le maire, assuré d'une majorité dans un jury composé ad hoc, considérant toujours la Halle comme une

empêchement de construire en rond.

Des solutions existent pourtant, qui permettraient de réloger, pour les moins ambitieuses, le palais des congrès, à l'intérieur de la Halle même (c'est après tout ce qui arrive au CNIT, à la Défense...). Ou encore, pour les plus ambitieuses, à considérer cette pièce du patrimoine du vingtième siècle comme exploitable en tant que telle. Mais si l'on pense que le dix-neuvième siècle n'est rentré en grâce que depuis dix ou quinze ans, on comprend qu'une attitude moins radicale puisse prévaloir.

Au projet de démolition adhérent étrangement Jean-Louis Roubert, architecte de l'Opéra de Paris, Rémois d'origine, et Bernard Fouchery, qui, en 1985, publiait un ouvrage sur Reims, dans lequel il estimait que toute opération sur la ville devrait conserver et tenir compte de la Halle. Il est vrai que les deux hommes sont parmi les quatre équipes restant en lice et que les

architectes perdent souvent leurs scrupules patrimoniaux lorsqu'il s'agit de leur propre carrière.

Pourtant, après la destruction des hangars d'Orly, la condamnation de la Halle de Reims serait un terrible coup pour l'histoire architecturale du vingtième siècle. D'ailleurs, l'architecte qui reconstruit la cathédrale de la même ville en utilisant précisément des voiles de béton avait déjà marqué dans l'Architecture son admiration pour le travail de Freyssinet. On aime à croire que le maire de Reims saura se donner les quelques mois de réflexion qu'exige une telle entreprise, et que les ministères concernés écouteront l'architecte des bâtiments de France, qui s'est montré hostile à la démolition.

En revanche, le COREPHEA local, chargé d'assurer les dossiers de protection, semble avoir fait la preuve, comme on le craignait, que ce type d'organisme, trop proche des pouvoirs locaux, n'a pas toujours les moyens ni le goût de s'opposer à leurs génies tutélaires.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

COULISSES

Un nouveau directeur pour le MOMA

Après vingt ans passés à la direction du département des peintures et sculptures du Museum of Modern Art, William Rubin quitte ses fonctions. Son successeur désigné à ce poste aussi considérable qu'étriqué est un historien de l'art tout juste quadragénaire, Kirk Varnedoe. Jusque-là conservateur adjoint auprès de « Bill » Rubin, et professeur à l'Institut of Fine Arts de l'université de New-York, Kirk Varnedoe s'est fait connaître par ses recherches sur la seconde moitié du dix-neuvième siècle et la première décennie du vingtième. On lui doit la réécriture de *Callabotte*, la version new-yorkaise de l'exposition « Venise » et une importante collaboration à l'exposition « Primitivism » qui s'est tenue il y a trois ans au MOMA.

Homme de science plus qu'homme de l'actualité, il hérite d'une institution en bonne santé financière et au renom intact. Il se pourrait que sa désignation, à laquelle, dit-on, William Rubin était fortement attaché, indique que, désormais, le MOMA se consacre plus à l'histoire de l'art contemporain qu'à l'exploration de l'art en train de se faire.

Ph. D.

La Casa Frollo menacée

Cette fois, il ne s'agit plus de sauver Venise, mais à Venise sa bonne auberge, la Casa Frollo, ses vingt-cinq chambres, son jardin et sa vue sur le canal, qui est connue comme le lieu blanc d'artistes et d'intellectuels du monde entier. La Casa Frollo, que gère depuis trente ans une douce patronne, Flora Jordan, doit être, en effet, vendue par son propriétaire, le comte Volpi. Prix de vente estimé : 3 milliards de lire, dont le tiers serait déjà rassemblé par les clients et amis constitués en comité de défense autour d'un avocat milanais.

THEATRE OUVERT

Les Voix du Nord
L'ETALON OR
COMEDIE DE CAEN
Daniel Lemaître
Michel Dubois
PARIS-NORD
ATTICTIONS
POUR NOCES ET BANQUETS
Jacques Bonnet
Catherine Jacob
JARDIN D'HIVER 42 62 59 49

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Théâtre intimiste d'un genre tout à fait nouveau qui approche le cinéma au plus près.
EMMANUELLE ESCOURROU étonnante dans son premier grand rôle, V.S.D.
De grands acteurs MICHEL VITOLD et son jeune partenaire PHILIPPE VOLTER TELERAMA.
La tradition de Mauriac et Sartre actualisée par le langage d'aujourd'hui. PAM Bruxelles
MISE EN SCENE GABRIEL GARRAN
Loc 45 88 16 30

PHOTO

Les yeux fertiles

Avec des fortunes diverses, du courage et beaucoup d'invention, trois livres de facture différente tentent d'ouvrir des voies nouvelles à l'édition.

Dans l'espace oblong qui lui tient lieu de librairie-galerie, Jean-Pierre Lambert défend vaillamment depuis trois ans, sans concession ni gros moyens, des auteurs souvent peu connus qu'il est, à Paris, le seul à tenter de vendre et d'exposer.

Sobrement mis en pages, un beau livre-catalogue (1), imprimé à ses frais, confronte en une image vingt-trois photographes, autant de théoriciens, critiques et écrivains. Des opérateurs aussi singuliers que Jan Shiraoka, Jean-François Malamoud ou Mikael Levin, Christian Gattinoni, Jean Arrouye ou Alain Fleig brosent le portrait d'une sympathique famille d'artistes pour qui l'austérité simplifiée de la rigueur est esthétiquement un idéal.

Entre fable et récit

Posée en contrepoint du texte, l'image devient littérature dans la collection « Carnets », dirigée par François Soulaige et Patrick Sassier aux éditions Argaphie (2). Sous couvert d'une jaquette inutilement maniérée, ces livres-objets, carrés, dont trois déjà sont parus, offrent un coin de création à la photo et à l'écriture. Entre la fable et le récit, Régis Durand, critique à *Art-Press*, dialogue avec l'univers de Bernard Ploss, sensiblement influencé par Handke. Le thème du retour est le centre de ce double voyage du verbe et des clichés.

C'est un tout autre projet que concrétise l'album, au format incalculable, publié par l'agence Faut Voir (3) qu'anime Jean-Michel Montfort et Marc Patat. Tout à la fois mémoire, trace et essai, cet ouvrage, qu'aucun autre éditeur n'aurait publié, conte une expérience inédite menée en 1983 et 1984 dans dix villes françaises. Initiée par dix photographes professionnels, deux cents jeunes, de seize à vingt-cinq ans, utilisant l'appareil comme outil de connaissance et d'insertion, ont réalisé quarante mille documents, qui constituent une source d'enseignement sur l'état de notre société.

L'apprenti amateur, en fixant sa famille, son cadre de vie ou la tige, échappe peu aux normes décrites dans *Un art moyen* par Bourdieu. Mais oser se raconter en images revient à briser aussi les conventions. Décalé, le regard dérape et happe le tout-venant, le jamais vu ou l'informe. Restitué à l'acte photographique son originalité, l'œil, exempt de concept esthétique, exalte ses vertus d'authenticité, y compris celle, prioritaire, de voir « faux ». N'est-ce pas Robert Frank qui disait que tout est désormais photographiable ?

PATRICK ROEGERS.

(1) *Un petit peu de noir blanc*, catalogue rétrospectif, galerie Jean-Pierre Lambert, 3, place du Marché-Sainte-Catherine, Paris-4.

(2) *Chronique du retour*, photographes de Bernard Ploss, texte de Régis Durand, coll. « Carnets », éditions Argaphie, limité à cinq cents exemplaires, 8, boulevard Jourdan, Paris-14, 140 F.

(3) *Un autre regard sur les jeunes : le leur*, co-édité par l'Agence Faut Voir, les Editions du Centre Pompidou et Marval éditions, 40 pages, 150 photos, textes de Jean-Michel Montfort, P. Roegiers et Claude Evens, 90 F.

مكتبة من الامم المتحدة

Culture

VENTES

Daumier, peintre et sculpteur

Deux tableaux d'Honoré Daumier, *Parade des saltimbanques* et *L'Ancienne Comédie-Française*, respectivement estimés à 3 et 6 millions de francs, seront mis aux enchères le 18 mars à Paris.

Le violoniste au visage triste, entouré de badauds aux mines désabusées, à peine esquissées, du premier tableau, ou plus encore les personnages de Molière du second, annoncent son grand style. Un style qui privilégie le clair-obscur et les contrastes lumineux pour accentuer l'expression des visages.

L'Ancienne Comédie-Française fut exposé en 1878 à la galerie Durand-Ruel, à Paris, mais sans grand succès. Soutenu par Delacroix, Corot et Baudelaire, Daumier n'en demeura pas moins incompris du public et fut éreinté par les critiques. « La caricature gèle la main des artistes. Voilà un homme d'un immense talent comme caricaturiste et qui a la main si faite qu'il faut absolument lui interdire la peinture », écrit l'un d'eux, Daumier.

meurt quelques mois plus tard, presque aveugle, considéré comme un lithographe ayant fait à ses moments perdus de la peinture.

Outre ces deux tableaux, dix-neuf figurines en bronze éditées dans les années 30 seront mises aux enchères. Daumier, sculpteur longtemps ignoré, façonnait des personnages en terre, qui lui servaient de modèles pour ses caricatures. On y retrouve l'avocat saluant, le bourgeois qui flâne, le dandy, l'homme d'affaires. Ces pièces, auxquelles Daumier n'attachait que peu d'importance, sont évaluées entre 40 000 F et 50 000 F l'unité.

La vente des Daumier constitue un événement, car nombre de ses peintures se trouvent déjà dans des musées français et américains. Le musée d'Orsay compte à lui seul onze de ses toiles, outre la version en terre cuite des Députés.

ALICE SEDAR.

* Vente : le 18 mars, à 21 heures, à la mairie du neuvième arrondissement.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

THÉÂTRE NATIONAL OPÉRA Salle Favart Jeudi 17 mars 20 h (p.a. Valmésnil)	QUATUOR SMETANA BEETHOVEN JANACEK SMETANA	Salle GAVEAU Mardi 22 mars 20 h 30 (p.a. Valmésnil)	PLUDERMACHER BEETHOVEN BARTOK, SCHUMANN
Salle GAVEAU Mardi 15 mars 17 h 30 20 h 30 (p.a. Valmésnil)	REACH le 15 : BACH FRANCK, SCHUMANN O. MESSIAEN le 17 : BACH VARIATIONS GOLDBERG	J.-M. Fournier Prod Mardi 22 mars 20 h 30 (p.a. Valmésnil)	E.O.P. Direction : EMMANUEL KRIVINE Harpe : MARIELE NORDMANN Violon : PATRICE FONTANAROSA J.-FRANCOIS SPOHR DVOŘAK-SCHUBERT
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Jeudi 17 mars 20 h 30 (p.a. Valmésnil)	de BAMBERG Dir. : Horst STEIN BEETHOVEN, MOZART WERNER	T.M.P. CHATELET Mardi 22 mars 20 h 30 20 h 30 20 h 30 (p.a. Valmésnil)	WEBER : DER FREISCHUTZ NOR/RADIO FRANCE Mise en scène ACHIM FREYER Dir. : M. JANOWSKI
Centre Culturel Portugais Jeudi 17 mars 20 h 45 47-20-96-84 (p.a. Valmésnil)	MUSACCHIO Soprano GUY MICHEL CAILLAT SCHUBERT, BRITTEN LIEZT, R. STRAUSS	THÉÂTRE NATIONAL OPÉRA Salle Favart Jeudi 24 mars 20 h 30 (p.a. Valmésnil)	LE 24 : QUINTETTA A VENT DE PRAGUE REJCHA, FORSTER KREJCI, JANACEK le 31 : JOSEF PALESTRA avec Meurt Soles de l'Orch. Nat. Opéra
Eglise St-Jacques 24, rue des Archives Dimanche 20 mars 17 h (p.a. Valmésnil)	Brigitte LAFON Mezzo-Soprano Jeff COHEN Piano F. Mendelssohn-Debussy Berg-Duparc	Salle PLEYEL Dimanche 20 mars 17 h 45 (p.a. Valmésnil)	JANACEK Piano : GUHER et SUHER PEKINEL BARTOK-SCHUBERT GERSHWIN-BERNSTEIN
Salle PLEYEL Dimanche 20 mars 17 h 45 (p.a. Valmésnil)	CONCERTS LAMOUREUX CARMINA BURANA Carl Off 3 Nocturnes DEBUSSY Dir. : R. BOUTRY	T.M.P. CHATELET Lundi 21 mars 18 h 30 (p.a. Valmésnil)	J.-S. BACH PASSION Selon SAINT JEAN Chœur et orchestre BACH de FURSTENFELD-DRUCK Dir. : HORST STEGMANN
T.M.P. CHATELET Lundi 21 mars 18 h 30 (p.a. Valmésnil)	MADY MESPLE présente RICHARD COWAN baryton JEFF COHEN piano MOZART, WAGNER VERDI, R. STRAUSS	T.M.P. CHATELET Lundi 21 mars 20 h 30 (p.a. Valmésnil)	PRINTEMPS DES ARTS DE MONTE-CARLO OPÉRA « IL PITTOR PARIGINO » de Cimarra (18-17/4) réimpression mondiale RÉCITALS Alfred Brendel (8/4) Renata Scotti (23/4) MUSIQUE DE CHAMBRE dir. W. Christie (1/4) J.-P. Ruppel - M. Nordmann (3/4) Quatuor Orfeo (13/4) J.-P. Ruppel - P. Ruppel (12/4) ORCHESTRE F. LIEZT de Budapest (24/4) MUSIQUE SYMPHONIQUE ORCH. PHILHARMONIQUE DE MONTE-CARLO dir. L. Foster Roth et Marius Labèque (10/4) ORCH. RADIOSTYMPHONIQUE DE BERLIN Dir. B. Chelly (24/4) DANSE Ballets de Monte-Carlo (2-4/4) THÉÂTRE « Voyage au bout de la nuit » de Céline, par F. Luchini (11/4) JEUNES SOLISTES M. Diacomis, soprano (9/4) M. Sakagami, piano (15/4) J. Peters, violon (23/4) CINÉMA Films d'Opéra (1-24/4)
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Lundi 21 mars 20 h 30 (p.a. Valmésnil)	MIKHAIL RUDY SCRIBINE RAVEL, BRAHMS SCHUBERT	Salle GAVEAU Lundi 21 mars 20 h 30 (p.a. Valmésnil)	J.-M. FOURNIER Prod. Paul et Maud TORTELIER Violoncelle MARIA DE LA PAU Piano HAENDL, BACH SCHUMANN, FAURE TORTELIER, PASANINI
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 22 mars 20 h 30 (p.a. Valmésnil)	Désiré N'KAOUA MOZART, CHOPIN SCHUBERT, LIEZT		

JEANNE-BUCHER
53 rue de Seine Paris VI
WAKAKO

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

Le jeu de l'oie

1 L'heure éblouissante

La force principale des hommes politiques à la télévision, ce qui leur fait gagner des points auprès du grand public entre le début et la fin de l'émission, c'est la faiblesse de l'interrogatoire auquel ils sont soumis. Autrement dit, les hommes politiques doivent beaucoup aux journalistes. Et c'est l'évidence, sinon croyez-vous que des personnages aussi conscients de leur importance et, je veux bien l'admettre, aussi occupés par leurs fonctions accepteraient de gaieté de cœur de se plier à ce petit jeu de questions et de réponses somme toute assez fatigant, assez répétitif, assez vain, où ils risquent le lapsus, de perdre la face devant des millions de téléspectateurs qui les attendent au tournant ?

S'ils vont au charbon avec une volonté qui surprend, et, l'émission passée sans trop de bobos, ils ne songent qu'à la prochaine pour en découdre, c'est qu'ils ont appris, dans les débuts, parfois à leurs dépens, que la balance télévisée était pour eux le plus souvent une balance positive. Avant le début de l'émission, si nous ne sommes pas des adversaires tenaces ou des partisans farouches de l'homme politique qui s'offre à nous, nous n'appréhendons pas grand sentiment à son égard, nous attendons sans trop y croire qu'il nous distille, du beau spectacle. Cette indifférence flottante et sceptique va se transformer sous le feu pas très roulant des questions en empathie, c'est-à-dire que nous allons nous identifier affectivement à celui qui va nous sembler le plus faible, du moins assailli par plusieurs.

Il me semble que l'émission qui favorise le plus l'homme politique un peu doué pour la réplique et la comédie, c'est « L'heure de vérité » de François-Henri de Virieu. Favoriser n'est pas le terme exact, disons que c'est celle qui permet le mieux, le temps d'une émission, le renversement des sympathies. Le mot « invité » sert déjà l'homme sur la sellette. Et sa position sur le petit écran. Est-ce vraiment des façons dans un pays civilisé de se conduire ainsi envers un hôte de marque qui vous a fait la grâce de se déplacer alors qu'il a tant d'occupations et de si hautes responsabilités ? Interroge-t-on sans cesse un invité ? Et, le comble, on se relayant pour mieux le perturber ? Sans lui laisser le temps de reprendre son souffle ? Et qui fait ça ? Une petite bande de copains, toujours les mêmes ou presque : de Virieu, Alain Duhamel, Albert Dur, Jean-Louis Lescène, et Ivan Laval pour changer. Drôle de changement !

Tous ces larrons sont royalement payés, on en mettrait la main au feu, pour interrompre par des propos la parole, le travail, l'action de ceux qui savent. C'est vraiment le monde à l'envers quand on voit des ministres, des leaders qui perdent leur temps, et gratuitement, eux, à se disculper, à se justifier devant des historiens qui n'ont rien de mieux à faire ! Au bout de quelques années, ce sont les journalistes et leurs questions qui semblent usés, toujours à négocier pour des riens, à chercher la petite bête, ce sont les journalistes qui sont ridicules en se prenant pour des vedettes de l'écran, en ayant l'air de tout savoir mieux que tout le monde, tandis que les hommes politiques en s'exposant reprennent de la fraîcheur, s'humanisent, paraissent par contraste modestes, pudiques, le seul.

n'ayant pas la sottise prétention en quelques minutes de refaire la France et le monde.

Et pour peu que l'occasion se présente, qu'ils tirent parti d'une question à la fois tendancieuse et molle et qu'ils rivent leur clou aux méchants qui les assaillent, nous rions de bon cœur : ah ! les braves gens ! Pour nous résumer, je dirais que les journalistes télévisés, par la force de l'habitude, sont devenus volontairement ou pas des complices du pouvoir politique qui les a mis en valeur. Au lieu de dévoiler l'homme politique, ils l'entraînent, le mettent en forme pour des épreuves plus sérieuses. Le journaliste français, pile-queue il y aurait un monde entre nos habitudes et celles des journalistes anglo-saxons — est dans ses questions à la fois trop respectueux et trop familier. Il n'insiste jamais. A la première rebuffade, il se tient pour dit. Il préfère la concivence. Qu'on l'appelle par son nom et son prénom et le voilà qui frétille.

Autre constatation : trop de journalistes dans ce type de débat croient très important que les populations ne s'y méprennent pas et sachent ce qu'ils pensent. Qu'ils sont par exemple contre Le Pen, le racisme, l'apartheid et des tas d'autres vilaines choses. Forcément, l'homme politique qui n'est pas né de la dernière pluie les voit venir et souscrit autant d'assurances-belle âme que ses interlocuteurs le souhaitent, en se faisant un peu prier parfois pour donner plus de prix à son noble ralliement ! Il n'empêche — pour conclure sur une note positive qui est de mise — ces débats, même si l'on en présume, nous en apprennent beaucoup sur la forme de l'impératif. Ainsi, il y a quelques semaines, M. Rocard, après sa rencontre avec M. Mitterrand, nous sembla éblouissant, ce qui n'a pas toujours été le cas, en réalisant un surplis sans faute. Se fâcher de ne pas laisser passer une seule balle dans une situation ingrate avait quelque chose de rassurant.

2 Le maréchal Pétain de la majorité

Sans le concours des renseignements généraux, je suis aussi certain que M. Pasqua l'est à sa façon, qu'il n'est pas la mienne, que M. Chirac ne sera pas président de la République cette année. Je suis presque sûr de ça que je ne le suis pas moi-même de la candidature de M. Mitterrand et à plus forte raison de son élection. C'est dire ! Et c'est dommage, quand on voit sur nos murs toutes ces belles affiches, quand on songe à cet allié de Chirac, toute cette énergie dépensée en sa faveur, pour ne pas parler de l'argent — comme si les autres n'en dépensent pas — et qui portait déjà leurs fruits en freinant la campagne de M. Barre et qui en porteront dans les prochains jours davantage encore en grappillant les voix de l'extrême droite et d'ailleurs, et tout ça pour finir en eau de boudin, par un échec, on éprouve un sentiment de gâchis. Pour en revenir un instant à M. Barre, l'impétuosité vraiment excessive de son rival en majorité et le soutien vraiment défilant de M. Lottard, qui lui sert surtout de bâillon, finiront par l'avantager dans l'opinion en le faisant partir, involontairement je le reconnais, en même temps et presque du même pas que son adversaire, le seul.

A moins que Chirac et sa bande ne s'y soient si bien pris qu'ils aient étouffé le feu barrique pour de bon avant qu'il ne menace ! « Mais qu'aurait donc dû faire, d'après vous, M. Chirac pour l'emporter ? » La situation me paraît aujourd'hui si déprimante que j'ai envie de vous répondre : ne pas se présenter ! Mais notre Grille-bouille aurait dû surtout calmer sa boulimie, et puis que ça le démangeait tant d'être le prochain président de la République, ne pas commencer par être le dernier premier ministre de M. Mitterrand dans le septennat qui s'achève. « Mais vous savez bien, etc. » Allons donc ! Vous ne croyez tout de même pas à ces fariboles, qu'il n'y avait pas d'autres solutions, que M. Chirac était bien obligé de se dévouer, qu'il a été en quelque sorte le maréchal Pétain de la majorité ! Et M. Chaban-Delmas ? Il n'était pas prêt à faire le don de sa personne, lui, et sans rien engager de plus, le terme était ? Il n'aurait pas fait un excellent premier ministre de transition en évitant avec sa nouvelle société bien des gaffes, des graves, des menaces dues aux ardeurs de M. Chirac ? De vieux souvenirs cruels et pompidoliens l'auraient sans doute empêché de créer la CNCL, de se lancer dans des réformes de l'enseignement à deux ans des élections, bref de mettre du bouyoux et du cambouis dans tous les moteurs de l'Etat.

Et pour les dénégations, il ne craignait personne. Ce n'est pas Simon Nora et Jacques Delors qui lui auraient refusé leurs conseils ! Le président de la République aurait fait des remarques, amis des réserves, Chirac aurait tonné et tout le RPR avec. Et tous la majorité. Mon Dieu ! A quarante jours des élections, je n'aurais pas donné cher du candidat socialiste qui n'aurait certes pas été M. Mitterrand ! Mais voilà, Chirac était trop malin pour tomber dans le piège. Chaban-Delmas, ça arrangeait Mitterrand ? Deux anciens de la IV^e ? Privé de Chaban ? Et puis dix ans sans pouvoir, c'est long. Chirac n'en pouvait plus. Mon royaume pour être au moins deux ans premier ministre. Il ne faut désespérer de rien, un jour il le sera encore.

3 Louis XVIII

Je vous recommande le *Louis XVIII* d'Evelyne Lever (Payard, 150 F) qui avait publié en 1985 chez le même éditeur un *Louis XVI* que je n'ai pas lu. Cette biographie vous surprendra. L'idée communément admise — la mienne par exemple — était que Louis XVIII était un roi étonnamment astucieux, peut-être le plus intelligent (je n'ai pas dit le plus glorieux des Bourbons de France, qui n'en a pas été non plus à l'étranger. Qu'il avait su tirer le pays du pétrin où l'avait fourré Napoléon après Waterloo presque aussi vite que Thiers devait le faire après la Commune. Que c'était un homme assez cynique, ayant des favoris, presque des « mignons » si ses jambes comme des jambons n'enlevaient du sel à l'idée, beaucoup plus subtil que son temps et, si je puis oser dire cela d'un roi, que sa classe. Et c'est vrai qu'à la différence de ses deux frères, la fois où il réussit enfin à entourer le trône de France, il ne le quitta plus jusqu'à sa mort. Ce fut sa grande idée, elle se confondit peut-être avec l'intérêt du royaume.



Directeur musical
Daniel Barenboim

SALLE PLEYEL 20H30

30, 31 mars
Daniel Barenboim, direction
Johanna Meier, soprano
Julia Varady, soprano
Siegfried Nimsgern, basse
Wagner, *La Walkyrie* Acte III

13, 14 avril,
16 avril 16h30

Claus Peter Flor, direction
Gidon Kremer, violon
François Dupin, timbales
Beethoven,
Matthias (création en France),
Schumann

CYCLE DE MUSIQUE DE CHAMBRE
SALLE CHOPIN - PLEYEL - 15h

15 avril
Christiane Chretien, violon
Nicolas Rislé, violon
Gérard Massias, alto
Dvorak, Kodaly, Martinu

RENSEIGNEMENTS - LOCATION :
SALLE PLEYEL - 45 63 07 96

CLAUDE KAHN

SALLE GAVEAU, samedi 19 mars à 14 h 30

Concerts Radio France

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

VERDIEN 18 MARS 20 h 30

VERDIEN 25 MARS 20 h 30

MARS 29 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

MARS 31 MARS 20 h 30

EN BREF

● Un film flamand primé au Festival du film d'humour de Chamrousse. — Le jury du troisième Festival du film d'humour a couronné, le vendredi 11 mars, le film belge (flamand) Hector, du réalisateur Stijn Coninx. Ce long métrage bénéficie, pour la première fois, d'une campagne publicitaire équivalente à 600 000 F, offerte par la société Métropolis. Les films primés étaient en effet depuis plusieurs années présentés par de petits distributeurs qui ne disposent pas des moyens financiers nécessaires à leur promotion. Un moyen de relancer le Festival qui, selon son délégué général, M. Pierre de Gardebois, demeure « en attente d'un vrai succès ».

● Prolongation du spectacle Guidoni au Bataclan. — En raison de son succès, Jean Guidoni, qui chante au Bataclan depuis le 16 février, prolonge son spectacle jusqu'au 2 avril.

* Location : 47-00-55-22.



ORCHESTRE COLONNE
Lundi 21 mars à 20h30
SALLE PLEYEL

VITALY KATAEV
ALDO CICCOLINI

SCHUMANN - RAO-BERNHARDT
TCHAIKOVSKY

42.33.72.89



Radio France

Culture

THÉÂTRE

Deux spectacles à « Théâtre Ouvert »

Cap au nord



Catherine Jacob et Jacques Bonnard.

Un couple inattendu, cocasse, drôle à couper le souffle : elle, c'est Catherine Jacob, épouse trop rapidement dans le rôle de Marie-Thérèse, la bonne des Quenouilles du film *La vie est un long fleuve tranquille*, d'un autre « Ch'ti », Etienne Chastellier ; lui, c'est Jacques Bonnard, natif de Douai, acteur formé aux meilleures écoles de théâtre, des diplômés de nos plus grandes metteurs en scène, de théâtre et de cinéma.

Entre eux, un curieux personnage : Garfougnette, héros du Nord créé dans la première moitié de ce siècle par Jules-Mouscron, poète et mineur, auteur de plus de quatre cents mini-comédies qui, en peu de mots et d'effets, en disent plus long que toutes les exégèses sur la vie des petites gens. En une heure, la débutante que rien n'effraie et le comédien réputé mille lieues les chaises : c'est vif, rapide, mordant, et le spectateur hurle de rire. En version « ch'timi » originale sous-titrée.

Dans le même théâtre et le même lieu, le directeur du Centre dramatique de Caen, Michel Dubois, met en scène *l'Esclor-Ch*, nouvelle pièce d'un autre homme du Nord, Daniel Lemeihieu. Nous sommes là dans un univers totalement différent : au burlesque, Lemeihieu a préféré le désespoir verginausement mélo-dramatique du vaudeville.

En cent cinquante-cinq scènes, et sorties, sept comédies de grand talent, rassemblées autour d'Alain Libolt, Mariel Guitier et Florence Giordani, se disputant la dépouille mortelle et l'argent d'un trop cher disparu. L'expérience est curieuse, courageuse, et la destruction savante de son texte par Daniel Lemeihieu tout à fait intrigante. En français artisanal détourné.

OLIVIER SCHMITT.
* Paris-Nord, jusqu'au 26 mars. Mercredi 21 heures, vendredi 22 h 15 et samedi 18 h 30. L'Esclor-Ch, jusqu'au 26 mars, à 21 heures, sauf dimanche et lundi (gratuit), mercredi 18 h 30. Tél. : 42-62-59-49.

CINÉMA

« Princess Bride », de Rob Reiner

Princesse débridée

Un petit garçon, malade et au lit, à la chance d'avoir Peter Falk pour grand-père. Le retour créateur de Colombo ne goûte guère les féculents télévisés et préfère lire au moment un roman de chevalerie comme on en fait encore chez les Anglo-Saxons. Au royaume de Florin, dans un Moyen Âge imprécis et verdoyant, la jolie princesse, Bouton d'or (Robin Wright) s'aperçoit peu à peu qu'à l'encontre de tous ses préjugés de classe elle est raide amoureuse de son palefrenier, Westley (Cary Elwes), un petit blond aux yeux bleus qui a le bon sens de lui obéir en tout. Elle a l'air d'une reine de surf, lui d'un petit-fils des Beach Boys. Ils roquent dans l'herbe impeccable.

Arrivent les méchants, disparaît le plagiste. La princesse aurait bien rangé son frein, mais lui lui fait épou-

ser le très ignoble prince Humperdinck. Heureusement, le roi des corsaires, masqué de noir, intervient dans l'histoire que Peter Falk distille et suspend pour le plus grand bien de son petit-fils et le nôtre, tant un récit bien mené a des vertus thérapeutiques.

Rob Reiner, fort du succès de *Stand by me*, a pu s'offrir un conte de fées assez luxueux, avec de très beaux décors, de bons comédiens, un montage soigné et une musique de Mark Knopfler. Les dialogues comme les situations sont à double fond, pleins de malice et de plaisanteries plus ou moins salaces, de commentaires sur le genre gothique et champignons magiques, bons géants et sorciers rancuniers, ce qui permet aux parents de s'amuser autant que leurs enfants.

« La comédie du travail » de Luc Moullet

Il n'y a plus de chômeurs, seulement de demandeurs d'emploi. Mais le chômage existe et le verbe chômer. Et les audiences infernales de la course à l'emploi bouffent la vie plus encore que le travail le plus absurde ment répétitif. D'ailleurs qu'y a-t-il de plus absurde, de plus cruellement courtisane que la bureaucratie de l'ANPE. Seul si on tombe sur le bureau où Sabine Hauvin officie.

Luc Moullet épiluche soigneusement les péripéties de cette course immobile — quand on est sans travail, on attend un emploi et l'attente, le remplissage des heures vides, devient l'activité même de la vie. Sans mécanisme apparent, avec un air de ne pas y toucher et une ironie distante, faussement naïve, il met bout à bout des sketches brochant sur des défilés comme les pages illustrées d'un guide.

C'est attachant, mais un peu paresseux — sans doute le sujet qui vent ça. On espère que la vraie insolence, ou a de la moquerie souriante. Et puis du charme en veux tu en voilà. — C. G.

Entre Peter Pan et les chevaliers d'une table pas très ronde, *Princess Bride* en dit plus long sur le merveilleux médiéval que maints films historiques et estampillés par l'Université, et ouvre assez souvent des portes aériennes, légères sur le ciel des rêves et des vertiges.

MICHEL BRAUDEAU.

SALON DES ARTISTES FRANÇAIS

Le Salon aura lieu du 7 au 29 mai 1988, au Grand Palais des Champs-Élysées. Des prix importants y sont attribués : prix de la Société des Artistes Français, de l'Institut de la Fondation Taylor, du Lions Club et d'autres fondations. La date limite d'inscription est reportée au 8 mars 1988. Les œuvres passent devant un jury d'artistes. Demander les notices au secrétariat de la Société des Artistes Français, Grand Palais des Champs-Élysées — porte H. — Avenue Winston-Churchill — 75008 Paris.

MUSIQUES

Marc Seberg à l'Elysée-Montmartre

Le rock de matins brumeux

Marc Seberg sort de son ghetto et impose un rock français original.

Début des années 80, la vogue artificielle du rock français fabriquée par les firmes discographiques s'essouffle. Les copies trop conformes des rocks américains et anglais disparaissent les uns après les autres. Le rock français manque de spécificité, de style, d'élégance. Survivent, malgré tout, Bashung — dans quelques titres, — des petites formations qui, hors de leur région, n'ont pas réussi à se faire entendre. Et Marc Seberg.

Marc Seberg se forme au cours de l'année 1981 autour de Philippe Pascal, ex-chanteur du groupe rennais Marquis de Sade. En font partie, Anzin aux guitares, Pierre Thomas à la batterie — tous deux provenant également du Marquis de Sade — et Pierre Corneau à la basse. Deux ans plus tard, Pascale Leberre, aux claviers, élargira, étoffera l'espace sonore.

Trois albums et de multiples concerts ont permis à Marc Seberg d'affiner leur musique de brume et de petit matin transparent, en marge

des modes et des clichés. Longtemps cantonné dans un milieu branché, le groupe, grâce à la scène, a su évoluer vers un rock plus puissant, plus chaleureux, suré de beaux chœurs de guitares. Et avec des textes qui sont comme autant de collages d'images : *L'amour aux trousses*, *Jeux de lumières*, *La nef des fous*.

L'année dernière, le groupe habitait d'une musique dense et tendue la pièce de Boris Vian *les Bâtisseurs d'empire* pour des représentations au Théâtre des Amandiers de Paris. Retournés ensuite à Rennes, leur lie, leur bastion, sans pour autant revendiquer dans leur musique une quelconque âme celtique (le parolier et chanteur Philippe Pascal est né à Sidi-Bel-Abbès d'un père espagnol et d'une mère d'origine belge) les membres du Marc Seberg ont préparé une tournée qui les emmène à présent à l'Elysée-Montmartre. En avril, Marc Seberg réalisera son premier vidéo-clip, tandis que Virgin publiera le premier « songbook » en groupe.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Genève le 15 mars, Grenoble le 16, Elysée Montmartre le 17, Lorient le 18.
* Albums Virgin.

Publication judiciaire

COUR D'APPEL DE PARIS, 11^e CHAMBRE
M. Maurice LABI, c/BEN YAMED Béchir
« Jeune Afrique »

Par arrêt contradictoire en date du 26 novembre 1987, M. BEN YAMED Béchir, PDG de S.A. « Le Groupe Jeune Afrique », a été condamné pour diffamation publique envers M. Maurice Labi, ancien chef de la Mission française de coopération à Mabuto, à une amende de 6 000 F et à 20 000 F à titre de dommages et intérêts, outre une somme de 6 000 F, par application de l'article 475-1 du Code de procédure pénale et les dépens. La société « Le Groupe Jeune Afrique » a été déclarée civilement responsable.

POUR EXTRAIT, YVES JOUFFA, AVOCAT A LA COUR.

EXPOSITION-JEU

1988

TEMPS FORTS D'UN SEPTENNAT

DU 18 AU 31 MARS 1988

ORGANISÉE PAR **Le Monde** DANS TOUS LES RELAIS H

ce qui restera des sept dernières années
les 12 événements qui ont marqué le septennat de François Mitterrand
comment *le Monde* en a rendu compte
les meilleurs dessins de Plantu

1) VISITEZ L'EXPOSITION

DANS TOUS LES RELAIS H DE FRANCE
(Métro - Gares - Aéroports...)

2) TROUVEZ CE QU'EN PENSENT LES FRANÇAIS.

Mesuré par un sondage IPSOS pour le Monde et Relais H

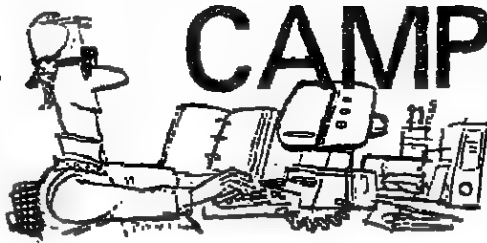
PARTICIPEZ AU JEU GAGNEZ

1^{er} et 2^e PRIX
2 CROISIÈRES POUR 2 PERSONNES EN MÉDITERRANÉE

- VENISE
- DUBROVNIK
- MYSTRA
- ISTANBUL
- RHODES
- VILLEFRANCHE

JEU GRATUIT SANS OBLIGATION D'ACHAT

مكتبة الامم المتحدة



CAMPUS

Gestion et mécénat

Un groupe d'étudiants de l'Ecole supérieure de gestion de Paris, réunis au sein d'Artexpo, que patronne l'Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales, organise, de mars à août, à travers la France et l'Europe un cycle de manifestations sur le thème « Avenir du mécénat en France ». Le coup d'envoi sera donné jeudi 17 mars à 20 heures à l'Ecole supérieure de gestion, 25, rue Saint-Ambroise, Paris (11^e), au cours d'un débat auquel participeront hauts fonctionnaires, financiers et étudiants. A partir du 25 mars et jusqu'au 3 avril, aura lieu une grande exposition de peintures françaises consacrées ou dédicatées, au château d'Antigny (37 Montbason). Toujours sur le thème : « Art, gestion et mécénat », une autre exposition circulera l'été prochain en Espagne, en Italie et en Allemagne fédérale.

J. P. P.-H.

(Renseignements : M^{me} Danielle Dierne, 34, rue Daparcoux, 75014 Paris. Tél. : 43-22-87-88.)

Le financement de l'innovation

L'association Liaison Université-Industrie pour la recherche économique (LUIRE) organise, le 17 mars, à l'université Paris-I, une journée d'études consacrée au « Financement de l'innovation en période d'instabilité ». Des universitaires, des industriels et des banquiers participeront à cette manifestation organisée avec le concours du Centre de prospective et d'évaluation et le service commun aux ministères chargés de la recherche et de l'industrie.

(LUIRE, université Paris-I, 90, rue de Tolbiac, bureau C-2205, 75013 Paris Cedex 13.)

Communication interne

L'Association des étudiants et diplômés de gestion du personnel de l'université de Paris-Dauphine organise un cycle de conférences sur le thème : « Communication interne, facteur de cohésion et d'efficacité ».

(Renseignements : M^{me} Danielle Dierne, 34, rue Daparcoux, 75014 Paris. Tél. : 43-22-87-88.)

Agriculture mondiale

Les futurs ingénieurs en agriculture des écoles de la Fédération des écoles supérieures d'ingénieurs en agriculture (FESIA) organisent, les 24, 25 et 26 mars, à Angers, le congrès INTERAGRI 88, avec un débat sur le thème : « Mondialisation de l'agriculture, agro-industrie : quels enjeux aujourd'hui ? »

(Association INTERAGRI 88, Ecole supérieure d'agriculture, 24, rue Auguste-Fanteneau, BP 748, 49007 Angers Cedex. Tél. : 41-88-58-19.)

Droit du travail

L. faculté de droit de Montpellier organise le 18 mars un colloque sur le thème : « Droit civil et droit du travail ».

(Institut d'études de travail, faculté de droit, 39, rue de l'Université, 34000 Montpellier.)

M.S.

GESTION MARKETING

- PROGRAMME INTENSIF de 13 mois, réservé aux titulaires d'un diplôme d'INGÉNIEUR, de GRANDE ÉCOLE, de second cycle universitaire.
- SPECIALISATION PROFESSIONNELLE en Communication, Gestion de Produit, Vente et Distribution.

Informations : Claire DELORME - Tél. : (1) 30-38-38-00
M.S. GESTION MARKETING de l'ESSEC B.P. 105 - 95021 Cergy-Pontoise
ESSEC - Etablissement d'Enseignement supérieur privé

ESSEC

MERCREDI 16 MARS

DE 10 H A 13 H

Journée

PORTES OUVERTES

Avec ENTRETIEN INDIVIDUEL D'ORIENTATION

ESSE SUP

154, rue de la Grande Motte, 75116 Paris, 40 et 41 ans

20, rue de la Grande Motte, 1000 MARSILLE, 41 75 01 40

RÉSULTATS COMPLETS

LE JOUR JOUR

LOTTO SPORTIF

Résultats du 13 Mars 1988

1^{er} 23 68 728 000 F2^e 287 4 284 000 F3^e 3 036 431 000 F4^e 24 000 68 000 F5^e 100 430 12 000 F6^e 1 207 10 000 FTirage des 7^{es} Numéros de la Chance

du Dimanche 13 Mars 1988 : 000000

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vies/publ. jud. pol. Just. Nanterre 1921, le jeudi 24 mars 1988 à 14 h

APPELLEMENT à ANTONY (92160)

14, avenue de la Duchesse-de-Maine - 40 m² env. au 4^e étage, s. de p. avec balcon

ch. v.-c. cuis. s. bns. entr. - cave au sous-sol

LIBRE DE LOCATION MISE A PRIX 170 000 F

S'adr. M^{re} J. Copper Buyer, avocat à Paris-17^e, 1, rue Georges-BergerTél. : 46-22-26-15, M^{re} Malab-Sarkozy, avocat à Neuilly-sur-Seine (92200)

184, avenue Charles-de-Gaulle - Tél. : 46-24-02-13, SERVICE DES DOMAINES

(D.N.I.D.) 11, rue Tronchet à Paris-8^e - Service des ventes judiciaires

Tél. : 42-66-91-40 ; pour vis. s/pl. le 19 mars 1988 entre 11 h et 12 h.

SCP Jean et Jacques VINCENT, not. assoc. à VILLERS-SUR-MER (14). 17, av. de la

Brigade-Piron. VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES, en la salle du conseil municipal au premier étage de la mairie à VILLERS-SUR-MER.

le JEUDI 31 MARS 1988, à 15 h, EN DEUX LOTS :

Lot 1. LES PARTS et PORTIONS D'IMMEUBLE dépend, de l'ass. immob. dénommée Les Résidences marines, route dép. 513 et chemin de

l'Eglise au Parc (Chemin rural n° 6) à VILLERS-SUR-MER (Calvados) comprenant

la jouissance exclusive et particulière d'un sur lequel se trouve un bâtiment unique

TERRAIN de 2029 m² élevé s/terre-pl., rez-de-ch., 1 ét. comp. de 10 p., 2 locaux à us. de douche et w-c et 2 petites cuisines. Ce lot étant en

bordure du chemin rural n° 6, il a pour seul accès cette voie ; étant séparé de la

copropriété, dont il ne peut emprunter les voies, il ne supporte aucun frais de

copropriété, autres que ceux s'appliquant aux canalisations communes.

Lot 2. UN TERRAIN de 5 687 m² à VILLERS-SUR-MER (Calv.)

à 1 300 m env. à vol d'oiseau du centre de la station et à 1 000 m de la plage.

L'adjudicataire aura pour obligation de réaliser les constructions à entreprendre

suivant les dispositions du régl. du l'ass. en date du 13-03-1980 déposée en

l'Office notarial.

MISES A PRIX : 350 000 F, 2 038 750 F

Frais préparatoires payables en sus du prix. Consign. pour enchérir par chèque

certifié représentant 10 % de la m. à p. de chaque lot. S'adr. : pour visiter : à la

mairie, tél. : 16-31-87-00-54, s/ le lundi ; pour rens. : à l'Office notarial

susnommé, tél. : 16-31-87-00-26, s/ le lundi, dépositaire du cahier des charges.

Le Carnet du Monde

Mariages

M. et M^{me} Jean-Pierre HALBRON, sont heureux de faire part du mariage de leur fils

Pierre-Yvan avec
M^{me} Orit NADIV.

qui a eu lieu dans l'intimité à Herzlia (Israël), le 7 mars 1988.

19, rue Saint-James, 92200 Neuilly.

Décès

Le conseil d'administration, La direction générale, Et le personnel de l'entreprise Bachy, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Henri ANDRÉ, ingénieur civil des mines,

leur ancien directeur général.

survenu le 9 mars 1988.

1, rue Flabert, 42000 Saint-Etienne.

M^{me} Jean Bacqué, M^{re} François Bacqué, M. et M^{me} Alain Bacqué et Céline.

M^{me} Robert Denise, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Pierre Marquet, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Bacqué, Bonneval, Duhamel, Gondoin, Larochette, Et ses anciens collaborateurs, font part du décès de

M. Jean BACQUÉ, conseiller du commerce extérieur,

survenu le 13 mars 1988, à Bordeaux, dans sa quatre-vingt-huitième année, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques auront lieu le 16 mars, à 15 heures, en la basilique Saint-Seurin de Bordeaux.

11, rue Ernest-Bersot, 33000 Bordeaux.

Nonciature apostolique, 2950 Copernic-Vedbaeck, Pont-Neuf, 33240 Saint-André-de-Cubzac.

M. Xavier Dupont, président, La Chambre syndicale et les membres de la Compagnie des agents de change, ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves FLORNOY, président de la Fédération des agents de change de 1976 à 1983.

survenu à Saint-Cloud, le 12 mars 1988, dans sa soixante-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 17 mars 1988, à 10 h 15, en l'église du Centre, place Charles-de-Gaulle, à Saint-Cloud.

Selon les souhaits du défunt, les témoignages de sympathie pourront revêtir la forme de dons à adresser soit à l'ARCS : 35, rue Dailly, 92211 Saint-Cloud, soit au comité Perce-neige : 29, rue d'Orléans, 92211 Saint-Cloud.

(M. Marcel Bouchet, né le 15 juillet 1920, à Sers, dans l'Yonne, avait commencé sa carrière comme contrôleur des douanes. Détaché ensuite à la direction des relations économiques extérieures, il entra en 1959 à la Banque de Suède et de l'Union des mines, puis, en 1964, à la SOFINCO, dont il était administrateur-général à sa nationalisation, en février 1982. PDG de la COGID, vice-président de SOMICA (depuis 1983), il présida le comité de liaison avec la CEE de la Fédération européenne des établissements de crédit (EUROFINAS).)

— Jean et Nathalie Desse, ses enfants, Et Nicolas, son petit-fils, ont la douleur de faire part du décès dans sa quatre-vingt-huitième année, de

Georges DESSE, docteur en médecine, docteur ès sciences, chercheur

au Laboratoire de biologie marine du Collège de France (Concarneau), attaché au laboratoire d'anatomie comparée du Muséum d'histoire naturelle, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1940-1944.

Selon sa volonté, les obsèques ont eu lieu à Villeneuve-sur-Indre, le 15 mars 1988, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Jean-Pierre HALBRON, sont heureux de faire part du mariage de leur fils

Pierre-Yvan avec
M^{me} Orit NADIV.

qui a eu lieu dans l'intimité à Herzlia (Israël), le 7 mars 1988.

19, rue Saint-James, 92200 Neuilly.

— Rouanne (Loire). Bruxelles.

M. et M^{me} Jacques Douplat, ses enfants,

Christophe et Sabine Douplat, ses petits-enfants,

M. et M^{me} Jean Genon, M^{me} Claire et José Genon et Raphaël,

M. et M^{me} Alexandre Nagben et Myriam, ses neveux,

Les familles Ramet, Thevenon, Michalot, Kimlas Poulet, Ses parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Adolphe DOUPLAT,

le 9 mars 1988, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Il a rejoint dans la paix du Seigneur son épouse

Raymonde († 1964)

et leur fille

Colette († 1959).

Les obsèques religieuses ont eu lieu à Rouanne et l'inhumation à Rouilly-sur-Seine, le 14 mars 1988.

— Colombes (Hauts-de-Seine). Lyon (Rhône). Migron (Charente-Maritime).

M^{me} Jean Floris, M. et M^{me} Henri Floris et leurs enfants,

M. et M^{me} Alain Floris et leurs enfants, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul FLORIS,

survenu le 7 mars 1988, à l'âge de cinquante-cinq ans.

Ses funérailles ont eu lieu le 10 mars, en la chapelle de l'hôpital Pierre-Garrand.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

« Seigneur, conduis-moi par ta justice. » (Ps. V-9.)

— M. Xavier Dupont, président, La Chambre syndicale et les membres de la Compagnie des agents de change, ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves FLORNOY, président de la Fédération des agents de change de 1976 à 1983.

survenu à Saint-Cloud, le 12 mars 1988, dans sa soixante-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 17 mars 1988, à 10 h 15, en l'église du Centre, place Charles-de-Gaulle, à Saint-Cloud.

Selon les souhaits du défunt, les témoignages de sympathie pourront revêtir la forme de dons à adresser soit à l'ARCS : 35, rue Dailly, 92211 Saint-Cloud, soit au comité Perce-neige : 29, rue d'Orléans, 92211 Saint-Cloud.

(M. Marcel Bouchet, né le 15 juillet 1920, à Sers, dans l'Yonne, avait commencé sa carrière comme contrôleur des douanes. Détaché ensuite à la direction des relations économiques extérieures, il entra en 1959 à la Banque de Suède et de l'Union des mines, puis, en 1964, à la SOFINCO, dont il était administrateur-général à sa nationalisation, en février 1982. PDG de la COGID, vice-président de SOMICA (depuis 1983), il présida le comité de liaison avec la CEE de la Fédération européenne des établissements de crédit (EUROFINAS).)

— Jean et Nathalie Desse, ses enfants, Et Nicolas, son petit-fils, ont la douleur de faire part du décès dans sa quatre-vingt-huitième année, de

Georges DESSE, docteur en médecine, docteur ès sciences, chercheur

au Laboratoire de biologie marine du Collège de France (Concarneau), attaché au laboratoire d'anatomie comparée du Muséum d'histoire naturelle, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1940-1944.

Selon sa volonté, les obsèques ont eu lieu à Villeneuve-sur-Indre, le 15 mars 1988, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Jean-Pierre HALBRON, sont heureux de faire part du mariage de leur fils

Pierre-Yvan avec
M^{me} Orit NADIV.

qui a eu lieu dans l'intimité à Herzlia (Israël), le 7 mars 1988.

19, rue Saint-James, 92200 Neuilly.

M. et M^{me} Jacques Douplat, ses enfants,

Christophe et Sabine Douplat, ses petits-enfants,

M. et M^{me} Jean Genon, M^{me} Claire et José Genon et Raphaël,

M. et M^{me} Alexandre Nagben et Myriam, ses neveux,

Les familles Ramet, Thevenon, Michalot, Kimlas Poulet, Ses parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Adolphe DOUPLAT,

le 9 mars 1988, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Il a rejoint dans la paix du Seigneur son épouse

Raymonde († 1964)

et leur fille

Colette († 1959).

Les obsèques religieuses ont eu lieu à Rouanne et l'inhumation à Rouilly-sur-Seine, le 14 mars 1988.

— Colombes (Hauts-de-Seine). Lyon (Rhône). Migron (Charente-Maritime).

M^{me} Jean Floris, M. et M^{me} Henri Floris et leurs enfants,

M. et M^{me} Alain Floris et leurs enfants, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul FLORIS,

survenu le 7 mars 1988, à l'âge de cinquante-cinq ans.

Ses funérailles ont eu lieu le 10 mars, en la chapelle de l'hôpital Pierre-Garrand.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

« Seigneur, conduis-moi par ta justice. » (Ps. V-9.)

— M. Xavier Dupont, président, La Chambre syndicale et les membres de la Compagnie des agents de change, ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves FLORNOY, président de la Fédération des agents de change de 1976 à 1983.

survenu à Saint-Cloud, le 12 mars 1988, dans sa soixante-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 17 mars 1988, à 10 h 15, en l'église du Centre, place Charles-de-Gaulle, à Saint-Cloud.

Selon les souhaits du défunt, les témoignages de sympathie pourront revêtir la forme de dons à adresser soit à l'ARCS : 35, rue Dailly, 92211 Saint-Cloud, soit au comité Perce-neige : 29, rue d'Orléans, 92211 Saint-Cloud.

(M. Marcel Bouchet, né le 15 juillet 1920, à Sers, dans l'Yonne, avait commencé sa carrière comme contrôleur des douanes. Détaché ensuite à la direction des relations économiques extérieures, il entra en 1959 à la Banque de Suède et de l'Union des mines, puis, en 1964, à la SOFINCO, dont il était administrateur-général à sa nationalisation, en février 1982. PDG de la COGID, vice-président de SOMICA (depuis 1983), il présida le comité de liaison avec la CEE de la Fédération européenne des établissements de crédit (EUROFINAS).)

— Jean et Nathalie Desse, ses enfants, Et Nicolas, son petit-fils, ont la douleur de faire part du décès dans sa quatre-vingt-huitième année, de

Georges DESSE, docteur en médecine, docteur ès sciences, chercheur

au Laboratoire de biologie marine du Collège de France (Concarneau), attaché au laboratoire d'anatomie comparée du Muséum d'histoire naturelle, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1940-1944.

Selon sa volonté, les obsèques ont eu lieu à Villeneuve-sur-Indre, le 15 mars 1988, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Jean-Pierre HALBRON, sont heureux de faire part du mariage de leur fils

Pierre-Yvan avec
M^{me} Orit NADIV.

qui a eu lieu dans l'intimité à Herzlia (Israël), le 7 mars 1988.

19, rue Saint-James, 92200 Neuilly.

M. et M^{me} Jacques Douplat, ses enfants,

Christophe et Sabine Douplat, ses petits-enfants,

M. et M^{me} Jean Genon, M^{me} Claire et José Genon et Raphaël,

M. et M^{me} Alexandre Nagben et Myriam, ses neveux,

Les familles Ramet, Thevenon, Michalot, Kimlas Poulet, Ses parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Adolphe DOUPLAT,

le 9 mars 1988, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Il a rejoint dans la paix du Seigneur son épouse

Raymonde († 1964)

et leur fille

Colette († 1959).

Les obsèques religieuses ont eu lieu à Rouanne et l'inhumation à Rouilly-sur-Seine, le 14 mars 1988.

— Colombes (Hauts-de-Seine). Lyon (Rhône). Migron (Charente-Maritime).

M^{me} Jean Floris, M. et M^{me} Henri Floris et leurs enfants,

M. et M^{me} Alain Floris et leurs enfants, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

L'argent du privé dans l'hôpital public

M. Francis Bouygues va-t-il participer au financement d'un institut du cœur créé au sein même de l'Assistance publique de Paris pour remplacer, notamment, le service de chirurgie cardiaque que dirige le professeur Christian Cabrol à l'hôpital La Pitié-Salpêtrière ? Même s'il ne s'agit, pour l'instant, que d'un projet mis à l'étude par la direction de l'Assistance publique, cette initiative originale soulève une vive émotion dans les milieux français de la chirurgie cardiaque. La structure juridique retenue pour cet institut serait celle d'un groupement d'intérêt public (GIP).

Dans l'esprit de ses fondateurs, cette initiative sans précédent en France pourrait servir à tester de nouvelles techniques de gestion hospitalière. Elle pourrait aussi servir d'expérience pilote qui permettrait d'inventer de nouveaux remèdes aux nombreux maux dont souffrent actuellement les hôpitaux publics.

Dans leur très grande majorité, les chirurgiens spécialisés dans les interventions sur le cœur estiment que ce projet, s'il se concrétise, conduirait au retour d'une « médecine à deux vitesses », contraire à l'égalité devant l'accès aux soins dont se réclame l'Assistance publique.

L'institut du cœur et de la discorde

UN projet longtemps resté confidentiel — la création d'un institut du cœur au sein du groupe hospitalier La Pitié-Salpêtrière à Paris — a été rendu public il y a quelques jours. Ce projet, très vite controversé au sein de la communauté des cardiologues et surtout des chirurgiens cardio-vasculaires français. Ce projet, important visé à réunir les services des professeurs Christian Cabrol et Yves Grosgeat dans de nouveaux bâtiments sous la forme juridique d'un GIP (Groupement d'intérêt public).

Cette opération sans précédent en France sera — si elle voit le jour — pour partie financée par M. Francis Bouygues. Elle inaugure alors une nouvelle forme de mécénat appliqué au domaine hospitalier public ainsi qu'un modèle original et reproductible d'innovation administrative dans le secteur sanitaire. A la direction de l'Assistance publique de Paris, on ne cache nullement l'intérêt que l'on porte à un tel projet tant en soulignant qu'aucune décision formelle n'a encore été prise. Pour sa part, M. Francis Bouygues se refuse à donner la moindre information sur ce dossier qui sera le principal objet de la rencontre qui réunira le mercredi 16 mars à Paris la grande majorité des chirurgiens cardio-vasculaires parisiens.

L'idée de la création de cet institut remonte à un peu plus d'un an et demi. Le professeur Christian Cabrol avait informé M. Jean Choussat, le directeur de l'Assistance publique, d'un grand projet « qui consisterait, avec l'aide de M. Bouygues, à créer à l'hôpital

de La Pitié-Salpêtrière, un institut de cardiologie ».

M. Bouygues devait assurer, dans l'esprit du professeur Cabrol, le financement qui s'élèverait à environ 300 millions de

francs. Il s'agissait, non seulement de moderniser son service, mais également de mettre en œuvre de nouvelles techniques de gestion.

Une telle offre ne se refuse pas a priori. M. Choussat mit donc ce projet à l'étude. « Je serais bien

incapable, aujourd'hui, de vous dire si ce projet verra le jour, nous a déclaré M. Choussat. Mais, en tout état de cause, je revendique haut et fort l'obligation à l'innovation administrative. Pourquoi faudrait-il qu'en matière hospitalière, seul le corps médical puisse faire preuve d'innovation ? »

Après étude, la structure juridique choisie pour l'institut fut celle d'un Groupement d'intérêt public (GIP).

A l'origine, les GIP, tels que les définissait la loi « d'organisation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France », du 15 juillet 1982, ne pouvaient concerner que des établissements ayant « une activité de recherche et de développement technologique ». En 1987, la loi du 23 juillet « sur le développement du mécénat » élargissait les domaines d'activité des GIP.

L'article 22 de cette loi précisait en effet que « des groupements d'intérêt public dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière peuvent être constitués entre deux ou plusieurs personnes morales de droit public ou de droit privé comportant au moins une personne morale de droit public pour exercer ensemble, pendant une durée déterminée, des activités dans les domaines de la culture, de la jeunesse, de l'enseignement technologique et professionnel du second degré et de l'action sanitaire et sociale [...] ».

JEAN-YVES NAU
et FRANCK NOUËL
(Lire la suite page 21.)



MÉGÈNES EN BLANC

L'APPARITION de Francis Bouygues dans le paysage sanitaire français constitue un événement. On connaissait certes les compétences du groupe Bouygues en matière de construction d'hôpitaux. On ignorait en revanche l'intérêt que le nouveau patron de TF 1 portait au développement de la chirurgie cardio-vasculaire. Il ne s'agit plus cette fois de construire, mais d'investir plusieurs dizaines de millions de francs dans le cadre d'un groupement d'intérêt public en vue de la construction d'un institut du cœur, encore sans précédent en France. Si l'on peut bien mettre à part les réactions — quelque peu compréhensibles — des chirurgiens cardio-vasculaires des autres hôpitaux publics, qui furent longtemps tenus éloignés de ce projet et qui sont aujourd'hui inquiets de ses conséquences potentielles sur leur image et sur leur volume d'activité, l'opération qui se dessine aujourd'hui dans l'espace du groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière soulève une série de problèmes.

Il est clair que le nom de Francis Bouygues n'est pas de nature à calmer les inquiétudes qu'un tel projet ne pouvait manquer d'engendrer. Le patron de TF 1 va-t-il utiliser son portrait médiatique à des fins de collecte nationale ? De quelles garanties dispose la direction de l'Assistance publique de Paris pour qu'il n'y ait pas, sous couvert de « mécénat », une simple opération de parrainage appliquée pour la première fois au système hospitalier public, avec toutes les retombées qu'on peut imaginer ?

Toutes ces questions viennent éclaircir d'un jour nouveau la profonde évolution que vit le parc hospitalier français. Placé depuis 1980 dans le saccage du budget global, l'hôpital public, qui ordonne environ la moitié des dépenses de santé de la nation, est soumis à la tentation

de plus en plus grande d'abandonner les oripeaux de l'hospice qu'il a toujours été pour se transformer en une sorte d'entreprise sanitaire. Parallèlement aux sévères restrictions budgétaires imposées depuis quelques années par le gouvernement, il y a aussi la volonté d'une nouvelle génération de cadres hospitaliers de faire autre chose que ce que leurs prédécesseurs avaient toujours fait. Tel est le sens du droit à « l'innovation administrative » revendiqué par M. Jean Choussat, directeur général de l'Assistance publique de Paris. Tel est le sens aussi du concept de l'« hôpital-entreprise » brandi comme le remède miracle à tous les maux dont souffrent les établissements hospitaliers publics. A cet égard, il sera du plus haut intérêt d'observer l'évolution de la tentative de greffe entre les capitaux privés de la maison Bouygues et l'Assistance publique de Paris.

Mais quels que soient la suite et le succès de cette opération, il apparaît clairement aujourd'hui que le leurre serait celui de trop vouloir assimiler l'hôpital à une entreprise, de faire de la recherche du profit la nouvelle règle d'or des anciens hospices. Le non-dépassement du budget alloué, l'intéressement du personnel, la mise en place de nouvelles méthodes de gestion (le « coût par pathologie » notamment) et le développement continu de l'activité ne peuvent à eux seuls résumer les objectifs et les missions des hôpitaux. L'amélioration indispensable de son fonctionnement et de sa gestion et l'énorme travail qui reste à accomplir en matière d'accueil, d'hébergement et d'humanisation ne pourront être réellement entrepris que lorsque auront été démis clairement les sommes que la collectivité entend consacrer à sa santé.

J.-Y. N et F. N.

Une vitrine expérimentale

Le projet des professeurs Cabrol et Grosgeat vise à la double excellence de la qualité et de la rationalisation des dépenses.

LES professeurs Cabrol et Grosgeat, qui ont eu l'initiative du projet de l'institut du cœur, déplorent les difficultés dans lesquelles ils se débattaient actuellement à La Pitié-Salpêtrière, en raison de l'indigence et de la vétusté des locaux dont ils disposent, en raison aussi de l'éparpillement excessif des plateaux techniques et même des malades (dont une partie se trouve à l'hôpital Jean-Rostand).

Leur conception d'un institut dont la structure et le mode de fonctionnement échapperaient à la rigidité actuelle des hôpitaux publics repose, nous a dit le professeur Cabrol, sur trois idées maîtresses.

1. Faire assurer l'hébergement par des professionnels et intégrer dans le bâtiment un « hôpital » où se trouveraient tant les patients qui ne nécessitent pas de soins lourds hospitaliers, que leurs proches, et cela bien sûr à moindre coût que dans les services hautement spécialisés.

2. Groupier en une même unité les médecins, les radiologistes, les chirurgiens, etc., afin de concevoir un véritable centre multidisciplinaire pour les cardiaques.

3. Installer une cellule administrative de gestion à même de contrôler rigoureusement le coût d'un tel centre intégré, où les malades seraient bien entendu

pris en charge à 100 % comme à l'Assistance publique.

Le professeur Cabrol se défend d'envisager en quoi que ce soit une quelconque privatisation de cette entreprise, dont le statut ne serait pas très différent de celui de l'hôpital Foch, à Suresnes (hôpital privé sans but lucratif), ou de ce qu'était le centre Marie-Lannelongue, ou de ce qu'est l'institut Curie.

Un tel statut implique néanmoins un personnel mixte, dont certains des membres appartiennent à l'AP de Paris, alors que d'autres pourraient être recrutés directement. La souplesse ainsi conférée permettrait, estime le professeur Cabrol, une meilleure gestion, rendue nécessaire par une triple obligation de qualité, de résultat et d'équilibre budgétaire. Le carcan étatique actuel ne permet pas, estime-t-il aussi, d'adopter des solutions nouvelles. La grande innovation d'un tel centre serait son principe de gestion, car, ajoute-t-il, « nous sommes persuadés que nous pouvons faire mieux pour le même prix, à condition de sortir des structures contraignantes et de la rigidité actuelle ».

« Nos services cardiologiques à La Pitié n'ont connu aucune rénovation depuis plus de trente ans, souligne-t-il, et les divers projets

de l'Assistance publique, ainsi que les carcans qui la contraignent, interdisent de concevoir un institut comme celui que nous voulons faire » (et dont le professeur Cabrol se défend formellement d'envisager la privatisation).

Il semble que M. Bouygues s'intéresse à ce projet, qu'il aurait l'intention de financer en partie, mais sans, affirme formellement M. Cabrol, qu'une quelconque opération médiatique, du type — par exemple — Téléthon, soit sollicitée. La collecte de fonds se ferait sur la base du mécénat direct. Un tel mécénat, individuel ou collectif, a déjà donné naissance à des structures telles que le bâtiment de chirurgie cardiaque de l'hôpital Broussais ou le centre Vige-Petersen pour la rhumatologie à l'hôpital Lariboisière.

Mais ces institutions ont été totalement intégrées à l'AP de Paris, alors que l'originalité du nouveau projet — qui heurte, semble-t-il, les cardiologues parisiens — est dans le fait qu'il échapperait aux règles classiques de gestion de l'ensemble hospitalier public auquel il serait intégré.

Il s'agirait en quelque sorte d'une vitrine expérimentale qui pourrait, si l'entreprise était couronnée de succès, servir de modèle à des conceptions hospitalières innovantes. Un système de primes de risque ou de responsabilité permettrait, par exemple, de rectifier pour le personnel infirmier certaines injustices salariales que M. Cabrol tient pour inacceptables et que les statuts actuels ne permettent pas de corriger.

Devant prendre sa retraite dans trois ans, le professeur Cabrol souhaite ainsi bâtir pour l'avenir et pouvoir le cas échéant non se maintenir à son poste actuel, mais continuer à s'intéresser au fonctionnement de l'institut dont il rêve.

Il n'est pas sans intérêt, en toute hypothèse, d'assister ici ou là à l'implantation, au sein même de structures étatiques, d'instituts financés grâce au mécénat, comme celui que va inaugurer le professeur Jacques Caen à l'hôpital Lariboisière, celui en projet du professeur Philippe Meyer à l'hôpital Necker, l'hôtel pour parents au service de pédiatrie du professeur Daniel Alagille à l'hôpital de Bicêtre, ou les installations pour les enfants leucémiques et leurs proches à l'hôpital Saint-Louis, chez le professeur Boiron.

Toutes ces structures font remarquer les opposants au projet d'institut du cœur, obéissent, une fois bâties, à la règle administrative commune.

L'innovation envisagée marque-t-elle la direction dans laquelle pourrait s'ouvrir — et s'engager — l'hôpital public s'il veut maintenir et son rang et sa compétitivité ?

Ou le poids de la centralisation, de l'uniformisation et des rivalités en fera-t-il échouer le projet avant même son élaboration ?

D'ESCOFFIER-LAMELOTTE.

Le bluff technologique

Jacques Ellul

Un essai décapant pour ne plus être dupe du discours sur la technique.



هكذا من الامم

Les règnes de Buffon

Le 16 mars s'ouvre, au Muséum national d'histoire naturelle de Paris, l'exposition qui célèbre le deuxième centenaire de la mort de Georges Louis Leclerc, comte de Buffon.

GEORGES Louis Leclerc est né à Montbard (Côte-d'Or) le 7 septembre 1707 dans une famille de juristes appartenant à la petite bourgeoisie bourguignonne. En 1717, un héritage enrichit son père. Celui-ci achète la terre de Buffon (située à Montbard) et une charge — qui l'anoblit — de conseiller au Parlement de Bourgogne. Georges Louis Leclerc fait des études de droit à Dijon, tête de la médecine à Angers, mais est surtout intéressé par les mathématiques, en particulier par les calculs statistiques, qui lui donneront le sujet de plusieurs mémoires. En 1731, il parcourt le sud de la France et l'Italie en compagnie du jeune duc de Kingston et, du coup, devient anglophile pour la vie. Il est à Rome en 1732 quand il apprend avec grand chagrin la mort de sa mère. Celle-ci lui laisse un héritage important qu'il saura admirablement gérer et faire fructifier.

Indépendant et riche, Georges Louis Leclerc attend. Quoi ? Il ne sait pas très bien. Mais il sait toujours saisir les occasions. La première est de venir à Paris dès 1732 et de trouver à se loger chez Boullée, premier apothicaire du roi, démonstrateur de chimie au Jardin du roi et membre de l'Académie des sciences. La deuxième est de faire la connaissance de Maupeou, le ministre de Louis XV. La troisième, conséquence probable des deux premières, est d'entrer à l'Académie des sciences en 1733 — sous le nom de « sieur Leclerc ».

Georges Louis Leclerc n'a aucune charge, mais il n'est nullement oisif. Se partageant entre Paris et Montbard, il fonde en 1734, sur ses terres bourguignonnes, une pépinière. Celle-ci est avantageusement vendue à la province de Bourgogne en

1736. Georges Louis Leclerc en devenant le directeur bien appointé et recevant des subventions du ministère de la marine pour faire des expériences sur la résistance des bois.

De même, en 1760, Buffon créa des forges à Montbard, y faisant des expériences payées par la Maison du roi et y fabriquant, moyennant finances, les grilles... du Jardin du roi.

L'histoire naturelle en 36 volumes

La chance décisive arrive en juillet 1739. Georges Louis Leclerc de Buffon est choisi, entre plusieurs candidats de valeur, pour être intendant du Jardin et du Cabinet d'histoire naturelle du roi, sur lesquels il « régnera » jusqu'à sa mort.

Très travailleur, très appliqué, Buffon (le patronyme originel de Leclerc est bientôt oublié) mène de front des tâches colossales. Il gère le Jardin et le Cabinet du roi en s'appuyant sur des collaborateurs compétents et fidèles : André Thouin, fils du jardinier principal, nommé jardinier en chef à dix-sept ans ; Louis Daubenton (de l'Académie des sciences) pour le Cabinet d'histoire naturelle. Pendant son presque demi-siècle de « règne », Buffon a doublé, par des acquisitions, la surface du Jardin du roi, notamment le long de la rue Buffon (qui a été baptisée ainsi de son vivant). Ce qui contribuait souvent à augmenter sa fortune personnelle... Il multiplie par deux ou trois les collections du Cabinet du roi. Il fait entrer au Jardin et au Cabinet du roi des savants prestigieux (Antoine-Laurent de Jussieu, Lacépède, Fourcroy, etc.), il découvre Lamarck.

Et, surtout, il mène à bien la rédaction de son énorme *Histoire naturelle* en trente-six volumes in-quarto. Les trois premiers volumes paraissent en 1749, soit deux ans

brevet (le titre de « correspondant du Muséum » existe toujours) et qui lui envoient d'innombrables livres, notes, échantillons, spécimens, descriptions de phénomènes. Il cite tou-

qui est tout à fait remarquable pour son époque — il met l'homme au milieu de la nature : la description de l'homme ouvre la partie consacrée au règne animal. Suivent immé-



LOUIS GEORGES LE CLERC COMTE DE BUFFON.

avant le premier tome de l'*Encyclopédie*. Le dernier volume, prêt à la mort de Buffon, sera publié en 1789.

Certes, Buffon a de nombreux collaborateurs qui l'aident pour la documentation et les premières rédactions. Mais lui-même travaille beaucoup, avec méthode et régularité. Il a lu et retenu tout ce qui existe sur les sujets qui l'intéressent. Il a un fantastique réseau de « correspondants » du Jardin ou du Cabinet du roi auxquels il a décerné ce

jours ses correspondants, qui sont ainsi encouragés à lui envoyer plus de documentation. Il expérimente lui-même, entre autres, sur la génération des animaux domestiques, sur la sylvikulture, sur les miroirs ardents (une sorte d'ancêtre du four solaire) et sur la métallurgie.

Buffon arrive ainsi à faire la synthèse de l'univers. Son *Histoire naturelle* commence par sa théorie de la naissance de la Terre et — ce

diatement les animaux (cheval, chien, etc.), les plus proches de l'homme. Viennent ensuite les oiseaux (7 volumes). La série s'achève par les minéraux et un *Traité de l'aimant*. Buffon réécrit tout lui-même avec une clarté et une élégance de style qui le font qualifier par Rousseau de « plus belle plume de son siècle ». Il fait illustrer son œuvre de gravures superbes.

Le succès de l'*Histoire naturelle* est immédiat et immense. Chaque

volume est réédité, en tout ou en partie, à de nombreuses reprises du vivant de l'auteur. Le comte de Buffon (le roi l'a anobli en 1771 et a érigé en comté la terre de Buffon) est célèbre dans le monde. Son fils unique, doté du sobriquet de « Buffonnet » et qui sera décapité pendant la Terreur, est reçu à Saint-Petersbourg par la tsarine en 1782. Le jour même, Catherine II écrit à Buffon : « M. Le Chevalier, votre fils, est arrivé ce matin. Je le traite comme le fils d'un grand homme. Il s'occupe de son état à tête avec moi ».

Malade de la gravelle (des calculs de la vessie), Buffon meurt le 16 avril 1788, dans la « Maison de Buffon », deux immeubles achetés de ses deniers, qui existent toujours dans le Jardin des plantes au coin des rues Buffon et Geoffroy-Saint-Hilaire.

Le Muséum ne sera pas le seul à fêter son ancêtre. Outre l'exposition conçue par M. Yves Laisus, conservateur en chef de la bibliothèque du Muséum, et M. Jean-Guy Miquel, chef du service de muséologie, le Muséum présente un spectacle d'une heure dans lequel M. Laisus raconte avec beaucoup d'érudition et d'esprit la vie et l'œuvre de Buffon. Montbard, Dijon et Auxerre participent aux festivités par des expositions, des fêtes populaires et par un colloque scientifique qui se tiendra en juin prochain. Sans oublier les expositions et la pièce de théâtre réalisées par les professeurs et les élèves du lycée Buffon de Paris. Sans oublier l'affiche due à M. Vincent Jacquet, élève de l'École Estienne : un drôle d'oiseau auquel sa perruque poudrée confère l'élégance célèbre de M. de Buffon.

YVONNE REBEYROL

* Musée national d'histoire naturelle, Jardin des plantes, Galerie de botanique. Exposition et spectacle du 16 mars au 31 juillet. Exposition : de 13 heures à 19 h 30 tous les jours, sauf le mardi ; entrée, 25 F. Spectacle : à 16 h 30 et à 18 heures tous les jours, sauf le mardi ; à 14 heures et 15 heures le jeudi pour les scolaires ; entrée, 30 F.

Soleils en puissance

La course à l'énergie thermonucléaire des pays industrialisés

DANS le futur, les besoins d'énergie risquent d'être tellement élevés que les sources traditionnelles de production d'énergie — charbon, pétrole, nucléaire, solaire — ont peu de chance de pouvoir les satisfaire. C'est en partie la raison des recherches à très long terme que les pays industrialisés mènent actuellement sur la fusion thermonucléaire, celle même dont les réacteurs font que le Soleil, comme toutes les étoiles, brille de mille feux depuis des milliards d'années. Ce rêve n'est pas nouveau et, dès le début des années 30, des physiciens ont imaginé de reproduire un mini-soleil sur Terre. En somme, mettre l'énergie des étoiles dans une bouteille et la domestiquer.

Les connaissances et les techniques de l'époque ne laissaient cependant guère d'espoir d'y parvenir. Et cinquante ans plus tard, il faut bien reconnaître qu'il n'est plus facile de libérer brutalement l'énergie de

fusion en fabriquant les bombes H que de la domestiquer dans des réacteurs spécialisés. Beaucoup, certes, a été fait, mais beaucoup reste encore à faire pour démontrer, comme cela a été réalisé avec la fission (1) dans les réacteurs nucléaires civils, que la domestication et la rentabilité de cette nouvelle voie énergétique n'est pas un mythe.

Depuis une trentaine d'années, les pays industrialisés se sont lancés dans cette quête avec des fortunes diverses. Des chaudrons thermonucléaires, fondés sur le principe des Tokamaks, inventés il y a une vingtaine d'années par les Soviétiques, ont donc fleuri un peu partout dans le monde pour les besoins de la recherche. Les plus puissants d'entre eux ont pour nom le JET (Joint European Torus) en Europe, le TFTR (Tokamak Fusion Reactor) pour les États-Unis, le JT 60 pour le Japon ou le T 15 en cours de construction en Union soviétique.

Et là, jour après jour, les physiciens essaient d'en apprendre un peu plus sur le comportement de la matière aux très hautes températures. Car le but ultime est de créer, dans les enceintes en forme de chambre à air (torus) de ces machines, des températures d'une centaine de millions de degrés favorables au déclenchement et à l'auto-entretien de réactions nucléaires de fusion au sein d'un gaz de deutérium et de tritium dont les atomes, dissociés en noyaux et électrons, forment un plasma.

Sur le papier tout est simple. D'autant plus simple que les combustibles nécessaires aux réactions sont abondants dans la nature. Le deutérium, ou hydrogène lourd, est présent en quantité dans l'eau de mer, et le tritium, ou hydrogène super-lourd, peut être artificiellement produit à partir d'un matériau qui ne manque pas : le lithium. Mais dans la pratique il en va tout autrement et personne ne se hasarde aujourd'hui à affirmer que la domestication de la fusion est pour demain. Mieux même, le haut commissaire du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), M. Jean Teillac, concède que « 2030 est peut-être une date trop optimiste et que la mise en place d'un « crash program » à l'américaine pour presser le mouvement et réaliser rapidement un réacteur à fusion électrique ne se justifie pas aujourd'hui ».

Le bilan nul

« Je crois cependant, ajoute-t-il, que la fusion sera un jour maîtrisée. Ce n'est qu'une question de technologie et de meilleure compréhension de la physique des plasmas. Mais le travail qui reste à faire est quand même considérable. » Certes, la plupart des équipes travaillant dans le monde sur ce sujet peuvent se glorifier de températures records — 200 millions de degrés au TFTR en août 1986, 140 millions de degrés au JET en novembre de la même année — obtenus dans leur machine. Mais, pendant combien de temps et avec quelle densité de plasma ? En général, quelques fractions de seconde seulement là où il faudrait au moins la seconde, et des densités de plasma d'un ou plusieurs ordres de grandeur inférieures à ce qui est nécessaire.

Aussi fait-on appel à toutes sortes de techniques — chauffages auxiliaires pour augmenter la température du milieu et injection de particules pour densifier le plasma — pour atteindre cette première étape qu'est le fameux « break-even ». Une autre originalité de Tore Supra est de fonctionner par impulsions très longues pouvant atteindre à pleine puissance une trentaine de

secondes ou une minute à puissance réduite. Ainsi espère-t-on progresser dans la bataille du temps avant de gagner celle de la température et de la densité des plasmas. Dans la mesure où les moyens de chauffage externes du plasma pourraient remplacer le chauffage interne dû au courant qui le parcourt, les physiciens peuvent espérer un jour supprimer ce dernier et obtenir un fonctionnement en continu de la machine. Celui-ci même que réclameraient sans doute les réacteurs à fusion.

Canons à glapions

En effet, le chauffage interne du plasma, analogue à celui qui fait briller le filament d'une lampe traversée par un courant, ne permet pas de dépasser, dans des conditions acceptables, des températures de plasma supérieures à 30 millions de degrés. Il faut donc faire appel à des systèmes de chauffage auxiliaires pour que « les équipes de Tore Supra deviennent les champions du monde de la durée dans la domaine de la fusion et soient capables, espère M. Prévot, d'atteindre les 100 millions de degrés avec des impulsions à pleine puissance de l'ordre de la demi-minute ».

Pour y parvenir, le choix des gens de Cadarache s'est porté sur trois dispositifs permettant d'injecter 25 à 30 mégawatts supplémentaires dans le cœur de la machine pour atteindre les températures requises. Le premier, l'injection de neutres, consiste à injecter à très grande vitesse dans la chambre de la machine des atomes qui cèdent leur énergie aux particules qui composent le plasma et contribuent ainsi à le réchauffer. Le second, la résonance cyclotronique ionique, vise à émettre un moyen d'antennes particulières des ondes électromagnétiques de fréquence telle que les particules du plasma absorbent leur énergie par un phénomène de résonance. Elle permet en plus de mieux contrôler les instabilités du plasma. Le dernier enfin, la résonance hybride basse, est une technique originale, entièrement développée par les Français, qui permet également de chauffer le gaz ionisé de la chambre, mais surtout de tendre vers un fonctionnement plus continu de ce Tokamak.

Aussi ne faut-il guère s'étonner que les spécialistes de la fusion attendent avec impatience les premiers résultats de cette installation originale d'un milliard de francs payée à 45 % par la CEA et pour le solde par la France (2). A commencer par les Américains eux-mêmes, dont l'ambitieux projet Alc-

tor DCT a tant souffert des coupes budgétaires, qu'ils se sont naturellement tournés vers Tore Supra. C'est ainsi que, dans certains domaines où ils ont de l'avance, ils apportent une contribution technique sous la forme d'appareils construits à leurs frais en échange d'expériences et d'informations sur Tore Supra.

C'est le cas notamment de canons à glapions de deutérium de quelques millions de dollars fournis par les laboratoires d'Oakridge, qui sont destinés à améliorer la densité du plasma dans sa partie centrale. C'est aussi celui des antennes à hautes fréquences du chauffage à résonance cyclotronique ionique dont un prototype a été fourni aux Français. C'est enfin celui de moyens et d'appareils sophistiqués devant permettre de mieux connaître les phénomènes d'interaction entre le plasma et les parois froides de la machine.

Tout ceci prendra bien sûr du temps car les équipes de M. Prévot ne veulent pas brûler les étapes. « Dans un premier temps, explique-t-il, Tore Supra ne fonctionnera qu'avec de l'hélium ; un gaz qui permet de bons plasmas et dont la neutralité chimique évitera de polluer les parois de la chambre. Dans une seconde étape, l'hélium sera remplacé par de l'hydrogène, mais ce n'est qu'ensuite, vers la fin de l'été, que sera enfin utilisé du deutérium après qu'auront été installés tous les systèmes de chauffage auxiliaires ». Une raison de plus pour comprendre que la domestication de la fusion n'est pas pour demain et que dans ce domaine l'Europe dépensera plus de 11 milliards de francs pour la fusion entre 1985 et 1989 — la coopération internationale est une nécessité. En témoignent d'ailleurs les premiers contacts pris entre les Américains, les Européens, les Japonais et les Soviétiques pour la réalisation future d'un réacteur thermonucléaire expérimental (ITER).

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Les réactions de fusion donnent lieu à une libération d'énergie due à l'éclatement sous l'impact d'un neutron de noyaux d'atomes lourds (uranium, plutonium). Les réactions de fusion conduisent aussi à une libération d'énergie mais qui cette fois provient de la réaction d'atomes légers comme les isotopes de l'hydrogène (deutérium et tritium).

(2) Les ingénieurs soviétiques vont rencontrer cependant certains problèmes dans la mise au point de leurs bobines supraconductrices.

(3) Les frais de fonctionnement s'élèveront à environ 200 millions de francs par an, financés à 75 % par l'État français et à 25 % par la CEA.

7 F
NUMÉRO
DE MARS

Le Monde
dossiers et documents

**LES ARCHIVES
DE L'ACTUALITÉ**

LES CLIVAGES POLITIQUES

- La carte de visite des partis ;
- Les méandres de la dimension gauche-droite.
- Les déterminants du vote.

LES PAYSANS

- Une société en mouvement ;
- Portraits du monde agricole ;
- Face à la crise...
- ... et à l'Etat.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

MÉDECINE

SECTEURS DE POINTE

L'institut du cœur et de la discorde

Le laser mis en orbite

(Suite de la page 19.)

À la fin du conseil d'administration d'un GIP, les personnes morales de droit public, les entreprises nationales et les personnes morales de droit privé chargées de la gestion d'un service public doivent disposer ensemble de la majorité des voix. Le directeur du groupement est nommé par le conseil d'administration. Un commissaire du gouvernement est nommé auprès du GIP.

« Il ne s'agit donc pas, explique M. Choussat, d'une privatisation d'une partie de l'Assistance publique. »

Cela dit, le mode de financement sera pour partie privé. M. Bouygues ayant annoncé qu'il y participerait à titre personnel. D'autre part, le patron de TF1 semble décidé à faire une sorte d'appel au peuple : le montant de ces diverses contributions ne devant pas excéder 50 millions de francs. Pour le reste, des emprunts bancaires contractés par le GIP devraient également assurer le financement. L'Assistance publique, indique M. Choussat, serait majoritaire au sein du GIP.

Les lits d'Hospitals

Dans l'esprit de ses fondateurs, cet institut de cardiologie devrait d'abord servir d'expérience pilote en vraie grande : destinée à tester un mode de financement fondé sur les coûts pour chaque pathologie. Une pratique chère à M. Jean de Kervasdoué, ancien directeur des hôpitaux dont la société a étudié la fiabilité et la rentabilité du projet, pour le compte de M. Bouygues (1). Cette tentative d'administration hospitalière « expérimentale » devrait également permettre de tester des modes d'intéressement du personnel aux résultats du GIP, un peu comme cela se pratique actuellement dans une entreprise comme EDF. « Nous avons, explique M. Choussat, l'objectif d'instituer cette politique d'intéressement pour l'ensemble du personnel de l'Assistance publique. »

En pratique, cet institut du cœur serait installé au sein même de l'hôpital de La Pitié-Salpêtrière. Sa création entraînerait la disparition du service de chirurgie cardiaque du professeur Cabrol et tout ou partie de celui du service de cardiologie du professeur Grosgeat. Selon M. Choussat, la capacité en terme de nombre de lits n'est pas définitivement fixée, le principe retenu étant, selon lui, de ne pas entraver un bouleversement de la carte sanitaire.

Concernant le statut des personnels travaillant au sein de ce GIP, il semble acquis que le personnel paramédical (infirmières, aides-soignants, etc.) conservera un statut « Assistance publique », les médecins pour leur part ayant un statut proche de ceux d'hôpitaux tels que Foch ou Marie-Lannelongue.

Enfin, à côté de ces lits hospitaliers « aigus » nécessitant une surveillance constante, il est envisagé la création de lits de type « Hospital ». Il s'agirait soit de lits destinés à accueillir des patients souffrant de pathologies ne nécessitant pas une surveillance continue, soit de lits à même d'accueillir, par exemple, le conjoint d'un malade. « Pour un prix très modique », indique M. Choussat, résumant par avance toutes les critiques qui viseraient à dire que cet institut, créé au sein même de l'AP, rétablirait « une médecine à deux vitesses ». A ce titre, il est important de signaler que le principe du remboursement, par la Sécurité sociale, est, pour M. Choussat, une condition sine qua non à la mise en œuvre de cette expérience-pilote.

Dans ces conditions, pourquoi un tel projet suscite-t-il depuis peu une telle levée de boucliers au sein même du corps des chirurgiens cardiaques ? Jalousie de voir l'un des leurs en passe d'obtenir un complexe médico-chirurgical ultramoderne ? Crainte que cet institut, avec ses statuts, la rémunération particulière des médecins, son « hôtellerie » sophistiquée ne constitue en quelque sorte « une concurrence

déloyale » ? Ce qui semble en réalité choquer les chirurgiens, c'est que l'Assistance publique fasse appel à une société et des ressources qui lui sont étrangères pour régler ses propres problèmes.

A ce titre, cinq des six patrons de la chirurgie cardiaque de Paris, les professeurs Jean-Paul Cachera, Alain Carpentier, Jean Langlois, Jean-Yves Neveux et Armand Pienica, ont adressé le 1^{er} février dernier à M. Choussat une sorte de memorandum critique quant au projet. Projet, disent-ils, qui a été « élaboré dans le plus grand secret, en l'absence de toute forme de concertation avec la profession ».

Sur le fond, ces cinq chefs de service sont violemment opposés au projet du professeur Cabrol. « On en arrive aujourd'hui, dit l'un d'eux, à vendre la médecine comme on vend de la lavine. » Et un autre d'ajouter : « Est-il vraiment nécessaire de voir la haute finance arriver dans l'Assistance publique pour que cette dernière se réforme ? »

Attachés aux valeurs du service public et n'ayant d'autres préoccupations que l'intérêt des malades, ces cinq grands chirurgiens ne se disent pas hostiles au projet, mais ils se demandent ce que fera M. Bouygues. Un simple don ou fera-t-il en partie appel à la générosité publique, par l'intermédiaire des médias (2) ? Dans ce cas, disent-ils, leur désapprobation sera absolue : « Il existe à l'Assistance publique suffisamment de services de cardiologie et de chirurgie cardiaque. L'appel public ne pourrait que glorifier de façon démesurée une équipe et par là même dénigrer nos propres services de l'Assistance publique. » A leur tour, ils menacent de se saisir des médias pour dénoncer ce qu'ils appellent « une imposture ».

Concernant l'« expérience pilote », elle-même, les cinq chirurgiens se demandent si le service public est à ce point malade qu'il a besoin de tels projets pour évoluer et s'adapter aux difficultés économiques actuelles. Faut-il, pour intéresser le personnel, réduire l'absentéisme, mieux entretenir les services, passer par le biais d'une telle structure ? Ils y voient plus d'inconvénients que d'avantages car en faisant cohabiter un service ultramodernisé avec des services traditionnels, on risque de créer une « médecine à deux vitesses », une « ségrégation sociale des malades » inacceptable à leurs yeux.

« Fermer » des lits

D'autre part, les chirurgiens cardiaques redoutent le déséquilibre que ce projet pourrait provoquer au sein de l'Assistance publique. Si, comme il en a été initialement question, la capacité est de 114 lits d'hospitalisation aigus, son seuil de rentabilité impliquerait que près de la moitié des grosses interventions chirurgicales actuellement réalisées dans les six services parisiens soient par la suite effectuées à l'institut de cardiologie. A terme, puisqu'il existe à Paris un nombre suffisant de services de chirurgie cardiaque, il faudrait donc sans doute fermer des lits, voire des services entiers. En outre, expliquent les chirurgiens, il y a une contradiction évidente entre ce projet et la création récente des centres de chirurgie cardiaque de Blois et de Lariboisière. Sans parler du prochain transfert du service de chirurgie de Laënnec dans le futur hôpital du 15^e arrondissement.

Quant au statut des personnels engagés dans ce centre, il est selon l'avis des cinq « patrons » inacceptable. Des médecins et des infirmières travaillant dans un même hôpital public ne peuvent connaître de disparités de salaires et de conditions de travail d'un bâtiment à l'autre.

Il est toutefois évident que la forte personnalité du professeur Cabrol, son habitude des « coups » médiatiques sont autant de facteurs qui heurtent des patrons plus « discrets ». Ils évoquent aussi à demi-mots le délicat problème de la succession du pro-

fesseur Cabrol et l'inquiétude de la jeune génération des chirurgiens cardiaques, à l'avenir plus incertain encore si l'un des six services parisiens échappait au fonctionnement général de l'AP.

« Encore une fois, assure M. Choussat, rien n'est fait. Le dossier n'est pas encore bouclé. Et s'il devait l'être un jour, il me faudrait encore obtenir l'aval des différents ministères concernés, ainsi que celui du conseil d'administration de l'AP, de la direction de la Sécurité sociale, du comité médical d'établissement et enfin de la spécialité. »

Répondant plus précisément aux critiques, M. Choussat indique tout d'abord qu'il est lui-même « très réticent au principe de l'appel au peuple ». Mais, ajoute-t-il, « je ne peux pas empêcher M. Bouygues de créer, s'il en a envie, par exemple, une fondation ».

Pauvres riches !

Concernant le statut de l'institut, M. Choussat précise que l'AP passera avec le GIP une convention comme elle en a déjà passé avec, par exemple, l'Institut Gustave-Roussy ou l'hôpital Foch. Les médecins, dont le mode de rémunération n'a pas encore été précisément fixé, seront recrutés de deux manières : soit selon la classique filière hospitalo-universitaire, soit directement, à l'extérieur de l'AP. En revanche, le personnel paramédical sera simplement détaché par l'AP auprès du GIP. « Il me paraît difficilement concevable, explique M. Choussat, que, sur un même site, une infirmière gagne 6 000 F et une autre 8 000 F. »

Enfin, concernant le risque éventuel de dérive, M. Choussat est formel : une telle structure n'engendrera pas « il fera en tout cas, dit-il, tout ce qu'il faut pour l'éviter » — une médecine à deux vitesses. Pas plus, dit-il, qu'elle ne devra entraîner un bouleversement de la carte sanitaire. Le nombre de lits n'a d'ailleurs pas encore été fixé définitivement.

Ces explications seront-elles de nature à apaiser les inquiétudes de la quasi-totalité des chirurgiens cardiaques français ? Rien n'est moins sûr, de nombreux points demandant encore à être éclaircis. Et en particulier celui-ci : quelles sont les véritables motivations de M. Bouygues ? Simple mécène ? Est-il d'ores et déjà acquis que l'entreprise Bouygues construira le futur institut ? Y aura-t-il appel d'offres ?

Pour sa part M. François Miterrand, qui a reçu le professeur Cabrol le lundi 29 février, a précisé au chirurgien qu'il n'était pas a priori opposé à ce projet. Il a toutefois souligné que l'investissement privé dans le secteur de la santé ne devait pas conduire au démantèlement du secteur public, que le mécène devait, à ses yeux, rester « discret » et que la « logique du profit » ne devait en aucune manière pouvoir s'installer à l'hôpital public.

JEAN-YVES NAU
et FRANCK NOUËL

(1) La société dont M. Jean de Kervasdoué est le PDG s'intitule la Saesco. Elle a pour objet « le conseil ou service des institutions de santé ». M. de Kervasdoué est l'ancien directeur des hôpitaux.

(2) Un rallye pédestre est organisé du 18 au 21 mars entre Paris et La Flèche par le Ringard Club de France (journalistes marathoniens), qui a lancé une souscription auprès du public et des mille premières entreprises françaises pour obtenir des fonds destinés au financement des recherches menées par le professeur Cabrol sur le cœur artificiel (Compte « Courir pour un cœur » — BNP Lods Bérizet — n° 511 000-63 — 75016 Paris).

En 1993, des satellites pourraient communiquer entre eux par laser.

L'AGENCE spatiale européenne (ESA) a adopté un programme couvrant les différents aspects de la transmission de données entre satellites. On peut utiliser pour ces transmissions des émissions radio relativement classiques, encore qu'à des fréquences élevées (26 gigahertz) qui demandent la mise au point d'une technologie spécifique. Une autre méthode est de recourir à des lasers émettant dans le proche infrarouge, ce qui, en termes de fréquences, correspond à des valeurs dix mille fois plus grandes. Ce sont les fréquences utilisées pour les transmissions par fibres optiques. Les systèmes d'émission et de réception sont proches de ceux mis au point pour ces liaisons. La différence essentielle est l'absence de fibre canalisant la lumière. Il faut réaliser un fin faisceau laser, et le diriger précisément sur un satellite distant de plusieurs dizaines de milliers de kilomètres. Les deux difficultés majeures sont la précision du pointage et l'obligation, pour le satellite émetteur comme pour le récepteur, d'être stabilisés avec une précision extrême.

Une « visibilité » accrue

Le projet SILEX actuellement à l'étude prévoit la construction de trois appareils, poétiquement nommés LEO, GEO-1 et GEO-2. Le premier sera installé sur le satellite français Spot-4, qui survolera la Terre à 800 kilomètres d'altitude (1). Ce satellite diffusera les images de ce qu'il observe, soit un flux de données dépassant 50 millions de bits par seconde. Celles-ci ne peuvent être captées par les stations au sol que lorsque le satellite les survole. Pour éviter que beaucoup d'images ne soient perdues, comme c'est le cas pour les actuels satellites d'observation, les images de Spot-4 seront transmises par laser vers GEO-2, placé sur le satellite géostationnaire Sat-2 de l'ESA, lequel les renverra vers le sol. La « visibilité » de Spot-4 sera ainsi notablement accrue.

Le satellite Sat-2 est un satellite expérimental de télécommunications qui préfigure un système opérationnel de relais entre satellites géostationnaires, permettant à deux points du globe ou à deux satellites quelconques de pouvoir toujours communiquer entre eux. Le terminal GEO-2 préfigurera aussi ces transmissions en communiquant par laser avec l'appareil GEO-1, placé sur un autre satellite géostationnaire, encore indéterminé. On testera ainsi les deux modes de transmissions — avec un satellite en orbite basse et avec un autre satellite en orbite géostationnaire — qui imposent des contraintes un peu différentes l'une de l'autre.

De toute manière, ces contraintes sont fortes. Les lasers utilisés seront des diodes à l'arséniure de gallium, qui peuvent fournir une puissance de 30 à 50 milliwatts en continu. Ces diodes ont divers avantages (robustesse, puissance élevée), mais le faisceau qu'elles délivrent n'est qu'imparfaitement parallèle et il faut le concentrer avec un télescope d'environ 20 centimètres de diamètre. De plus, pour obtenir les débits de transmissions que l'on juge souhaitables pour de futurs systèmes opérationnels (500 millions de bits par seconde), il faut utiliser quatre diodes qui émettent des fréquences légèrement différentes, et coupler leurs émissions en un

faisceau unique que le télescope rendra parallèle. A la réception, un télescope identique reçoit le faisceau, sépare les quatre fréquences et dirige chacune sur le détecteur approprié.

Tir sur cible lointaine

Avec chaque télescope, il faut donc viser l'autre, qui peut être distant de 45 000 kilomètres. Cela montre la précision exigée. Une première condition pour y parvenir est que chaque satellite soit parfaitement stabilisé. C'est un problème que les ingénieurs de Matra ont déjà rencontré, puisqu'ils construisent le satellite astrométrique Hipparcos qui doit mesurer avec une précision inégalée la direction de quelque cent mille étoiles. Cette stabilisation exige une étude approfondie de toutes les causes de vibrations. Il y a dans un satellite des pièces en mouvement permanent, comme les roues à inertie, dont l'équilibrage, si soigné soit-il, n'est jamais parfait. Autre effet perturbateur : le Soleil chauffe une face du satellite, l'autre est dans le froid interplanétaire. Pour éviter des dilatations déséquilibrantes, il faut contrôler et réguler soigneu-

sement la température de toutes les parties du satellite.

Une fois le satellite stabilisé, il faut pointer les télescopes. Il n'est pas trop difficile de mesurer l'écart entre l'axe d'un télescope et la direction du faisceau qu'il reçoit. Mais la correction en permanence de cet écart exige des mécanismes très fins dont l'étude n'est pas encore terminée. En particulier parce que certains types de vibrations à haute fréquence sont encore mal connus. Et au dire de M. Jean-Luc Perbos, chef du projet Silex chez Matra, les cinq années qui restent avant le lancement des satellites ne seront pas de trop pour surmonter toutes les difficultés.

Matra n'est pas seule dans l'aventure. La firme française a la maîtrise d'œuvre de l'ensemble du projet et construira le terminal GEO-2, celui qui communique avec les deux autres. Le terminal LEO est confié à la firme allemande ANT, tandis que GEO-1 est étudié par la société italienne Selenia. Mais la coopération est très poussée entre les trois industriels, un objectif évident étant d'utiliser autant que possible les mêmes technologies et les mêmes sous-ensembles pour chacun des trois appareils.

MAURICE ARVONNY.

(1) LEO signifie Low Earth Orbit (orbite basse) alors que GEO réfère à l'orbite géostationnaire. Dans le programme Spot-4, LEO est rebaptisé FASTEL.

SCIENCE & TECHNOLOGIE n°3 Mars 88

EN KIOSQUE! Premier mensuel d'actualité et de prévision technologique Groupe Evénement du Jeu

SANTÉ: VOTRE DIAGNOSTIC PAR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

30 F - 15, rue Fénelon - 75010 Paris - Tél.: 48.78.11.00

EN AVANT-PREMIERE

TOUTES LES NOUVEAUTES DU PROCHAIN SALON SON et VIDEO

19 CAMÉSCOPES AU BANC D'ESSAI

6 MONTAGES « FLASH » (Réalisations électroniques simples)

JUSQU'AU 15 MAI 1988*

LONDRES GRATUIT

Pour les moins de 16 ans*

Brittany Ferries

Toutes agences de voyages.

مقالات من الأمل

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...

**L'énergie
ça secoue
les idées
reçues**



Des idées de métiers pour des métiers pleins d'idées.

Jeunes ingénieurs

Analyser dans tous les domaines les risques des entreprises, établir des diagnostics pointus, organiser et informatiser sont les missions diversifiées que le GAN confie à ses jeunes ingénieurs.

Que vous soyez ingénieur système, organisateur ou analyste de risques industriels, vous évoluerez toujours dans un environnement technique de pointe, en prise directe avec les réalités du terrain.

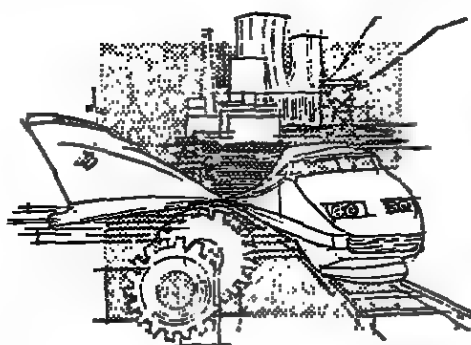
Diplômé d'une école d'ingénieurs ou titulaire d'une formation universitaire scientifique, rejoignez nos équipes pour mettre en action vos idées, et réaliser votre projet professionnel.

GAN, Emploi et Carrières, 2, rue Pilet Will, 75448 Paris Cedex 09.
Réf. MLD/88

**L'énergie
de tous
les projets**



DIVISION TRANSFORMATEURS
ETABLISSEMENT DE SAINT-OUEN (93)



Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) au Service du Personnel, ALSTHOM, DTC, TSO, 25, rue des Bateliers 93404 SAINT-OUEN

ALSTHOM

• SERVICE ORGANISATION DES SYSTEMES
D'INFORMATION

INGENIEUR INFORMATICIEN

A 25/30 ans environ, de formation Ecole d'ingénieurs - Option informatique, vous avez de solides connaissances de l'IBM 38 et du GAF III. Vous possédez esprit d'analyse et de synthèse ainsi que le goût des contacts humains. Interface et véritable conseil aux utilisateurs vous aurez en charge la définition et le choix des matériels et logiciels BUREAUTIQUE et MICRO-INFORMATIQUE adaptés à leurs besoins.

Vous apporterez votre aide dans la formation et l'utilisation des outils préconisés.

Vous assurerez également l'analyse et l'amélioration de chaînes existantes ainsi que le développement de nouvelles lignes en INFORMATIQUE DE GESTION SUR IBM 38.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

BTS ou DUT d'informatique, vous êtes débutant ou avec quelques années d'expérience. Vous avez des connaissances en FORTRAN ainsi que du matériel VAX. Vous alliez rigueur, sens de l'analyse au sord du détail.

En relation directe avec un Chef de Projet et, à partir de l'analyse fonctionnelle d'une application informatique technique, vous serez chargé de rédiger des dossiers de programmation et de réaliser les programmes.

• SERVICE GESTION

ANALYSTE PROGRAMMEUR

BTS, DUT d'informatique, vous êtes débutant ou avec quelques années d'expérience. Vous possédez rigueur, sens de l'analyse et souci du détail et, si possible, des connaissances de l'IBM 38.

Sous l'autorité directe d'un Chef de Projet, vous aurez à réaliser des programmes de gestion et à rédiger les dossiers de programmation.

Pour ces trois postes, la connaissance de l'anglais constituerait un plus.

De réelles possibilités d'évolution de carrière vous seront offertes au sein d'un Groupe résolument tourné vers l'avenir et dont la notoriété est due à son avance technologique, à sa maîtrise d'œuvre et à la qualité de ses hommes.

**CHEF
DE PROJET**

DIRIGEZ VOS PROJETS
AU SEIN D'UNE EQUIPE ENTHOUSIASTE

Au Groupe SEGIN nous sommes 700 à réaliser de grands projets. Talent, jeunesse et personnalité sont les atouts qui nous permettent d'être le premier centre serveur télématique français et de connaître 60 % de croissance annuelle dans nos trois domaines d'activité: Monétique, Télématique, Ingénierie informatique. Notre projet? Renforcer notre position de leader dans les services grand public et professionnels. Chef de projet senior ou junior à haut potentiel, avec votre diplôme d'ingénieur, votre compétence UNIX et langage C, votre expérience (2 à 5 ans) en conception, développement et mise en œuvre de projets informatiques, vous pourrez piloter en toute autonomie l'une de nos équipes d'applications télématiques basées à Lille. Pour nous parler de vos projets, adressez votre dossier de candidature (lettre + C.V. + photo), sous référence MO808 à Guy MACAREZ - 3, rue Bellini - PARIS. LA DEFENSE 11 - 92806 PUTEAUX

GROUPE SEGIN
MONETIQUE-TELEMATIQUE-INGENIERIE INFORMATIQUE

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION



**Société d'INGÉNIERIE et RÉALISATIONS
en INFORMATIQUE de BATIMENT**

• Gestion technique centralisée, sécurité, contrôle d'accès, gestion de la maintenance assistée par ordinateur.

des ingénieurs commerciaux

vous avez:
2 ans d'expérience ou plus

vous êtes:
- Dynamique,
- Ambitieux,
- Efficace,

vous connaissez:

- Le marché de la GTC et des automatismes de bâtiment.

Envoyez-nous votre C.V. détaillé, DATA CONTROLE service du personnel avenue du Parana, 91940 LES ULIS.

Lyon

**INGENIEUR INA-
ENSBANA-ENITA...**

Votre savoir-faire au service des entreprises

Notre équipe de spécialistes, 5 consultants "top niveau", assiste les entreprises dans la gestion de leurs ressources humaines et le recrutement de leurs cadres.

Nous sommes reconnus comme un des tout premiers cabinets pour la qualité de notre travail et notre efficacité.

Nous créons un département agro-alimentaire pour compléter notre présence sur les marchés porteurs.

A 26/32 ans, dynamique, vous avez envie d'être autonome.

A vous de développer commercialement votre département et apporter votre savoir-faire au service des entreprises agro-alimentaires.

Pour réussir: écoute, analyse, action dans "l'intelligence de l'équipe".

Nous vous remercions de nous écrire (Réf. 16 M)

DB SA

• Les 4 M, chemin du Petit Bois

BP 18, 69131 ECULLY Cedex

• 91, rue du Faubourg St-Honoré

75008 PARIS

DOMINIQUE BARRÉ SA

CONSEIL EN RECRUTEMENT DE CADRES

*L'innovation en électronique
et informatique*

DIGILOG

**GROUPE
DIGITONE**

Société du Groupe DIGITONE, spécialisée dans les logiciels pour applications techniques de l'informatique recherche:

INGENIEURS INFORMATIENS

de formation Electronique, possédant de préférence 2 à 3 ans d'expérience.

Postes à pourvoir à: AIX EN PROVENCE et TOULON: dans le domaine du traitement du signal audiofréquence et dans le domaine de la visualisation graphique très haute définition.

Merci d'envoyer C.V. et prétentions à: DIGILOG 21, rue Frédéric Joliot - Z.I. - 13763 LES MILLES Cedex.

Pierre Lichner

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...

UN CONSEIL AU PLUS HAUT NIVEAU

SSCT en forte expansion, 52 personnes actuellement, recherche un **INGÉNIEUR CONSULTANT**. Conseiller de haut niveau, vos interlocuteurs seront les Directions Générales ou les Directions Informatiques des grandes entreprises.

En particulier, vous participerez à l'élaboration de leurs schémas directeurs. Votre expérience de 10 ans en informatique de gestion et votre sens d'adaptation développé vous permettront de prendre la pleine mesure de ce poste.

Merci d'adresser CV, photo et lettre manuscrite à SFEIR, 31 rue La Boétie, 75008 PARIS.

EDF
GDF

Jeunes ingénieurs, découvrez à EDF-GDF un gisement d'opportunités

X, ECP, ESE, Mines, Ponts, ENST, ENSTA, ENSIEG, ENSEEIHT

Ingénieurs d'affaires

Etudier, construire et exploiter les réseaux d'électricité et de gaz, notamment dans les grandes villes, telle est la mission que nous souhaitons vous confier. En contact permanent avec les autorités locales, vous coordonnerez les entreprises intervenant dans la réalisation des travaux et assurerez la responsabilité financière de ces opérations. Votre goût du dialogue s'allie à une réelle volonté d'entreprendre.

Ingénieur production nucléaire

Après une solide formation, vous prendrez en charge une fonction clé : le suivi du fonctionnement des réacteurs. Intégré dans une équipe placée sous la responsabilité directe du chef de centrale, vous pourrez mettre à profit votre goût inné de la technique et votre grande capacité d'analyse.

Nous vous remercions d'adresser lettre de motivation et CV, sous la référence M 153, en précisant le poste choisi à EDF-GDF, Division Recrutement, 12 place des États-Unis, 75016 Paris.

Votre évolution passe par Strasbourg

Notre Direction Informatique vous propose de contribuer au développement et à l'évolution de nos systèmes d'informations industriels.

En intégrant notre entreprise (3000 personnes), filiale agro-alimentaire d'un important Groupe international, vous confirmerez vos compétences techniques et votre potentiel dans un environnement d'informatique répartie IBM, DEC et micro-ordinateurs.

Ingénieur chef de projet gestion de production

RÉF. GP 823

Issu d'une grande école d'ingénieurs, le milieu de la production vous passionne. Vous avez déjà conduit des projets d'informatique de gestion dans ce domaine.

Rattaché au Responsable du domaine informatique industriel, vous prendrez en charge la conception et l'encadrement de la réalisation de projets informatiques aux multiples applications (logistique, gestion des approvisionnements, GPAO, fabrication...).

Vous pouvez compter sur notre Groupe pour gérer votre carrière et vous proposer des évolutions successives répondant bien à votre projet personnel.



Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil DATAID SELECTION, 48, avenue Raymond Poincaré, 75116 PARIS.

Brüel & Kjær

Brüel & Kjær France Instruments de Mesure en Acoustique et Vibrations, recherche

jeunes ingénieurs technico-commerciaux en instrumentation

POUR SES AGENCES REGION PARISIENNE (RM, A) et STRASBOURG (RM, B)

DIPLOMÉS D'UNE GRANDE ÉCOLE DEBUTANTS OU QUELQUES ANNÉES D'EXPÉRIENCE

Votre formation en électronique et votre solide culture scientifique vous seront nécessaires pour promouvoir notre matériel auprès d'une clientèle de professionnels de haut niveau. Prospection, suivi de clientèle, présentation des produits, conférences techniques, constitueront votre activité. Vous possédez de préférence des connaissances en Acoustique, et Mécanique des Vibrations.

Grâce à un programme de formation permanente, nous vous offrons une carrière réellement enrichissante. Nous vous proposons une rémunération motivante composée d'un fixe + 1% C.A. Libéré O.M.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à : BRÜEL & KJÆR FRANCE - B.P. 33 - 91541 Mennecy Cedex



1^{er} CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE SYSTÈMES MÉCANIQUES D'ÉTANCHÉITÉ DYNAMIQUE

100 personnes, CA 87 : 82 MF dont plus de 25 % à l'export, au travers d'un réseau de distributeurs européens.

Ingénieur diplômé à dominante mécanique ou hydraulique (ENSAM, ECAM, ICAM, ENSEEIHT, ENSHG, MECA Nantes, ENIB, ENSMA, ESTACA...), vous avez appris votre métier, en PME, dans l'exportation de produits industriels.

Aujourd'hui, à 30 ans ou plus, parfaitement bilingue anglais, nous vous proposons d'être

Ingénieur, Responsable de notre Département Export

En rapport direct avec le Directeur Commercial, vous participerez à l'élaboration et au suivi du plan marketing à l'exportation de nos gammes mécaniques d'étanchéité et vous l'assisterez dans sa réflexion.

Outre les compétences techniques, ce poste impose d'être un homme de terrain et requiert impérativement des qualités d'animation et d'organisation.

La maîtrise de l'allemand ou de l'espagnol serait un atout supplémentaire.

Poste basé à Courbevoie.

Si vous êtes motivé par un projet d'entreprise ambitieux, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle), sous référence REMO, à notre Conseil :

COREP - Tour Défense 2000 - 92800 Puteaux. Discretion assurée.



GERLAND Elastomères

Directeur de production Gerland Caoutchouc Industriel

Deux questions à vous poser avant éventuellement de répondre à cette annonce : que trouverez-vous en arrivant ? que pouvez-vous nous apporter ? Dans notre marché, fort diversifié : canalisation, électro-ménager, bâtiment, pièces électriques, remontées mécaniques..., on dit volontiers de nous que nous savons inventer des solutions techniques originales et que nous maîtrisons avec qualité un métier difficile. Cela c'est "l'héritage" de votre prédecesseur et c'est la compétence des 80 personnes (cadres, AM, ouvriers) qui constituent votre service.

Nos projets d'aujourd'hui, en s'appuyant sur cet acquis, visent à trois améliorations : gestion, organisation des méthodes de production et contrôle permanent des résultats. Ces objectifs, nous avons besoin pour les atteindre, de votre expérience et de votre talent.

Un peu plus de 30 ans, la formation idéale des Arts et Métiers, des connaissances en mécanique et électronique appliquée, l'habitude de la GPAO, le goût du commandement et de l'animation... avec cela nous devrions nous entendre et nous vous apprendrions sur le tas nos "secrets de fabrication".

Sachez aussi que nous appartenons au Groupe GERLAND, 3 MMF de CA, 4500 personnes. Nous sommes au CAOUTCHOUC INDUSTRIEL, très autonome mais nous pouvons compter quand il le faut sur la puissance d'une grande structure.

Veuillez nous adresser maintenant votre dossier sous réf. DP 334 M à SEFOP qui nous connaît bien et qui détaillera tout ce que vous voulez savoir avant de nous rejoindre.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

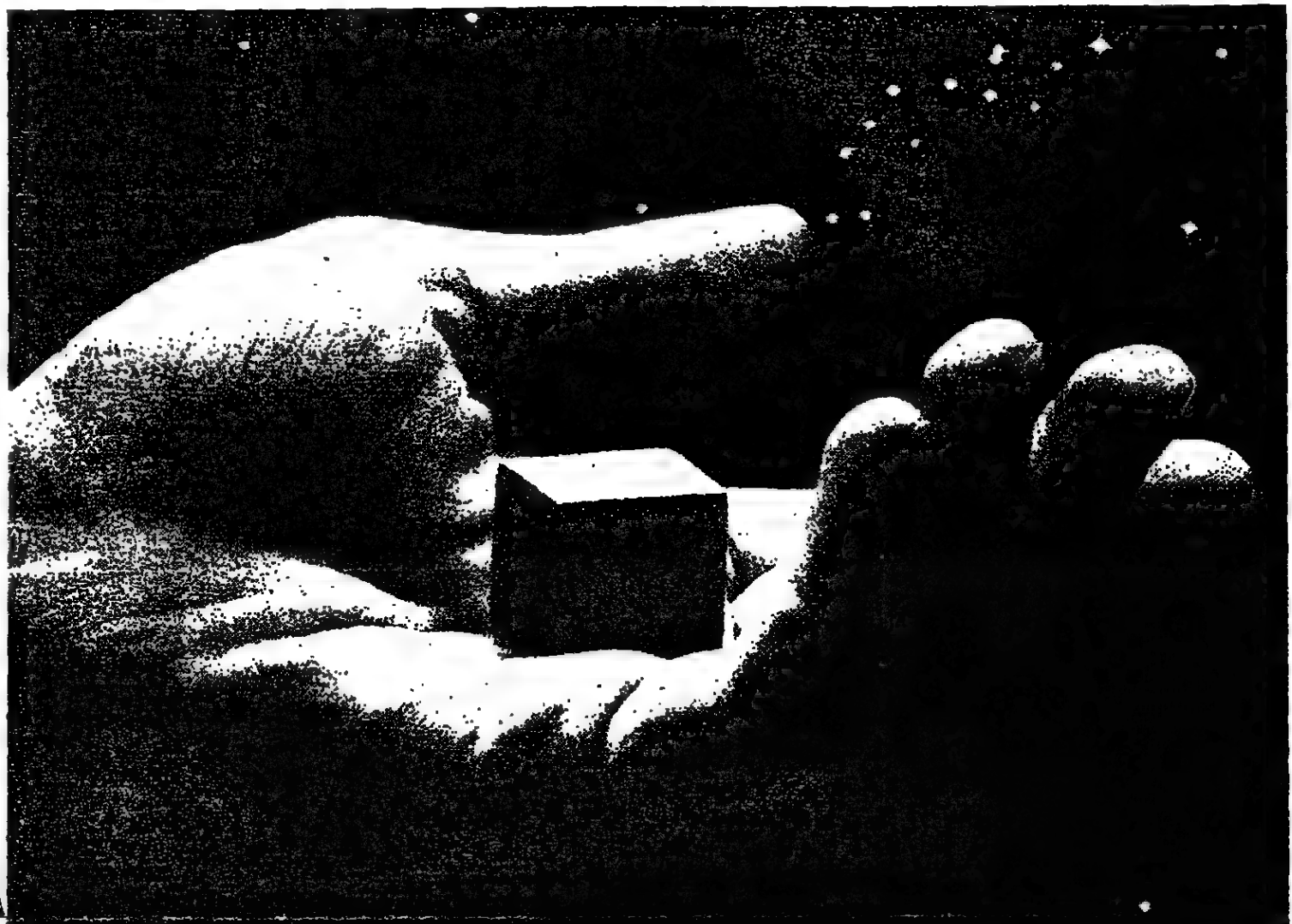
LYON

هنا من الامم

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...

CE SERAIT DOMMAGE DE VOUS TROMPER MAINTENANT!



Jeune ingénieur grande école ou universitaire (Science des Matériaux, Physique, Chimie, Mathématiques appliquées, Mécanique, Biotechnologie, Informatique...), le parcours de vos études est un "sans faute". Bravo!

Maintenant?
Vous cherchez l'entreprise où vous réaliserez votre projet personnel : travailler dans la recherche dans un "secteur de pointe".

Vous avez raison!
USINOR SACLOR a pour clients des entreprises de pointe en Aéronautique, Alimentaire, Automobile, Aérospatial, Espace. Ses clients sont eux-mêmes des produits sophistiqués. Les concevoir et les fabriquer nécessite un effort de recherche très important.
Recherche aussi bien sur les matériaux, sur les applications que sur les procédés.
Objectif : trouver des adresses qui répondent aux contraintes d'utilisation extrêmes propres aux cahiers des charges de nos clients et adapter en conséquence nos installations industrielles. Trouver des adresses qui concurrencent toutes les autres matières y compris nos propres sites.
Ce souci du dépassement dans une logique industrielle rigoureuse c'est la caractéristique essentielle de nos Centres de Recherche et de tous leurs ingénieurs.
Avec eux, dans un environnement scientifique de très haut niveau et doté d'équipements exceptionnels, vous aurez toute l'autonomie nécessaire à la conduite de votre projet et disposerez d'embûches des moyens indispensables à votre formation de futur Responsable opérationnel de l'industrie. USINOR SACLOR société hexagonale?

Non, là vous vous trompez.
Notre marché est planétaire, nos clients sont partout dans le monde, nous travaillons pour eux, avec eux. Notre concurrence est, elle aussi, internationale. Pour rester dans les premiers, il faut être vigilant. Mieux vaut maîtriser au moins une langue étrangère.

Vous comprenez pourquoi cela bouge chez nous et pourquoi nous sommes le 2^e producteur mondial d'acier et la 3^e entreprise exportatrice française. C'est dire si votre avenir est ouvert, tant dans la recherche, que, par mobilité interne, dans d'autres fonctions de notre groupe. Réussissez votre projet personnel. Choisissez bien.

Vous ne pouvez plus vous tromper maintenant!
Merci d'adresser votre candidature avec photo, sous scellé, à N. LE BAGOUSSE.
USINOR SACLOR Recrutement des Cadres, Immeuble Ile-de-France 92070 Paris-la-Défense.

USINOR SACLOR

Nutrition Thérapeutique

La filiale d'un Groupe pharmaceutique international, basée en Normandie, souhaite intégrer au sein de son Département Développement et Transposition Industrielle,

2 Ingénieurs

Développement Formule

Vous participerez à la conception de produits nouveaux, essentiellement sous forme d'émulsions, à leur formulation et à leur adaptation au procédé de fabrication.

De formation ingénieur ENSIAA, ENSAIA, ENSBANA... ou universitaire UTC ou encore chimiste/biotechnologie, votre expérience vous permet de maîtriser les techniques de formulations (sciences des aliments, interaction des composants), les technologies utilisées (homogénéisation, stérilisation, ultrafiltration) et les procédés de fabrications.

Vous pratiquez l'anglais et vous êtes disponible pour de courts déplacements en France et à l'étranger.
Réf. 105/M.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + C.V.), en rappelant le réf. du poste choisi à CURRICULUM, 6, passage Lathuille, 75018 PARIS.

Recherche Nutrition Médicale

Vos travaux porteront sur des matières premières originales, protéines et lipides hydrolysés ou non, destinés à entrer dans l'élaboration de produits de nutrition médicale essentiellement sous forme d'émulsions.

Vous avez une bonne expérience du génie enzymatique (hydrolyse, recombinaison...), ainsi que des techniques de séparation et d'analyse.

Vous aurez aussi à assurer les interfaces avec les différents départements du Groupe, ainsi que les sociétés ou organismes extérieurs à qui sont confiés des projets de recherche.

Vous êtes ingénieur Grande Ecole ou universitaire avec spécialisation en biotechnologie, titulaire d'un DEA/Doctorat de 3^e cycle dans ce domaine. Vous pratiquez l'anglais et vous êtes disponible pour de courts déplacements en France et à l'étranger.
Réf. 106/M.

SOCIÉTÉ AGRO-ALIMENTAIRE, en pointe dans son secteur, au cœur de la PICARDIE, à 1 heure de LILLE, et 1 heure de PARIS cherche

RESPONSABLE DE MAINTENANCE

De formation INGÉNIEUR ELECTRO-MÉCANICIEN ou GÉNÉRALISTE environ 30 ans, vous avez une première expérience en construction mécanique ou entretien et vous souhaitez allier la technique, la rigueur et l'INNOVATION.

Rattaché au chef de production, vous prendrez en charge la maintenance électrique et mécanique d'un atelier de conditionnement de 200 personnes, en animant une équipe de 20 personnes.

La M.A.O. est en place, vous devrez l'améliorer. Votre objectif sera par l'optimisation de la maintenance des machines, d'améliorer leur fiabilité, leur disponibilité et la qualité de leur productivité.

Notre activité et notre culture d'entreprise vous permettront d'acquiescer une dimension de manager.

Les candidatures (lettre manuscrite, avec indication de la rémunération actuelle, photo, C.V.), sous référence 2559/L.M., seront traitées en toute discrétion par

CONSEILS DE DIRECTION
2. J. OUFRE
47, AV. ALSACE-LORRAINE
59100 ANTOING

NOUS AVONS L'ART DE REVELER LES TALENTS

INGÉNIEURS INFORMATIENS GRANDES ÉCOLES

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE (Temps Réel, Télécommunications, Processus Industriels...), INFORMATIQUE APPLIQUÉE À LA GESTION D'ENTREPRISES (Transactionnel, Télématique, Bases de Données...), autant de domaines dans lesquels vous pourrez exprimer vos talents d'ingénieur informaticien.

Débutant, après une formation spécifique à notre méthodologie et aux techniques informatiques que vous utiliserez, vous participerez à des projets diversifiés. Si vous avez déjà une première expérience, vous aurez le plaisir de découvrir une entreprise qui privilégie le dialogue.

Si une telle opportunité à Paris, Lille, Lyon, Orléans... vous attire, envoyez rapidement à Hervé Caplier une lettre manuscrite accompagnée d'un CV et d'une photo.

Pour le reste, accordez nous quelques jours.
LOGISTA, 30 quai de Dion Bourton, 92806 PUTEAUX CEDEX.

LOGISTA
DES HOMMES D'ENTREPRISES**april**

Leader dans le domaine des automates programmables

Grenoble

Ingénieur de Maintenance

pour assister le client dans la résolution de ses problèmes de programmation et le conseiller sur l'environnement de l'automate (réseaux, asservissements, régulation). Une bonne culture en automatique et en réseaux sera un plus. La pratique courante de l'allemand est exigée.
Réf. IMM.

Castres

Ingénieur Informaticien

Grande Ecole ou Doctorat d'Université

pour spécification et conception de logiciels dans le domaine des consoles de programmation. Une formation ou une expérience dans les domaines de conception orientée objet ou édition graphique ainsi qu'une bonne culture en automatique seront appréciées. Réf. IMM.
Les entretiens se dérouleront dans le lieu géographique le plus proche du domicile des candidats. Écrire à Madame Le Guet, APRIL, B.P. 73, 81103 CASTRES CEDEX.

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...

Centre Technique de Rueil Malmaison (92).

Le laboratoire Européen Colles, Mastics et Revêtements renforce son équipe et recherche :

Jeune ingénieur chimiste(Chimie chimique, Matériaux)
Réf. 95/MMG

Possédant le sens du contact, vous aurez un rôle d'assistance technique :

- à la Clientèle et aux Services Ventes et Marketing en Europe : vous participerez au lancement de nouveaux produits et assurerez la formation technique.
- en laboratoire (essais, analyses).

Ce poste nécessite de courts mais fréquents déplacements en Europe et une parfaite maîtrise de l'anglais (l'allemand serait très apprécié, ainsi qu'une première expérience).

Jeune ingénieur chimiste(Chimie organique macromoléculaire)
Réf. 97/MMG

Vous assurerez le développement et la mise au point de nouveaux produits, au moyen de :

- technologies nouvelles,
- ou à partir de technologies développées aux Etats-Unis.

Une expérience similaire de 2-3 ans est fortement appréciée et de bonnes connaissances en anglais sont indispensables.

Le laboratoire Européen des Produits Scotch-Brite Industriels, recherche pour assurer le développement et le lancement de produits destinés au traitement de surfaces et définir de nouvelles applications :

Jeune Ingénieur mécanicien

Réf. 95/MMG

Possédant le sens du contact, vous aurez un rôle d'assistance technique :

- à la Clientèle et aux Services Ventes et Marketing en Europe,
- et en laboratoire (essais, analyses comparatives de produits).

Ce poste nécessite de courts mais fréquents déplacements en Europe et une parfaite maîtrise de l'anglais (l'espagnol et/ou l'allemand seraient appréciés, ainsi qu'une première expérience).

Pour ces quatre postes, merci d'adresser C.V. photo et prétentions à Monique GERMAND, 3M FRANCE - Bd de l'Oise - 95006 Cergy-Pontoise, en précisant la référence du poste choisi.

Nous avons l'esprit pour imaginer, concevoir, innover, l'enthousiasme pour agir, réaliser, gagner.

Usine de Cambrai (59)

Dans le cadre de nos projets orientés vers l'amélioration de la productivité et la mise en place d'activités nouvelles dans nos usines, nous recherchons :

Jeune ingénieur mécanicien

Réf. 93/MMG

Votre mission consistera à étudier et réaliser des projets d'équipements automatisés de production comprenant :

- l'élaboration du cahier des charges,
- les études techniques,
- l'évaluation des coûts,
- la gestion financière des projets,
- le suivi de la réalisation,
- la mise en service.

Vous avez une première expérience d'ingénieur projet, une bonne connaissance de l'anglais et possédez une véritable aptitude au travail en équipe.

Basé à notre usine de Cambrai (59), vous aurez des déplacements réguliers à notre siège social de CERGY. (95)

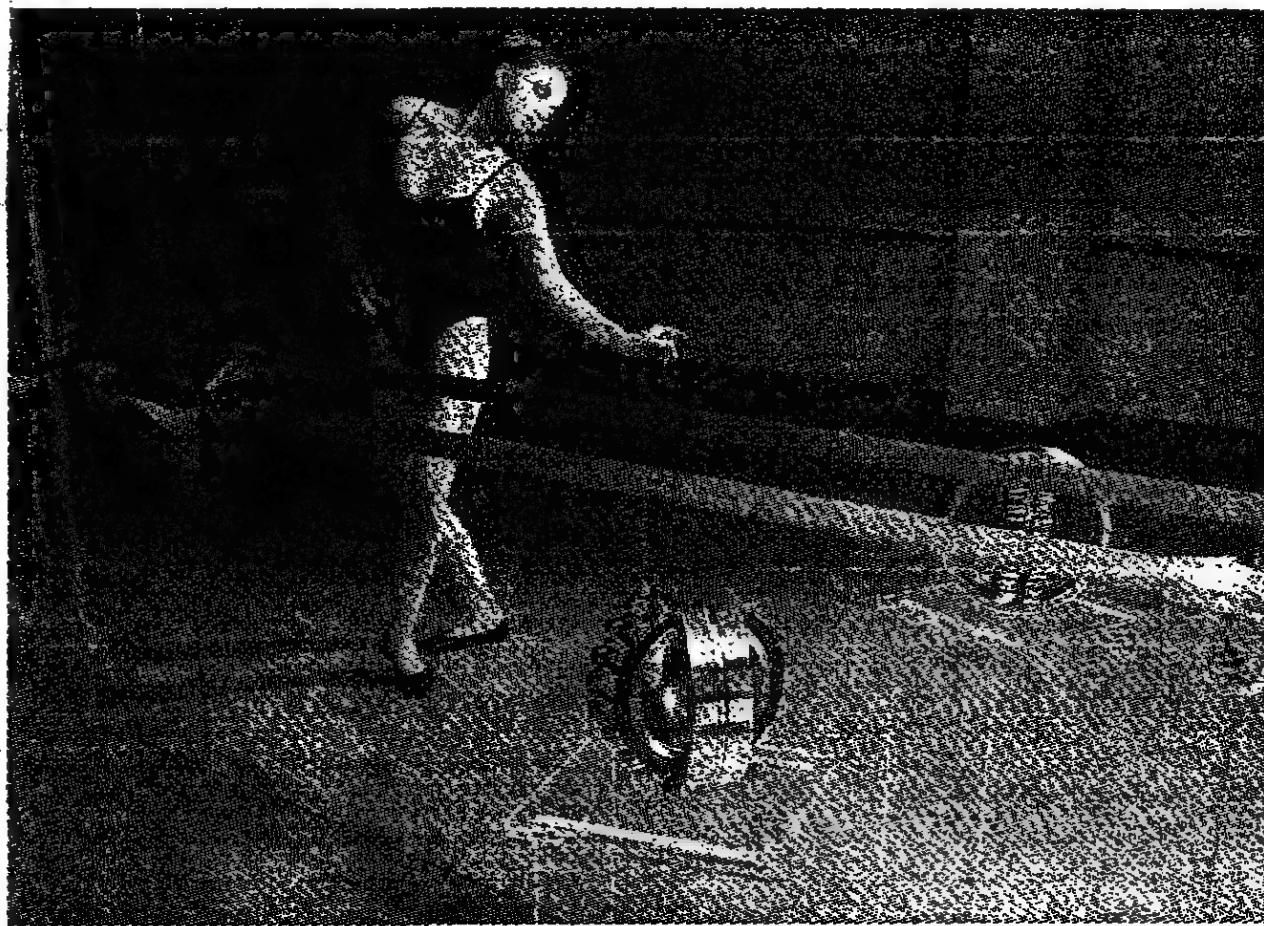
3M

Le milieu aéronautique,
vous connaissez ?**INGENIEUR COMMERCIAL**Simulateurs de vol
Systèmes E.A.O.

Agé d'au minimum 27 ans et diplômé d'une école d'ingénieur, vous êtes passionné par l'aéronautique et avez si possible votre brevet de pilote. Une première expérience de vente ou bien le désir de vous lancer dans le commercial, une bonne connaissance du milieu aéronautique, ainsi que de solides compétences en informatique vous seront nécessaires pour réussir dans une structure légère et intégrée dans la filiale (eff: 2000, CA: 1,2 MF) d'un très grand groupe.

Sur la France et l'international (essentiellement USA et EUROPE), vous prendrez la responsabilité de la commercialisation d'une gamme de simulateurs de vol destinés aux écoles de pilotage ainsi que des systèmes très sophistiqués d'instruction assistée par ordinateur destinés aux grandes compagnies aériennes et aux différents corps d'armée.

Une bonne pratique de l'anglais est indispensable. Le poste est basé en banlieue sud.

Envoyer votre dossier + prétentions
à notre Conseil sous référence 578/LMYVES KERNEVEZ CONSULTANTS
6, avenue Franklin-Roosevelt - 75008 PARISUn simple mouvement
n'est pas toujours
un mouvement simple

Le danseur donne à son geste la précision et la clarté de l'évidence. La perfection du mouvement masque l'étude, la recherche, la concentration et les efforts déployés. Chez SKF, nous comprenons ce travail discret. Dans son esprit, il est proche du nôtre. Derrière la simplicité apparente d'un de nos roulements se cache une multiplicité de savoir-faire, de technologies, d'applications et de marchés.

Jeunes ingénieurs, à vous d'entrer dans le mouvement. Notre entreprise cultive votre mobilité et vous ouvre de nombreuses perspectives dans ses divisions Production, Technique, Commerciale.

Prenez des responsabilités au sein d'équipes motivées, vous évoluerez grâce à un plan de formation adapté pour faire de votre parcours la pleine expression de votre potentiel.

SKF France - Mlle Claude TURPIN
Direction des Relations Humaines
8, avenue Réaumur - 92142 CLAMART.

Le groupe SKF implanté dans plus de 130 pays est le leader mondial du roulement avec 20 % du marché soit deux fois plus que son concurrent le plus proche. Chaque jour, 45 000 personnes déclinent à travers le monde le concept de qualité pour toutes les industries des plus simples aux plus sophistiquées qui font appel au savoir-faire, à la technologie et à la puissance industrielle SKF.

SKF. Le plus qui fait la différence

SKF

©/MEDA BA

AGRO-ALIMENTAIRE

DOUX

Groupe DOUX :
1^{er} Producteur Européen de Volailles
1 800 salariés - 7 usines d'abattage
et de conditionnement.
Filières aliments, accoupage, transport par
route et par mer, produits transformés.

Soucieux de renforcer nos structures pour répondre aux transformations incessantes de l'industrie Avicole et assurer la relève de notre encadrement, nous souhaitons intégrer deux :

JEUNES INGENIEURS DE FABRICATION

Débutants ou possédant une première expérience, vous avez entre 26 et 32 ans environ, une formation solide (INGENIEUR AGRO par exemple) et vous voulez vous orienter vers des fonctions de Responsable de Fabrication ou de Direction d'unités de Production.

Nous sommes en mesure de vous proposer des postes situés dans l'Ouest à la hauteur de vos ambitions et de votre expérience.

Adresser C.V. + lettre + photo sous réf. suivante :
DOUX S.A. - Direction Générale - BB/88
BP 22 - 29150 CHATEAULIN

SCORE

هذه من الاصل

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...

VOS COMPETENCES EN ELECTRONIQUE/AVIONIQUE
POUR ALLER HAUT ET LOIN

Systèmes de pilotage, de visualisation, de tests automatiques... les réalisations de SFENA permettent aux grands projets de décoller. CONCORDE, RAFALE, AIRBUS, SUPER-PUMA, ARIANE, DIADEME, nous avons donné l'élan à leur succès. Parmi les premiers équipementiers aéronautiques du monde, SFENA filiale de l'AEROSPATIALE, c'est aujourd'hui 1,4 Mds de F de CA et 2 300 personnes. Vous êtes ingénieurs, débutants ou vous avez prouvé vos compétences dans les domaines de l'avionique ou de l'électronique : venez rejoindre les équipes SFENA au sein d'une véritable structure de compétences !

INGÉNIEURS
SYSTEMES

Pour définir et analyser les spécifications, assurer et développer les relations avec les clients et partenaires et mettre en œuvre les systèmes. A votre assise relationnelle, vous avez esprit d'équipe, rigueur, méthode et capacité d'analyse dans les domaines :

AVIONS D'ARMES

Sup'Aéro, Sup'Elec, vous parlez l'anglais vous participerez au développement d'un programme. L'expérience des matériels et logiciels est souhaitée. REF. ISA/2

SYSTEMES DE VISUALISATION

Sup'Aéro, Sup'Elec, vous connaissez les systèmes embarqués, le matériel, les modules de visualisation et les symbologies. REF. ISV/2

INGÉNIEURS
D'ETUDES

CALCULATEURS EMBARQUES
Ingénieurs aéronautique et automatique, au sein d'une équipe, vous menez des travaux d'études amont ou appliquées dans le domaine des calculateurs embarqués, pour des applications aéronautiques civiles, et militaires, engins ou gyrolaser. REF. IEC/2

TESTS
AUTOMATIQUES

SFENA est le 1^{er} constructeur français de matériel de tests automatiques de haut de gamme.

INGÉNIEUR INFORMATIEN

Vous avez un DEA d'informatique ou êtes diplômé d'école d'ingénieur option informatique. Vous développerez au sein d'une équipe compétente et motivée les logiciels de base des systèmes (systèmes d'exploitation, compilateurs, exécuteurs temps réel). REF. TAI/2

INGÉNIEUR ELECTRONIEN

Diplômé d'une école d'ingénieur ou d'un DEA, vous serez chargé de spécifier, sélectionner et intégrer des ressources supplémentaires à nos systèmes pour une nouvelle famille de produits. REF. TAC/2

CHEF DE GROUPE MOTENS DE TEST

Ingénieur électronicien, vous encadrerez une équipe de techniciens de haut niveau chargée de l'étude et de la mise en place des outils et méthodes permettant d'assurer la mise au point des matériels. REF. TACS/2

INGÉNIEURS
TECHNICO-COMMERCIAUX

Ingénieurs, vous avez une expérience et une formation complémentaire dans le domaine commercial et/ou export. Vous serez en relation avec des clients importants dans le domaine de l'avionique civile, vous élaborerez les propositions commerciales et suivrez les commandes. REF. ITC/2

RESPONSABLE
QUALITE FOURNISSEUR

Ingénieur en électronique ou électromécanique, vous connaissez bien les technologies et procédures de fabrication. Vous participerez au choix et à la qualification des fournisseurs (évaluation, audit), assurerez et gèrerez la qualité des produits approvisionnés. REF. ROF/2

INGÉNIEUR RESEAUX

Ingénieur électronicien et/ou informaticien, vous ferez évoluer les moyens matériels et les logiciels de communication entre les systèmes informatiques (réseau IBM/SNA et ETHERNET/DECNET). REF. IR/2



Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la référence du poste choisi à SFENA Gestion des Cadres, Aérodrôme de Villacoublay, BP 59, 78141 Velizy-Villacoublay Cedex.

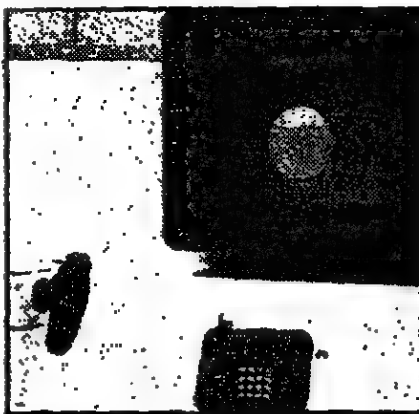
NOUS SOMMES LE CERVEAU DES TÊTES BIEN FAITES

JEUNES DIPLOMES

Vous souhaitez vous orienter vers le management d'affaires...



Station central RITA



EVIC (système d'entraînement à la visée et à la séquence de tir)

INGÉNIEURS GRANDES ECOLES
(ENSAM, MINES, ENST...)
UNIVERSITAIRES (DOCTORAT,
DOCTEUR INGENIEUR...)

Débutants, vous cherchez peut-être à ne pas vous enfermer dans la technique car, par tempérament, vous êtes généralistes mais restez orientés électronique, informatique ou télécommunications.

Dans cette perspective, nous vous proposons d'assurer la conduite d'une ou de plusieurs de nos équipes dont vous aurez la charge complète.

A ce titre, nous vous confierons :

- l'étude des caractéristiques techniques de matériels et systèmes d'armement en fonction des besoins exprimés ;
- le suivi des conceptions que vous lancerez auprès des industriels chargés des études et de la fabrication ;
- l'organisation et l'analyse des essais effectués en laboratoire et sur le terrain ;
- l'animation et la coordination à tous les niveaux technique, financier, juridique) de ces projets.

Si vous pensez que la fonction que nous vous proposons est une opportunité motivante et constitue un tremplin pour votre carrière, nous souhaitons vous rencontrer.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., photo et lettre) sous pli fermé à : Thierry HURET, Responsable du Recrutement - SEFT - 18, rue du Dr-Zamenhoff - 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX.

SECTION D'ETUDES
ET FABRICATIONS DES
TELECOMMUNICATIONS

La SEFT recrute ses 600 collaborateurs dont plus de 120 ingénieurs sur une mission ambitieuse et captivante : concevoir et conduire toutes les actions permettant de satisfaire les besoins de l'armée de terre en équipements et logiciels d'appareils complexes dans les domaines suivants :

INFORMATIQUE - ELECTRONIQUE
TELECOMMUNICATIONS

Intégrés à la branche Armement, les ingénieurs du Ministère de la Défense jouent un rôle primordial dans la conception et la réalisation de projets de plus en plus complexes. Parmi les récents projets, nous avons menés à bien : le réseau de télécommunications RITA (système automatisé contre-Armée) ;



UN TREMPIN
POUR VOTRE
CARRIERE

مقداد من الاميل

PROMOGIM
SE DEVELOPPE SUR
LYON, TOULON, PARIS

ETP-A&M

JEUNE INGENIEUR D'AFFAIRES

Avec plus de 22 000 logements réalisés en 20 ans, Promogim a bâti sa réputation par son savoir-faire technique et l'enthousiasme de son équipe.

En 1988, Promogim ouvrira 30 chantiers. De la découverte du terrain à la réalisation de nos programmes immobiliers, vous aurez comme objectif la recherche de la qualité et la performance.

A 28-35 ans votre formation et votre motivation personnelle seront vos facteurs de succès.

Rémunération à la hauteur de vos ambitions.

Adressez dès aujourd'hui votre dossier de candidature et présentons à R. Delorme, PROMOGIM, 22 rue de Bellevue, 92100 Boulogne.

promogim

POUR CONSTRUIRE ENSEMBLE

Un des principaux constructeurs en
RADIO-TELEPHONIE
développe son DEPARTEMENT ETUDES/R. ET D.

INGENIEUR RADIO

(Réf. RO/LM4)

INGENIEUR LOGICIEL

terminal radio-téléphonie

(Réf. RO/LM5)

INGENIEUR SYSTEME

futur chef de projet

(Réf. RO/LM6)

Vous avez 28 à 40 ans, vous êtes ingénieur électronicien diplômé type SUP'ELC, ISEP, ENSI... Les responsabilités confiées seront immédiatement opérationnelles : elles impliquent une EXPERIENCE d'au moins 2 ans dans chacun des domaines concernés.

Nous offrons un salaire motivant et une évolution de carrière au sein de notre Groupe en pleine croissance. Votre dossier de candidature sera examiné en toute confidentialité.

Merci d'envoyer avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, en précisant la référence choisie, à :



michel joughnaud conseil
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

PARIS-LILLE

Danfoss

LEADER DANS LE DOMAINE DES COMPOSANTS INDUSTRIELS,
RECHERCHE

Responsable technique

DOMAINE
VARIATEURS DE VITESSE

- pour assurer le soutien logistique et la formation de nos technico-commerciaux,
- prendre en charge la mise au point des applications spéciales toutes industries (machines-outils, transports, tapis roulants),
- être le relais avec notre siège danois.

De niveau ingénieur ou assimilé, le candidat devra posséder une bonne connaissance de l'anglais et une expérience de 5 à 7 ans dans la mise au point des automatismes industriels, en particulier sur chantiers.

Mobilité et grande disponibilité indispensables. Le poste est basé à TRAPPES (78).

Pour un premier contact, merci d'adresser votre C.V. (prétentions, photo) à DANFOSS - Direction du Personnel - 7, av. Vladimir Komarov 78193 Trappes Cedex, sous réf. 820.

INRS
recruteUN INGENIEUR
GRANDE ECOLE
OU UNIVERSITAIRE

Diplômé d'Etat (M ou F)

pour prendre la responsabilité d'une équipe de recherche principalement orientée vers la Mécanique des Fluides et la Ventilation Industrielle.

En étroite collaboration avec son équipe, le (la) candidat(e) devra maîtriser et développer différentes techniques de mesure (tracage, autométrie fil chaud/laser, traitement d'image...) et de calcul, définir les plans des expérimentations réalisées en laboratoire ou sur site industriel, assurer la diffusion des résultats sous formes de publications et leur valorisation.

Il (elle) bénéficiera d'une large autonomie dans le cadre des objectifs visés et de moyens importants.

Le poste conviendrait bien à un candidat(e) possédant une dizaine d'années d'expérience dans le domaine de la recherche et intéressé(e) par l'animation scientifique d'une équipe.

Pratique de l'anglais technique - Rémunération intéressante.

Faire parvenir les candidatures (avec C.V. détaillé) à : Institut National de Recherche et de Sécurité, avenue de Bourgogne, B.P. 27, 94501 VANDOEUVRE Cedex. A l'attention de Monsieur LEMAITRE, Chef du Personnel.

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...

S'unir, c'est gagner

JEUNES INGENIEURS: VIVEZ L'AVANT-GARDE EN BOURGOGNE AVEC THOMSON LCC !

THOMSON LCC N° 1 français des composants passifs, nous nous situons au cœur de la compétition internationale dans ce domaine (nous sommes déjà en Espagne, au Brésil, à Taïwan et en Corée). Nous avons un parti-pris permanent d'avant-garde technologique répondant au triple impératif :

QUALITE - PRODUCTIVITE - INNOVATION

JEUNES INGENIEURS, de formation Grande Ecole, vous êtes débutants ou possédez une première expérience. En rejoignant l'un de nos 3 centres de production situés en Bourgogne, vous intégrez les équipes de pointe qui définissent les composants de l'avenir : condensateurs (céramique, film, tantale...) et ferrites (+ produits associés). Vous évoluez dans un contexte performant, valorisant vos compétences et votre capacité à vous impliquer dans des projets d'envergure.

SUPRACONDUCTIVITE DE NOUVELLES CERAMIQUES : ETUDIEZ, DEVELOPPEZ...!

et préparez la fabrication. C'est le défi que vous pouvez relever au sein d'une de nos équipes en tant qu'**INGENIEUR D'ETUDES SUPRACONDUCTEURS**. Formation de généraliste (MINES, ESE, ENSIEG) et solides connaissances et/ou expérience dans le domaine des matériaux nécessaires. Réf.A/LM

FILM THERMOPLASTIQUE ET RESINE : RECHERCHEZ ET DEVELOPPEZ...!

INGENIEUR R ET D, au sein d'une petite équipe pluridisciplinaire, vous êtes dans un premier temps chargé de recherches sur les films thermoplastiques et les résines applicables aux condensateurs de puissance solides. Formation (ESPCI, ESE option matériaux, ENSPG, ENSIEG), si possible un complément de formation en matières plastiques et résines isolantes et/ou une première expérience dans le domaine de l'électrotechnique ou physique des matériaux. Réf.B/LM

PHYSIQUE DES MATERIAUX : UN MONDE VIVANT, POUR DES ELECTRONICIENS !

En tant qu'**INGENIEURS D'APPLICATION**, vous intégrez l'un de nos laboratoires. Vous allez apprendre à connaître nos produits et leurs possibilités, les évolutions prévisibles du marché et des technologies électroniques. Vous êtes l'interface entre les commerciaux, les concepteurs et les clients en les conseillant techniquement. Vous procédez aux essais de mise en place et d'utilisation des composants et participez aux études des mécanismes de défaillances et de vieillissement. Double formation ou expérience en électronique et physique des matériaux nécessaire. Réf.C/LM

CONDENSATEURS DE PUISSANCE : CONCEVEZ-LES !

En tant qu'**INGENIEUR D'ETUDES**, sur demande du client, vous concevez des condensateurs de puissance (traction ferroviaire, militaire...), définissez leurs spécifications de fabrication et assistez techniquement la fabrication. Dans ce cadre, vous participez à l'élaboration de nouvelles technologies. Formation électrotechnique ou physique nécessaire. Réf.D/LM

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à
Jean-Marc ANTOINE - Direction des Affaires Sociales - **THOMSON-LCC** -
50, rue J.P. Timbaud - 92400 COURBEVOIE, qui transmettra aux unités concernées.



THOMSON

COMUNICATION - DEFENSE - TRANSPORT

La Compagnie de Signaux et d'Équipements Électroniques - CA 1,3 milliard dont 25 % à l'export, 2500 personnes dont 520 ingénieurs - réalise, en utilisant les techniques les plus avancées de l'informatique, des systèmes complets à dominante électronique et des produits formant les noyaux de ces systèmes.

Son développement est sous tendu par une politique ambitieuse de formation, de mobilité interne et de recrutement d'ingénieurs de haut niveau. Elle recherche pour les centres d'**ORSAY** et de **CHILLY MAZARIN** des ingénieurs grandes écoles expérimentés.

- ÉLECTRONIQUE DE PUISSANCE
- AUTOMATIQUE/SÉCURITÉ
- LOGICIEL SYSTÈMES SÉCURITÉ
- LOGICIEL SYSTÈMES EMBARQUÉS
- LOGICIEL TÉLÉMATIQUE/RÉSEAUX
- RESPONSABLE TECHNIQUE RÉSEAUX
- COMMERCIAL SYSTÈMES/RÉSEAUX
- CHEF DE PROJET ÉTUDES
- CHEF DE SERVICE LOGICIEL
- ASSURANCE QUALITÉ ÉTUDES
- SYSTÈME UNIX/RÉSEAUX

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre précisant points forts et aspirations, rémunération actuelle et/ou souhaitée, la ou les fonctions envisagées), sous réf. M25X.



à Emile USANNAZ, CSEE,
Service Emploi et Développement
des Cadres, 98 avenue
Aristide Briand
92542 Montrouge Cedex.

HAUTE FIABILITÉ

HAUTE SÉCURITÉ

Compagnie Générale d'Informatique

VOTRE AVENIR, PLUS LOIN, PLUS VITE.

La réussite est affaire de volonté. La vôtre d'abord, aller le plus loin possible, le plus vite possible. Apprendre et maîtriser les techniques actuelles vitales pour le développement des entreprises. Trouver en permanence dans vos responsabilités et dans vos revenus la reconnaissance de votre formation, de vos efforts et de vos succès.

Diplômés de grandes écoles ou de l'université

Si vous avez cette volonté, CGI vous propose de rejoindre ses équipes d'ingénieurs, d'acquiescer une formation aux méthodes et outils informatiques les plus performants et d'y réussir une carrière conforme à vos ambitions.

Avec ses 550 collaborateurs, son développement, son importante implantation internationale et, surtout, une volonté de réussir identique à la vôtre, n'oubliez pas que vous trouvez au sein de CGI les moyens d'atteindre vos objectifs d'avenir. Ensemble, allons plus loin, plus vite.

Prenez contact dès aujourd'hui avec Madame JAMET,

sous la référence 06/M-388

CGI - 28/34, rue du Château-des-Repliers
75640 PARIS Cedex 13

CGI
Compagnie Générale d'Informatique
L'énergie créative

مكتبة من الامم

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...

BATISSEZ AVEC NOUS
UNE BANQUE POUR DEMAIN

Soyons clairs, ce qui nous intéresse, au CRÉDIT DU NORD, chez vous,

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

c'est votre volonté de réussir. Votre ferme intention d'élargir chaque jour votre territoire de responsabilités.

Bien sûr, pour réaliser vos ambitions au Crédit du Nord, vous pourrez tous vous appuyer sur une organisation et des outils technologiques déjà très avancés. Le Crédit du Nord change et évolue. Il se prépare quotidiennement aux réalités futures en se dotant de moyens à la mesure des perspectives nationales et internationales du monde de demain.

Mais si vous rejoignez le Crédit du Nord, vous réussirez parce que vous en avez la volonté. Parce que, pour vous, réussir, c'est gagner chaque jour de nouveaux enjeux personnels et professionnels. Parce que, pour y parvenir, vous recherchez une banque qui vous ressemble.

Contacter la Direction du Développement du Personnel.

50, rue d'Anjou. 75008 PARIS.

Crédit du Nord

هكذا من الإصملى

Ingénieur
thermicien

Important groupe pharmaceutique français
recherche pour son unité industrielle située
en Pays de Loire un

Notre centre industriel produit et consomme de la vapeur, du froid et diverses énergies. La spécificité de nos fabrications implique aussi une rationalisation des traitements de l'air et une maîtrise de nos rejets.

Pour prendre en charge ces missions, le titulaire du poste dispose des moyens modernes de l'informatique et d'une "gestion technique centralisée". Il est rattaché au responsable entretien et travaux neufs de l'unité industrielle.

Sa formation - ingénieur ou universitaire - et son éventuelle première expérience lui confèrent une grande autonomie et lui assurent une réelle compétence technique.

Il est par ailleurs un homme de contact. Il développe la communication entre les producteurs et les utilisateurs de ces énergies et fluides.

Merci d'adresser CV + lettre + photo + rémunération actuelle sous réf. IT/MO/0341 à notre conseil : PG CONSULTANTS, 21 rue Emile Zola, 37000 TOURS.

PG Consultants - ANGERS - NANTES - PARIS - TOURS



INSTITUT FRANÇAIS DU PÉTROLE

Centre d'Etudes et de Développement Industriels à SOLAIZE (55 km SMO de LYON)

Recherche pour son BUREAU D'ETUDES spécialisée dans l'ingénierie clé en main des unités pétrolières ou développement des procédés de pétrochimie, de production et de raffinage du pétrole.

INGENIEUR
GRANDE ECOLE

(AM ou équivalent, ENSIC ou équivalent) spécialisation ENSPM souhaitée.

Expérience de 1 à 5 ans et connaissances en thermodynamique, hydrodynamique, résistance des matériaux et technologie des appareillages de Génie chimique souhaitées.

Connaissance de l'Anglais technique.

Connaissances en informatique appréciées pour la mise en œuvre d'un système d'ingénierie et Dessin assisté par ordinateur en cours d'implantation.

Animateur d'une équipe de spécialistes, le candidat devra pouvoir être apprécié sur son aptitude aux contacts humains.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 48726 à Contesse Publicité - 3, rue Pierre Robin - 69363 Lyon Cedex 07 qui transmettra.



Société d'Ingénierie en télécommunications

RECHERCHE

jeunes ingénieurs grande
école ENST, SUPÉLEC,
diplôme équivalent

pour études d'ingénierie en radiocommunication

- Quelques années d'expérience en transmissions, communications numériques, logiciels.
- Connaissance de l'anglais indispensable.
- Déplacements de courte durée à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + lettre manuscrite + photo + prétentions) à

SOFRECOM Service du Personnel.

Importante société produits chimiques,
filiale d'un grand groupe international, recherche pour
son usine de fabrication située dans le

SUD-OUEST

INGENIEUR GENIE CHIMIQUE

ou INGENIEUR CHIMISTE

(option Génie Chimique)

qui assurera les fonctions d'adjoint au responsable du service chargé des travaux neufs, entretien, sécurité, protection de l'environnement.

Dans le cadre d'installations nouvelles, il sera plus particulièrement responsable des études, de l'établissement du cahier des charges et des devis, du suivi des réalisations.

Ce candidat, débutant ou possédant quelques années d'expérience dans un poste similaire, devra être disponible rapidement.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, prétentions + photo sous réf. 9175 à PIERRE LICHOU, 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

S'unir, c'est gagner

PROJETS INTERNATIONAUX
SUR LA COTE D'AZUR

THOMSON SINTRA ACTIVITÉS SOUS-MARINES, filiale du groupe THOMSON, conçoit et développe des systèmes de détection sous-marine répondant aux exigences technologiques les plus avancées. Leader européen dans son domaine, 1^{re} société exportatrice au monde en matière de lutte sous-marine, nous recherchons les talents les plus ambitieux sur un marché où la concurrence est vive.

Nous proposons à des INGENIEURS ELECTRONICIENS ET/OU INFORMATIQUES de nous rejoindre et de participer à la réalisation des grands programmes qui nous sont confiés.

INGENIEURS
ETUDES ET DEVELOPPEMENT

Vous prenez en charge la conception et le développement de sous-ensembles de systèmes sonars de la nouvelle génération intégrant les domaines suivants :

- acoustique sous-marine,
- traitement du signal,
- machines de traitement de signal,
- informatique temps réel.

Réf. 0388/ED

CHEFS DE PROJETS LOGICIEL

Vous conduisez le développement d'un ensemble de logiciels temps réel de traitement du signal, et êtes responsable de :

- l'animation d'une équipe de réalisation,
- la conduite des phases d'intégration des logiciels et de la mise en œuvre opérationnelle dans le système sonar,
- la tenue des objectifs de coût et de délai.

Réf. 0388/PL

De formation supérieure (ESE, ENST, ENSIMAG...), possédant une bonne connaissance de l'anglais, vous justifiez de 3 à 7 ans d'expérience. Votre aptitude à appréhender des problèmes complexes, votre volonté de conduire des projets jusqu'à leur réalisation, votre capacité à faire partager votre enthousiasme et à animer une équipe, vous permettront de réussir dans les missions que nous vous confierons.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à Antoine GARCIA - THOMSON SINTRA ACTIVITÉS SOUS-MARINES B.P. 53 - 06801 CAGNES-SUR-MER.

THOMSON

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...

INGENIEUR ORGANISATEUR

Nous sommes un important groupe de presse et d'édition de l'Est de la France. Notre activité recouvre un large éventail de moyens médiatiques : presse écrite, radiophonique, audiovisuelle et télévisuelle. Avec une diffusion régionale très dense et de nombreuses agences, notre journal est l'un des plus importants de l'Est. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons notre Responsable de l'Organisation.

Rattaché à la direction générale, il sera chargé de la réalisation d'études d'organisation commerciale, administrative et technique. Il aura pour mission d'analyser les procédures, le cas échéant de les redéfinir en collaboration avec les services concernés. Autonomie, ses travaux auront un caractère essentiellement important : il facilitera la coordination entre les différents services.

Nous souhaitons rencontrer des candidats âgés de 30 à 35 ans ayant une formation d'ingénieur complétée par une bonne approche de la gestion et de l'informatique. Les capacités d'analyse et de synthèse ainsi que les aptitudes relationnelles seront déterminantes.

Nous proposons un emploi passionnant et motivant. La rémunération est attractive et la fonction évolutive. Le poste est basé dans l'Est de la France.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 412484 A à :

EGOR REGION-EST

18, rue Auguste Lamey - 67000 STRASBOURG

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT BRITAIN ITALIE PORTUGAL BRÉSIL CANADA

DES INGENIEURS ELECTRICIENS

LES APAVE

N° 1 DU CONTRÔLE TECHNIQUE EN FRANCE (DES MÉTIERS ET TECHNIQUES) sont réputés pour la haute qualification de leurs équipes qui œuvrent sur le terrain - à tous les stades - les contrôles et l'assistance technique sont parties de leur pour offrir les impitoyables exigences des entreprises.

OUVERTS AUX TECHNIQUES NOUVELLES

Le développement technologique, l'utilisation de toutes les formes d'énergie, en multipliant les risques humains et matériels, ont mis au premier plan des préoccupations industrielles la sécurité.

Les de l'ÉNERGIE, l'ÉNERGIE ou encore, les ingénieurs actuellement recherchés assurent des missions de contrôle de sécurité en milieu industriel.

Il devient être capable d'évaluer à court terme vers une activité de contrôle en Automatismes, Robotique, Gestion technique centralisée, etc.

Les plus performants souhaitent à moyen terme l'opportunité d'évoluer, soit vers des postes technico-commerciaux de conseil industriel, soit vers des postes d'encadrement d'équipes d'inspecteurs.

Merci d'adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 88.08/M à M. de Rigaud, APAVE, Service Recrutement, 17 rue Solenne, 75004 Paris Cedex 17.

apave

eurodim

Ambitieux ?... Nous aussi!

Tous issus d'un groupe renommé de Services Informatiques, l'équipe que nous constituons vient de relever le challenge d'Eurodim sur le marché porteur de

l'informatique de santé.

NOS ACTIVITÉS : La mise en place de SYSTÈMES INFORMATIQUES DE GESTION destinés aux LABORATOIRES D'ANALYSES MÉDICALES privées et hospitalières, et de DOSSIERS MÉDICAUX INFORMATISÉS destinés aux grandes organisations (CEA...). Nous sommes amenés à nous développer très rapidement ainsi nous recherchons en (e)

ingénieur commercial H/F

VOUS AVEZ : • ENVIRON 30 ANS, dynamisme et enthousiasme, vous avez prouvé vos talents commerciaux dans le milieu de systèmes informatiques. (La connaissance du milieu médical serait un plus), • DE FORMATION COMMERCIALE supérieure (Bac + 4), notre secteur vous attire et votre ambition est forte. • Autonomie, vous êtes particulièrement à l'aise pour négocier avec des interlocuteurs de haut niveau.

NOUS VOUS PROPOSONS : • de prendre en charge le développement et la suite de notre clientèle, • d'intégrer une équipe d'animateurs personnels avec l'INDIVIDUELLE la COORDINATION le développement rapide d'Eurodim, • DE TRÈS BELLES POSSIBILITÉS d'évolution si vous préférez votre travail. • Des conditions de travail motivantes. Le poste est basé à PARIS et requiert mobilité géographique.

Intéressé ? Alors, écrivez nous en adressant lettre, C.V., photo et rémunération actuelle à MERCURY URVAL 14 bis rue Dura 75008 PARIS n/cf. 53.1384 LM.

Mercury Urval

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'EQUIPEMENTS POUR L'AÉRONAUTIQUE ET L'ARMEMENT SUD DE PARIS

recherche pour l'un de ses
DEPARTEMENTS COMMERCIAUX

L'ADJOINT EXPORT

DU CHEF DE DÉPARTEMENT

pour la direction de programmes militaires export et l'animation d'une équipe commerciale.

Le poste conviendrait à un INGENIEUR DIPLOMÉ ayant plusieurs années d'expérience de commerce international et de négociations de contrats à l'étranger dans le domaine, si possible, de l'optique.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à N° 6451 - Publicités Récentes - 112, Bd Voltaire - 75544 Paris Cedex 11 q. 12.

PROCTER & GAMBLE

3,6 milliards de francs de C.A.

C'est : ARIEL - PAMPERS - ZEST - LENOR - GINI

Son INFORMATIQUE DE GESTION

C'est : LA HAUTE TECHNOLOGIE

Ordinateurs IBM 4381, HP3000, DEC, 300 PC, Réseaux Locaux, Réseau International, Gestionnaire de Bases de Données Relationnelles, Langages de 4ème Génération, Infocentre, Informatique répartie, Micro-informatique, Systèmes Experts...

JEUNES DIPLOMÉS DES GRANDES ÉCOLES D'INGÉNIEURS OU DE GESTION ET UNIVERSITAIRES (MIAGE)

Procter & Gamble vous apporte une formation permanente aux techniques de pointe et à la gestion un travail en équipe, un environnement humain stimulant et une promotion interne basée sur votre action dans l'entreprise, vos résultats, et votre potentiel.

INGENIEUR & ANALYSTE DE DÉVELOPPEMENT

Vous serez intégré à un groupe d'étude de la Direction Informatique au siège social, pour analyser, organiser, concevoir, réaliser, mettre en place des systèmes de gestion et d'aide à la décision dans des domaines aussi variés que l'architecture de Bases de Données, l'Infocentre, l'informatique répartie, et les Systèmes Experts.

INGENIEUR D'ÉTUDES PRODUCTION & LOGISTIQUE

Intégré au groupe informatique de gestion dans l'usine d'Amiens (Site pilote en pleine expansion), dans un environnement HP3000, DEC, Réseaux Locaux/Hétérogènes... Vous serez chargé d'études et de réalisations dans les domaines Production & Logistique, et dans un cadre européen, pour le GPAO, la MAO, les applications de gestion, et les Systèmes Experts.

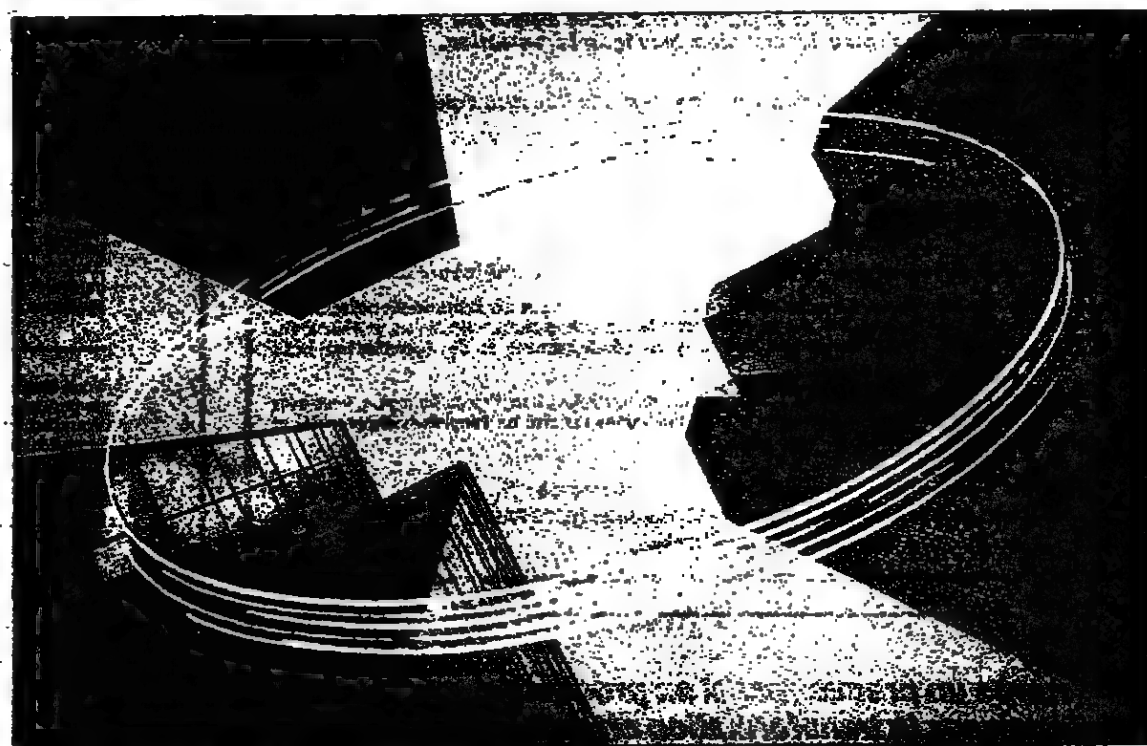
Ecrivez nous référence 03/M une courte lettre et joignez votre CV à Service Recrutement Cadres - PROCTER & GAMBLE 95, avenue Charles-de-Gaulle 92201 Neuilly-s-Seine cedex.

CONTINUED

Pour construire ensemble les nouvelles voies de la Communication...

2^e pôle français en communication d'Entreprise (5 000 personnes, 3 milliards de Francs de C.A.), déjà présents sur tous les grands marchés des télécommunications, nous avons la volonté de poursuivre notre développement dans les domaines de la TÉLÉPHONIE, de la COMMUNICATION PRIVÉE (Intercoms et Autoconsommation électronique), de la TÉLÉMATIQUE (Terminals télématiques, systèmes bureautiques) et de la RADIOLOGIE (Systèmes et Réseaux d'Entreprise).

Nous avons conçu RADIOCOM 2000, nous créons RUBIS et au niveau européen avec notre partenaire ERICSSON, nous participons au PANEUROPÉEN.



INGENIEURS GRANDES ÉCOLES X, ENST, ESE, ECP, ENSL...

Nous avons des projets pour vous

Nous vous proposons d'exprimer votre créativité dans l'un des domaines suivants :

- LOGICIELS TEMPS RÉEL
- commutation voix et données
- simulation et transmission numérique
- configuration de systèmes et de protocoles de réseaux
- RADIOLOGIE COMMUNICATION OU HYPER FREQUENCE
- CIRCUITS VLSI
- TRAITEMENT DU SIGNAL
- RECONNAISSANCE ET TRAITEMENT DE LA PAROLE
- MICRO ÉLECTRONIQUE
- ÉLECTRONIQUE ANALOGIQUE ET NUMÉRIQUE

Nous vous offrons l'opportunité d'acquies de réelles compétences dans un environnement jeune et sur des technologies avancées et évolutives. Anglais souhaité.

Merci d'adresser votre dossier à Nicole KAMERZAC - DFRH BP 26 rue Jean Pierre Timbaud 78392 BOIS D'ARCY Cedex

MATRA COMMUNICATION



مكتبة من الامم

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...

Par votre intelligence

Ingénieurs débutants ou première expérience

Mettre à profit votre formation en prenant en charge un poste opérationnel de bureau d'études, c'est ce que nous vous proposons au sein de notre direction INGENIERIE :

Ingénieur mécanicien : vous participerez, en vous appuyant sur nos moyens informatiques et la CAO, à la conception et au dimensionnement de nos matériels en contribuant à l'amélioration de nos méthodes de calcul.

Ingénieur thermo-hydraulicien : nous vous confierons une mission d'étude et d'optimisation des conditions de fonctionnement des chaudiers nucléaires.

Ingénieur automatisicien : vous développerez les systèmes de contrôle et de production des centrales nucléaires et élaborerez de nouveaux systèmes d'instrumentation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, et lettre manuscrite) sous référence LAS 040 à SOPHIE LESPAGNOL - FRAMATOME - Département Gestion Prévisionnelle - Tour Fiat - 92084 Paris-la-Défense.

FRAMATOME

SERATEGIES DU FUTUR

Product support directorate

Ingénieurs et techniciens systèmes et structures

Toulouse

Avec près de 800 avions vendus fermes, la famille des avions AIRBUS est l'une des plus réputées jamais produites en Europe. Quelque 60 compagnies aériennes qui l'ont choisie vous confirmeront qu'elle est très rentable et l'une de celles qui a la meilleure image au monde.

La demande pour les AIRBUS est très forte et continue de l'être, le plan de charge étant entièrement rempli. L'intérêt croissant pour nos modèles A330 et A340 entraîne, en outre, une forte expansion de nos opérations d'après-vente à Toulouse.

Les INGENIEURS et les TECHNICIENS que nous recherchons seront avant tout chargés de veiller à la bonne marche des systèmes dans les secteurs structures avion, moteurs, commandes de vol, avionics. Ils devront ensuite mettre en œuvre les procédures correctives auprès des compagnies et de nos propres équipes de dessinateurs.

Pour ces postes de haut niveau, nous vous demandons au minimum deux années d'expérience professionnelle de préférence dans le secteur aéronautique ou des branches similaires. Votre langue de travail sera l'anglais tant écrit que parlé.

Le salaire (sur 13 mois) et les avantages proposés sont de nature à motiver les professionnels les plus expérimentés d'Europe.

Pour partager notre succès, veuillez écrire en joignant votre C.V. en anglais et une photo d'identité à : Richard Nicol, Human Resources Manager, AIRBUS INDUSTRIE, B.P. 33, 1707 BLANCAZ CEDEX, FRANCE.

AIRBUS INDUSTRIE

PARIS

Filiale d'un grand groupe industriel, notre société (2 millions de CA, 3000 personnes) développe, au sein d'une de ses divisions, des systèmes très sophistiqués destinés à l'armement, la marine, le spatial, la recherche scientifique. Pour enrichir notre bureau d'étude de conception générale du siège social, nous recherchons un

Ingénieur d'études (mécatronicien)

Animant un groupe d'étude, vous développerez, en phase de faisabilité et de conception générale, des sous-programmes concernant en particulier des systèmes d'armes.

Faisant appel à diverses disciplines scientifiques telles que la mécanique, les automatismes, la science des matériaux, vous disposerez de puissants moyens conceptuels (CAO, atelier logiciel, informatique scientifique...)

Ingénieur diplômé grande école (X, Mines, Centrale, AM, ENSTA...) vous avez dans l'idéal une expérience de 3 ans en études de systèmes complexes comparables. Un atout pour l'armement est un plus.

Le poste est très évolutif pour un candidat de valeur.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature sous référence B 1849 ou transmettez-le à CVCADRE en composant le 36-15 code JCM sur votre minitel.

Jean-Claude Maurice Convel
12, rue de Ponthieu
75008 PARIS
PARIS - LYON - BARCELONE

EXPORTER sur les PAYS de langue ALLEMANDE,

La société (300 personnes, 130 millions de CA), conçoit et réalise des machines spéciales tournantes lourdes destinées à la fabrication de câbles sophistiqués (notamment à FIBRES OPTIQUES), et vendues sur le monde entier. Elle recherche un jeune

INGENIEUR MECANICIEN

dont la mission sera, après formation, de prospecter, établir les offres, négocier, principalement sur les pays de langue allemande.

De formation ingénieur, il a environ 28-30 ans, une première expérience en B.E. de préférence, et souhaite évoluer vers une fonction technico-commerciale. Langue allemande indispensable, anglaise souhaitée. La société est basée en banlieue Est de PARIS.

Pour un premier contact, merci d'écrire sous réf. 8035, avec CV, photo et salaire actuel à

Gallos & Associés 116, av. des Champs Elysées
75008 PARIS

Lafarge Coppee L'univers des matériaux L'avenir des biotechnologies **ORSAN**

Le Groupe Orsan (1.300 personnes, 1,2 milliard de chiffre d'affaires) constitue le pôle Bioindustries du Groupe Lafarge Coppee. Leaders en Europe pour la production d'aides aminés par voie biotechnique, nous sommes également présents dans le domaine biogéral : sélection, production et commercialisation de semences.

Dans le cadre de notre politique de développement des bioactivités, la Direction Scientifique renforce ses moyens.

NOUS PROPOSONS A

UN INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT

(Homme ou Femme) de rejoindre notre centre de recherche en cours d'installation en Région parisienne.

Il/elle assurera le suivi de l'innovation scientifique, technique et technologique et la validation des informations collectées en vue d'élaborer des dossiers documentaires approfondis. En interface entre les environnements scientifiques et industriels, il/elle appuiera ainsi l'identification et l'approfondissement des axes de développement et de diversification jugés prometteurs.

Vous avez cinq ans ou plus d'expérience professionnelle. Ingénieur diplômé de formation, française ou étrangère, vous avez exercé une fonction de développement en biotechnologies. Vous avez une bonne maîtrise de l'anglais (indispensable) et pouvez vous déplacer fréquemment en France ou à l'étranger.

Si ce poste vous intéresse, veuillez adresser vos curriculum vitae, références et prétentions à :

Direction Scientifique du Groupe ORSAN - 16, rue Balzu, 75009 PARIS.
Discrétion et réponse assurées.

arianespace ENTREPRISE EUROPEENNE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE SUR UN MARCHÉ MONDIAL

Notre rôle :

- commercialiser les services de lancement de satellites
- mettre en œuvre la production industrielle des lanceurs ARIANE
- conduire les opérations de lancement.

Notre Direction Industrielle recherche :

INGENIEURS

Configuration lanceur

Vous êtes chargé : e de participer ou animer des réunions techniques se rapportant aux systèmes électriques et aux modifications e d'émettre un avis technique sur les modifications demandées e d'assurer la gestion des documents Interfaces Lanceur/Sol et Lanceur/Satellite e de suivre la mise en place du système d'information pour ARIANE V.

Ingénieur Electronicien, vous avez 5 ans d'expérience dans les domaines techniques des équipements et systèmes électriques embarqués. (Réf. DI.01.88)

Analyses des missions

Vous êtes chargé : e d'assurer la définition et la réalisation d'études de trajectoires, de mécanique du vol et de performances e de participer à l'exploitation des données de vol.

Vous êtes Ingénieur de formation aéronautique et spatiale (SUP AERO, ENSMA...) débutant ou avec une première expérience de 3 ans. Vous aurez à utiliser des moyens informatiques performants. (Réf. DI.03.88)

Ces deux postes, basés à Evry, impliquent des déplacements en Guyane Française et à l'étranger. La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature à Jacques WERSCHINE - Relations Humaines ARIANESPACE B.P. 177 - 91008 EVRY Cedex.

Après un premier essai en production réussissez la transformation en devenant

Responsable d'un atelier de conditionnement

(site industriel d'Evry)

De formation Ingénieur généraliste, vous possédez une expérience professionnelle d'au moins 3 ans, acquise dans le secteur conditionnement d'une industrie de grande consommation (de préférence alimentaire ou pharmaceutique).

Vous avez acquis de solides compétences techniques notamment en automatisation et en gestion d'un parc de machines. Vos qualités d'animateur sont fortes et reconnues.

Prenez au sein de notre établissement la responsabilité de notre atelier de conditionnement. Vous y serez chargé d'assurer la réalisation des objectifs de production à court et moyen terme (quantité à produire, délais, coût...). A la tête d'une équipe d'agents de maîtrise que vous devrez former et motiver, vous serez chargé d'améliorer en permanence la qualité et la productivité.

Une pratique de la langue anglaise constituerait un atout pour ce poste qui porte la référence RAC/MO 88. Merci de nous adresser votre CV et vos prétentions à Bernard Franchi NBF, BP 93 - 91003 EVRY Cedex.

NABISCO BRANDS FRANCE

LE GROUPEMENT INFORMATIQUE DE L'AUDIOVISUEL
(120 MF de chiffre d'affaires - 200 personnes)
recherche

INGENIEURS

Ecoles d'Ingénieurs ou formation Universitaire

PROFIL : environ 1 an d'expérience dans le développement C sous UNIX.

MISSION : dans le cadre du département PROGICIELS, ils participeront à l'étude et au développement d'un produit lié au traitement de l'information dans le monde audiovisuel.

EVOLUTION : ils auront la possibilité de valoriser leur expérience au travers de projets mettant en œuvre les techniques les plus évoluées et de bénéficier de formations spécifiques, leur rigueur et leur capacité d'adaptation leur permettront de réussir rapidement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + lettre manuscrite) sous référence FI/GIAI à

EUROPE INFORMATIQUE SELECTION
12, rue Godot de Mauroy - 75009 PARIS.

La compétence pas l'expérience

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...



Telemecanique

les solutions de progrès

14.000 personnes - C.A. consolidé : 6 milliards F
LEADER EUROPÉEN DES CONSTITUANTS
POUR AUTOMATISMES INDUSTRIELS
recrute (suite promotion) à RUEIL-MALMAISON (92)

JEUNE INGÉNIEUR
en méthodes
QUALITÉ - FIABILITÉ

Au sein de la Direction Centrale de la Qualité (Site Matrice et Gestion de la Qualité), sa mission : CRÉER, ADAPTER et DÉVELOPPER les outils et méthodes liés à la maîtrise et la fiabilité des produits et processus industriels. FORMER à ces outils les services concernés. ANIMER et COORDONNER le réseau (dans les Usines) d'ingénieurs Qualité/Fiabilité opérationnels. PARTICIPER à l'élaboration du système Qualité de l'Entreprise.

INDISPENSABLE

• MOINS DE 30 ANS • Ingénieur diplômé par l'Université/Electronicien ou U.T.C. (Section CO) avec solides connaissances STATISTIQUES/FIABILITÉ
• ANGLAIS pratiqué • EXPÉRIENCE (3 à 5 ans) DES APPLICATIONS DES OUTILS QUALITÉ/FIABILITÉ au milieu industriel

Déplacements absolus : lettre manuscrite, C.V. daté, photo et résumés, sous réf. 8822 à



sélection conseil

98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

CONTRIBUEZ EFFICACEMENT
À NOTRE TRADITION D'INNOVATION

INGÉNIEUR DE RECHERCHE

Procédés d'étanchéité

Par sa capacité à développer des procédés qui révolutionnent les métiers du bâtiment SMAC ACHERD, au premier plan du second œuvre, s'affirme comme le spécialiste des techniques de protection. Dans ce contexte, la recherche revêt une dimension stratégique. Au sein de notre laboratoire de Vitry, vous prenez en charge la recherche des procédés nouveaux d'étanchéité de toitures, terrasses, béton avec ou sans isolation. Votre mission vous amènera bien sûr à faire l'inventaire des existants. Puis vous définirez les axes de recherche, établirez les plans, fixerez les budgets en fonction des moyens mis en œuvre. Vous composerez les équipes de recherche que vous animerez.

A 35 - 40 ans, ingénieur chimiste, vous possédez une solide expérience dans les produits bitumineux et synthétiques.

Curiosité et ténacité seront vos meilleurs atouts pour réussir.

Adresser votre candidature (C.V. photo et prétentions)

à la Direction des Relations Humaines,

SMAC ACHERD, 1 avenue E. Freyssinet,

BP 6, Guyencourt, 79062 St Quentin

en Nouvelle Calédonie.



SIGNE PARTICULIER : PROFESSIONNALISME

UN PARCOURS REUSSI NE SE FAIT JAMAIS SEUL...



COTEMA

Management

Ingénierie

Informatique

Systèmes

Services

Techniques

Humaines

Financières

Légales

Médicales

Militaires

Navales

Aéronautiques

Espaces

Environnementales

Sécurité

Santé

Énergie

Transport

Communication

Marketing

Vente

Distribution

Service Client

Formation

Recrutement

Généraliste

Spécialiste

Polyvalent

Adaptatif

Innovant

Dynamique

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

Proactif

INGÉNIEURS
COORDONNATEURS

INGÉNIEUR - DOCTEUR ES SCIENCES

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Grand Groupe Industriel, implanté en France et à l'étranger - secteur d'activité : matériaux du bâtiment et des travaux publics - nous devons notre expansion et notre réussite à une synergie et une dynamique interne très motivantes. Un développement qui repose également sur une politique d'investissement vers la recherche de nouvelles technologies.

A 25-30 ans environ, ingénieur Grande Ecole et Docteur Es-Sciences, débutant ou avec une première expérience dans la recherche, vous avez une bonne connaissance de la science des matériaux, de la minéralogie ou de la chimie minérale. Votre ambition aujourd'hui, rejoindre un secteur motivant et en pleine évolution.

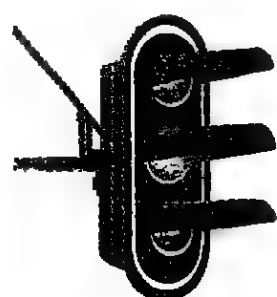
C.V. 53, AVENUE VICTOR-HUGO - 75116 PARIS, QUI TRANSMETTRA.

Pour notre LABORATOIRE CENTRAL, en collaboration avec une petite équipe, vous développerez des techniques de pointe dans les domaines de la microscopie électronique, de la micrographie et de l'analyse ionique... pour l'étude des matériaux destinés au secteur du B.T.P.

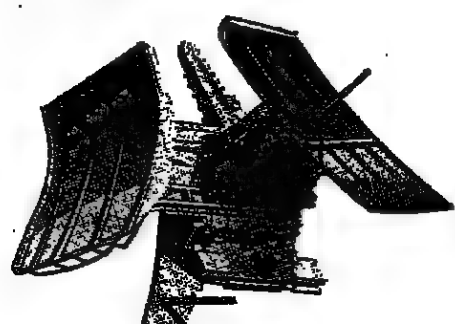
Une mission que vous mèneriez en relation étroite avec les milieux de la production et en collaboration avec les milieux universitaires.

Si vous êtes prêt à vous investir dans une mission d'envergure, adressez votre lettre manuscrite, C.V. et photo indispensable sous la réf. 5295/LM, à

Sur les techniques de signalisation il y a des idées reçues et des idées récentes



Aujourd'hui les modes traditionnels de signalisation...



sont relayés par les systèmes électroniques les plus sophistiqués.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
(X, CENTRALE, ENSIMAG,
ENSEEIH, SUPELEC...)
CONFIRMÉS ET DÉBUTANTS
INFORMATIQUES, ÉLECTRONIQUES

Vous êtes prévenus : un train peut en cacher un autre. De même pour la signalisation ferroviaire. Leader international dans le secteur, ALSTHOM brise les idées reçues et révèle des perspectives d'avenir.

Nous renouons dans l'ère du TGV la course du TGV se règle sur l'horizon des signaux !

L'enjeu technologique est énorme et débouche sur de nouveaux métiers, de nouvelles applications. Vous êtes intéressés par les dernières méthodes de conceptions structurées des systèmes, par la qualité et la validation logicielles, par le traitement sécuritaire des données ?

Quel que soit votre secteur d'origine : aéronautique, aérospatiale, nucléaire, télécommunications... ALSTHOM peut dès maintenant vous associer à des projets d'envergure qui valoriseront votre connaissance des systèmes.

Pour tout renseignement, contactez VECTEUR CONSEIL, en adressant votre candidature, 83, rue Michel-Ange 75016 PARIS.

ALSTHOM



CIGIE



GEAC COMPUTERS FRANCE S.A.

AU CAPITAL DE 2.250.000 F

Filiat du groupe canadien Geac, leader de l'informatisation des Bibliothèques, notre société a pour clients les bibliothèques les plus renommées de France et d'Europe du Sud.

Pour faire face à son développement, recrute : M. ou F.

1) Chef de projet, grands projets Réf. 88/3 M

Ingénieur Informaticien. Il aura une expérience approfondie de la conduite de projet, et sera chargé de la mise en œuvre de systèmes sophistiqués d'informatique documentaire. Anglais exigé. Expérience assembleur appréciée.

2) Programmeur de haut niveau Réf. 88/4 M

Il sera chargé de la mise en œuvre des applications et de leur adaptation aux besoins de nos clients. Anglais et expérience assembleur exigés.

3) Ingénieur maintenance hard Réf. 88/5 M

Il a au moins 5 ans d'expérience de la maintenance de systèmes interconnectés. Anglais exigé.

4) Ingénieur commercial export Réf. 88/6 M

Chargé de développer les marchés exports de l'Europe du Sud. De formation commerciale, il a une première expérience de la vente de systèmes informatiques dédiés. Personnalité dynamique, il voyage fréquemment. Anglais courant, italien et/ou espagnol exigés.

5) Ingénieur commercial France Réf. 88/7 M

Bibliothécaire de formation, il a une très bonne connaissance de ce milieu. Sa personnalité fait la différence : capacité de persuasion, dynamisme et disponibilité. Anglais exigé.

L'ensemble de ces postes sont basés à Paris et à pourvoir rapidement.

MERCI d'adresser votre dossier : lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à Alain BOT Geac Computers France, 69, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS.

مكتبة من الامم

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...



Le Futur au Présent

TECHNIQUES DE POINTE

ALTRAN TECHNOLOGIES : société de prestations intellectuelles de haut niveau, cotée en bourse au second marché ; 88 % de croissance par an depuis 5 ans, 125 % de croissance en 1987, 350 personnes (dont 95 % d'ingénieurs et Cadres).

NOUS AVONS RECRUTE 106 INGENIEURS EN 1987.

NOUS RECRUTONS 160 INGENIEURS EN 1988.

INGENIEURS GRANDES ECOLES Première expérience
INGENIEURS EXPERIMENTES 3 à 10 ans d'expérience

Mission : études préalables, conception de systèmes, conduite de projets, études et réalisations, recherches appliquées, dans les domaines suivants :

- Espace, Aéronautique,
- Systèmes temps réel embarqués,
- Ingénierie Médicale, Traitement d'images,
- Télécommunication, Réseaux,
- Productique, Robotique, CAO... XAO,
- Electronique, Optique,
- Micro-Informatique,
- Systèmes bases de données,
- Analyse numérique, simulation.

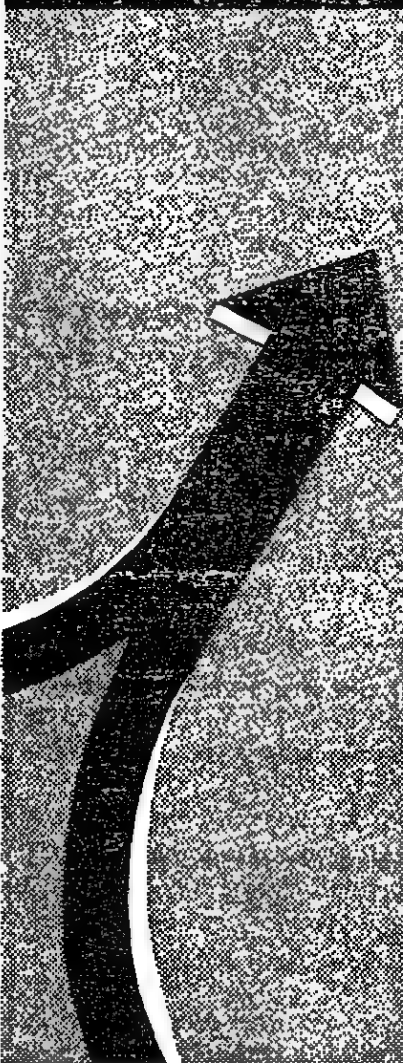
Ces postes sont à pourvoir en région parisienne et à Toulouse.

Merci de nous adresser votre C.V., en rappelant sur l'enveloppe la référence JMF-8/03 ou par l'intermédiaire du MINITEL en tapant 3815 CGSINFO.

GROUPE ALTRAN TECHNOLOGIES 58, bd Gouvion-Saint-Cyr - 75017 PARIS.

Filiales : DELTA INFORMATIQUE - IDEFI (Institut de Formation Informatique).

S'unir, c'est gagner

JEUNES INGENIEURS,
REALISEZ VOS AMBITIONS
AVEC UN LEADER.

La DIVISION TELECOMMUNICATIONS du groupe THOMSON, se situe parmi les premiers constructeurs mondiaux d'équipements et systèmes de radiocommunication professionnelle. Notre compétence incontestée nous permet de nous imposer sur tous les continents en remportant la maîtrise d'œuvre des projets les plus ambitieux.

Jeunes ingénieurs grandes écoles, débutants ou première expérience : développez votre potentiel au sein de notre centre d'études et de production implanté à CHOLET. (1350 personnes).

LES ETUDES VOUS PASSIONNENT ?

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS, intégrez nos équipes de pointe qui conçoivent et développent les systèmes et matériels des télécommunications de l'avenir. Formation ESE, ENST, ENSERG, ENSEEHT ou équivalent nécessaire. Réf.A/LM

L'ACTION "TERRAIN" VOUS MOTIVE ?

JEUNES INGENIEURS DE PRODUCTION, rattachés au chef de Fabrication Montage, assurez la prise en charge du service méthodes et ordonnancement en veillant à l'amélioration de la productivité, et au suivi de la qualité. Formation ENSAM, INSA, ENI ou équivalent nécessaire. Réf.B/LM

La qualité de vos résultats déterminera votre évolution au sein de notre groupe, attentif à la gestion de ses cadres.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à Didier PLANCHOT - THOMSON-CSF DIVISION TELECOMMUNICATIONS BP 945 - 49309 CHOLET.

THOMSON

Afin de poursuivre son avance technologique dans des secteurs de pointe (navigation aérienne, équipements spatiaux, traitement de l'information, électronique hybride, télécommunications...) CROUZET propose des postes de premier ordre à des ingénieurs et managers techniques dotés d'une forte motivation.

Ingénieurs
haut niveau

destinés à prendre la responsabilité technique de PROJETS IMPORTANTS dans le domaine des Réseaux de Télécommunications.

Votre expérience électronique et informatique de plusieurs années dans les réseaux téléphoniques et les transmissions de données, vous permettront d'intervenir sur des projets dans un environnement technique d'élaboration des conceptions d'architecture et de solutions techniques.

(réf. ING/TEL)

Chefs de projet
Ingénieurs logiciels

en informatique temps réel pour mener à bien l'analyse et la conception complète des logiciels dans le domaine des Télécommunications.

Votre expérience informatique de plusieurs années, vos connaissances : microprocesseurs - langages évolués - moniteur temps réel, vous permettront d'intervenir sur des projets dans un environnement technique de haut niveau.

(réf. PROJ/TEL)

Ces postes allient intérêt technique et possibilité de management : vous assurerez et évoluerez rapidement vers la responsabilité d'une équipe de jeunes ingénieurs et techniciens.

Rejoignez nos équipes à VALENCE.

Envoyez votre dossier de candidature au Responsable du Recrutement - CROUZET S.A. - 25, rue Jules Verne - 26027 VALENCE cedex, en précisant la référence du poste concerné.

Crouzet

Un groupe international de tout premier plan, partenaire des Constructeurs Automobiles Européens et Américains, réalise en France de très forts investissements financiers et matériels, mais surtout en HOMMES et FEMMES de qualité, et offre des possibilités de carrière nationale et internationale à plusieurs :

• Chefs de
Service R&D

• Ingénieurs

• Techniciens Supérieurs

Dans les domaines suivants :

- Etude et développement d'équipements Electroniques à base de Micro Processeur
- Développement de Systèmes d'Injection
- Analyse de nouvelles architectures de Systèmes d'alimentation Moteur
- Mise au Point de Systèmes complets pour les grandes séries
- Evolution des Systèmes d'alimentation vers la gestion complète du véhicule

Compte tenu des ambitions de notre Groupe, de son assise Technique et Financière, le challenge que nous proposons intéressera des :

Diplômés d'Ecoles d'Ingénieurs
DUT/BTs
(Electronique de préférence)

de 25 à 45 ans... ou plus, apportant à l'Entreprise des connaissances théoriques et que nous formerons à nos Produits, ou plus encore, une compétence et expérience dans les Asservissements, Automatismes, la Motorique, l'Informatique, la Gestion d'un Projet, le Management d'une équipe... Ces postes sont à pourvoir en proche banlieue Ouest

Un marché à conquérir... des moyens puissants... une volonté farouche...
une équipe de « Gagners »... A vous de décider...

Ecrire sous n° 1050 avec C.V. + lettre manuscrite à PARFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Etienne 75008 PARIS qui transmettra

Le Centre technique des
industries mécaniques

INGENIEUR AUTOMATICIEN

Vous avez 30-35 ans, une bonne connaissance du milieu mécanicien, le goût de l'approche scientifique des problèmes de production, nous vous confierons, au sein d'une équipe de recherche technique basée à St-Etienne, la conduite d'études et de travaux de recherche appliquée dans le domaine de la production automatisée, puis le transfert des résultats vers l'industrie. Anglais indispensable, allemand souhaité.

Adressez votre dossier de candidature au Centre CETIM, 18, rue Sarrasin, 42029 SAINT-ETIENNE Cedex.

CENTRE TECHNIQUE INDUSTRIEL

DE LA CONSTRUCTION METALLIQUE

recherche immédiatement

2 INGENIEURS

ayant au moins une première expérience de 3 ans.

L'un, pour renforcer une équipe chargée d'études et recherches en résistance au feu de structures en acier. Rapidement autonome, il aura à faire preuve d'initiative et de responsabilité dans les réunions ou contacts avec entreprises, administrations, organismes nationaux ou internationaux. Connaissances : calcul de structure, transfert thermique, anglais (parlé-écrit). Notions d'assurance qualité appréciées.

L'autre, pour se spécialiser rapidement dans les applications de la construction métallique : d'abord à travers deux projets de recherche (ouvrages d'art et offshore). Compétence en mécanique des structures, allée à des qualités d'imagination, de jugement et de clarté d'exposition. Connaissances en construction métallique ou offshore appréciées. Postes basés à St Rémy Les Chevreuses (78).



Adressez lettre et CV à CETIM, Domaine St Paul, 78470 St Rémy Les Chevreuses.

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...

(S)
ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT
 recherche pour ses
SERVICES DE FABRICATIONS MECANQUES
INGENIEUR MECANICIEN
 (CENTRALE A.M., INSA...)
 ayant une expérience d'environ 5 ans en fabrication mécanique, et, si possible, une connaissance de la sous-traitance.
 • Il sera chargé du suivi technique et devra établir des relations fonctionnelles avec les différents services de la société.
 • Il assurera la liaison avec les entreprises sous-traitantes.
 Lieu de travail : bonlieux Ouest.
 Les dossiers de candidatures :
 - sous réf. 3460/MA à préciser sur l'enveloppe -
 seront traités confidentiellement par :
DEVELOPPEMENT
 10, rue de la Paix - 75002 Paris



CA : 2 milliards, 1300 personnes, 20 unités de production, importante branche de LAFARGE COPPEE, recherche pour

l'une de ses unités fabricant des plaques de plâtre, située près de Mulhouse, un jeune ingénieur

Responsable Entretien Travaux Neufs

Sous l'autorité du Directeur de cette usine (100 personnes), vous aurez pour mission d'assurer la maintenance de l'ensemble de nos matériels, l'entretien et les travaux neufs du site. En relation permanente avec les services Fabrication et Qualité vous analyserez les opérations et programmes d'entretien en vue d'optimiser l'outil de production en termes de fiabilité, de performance et de sécurité. Au-delà des aspects classiques de nos installations à base d'automatismes, de mécanique et d'électromécanique, la production de vapeur est d'une particulière importance dans notre contexte. Dans le cadre d'un budget défini vous réaliserez l'ensemble des études et des investissements qui vous seront confiés. Vous animerez un service d'une vingtaine de personnes. Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur diplômé, électromécanicien de préférence, ayant acquis au moins 3-4 années d'expérience de Chef de service Entretien, si possible dans une industrie de maintenance de produit en processus continu. Compte tenu de l'importance de notre groupe, un candidat de valeur, disponible et mobile, peut être assuré d'une évolution de carrière à la mesure de ses compétences.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, merci de faire parvenir votre dossier de candidature sous référence 418 M à :

jl parichon
 38 rue de Laboulaye - 75006 Paris - T41.45.83.03.10



ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES MINES DE SAINT-ÉTIENNE

offre à des

INGÉNIEURS

ou

MAÎTRES ÈS SCIENCES

Un début de carrière sanctionné par DEA ou DOCTORAT. DANS SON DÉPARTEMENT DE CHIMIE/PHYSIQUE DES PROCESSUS INDUSTRIELS.

Début : 1^{er} octobre 1988.

Bourse annuelle : à partir de 77 000 F.

Envoyer c.v. à : ENSMSE, 158, cours Fauriel, 42023 Saint-Etienne Cedex (M. GUILLOT).

Société d'études, filiale d'un important groupe industriel international
 recherche

Un ingénieur en électrotechnique industrielle

Un ingénieur en génie chimique
 ayant au moins cinq ans d'expérience.

Leur mission :

- Etudes techniques et économiques concernant les énergies et les procédés dans tous secteurs industriels et tertiaire ;
- Etablissement d'avant-projets, de spécifications techniques, de dossiers d'appels d'offre ;
- Maîtrise d'œuvre, réalisation, mise en service, maintenance...

Expérience en électrothermique, dynamisme et initiative souhaités.

Lieu de travail : Cergy-Pontoise ; déplacements en province.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite et c.v.) à : Sorciel, 33, quai de Dion-Bouton, 92814 Puteaux Cedex.

MCDONNELL DOUGLAS INFORMATION SYSTEMS

Rejoignez notre Trajectoire.

Relevons notre défi : partagez notre exigence de compétence, de professionnalisme, d'action et de résultats. Nous vous offrons le cadre de votre ambition.

PUISSANCE. Nous sommes un grand groupe de haute technologie, représentant dans le monde plus de 112.000 personnes et 13 milliards de \$ de chiffre d'affaires, dans l'aéronautique civile et militaire, l'espace et l'informatique.

CONQUÊTE. Proposer des systèmes d'information spécialisés, efficaces et rentables, c'est la stratégie de McDonnell Douglas Information Systems. Nous sommes concepteurs, créateurs, industriels et assembleurs. Nous repoussons les frontières entre les industries des ordinateurs, du logiciel et des télécommunications.

AMBITION. Aujourd'hui, nous réalisons plus d'1,3 milliard de \$ de chiffre d'affaires avec plus de 12.000 personnes, dans le monde. En France, nous avons décidé d'être, d'ici à 1990, l'un des tout premiers fournisseurs de systèmes d'information dans les domaines de la Finance, de la Communication et de la Production.

AVENTURE. Nous participons à cette grande aventure. Nous réussirons sur la nouvelle trajectoire tracée dans l'univers informatique, celle des systèmes d'information : aujourd'hui nous sommes 400... demain 1.000.



Nous sommes McDonnell Douglas

MCDONNELL DOUGLAS Direction des Ressources Humaines 106, Bureaux de la Colline 92213 Saint-Cloud Cedex



Nouveaux marchés,
 Nouvelles techniques...
 Le challenge des Nouveaux Métiers !

Rejoindre l'Equipe MATRA, c'est intégrer une équipe qui gagne des marchés internationaux et prépare aux nouveaux métiers de la haute technologie.

C'est au présent participer à l'aventure du futur.

Jeunes Ingénieurs Grandes Ecoles

X, CENTRALE, MINES, SUPÉLEC, ENSEEIHT, SUP TELECOM...

Débutant ou ayant une première expérience, vous participerez à la conception et au développement de grands projets dans le cadre de programmes spatiaux et défense, dans des domaines variés : ELECTRONIQUE, AUTOMATIQUE, INFORMATIQUE, TRAITEMENT D'IMAGES et TELECOMMUNICATIONS.

Si ce challenge vous attire, rejoignez-nous !

et adressez votre dossier de candidature (lettre + C.V.) à D.P.R.S. - Réf. IGE160288
 MATRA - 3, avenue du Centre - Centre de Montigny - 78182 ST-QUENTIN-EN-YVELINES Cedex

MATRA
 DEFENSE ESPACE



Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26.000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériel, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

Le challenge de la Direction Commerciale France : gagner des parts de marché sur tous les créneaux de l'informatique, des petits aux très grands systèmes en passant par la bureautique et les télécommunications.

JEUNES INFORMATIENS
BULL FERA DE VOUS DES PROS SUR UNIX

Futurs Ingénieurs Technico-Commerciaux (BAC + 4 min) avec option informatique, aujourd'hui, vous avez le souhait d'allier à votre sens du contact de réelles compétences techniques.

Dès votre arrivée, vous serez formé sur UNIX puis intégrerez une unité opérationnelle à Paris ou en Province. En collaboration avec les Ingénieurs Commerciaux, vous bâtirez des solutions performantes répondant aux besoins de nos clients (élaboration du cahier des charges, benchmarks, conseil aux utilisateurs...).

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 245 UM à Françoise Le Merrier - BULL RECRUTEMENT - Immeuble Cédre - 3, av. de Vol-de-Fortenay - 94133 Fontenay-Sous-Bois Cedex.

Bull



مكتبة من الامم

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...

Jeune ingénieur votre spécialité : l'électromécanique votre mission : la qualité

**Philips
Eclairage**

Premier constructeur mondial dans le domaine de l'éclairage. Nous disposons en France de 8 centres de production spécialisés dans les sources lumineuses (lampes compactes, fluorescentes, halogènes, à décharges). Philips produit également une large gamme d'appareils destinés à l'éclairage intérieur, extérieur, décoratif et architectural. Le centre industriel de Nevers (430 personnes) produit du matériel d'éclairage intérieur.

Jeune ingénieur électromécanicien vous serez chargé au sein de l'équipe qualité, de la mise au point des

indicateurs et du suivi de la qualité tout au long du processus de fabrication. Avec un fort esprit d'équipe et une bonne connaissance de l'anglais, vous possédez si possible une première expérience industrielle. Ce poste constitue une étape pour une évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à Pierre Dutoit, en précisant la réf. 5 Philips Eclairage, 204 Rond Point de Sèvres, 92316 Boulogne-Billancourt Cedex.

« Philips en France, c'est 21,5 milliards de C.A., 39000 hommes et femmes qui travaillent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'innovation. Professionnalisme, dynamisme, polyvalence, mobilité sont les atouts qui vous offriront les portes de l'assurément dans toutes les sociétés de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique ».

PHILIPS

Philips c'est déjà demain.

ingénieurs antennes spatiales

**ALCATEL
ESPACE**

SPECIALISTES des TELECOMMUNICATIONS SPATIALES. nous recrutons dans le cadre des grands projets spatiaux actuels, auxquels nous sommes étroitement associés, 3 INGENIEURS pour la Ligne de Produit ANTENNES.

Missions : dans le cadre des Avant-Projets, Projets ou Contrats d'ETUDES, vous collaborerez avec d'autres ingénieurs Responsables de Produit du Service, pour la conception, l'étude, et la mise au point Radio-Electrique de SYSTEMES d'ANTENNES de SATELLITES. De par votre connaissance de "l'état de l'art" dans le domaine des ANTENNES vous jouerez un rôle moteur, alliant créativité, et inventivité à une réelle motivation pour la réalisation industrielle des différents programmes.

Diplômés Grande Ecole ou Université, vous avez déjà une expérience significative dans les HYPERFREQUENCES. Hommes, femmes de communication, vous souhaitez associer vos idées à celles des autres ingénieurs de l'équipe. Vous êtes capables de mener de bout en bout les Projets et les Etudes, dans une "ambiance high tech". Votre ANGLAIS est "fluant". Vous résiderez à TOULOUSE. Les déplacements sont fréquents.

Si ce challenge vous attire, merci de faire parvenir une lettre manuscrite avec CV détaillé (photo) et salaire souhaité, sous référence M 8021, à Cabinet LAUTREC LEPY * Division Recrutement * 35, rue des Couteliers, 31000 TOULOUSE. Réponse et totale discrétion assurées.

marie-francoise lautrec lepy

Conseiller d'Entreprise, Toulouse

Nous sommes un important groupe français spécialiste dans la fabrication d'équipements pour l'aéronautique, l'automobile, l'armement et l'électronique.

DIVISION RALENTISSEURS TELMA

2 INGENIEURS RELATIONS TECHNIQUES ZONES EXPORT

- U.S.A., JAPON

- ITALIE, ISRAEL

TELMA conçoit, fabrique et commercialise des ralentisseurs électromagnétiques pour les véhicules industriels (camions, autocars, autobus) et réalise 58 % de son C.A. hors de France.

Nos ambitions sur les marchés internationaux nous amènent à rechercher les interlocuteurs techniques des services Etudes et Après-vente des constructeurs de poids lourds américains, japonais et européens, ainsi que de nos filiales étrangères et de nos distributeurs.

Agé d'environ 30 ans, vous avez une formation d'ingénieur mécanicien et une expérience similaire de 3 à 5 ans, si possible dans le secteur automobile ou poids lourds.

Ces postes exigent la pratique de l'Anglais et pour la seconde zone de l'Italie.

Les postes basés à CERGY-PONTOISE (95), nécessitent de nombreux déplacements.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à P.M. LABINAL, CH. LEFRANCOIS - Gestion des Cadres, Direction des Affaires Sociales - B.P. 218 - 78051 SAINT-QUENTIN YVELINES Cedex

précision mécanique
labinal

Ingénieur confirmé

pour développer son activité
Intégrateur/Installateur de
Réseaux Locaux Industriels.

Cet Ingénieur assurera :

- la prospection,
- l'analyse des besoins,
- l'élaboration de l'offre,
- la réalisation.

Cet Ingénieur de formation Grande Ecole (ESE, MINES, CENTRALE, A et M) ayant 5 ans d'expérience environ sera bilingue « français/anglais » et devra posséder une double compétence :

- connaissance des applications (gestion temps réel, automatisées...)
- connaissance des techniques (micro-informatique, réseaux...).

Merci d'envoyer CV et prétentions sous référence 36339 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

LAB

TECHNOLOGIES ET INSTALLATIONS
POUR L'EPURATION DE L'AIR ET DES GAZ

Qualité des hommes et avance technologique nous ont ouvert le Japon, l'Amérique du Nord, la RFA, la Suisse, l'Autriche...

Nous nous développons rapidement dans les pays industriels les plus avancés (70 % export) par implantation directe ou par accord de coopération avec des partenaires étrangers de premier plan.

SOYEZ AU RENDEZ-VOUS DE LA TECHNOLOGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Ingénieurs d'affaires
France - Europe - Japon - USA

Rattaché à votre Directeur géographique, vous assurez toutes les phases des affaires qui vous sont confiées, de l'appel d'offres à la réception définitive des installations.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, 35 ans environ, vous avez acquis une solide expérience d'ingénierie incluant une compétence précisée dans un domaine proche.

A l'export, vous travaillez en anglais ou en allemand.

Pour la zone France, une bonne connaissance de l'une de ces langues est souhaitée.

Ces postes sont basés à Lyon, avec 30 % de déplacements environ.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV en rappelant la référence IAM, à LAB SA, Tour Crédit Lyonnais, 129 rue Servient, 69431 Lyon cedex 03.

Paris

JEUNES INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Cette société (2200 personnes), filiale d'un important groupe français est spécialisée dans l'étude, la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement sur les marchés suivants :

ADMINISTRATION - INFORMATIQUE - TELEPHONE - ALARME - PROCESS INDUSTRIEL.

Au sein de la Direction Régionale Ile-de-France/Nord, les titulaires des postes bénéficient d'une large autonomie sur le secteur ou le marché qui leur est confié. Ils ont les responsabilités suivantes :

- Etablissement des propositions techniques et commerciales,
- Suivi et développement des ventes,
- Interface avec les services techniques, marketing et production.

Agés d'environ 28 ans, de formation technique supérieure, ils ont une expérience significative de la vente et de bonnes connaissances en anglais. Il existe en cas de réussite de nombreuses possibilités de carrière.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M19431 AN à :

EGOR PROMOTION
68, rue de Pontieu - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA



Ingénieurs «Marketing Applications»

Filiale du Groupe MATRA, nous avons acquis une position de leader européen dans le domaine des circuits intégrés CMOS. Afin d'optimiser notre action commerciale, nous avons créé une structure Applications Marketing. Ce département a pour vocation d'identifier, définir et réaliser l'implantation d'applications de nos produits, en particulier, dans le secteur de l'informatique et des télécommunications en Europe et aux Etats-Unis. Ce projet est en phase de démarrage et nous pouvons donc proposer différents niveaux de responsabilité selon votre expérience et vos talents. Ingénieur en électronique, vous avez une première expérience acquise dans les composants ou les équipements électroniques. Nous vous proposons une carrière évolutive et une ouverture internationale.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 3099/M à notre conseil CRITERE - 12, rue Pergolée 75116 Paris

☐ Critère

MHS

PROCHE BANLIEUE OUEST-filiale commerciale d'un important groupe industriel (620 personnes-740 millions de C.A.), nous sommes une société spécialisée dans la distribution de produits professionnels concernant l'automobile. Prévoyant, dans le cadre d'une expansion rapide, l'évolution de notre système d'information (NCR 9500, 9400, micro-ordinateurs), nous recrutons notre nouveau

Responsable informatique

Rattaché à la Direction Administrative et Financière, vous serez chargé de l'élaboration et de la mise en place du plan informatique.

A ce titre, vous serez l'interlocuteur privilégié des utilisateurs pour prévoir l'évolution des architectures (logicielles et matérielles).

Vous animerez et encadrerez les équipes études et exploitation (10 personnes) auxquelles vous transmettez votre savoir faire technique et méthodologique. De formation supérieure, vous possédez une expérience confirmée de Chef de Projet acquis sur un site comparable dans le milieu de la distribution. Vos qualités d'organisateur et d'homme de dialogue seront indispensables pour vous affirmer rapidement dans cette fonction.

Gallienne de TOURNEMIRE vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MGT/01/RI à ORDIS - 13, rue Auber - 75009 PARIS.

ORDIS

ORDIS CONSEIL EN RECRUTEMENT
13, rue Auber - 75009 Paris

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...

**Jeune
Ingénieur Informaticien**
Banque privée Sud-EstEnvironnement : IBM 43 XL, 120 personnes.
VM/VSE-CICS-COBOL

L'évolution du monde bancaire, de la technique et notre sens du progrès nous conduisent à renforcer notre équipe (10 personnes) en intégrant l'adjoint direct du Responsable Informatique.

Diplômé d'une Grande Ecole, vous possédez une première expérience professionnelle réussie (3 ans min), dans la conduite de projets et pouvez prétendre à une rémunération de 220 000 F ou +.

Votre ouverture d'esprit, vos qualités relationnelles et votre compétence vous permettront de dynamiser notre équipe sans « l'étouffer ». De façon autonome, dans le cadre du schéma directeur, vous étudierez, organiserez et optimiserez les systèmes d'information dans le souci permanent d'efficacité et de rigueur qui nous caractérise.

Vos motivations ? ... Alors venez nous rejoindre !
Veuillez adresser votre dossier complet de candidature en précisant la réf. IM44, votre salaire actuel et vos prétentions à notre Conseil Patricia PERONA - Domaine des Bernardines - 10, rue Neuve St Catherine 13007 Marseille qui nous permettra d'établir nos premiers contacts.patricia perona
conseil en recrutement**NEIMAN**Groupe International fabricant
des équipements pour l'automobile,
leader dans ses domaines
d'activité.

recherche pour sa division Protection Automatique :

**1 INGÉNIEUR
ELECTRONICIEN
EXPERIMENTE**(recherches, études et développements)
pour conduite et réalisation d'études de
produits électroniques grand public pour
l'automobile, utilisant des micro-contrôleurs,
des circuits logiques et analogiques.
Anglais souhaité.

Ce poste est basé au proche boulevard Océan.

Adresser CV et prétentions au Chef de Personnel
NEIMAN DPA - BP 38 - 78390 CHOISY SUR SEINE.**3ip**Société pour l'innovation,
l'informatique industrielle
et la productivité

Nous sommes spécialisés dans les méthodes de production de logiciels (génie logiciel) et dans l'automatisation des systèmes de production.

Nous intervenons dans les domaines de l'aéronautique, du spatial et de l'automobile.

Depuis plus de 3 ans nous avons choisi de travailler autour du langage ADA.

Nous développons pour nos clients et pour nos propres produits, des logiciels dans un environnement Digital/VMS, SUN/UNIX et IBM PC/MS DOS. Nous recrutons

INGENIEURS CONFIRMES

Grandes Ecoles

ayant une première expérience industrielle et connaissant :

- les langages ADA, C, PASCAL,
- les systèmes VMS, UNIX, Temps Réel,
- les matériels DIGITAL, SUN, DATA GENERAL.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à 3 IP, 104, rue de Castagnary, 75015 PARIS

SATCSOCIÉTÉ ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS
Un des leaders de l'électronique professionnelleTéléinformatique, transmissions et réseaux,
optique et aéronautique sont les domaines où
nous avons fait la preuve de notre savoir-faire.Nous poursuivons notre expansion et recherchons pour
SERVICE LANCEMENT et SUIVI PRODUCTION DE NOTRE
BRANCHE TRANSMISSIONS ET RESEAUX :**Ingénieur Grande Ecole**
SUPÉLÉ - ENSTRE - ISIP - ISIN

Rattaché au Chef de Service, il animera à terme une équipe de 2 à 4 personnes dans les domaines suivants :

- Définition des matériels à lancer en fabrication (vidéocommunications, faisceaux hertziens, transmissions numériques)
- suivi de l'avancement en fabrication
- coordination des actions techniques : - assistance à la production - définition des modalités d'application des avis de changement au niveau fabrication et après-vente.

Notions d'informatique souhaitées (travail sur IBM-PC).

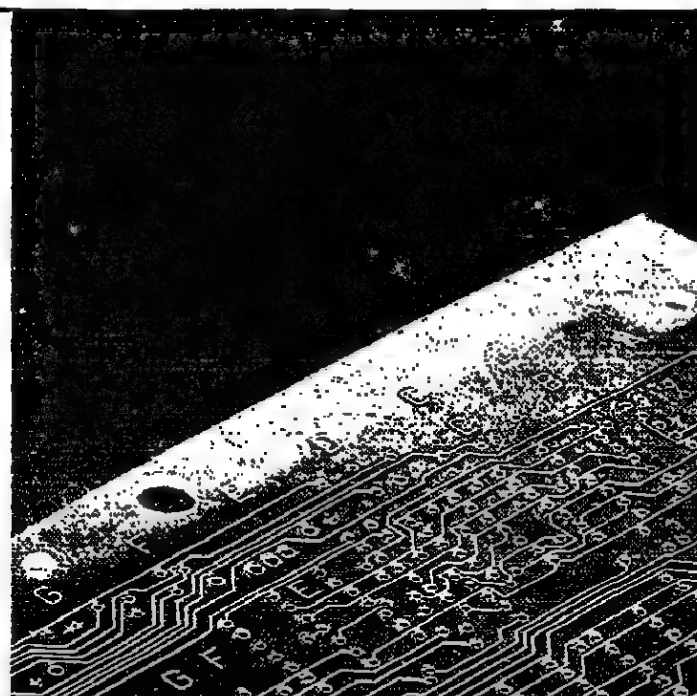
Lieu de travail : PARIS 13e.

Merci d'adresser CV, sous la référence IG à SAT
Service Central du Personnel - 41, rue Cantagrel
75631 PARIS CEDEX 13.**L'univers électronique Philips**

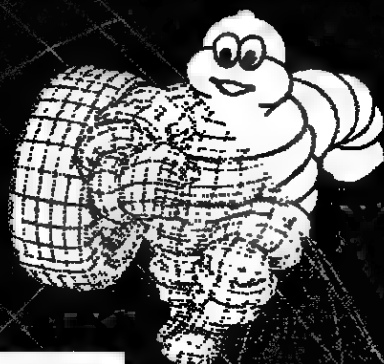
Univers électronique Philips : trois mots qui résument une vision d'avance sur l'électronique grand public et professionnelle.

Trois mots qui se traduisent par des produits de haute technologie : micro-électronique, systèmes de réception par satellite et Télévision Haute Définition, télématique, réseaux câblés de vidéo-communication, cartes à puce et monétique.

Trois mots qui signifient innover, concevoir, s'investir, s'épanouir dans un environnement international, gagner du temps sur l'avenir.

Ingénieurs électroniciens,
Philips vous ouvre l'univers
de l'électronique de demain.
L'univers de votre réussite.**L'univers électronique
Philips, c'est déjà demain.****Ingénieurs ;
un univers d'opportunités**

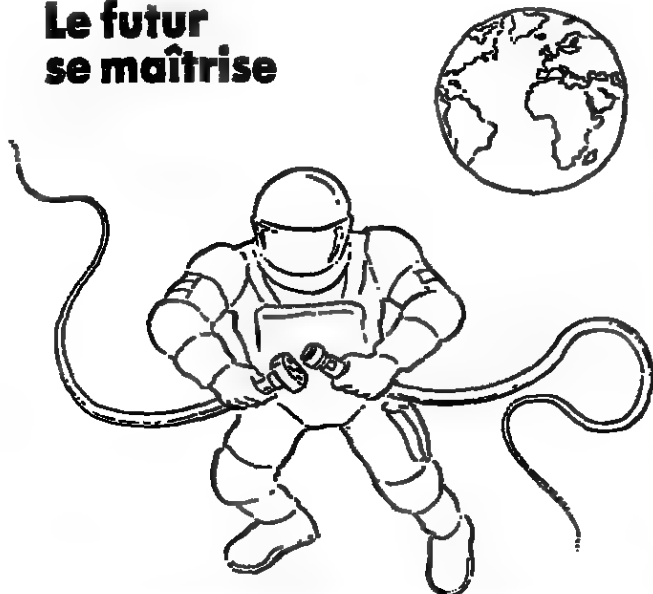
- LEP : LABORATOIRES D'ELECTRONIQUE ET DE PHYSIQUE APPLIQUEE
- COLME : LAMPES ET MATERIEL D'ECLAIRAGE
- S.A. PHILIPS IC : APPAREILS MENAGERS
- RTIC : APPAREILS ELECTRONIQUES DOMESTIQUES, TELEMATIQUE INDIVIDUELLE ET DOMESTIQUE
- RTC-COMPELEC : COMPOSANTS ELECTRONIQUES
- S.A. PHILIPS IC : MATERIEL SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIEL
- MASSIOT PHILIPS : MEDICAL
- PORTENSEIGNE : SYSTEMES DE COMMUNICATION AUDIOVISUELLE ET DE SECURITE

ET AUSSI DANS LE DOMAINE DES TELECOMMUNICATIONS
ET DE L'INFORMATIQUE, LES SOCIÉTÉS APPARENTÉES DU
GROUPE TKT, NOTAMMENT TKT-ILPhilips, Centre Information Recrutement,
50 avenue Montaigne, 75008 Paris.**PHILIPS****L'INFORMATIQUE MICHELIN : LE MONDE****3000 PRODUITS
150 MARCHES
80
TECHNOLOGIES****MICHELIN**
Les moyens de se passionner3 000 produits, 150 marchés,
80 technologies signifient
gestion, organisation, com-
munication. A l'aide de nos sys-
tèmes informatiques, des
hommes, dans les usines, les
agences commerciales, les cen-
tres de recherche dialoguent,
échangent des données, gèrent
des flux et optimisent les res-
sources du Groupe. L'Asie parle
à l'Europe, l'Amérique à l'Asie.
Gestion de production, logisti-
que, recherche opérationnelle,
informatique système et
réseaux. Si ces métiers vous
passionnent, vous les approfondirez
au contact de nos spécia-
listes. Si les responsabilités
vous attirent, nos projets seront
les vôtres.Merci d'adresser votre candida-
ture, sous référence LM/15, à
MICHELIN Service du Personnel
Didier MIRATON
63040 CLERMONT FERRAND
Cedex.

هتدا من الاميل

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...

Le futur
se maîtrise

ORGANIMAR est la société française qui offre le plus grand éventail de compétences et de services dans le domaine des réseaux de communications d'entreprise. Positionnée sur le segment le plus actif du monde informatique, l'entreprise connaît une croissance très supérieure à celle de son marché, ce qui lui confère une vocation de leader.

Tout nouveau mode de communication est pour ORGANIMAR l'occasion de démarrer le domaine d'activité correspondant.

Après Paris, Lyon et Marseille, ORGANIMAR ouvre de nouvelles agences en France, et à l'étranger. Ce sont autant d'opportunités de postes à larges responsabilités pour de jeunes ingénieurs prêts à relever les défis conjugués de la technique, du management et de la performance.

ORGANIMAR
la liaison informatique solide.

PARIS 46, rue Pasteur, 92150 Suresnes 1 A, rue Copie, 13343
Tél. 42.04.00.00 MARSEILLE 1 A, rue Copie, 13343
Tél. 91.50.73.50 LYON 67, rue Botzelle, 69008
Tél. 78.00.18.55

ARC Industrie
AUTOMATISME ET INFORMATIQUE
SBI à taille humaine spécialisée dans l'automatisation d'usines
recherche de

JEUNES INGENIEURS INFORMATIQUES

2 à 7 ans d'expérience, expérimentés ou très motivés pour développement dans un de ces secteurs :

- TEMPS REEL sur MICROS IBM (DOS et OS/2)
- LANGAGE C sous UNIX, INFORMIX
- RESEAUX LOCAUX INDUSTRIELS
- AUTOMATES PROGRAMMABLES
- VISIONIQUE

Autonomie, ouverture d'esprit et capacité d'analyse sont des qualités appréciées que nous savons rémunérer.

Merci d'adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et références) à
Mademoiselle P. PISANO - ARC INDUSTRIE
118, avenue Jean Jaurès - 75019 PARIS
(réponse et confidentialité assurées).

SECTEURS
DE POINTEINSTRUMENTATION
D'ANALYSE CHIMIQUE :
ASSOCIEZ VOS SUCCES AUX NOTRES.

Au premier rang mondial dans les domaines de l'instrumentation et de la mesure, HP accroît le développement de ses activités en instrumentation d'analyse chimique. Nous vous proposons de participer au succès de nos produits : spectrométrie de masse, spectrophotométrie, chromatographie en phase liquide et gazeuse, systèmes d'automatisation et de gestion de laboratoire... en rejoignant notre équipe de vente performante et motivée.

Ingénieurs technico-commerciaux

La responsabilité d'un secteur géographique vous permettra de mettre à profit votre expérience de la négociation et votre détermination à conclure des affaires importantes, auprès d'une clientèle de laboratoires : santé agro-alimentaire chimie, pétrole...

De formation ingénieur en chimie, vous avez acquis une première expérience en instrumentation analytique et en informatique ou robotique.

La connaissance de l'anglais est nécessaire pour pouvoir évoluer dans l'environnement motivant d'HP.

Deux postes à pourvoir rapidement à Lyon et à Paris.

Merci d'adresser votre candidature avec photo et prétentions, sous réf. ICAC/7 M, à Monique d'HAUTEFEUILLE, HEWLETT-PACKARD France, Parc d'Activité du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.

TOUJOURS AVEC VOUS

HEWLETT
PACKARD

Vos talents et vos ambitions
sont à la hauteur des nôtres ?



Jeune diplômé(e) d'une grande école ou de l'université, écrivez à la Direction des Affaires Sociales

64 Avenue de la Grande Armée

REUSSIR AVEC VALEO

Le spécialiste mondial de l'équipement automobile

Partageons :

OBJECTIFS CLAIRS

Vous définirez vos propres challenges en connaissant clairement nos objectifs de croissance, de développement international et de rentabilité.

MOYENS PUISSANTS

Nous investissons : près de 1,5 milliard de francs en 1987 consacrés à la recherche, au développement de nos produits, aux technologies et moyens de production ; plus de 100 recrutements d'ingénieurs et cadres en 1987 ; doublement en 1988 du budget formation.

GOUT DU SUCCES

Nous aimons et savons reconnaître performances, qualité et succès.

Valeo

75848 PARIS Cedex

Lorsque la finance et l'informatique se rencontrent...

Banque
Populaire

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE.

Installée au cœur de la cité financière, la CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES, organisme bancaire et financier du Groupe des Banques Populaires (28 000 personnes), accroît ses activités en s'appuyant sur une politique de développement informatique ambitieuse.

JEUNES INGENIEURS

débutants, vous êtes diplômés d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce, la CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES vous offre des possibilités de carrières passionnantes au sein de la Fonction Organisation et Informatique (200 personnes) et de son Service Études.

Dotés de moyens informatiques puissants, IBM 3084, IBM 3090, LAG, d'un réseau de télétraitement et plus d'un millier de terminaux : vous serez intégrés au grand projet chargé de l'organisation et de l'informatique du Département Financier de la CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES, notre système "DEFI" permettant la transmission immédiate des ordres de bourse, Sior, ... et la gestion de plus de 500.000 comptes titres.

En relation directe avec les Banques Populaires du Groupe et les autres banques utilisant notre système DEFI, vous serez chargés du suivi et du développement de ce produit ;

- vous recevrez une formation bancaire et informatique qui vous permettra d'évoluer vers une carrière informatique ou bancaire au sein de notre Groupe.

Adressez votre dossier de candidature,
sous référence CT/BP/2 M.

**centi
profile**

à Claire Tamalet, Centi Profile,
128, rue de Rennes 75006 Paris.

Conseil en Recrutement Informatique

GRUPE INTERNATIONAL pour l'une de ses divisions
industrielles (150 M. de US \$; 12 Unités implantées dans
9 pays) recherche :

JEUNE RESPONSABLE
ETUDES ELECTRONIQUES

Il sera chargé d'animer et de développer une équipe (5 ingénieurs et Techniciens) ainsi que ses moyens matériels (calculatrices HP 64000 etc.) afin d'assurer la réussite d'un programme d'études portant sur la conception et le développement d'appareillages électroniques requérant l'utilisation de circuits analogiques et numériques, multiprocesseurs et langages de programmation évolués... etc. A la fois Manager et Chef de Projet, il gèrera un budget d'exploitation et d'investissement, assurera l'interface avec les méthodes et la production, soutiendra le marketing et aura de nombreuses relations à l'extérieur impliquant notamment des déplacements à l'étranger. Agé de 30 ans environ, diplômé ENSEEIHT, ENSEIRG, SUP ELEC, INSA... etc, le candidat retenu possèdera 3 à 6 années d'expérience en Laboratoire d'Études Electroniques et en Télématique. Parlant couramment l'anglais, il devra présenter des qualités d'animateur, de créateur, d'homme de contact, et d'organisateur. Nombreuses et intéressantes possibilités d'évolution dans ce Groupe de réputation mondiale. Ce poste est basé dans la proche banlieue ouest parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, prétentions) sous la référence RP 108/M à :

CREA
CONSULTANTS

Creative Resources for European Access
conseil en ressources humaines
4, place Félix Eboué 75583 PARIS CEDEX 12

LA BIOLOGIE DE POINTE EN ACTION

TRANSIA, filiale de puissants groupes industriels et financiers développe pour l'agro-alimentaire des tests de détection des contaminants biologiques.

La société connaît actuellement un fort développement en Europe. Pour renforcer notre équipe de haut niveau, nous recherchons :

CHIEF DE PRODUITS confirmé - 28 ans

Rattaché au directeur général, vous serez chargé au niveau Européen du plan marketing, en particulier dans le domaine de la Communication. Vous êtes de formation scientifique (Agro, ENSIAA, Pharmacie... IAE ou équivalent) et vous avez une première expérience de Chef de produits acquise dans une société très active sur les techniques Marketing (en particulier dans les biens de grande consommation). Vous parlez couramment l'anglais et êtes prêt à voyager.

Envoyez-nous en joignant votre CV et une photo.

TRANSIA 3, rue St Jean de Dieu 69007 LYON



We make biotechnology friendlier.

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...



Termineurs et systèmes d'impression

Leader européen dans la fabrication de
SYSTÈMES ET TERMINAUX D'IMPRESSIONSociété en progression constante du CA depuis 10 ans
avec un résultat net supérieur à 5% depuis 6 ans, IER rechercheun ingénieur d'études
électronicien

Quelques années d'expérience pour participer à l'étude et au développement de nouvelles gammes de produits basés sur des technologies d'impression non-impact et des techniques de lecture et encodage magnétiques.

Connaissances appréciées matériel et logiciel de la famille des micro processeurs INTEL, ainsi que des systèmes de développement HP. Anglaise souhaitée.

Merci d'adresser votre Curriculum-Vitae, photo et prétentions accompagnées d'une lettre manuscrite, sous référence LM/ET803, Service du Personnel, IER - 12 rue de Sébastopol - 92400 Courbevoie.

INGENIEURS
MATIERES PLASTIQUES
support technique en clientèle

N° 1 de la chimie en Europe, nous élaborons et proposons à l'industrie de transformation des matières plastiques des produits toujours plus performants ainsi qu'une assistance technique de premier plan. Notre développement nous conduit à recruter aujourd'hui des ingénieurs confirmés.

Fort de votre formation Ingénieur Mécanicien ou Plasturgiste, vous possédez quelques années d'expérience dans la transformation des matières plastiques, et espérez à mieux exprimer vos compétences techniques, votre goût des contacts humains et votre sens des responsabilités.

Spécialiste Injection

RM KT188

Vous serez chargé au sein d'une équipe de spécialistes, du développement de nos produits auprès de l'industrie automobile : constructeurs, équipementiers, sous-traitants.

Spécialiste Extrusion

RM KP 288

Au sein de notre équipe d'hommes produits, vous appuierez l'action de nos commerciaux et assisterez nos clients (emballage souple et rigide, tubes, câbles...) dans l'application de nos produits (polyéthylène).

Vous entretiendrez dans le cadre de vos fonctions des relations étroites avec les centres de recherche et d'application de notre maison mère.

La pratique de la langue allemande est indispensable.

Ces postes sont basés à Levallois mais impliquent néanmoins de fréquents déplacements sur le territoire national.

Merci d'adresser votre candidature sous référence choisie à :

BASF France - Service Recrutement
140, rue Jules Guesde - 92303 LEVALLOIS PERRETBASF, un
grand groupe
international
de l'industrie
chimique

BASF

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Le Ministère de l'Éducation nationale

recherche

POUR SA DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

UN INFORMATICIEN DE HAUT NIVEAU

En tant que chef de projet il assurera la responsabilité de l'implémentation du logiciel de comptabilité budgétaire du ministère (base de données IDSII sur Bull DPS7).

Intégré au département de l'innovation et des technologies nouvelles, il participera par ailleurs aux missions de ce service qui est chargé de coordonner les actions de modernisation informatique de la direction générale des finances.

PROFIL :

- Ecole d'ingénieurs ou de gestion, diplôme 3^e cycle ;
- Quelques années d'expérience comme chef de projet de gestion sur gros systèmes ;
- Connaissance de la micro-informatique personnelle.

LIEU DE TRAVAIL : 110, rue de Grenelle.

Adresser lettre manuscrite, photo et prétentions à :

Ministère de l'Éducation nationale/DGP
Département de l'innovation et des technologies nouvelles,
110, rue de Grenelle, 75005 PARIS.
TEL : (1)-45-50-14-01.Challenge européen pour le n°1
de la productique en France.

Renault Automation (1800 personnes dont 600 Ingénieurs et Cadres) est la première société française à proposer une approche globale de l'entreprise et à maîtriser l'ensemble des produits, systèmes et technologies qui interviennent dans la chaîne productique (transitique, informatique industrielle, CFAO, robotique, assemblage, mesure tridimensionnelle...).

Dans le cadre de son expansion européenne, Renault Automation recherche
pour sa Direction TECHNIQUES AVANCÉES ET TRANSITIQUEDES CONSULTANTS
Concepteurs-organiseurs

Mission : « identifier et mettre en forme les besoins exprimés par nos clients (industries manufacturières), définir les principes d'organisation industrielle correspondant aux objectifs à atteindre, élaborer les plans directeurs de modernisation afin d'améliorer les moyens de production et les systèmes de gestion. »

Profil : Ingénieur Grandes Ecoles, votre compétence dans le domaine de la production ou de l'assemblage a été valorisée au sein d'un cabinet conseil ou d'une grande entreprise industrielle en tant qu'ingénieur de conception (gestion des flux physiques et des flux d'informations).

Adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle s/référence 88.05 en précisant l'indivis du poste choisi à la Direction du Personnel - RENAULT AUTOMATION - Centre Parly II, BP 70, 78152 LE CHESNAY Cedex (les postes sont basés à l'Ouest de Paris).

DES CHEFS DE PROJETS
Réaliseurs

Mission : « réaliser des projets industriels intégrant : la logistique de production et de distribution, l'informatique industrielle, les automatismes, diriger une équipe pluridisciplinaire, gérer les coûts et les délais, assurer les relations avec les clients. »

Profil : Ingénieur Grandes Ecoles, vous avez dirigé des projets dans une société d'ingénierie ou dans le département ingénierie d'une grande société industrielle.

RENAULT
Automation

FLUTEC Informations de Process

Dans le créneau très porteur de la délégation et du contrôle de processus, nous avons en France une position de leader. Nous exportons notre savoir-faire dans 62 pays. Notre approche globale des projets et des produits nous permet d'apporter des solutions complètes et originales à nos clients. Nous recherchons pour notre département informatique industrielle un

Ingénieur d'affaires

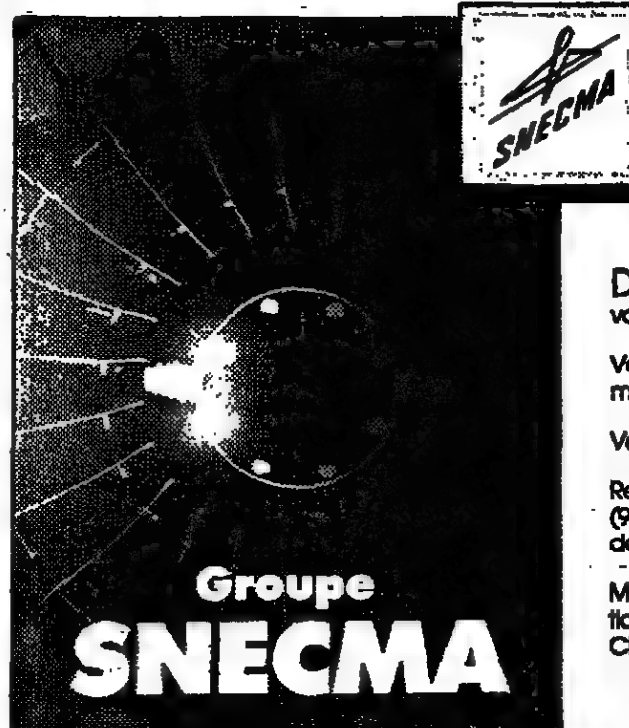
Vous aurez l'entière responsabilité de la gestion de vos affaires tant au point de vue commercial que technique. De l'élaboration des projets et devis jusqu'à la mise en route en passant par la négociation, la constitution des équipes, les études, le suivi des réalisations, des marges, de la trésorerie... Votre mission est très complète et donc très motivante.

28 ans environ, ingénieur, votre expérience réussie de conduite de projets en informatique industrielle, votre capacité à proposer des solutions efficaces, votre rigueur dans la gestion de coûts et de délais, votre goût pour animer une équipe et votre sens commercial vous feront réussir à ce poste basé en proche banlieue Sud.

Merci d'adresser lettre, CV, photo sous référence 1124 M (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) 79-83, rue Baudin - 92300 Levallois Perret. Nous vous assurons confidentialité et réponse.

BERNARD JULHIET
RESSOURCES HUMAINES

Membre de Syntec



SOCIÉTÉ NATIONALE, nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires. Largement exportateurs, notre GROUPE (25 000 personnes, dont 3488 cadres) poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

Diplômés Grandes Ecoles ou Universités,
vous débutez ou avez acquis une première expérience.

Vous vous passionnez pour les technologies les plus avancées en matériaux et mécaniques.

Vous avez le goût de l'animation et le sens des hommes.

Rejoignez nos UNITES DE PRODUCTION à Gennevilliers (92), Corbeil (91) ou Melun Villaroche (77) au sein de secteurs méthodes, gestion de production ou fabrication.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. JB10 avec vos préférences à SNECMA, Département Encadrement, 2, Bd Victor, PARIS CEDEX 15.

CONTESE

A. GARBARINI S.A.

Constructeur Français leader de la régulation électronique
du trafic urbain et routier
recherche pour renforcer son impact technique

TECHNICIENS-ELECTRONICIENS

ayant connaissances informatiques et télécommunications.

Titulaires BTS ou DUT pour :

- assistance technique,
- services de maintenance,
- contrôle mise au point d'appareils,
- courts déplacements.

Nous offrons :

- une formation,
- une situation stable et d'avenir,
- des possibilités de promotions,
- des appointements intéressants.

Ecrire ou se présenter : A. GARBARINI S.A.
48-54, rue du Mans - 92400 COURBEVOIE

Cie AERIEENNE



Directeur technique

Base Orly

Compagnie aérienne en très forte expansion, nous créons le poste de Directeur Technique Base Orly, rattaché à la Direction Technique du Groupe. Mission : responsabilité de la maintenance d'exploitation d'une flotte d'une douzaine d'avions gros porteurs longs et moyens courriers modernes. Encadrement d'une soixantaine de techniciens en piste et dans le hangar. Profil : Ingénieur ENSAE ou officier ingénieur de l'Ecole de l'Air, bilingue anglais, ayant une très forte expérience de la mise en ligne d'avions de transport. Les responsabilités lourdes et pressantes du poste conviennent à un meneur d'hommes, proche du terrain, mordue de l'aviation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, et CV détaillé, sous réf. 23784/M

Marie-José FOURNIAT, 8644 CEGOS Tour Chénouaux
92516 BOULOGNE cedex8644
CEGOS

SIEMENS

Notre DIVISION MEDICALE recherche

un (e) jeune physicien

ayant des connaissances en résonance magnétique, spectrométrie et/ou imagerie. La pratique de l'anglais ou de l'allemand est exigée.

Ce poste basé à ST-DENIS, nécessite des déplacements dans toute la France.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur dossier complet avec C.V. détaillé, sous la référence 2324 / M à :

Département du personnel
B.P. 122 - 93204 ST-DENIS cedex 01

Siemens S.A.

هنا من الامم

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ce qui bouge beaucoup
ne se voit pas forcément.



MERLIN GERIN.
20 000 personnes
(2 500 ingénieurs et cadres),
travaillant à l'échelle
mondiale assurent, grâce
aux technologies les plus
avancées, la parfaite
maîtrise de l'énergie
électrique.
Le groupe réalise
10 milliards de C.A.
dont 50 % à l'international.

VOS RENDEZ-VOUS AVEC MERLIN GERIN

à l'ère de l'électricité intelligente,
ce qui bouge beaucoup... :

les nouvelles technologies.

La réponse globale que nous apportons à nos clients comprend des systèmes mêlant l'électrotechnique à l'électronique de puissance ainsi que l'électronique de commande. Nous recherchons des ingénieurs :

INFORMATIENS, vous évoluerez dans un environnement VAX/VMS, et maîtrisez les langages évolués (C, ADA...). Ingénieurs logiciels, systèmes ou réseaux, des postes sont à pourvoir comme chefs de projet (réf. FLA 45) ou ingénieur développement logiciel (réf. FLA 46).

INGÉNIEURS CHARGES D'AFFAIRES en automatisation et informatique industrielle (réf. FLA 47), vous conduirez des affaires pour le contrôle de processus industriels (connaissance des automates programmables, calculateurs PDP-VAX, systèmes à microprocesseurs, instrumentation...).

ELECTRONICIENS, vous évoluerez dans les domaines de l'électronique de puissance, électronique analogique, électronique numérique, asservissement, microprocesseurs, comme ingénieurs d'applications ou responsables de projet (réf. FLA 48).

des ingénieurs commerciaux qui gagnent !

Leurs compétences techniques et leur exceptionnelle implication commerciale sont la clef de notre réussite sur le marché intérieur. Nos ingénieurs commerciaux prennent en permanence le parti du client. Nous vous proposons de les rejoindre (toutes régions). Confirmés (réf. FLA 49), vous gèrerez une clientèle diversifiée dans les domaines des appareillages et équipements électriques (HT, MT, BT) ainsi que les systèmes d'automatismes.

Débutants (réf. FLA 50), vous assurerez la promotion de nos produits interfaces d'alimentation et produits de basse tension.

la gestion

La multinationalisation du groupe requiert des contributeurs de gestion à haut professionnalisme en gestion et en finance, assorti d'une forte culture internationale.

Que vous soyez confirmés (réf. FLA 51) ou débutants (réf. FLA 52), vous assisterez les responsables opérationnels, participerez à l'optimisation des outils et méthodes de gestion, assurerez le contrôle de gestion au sein de nos filiales.

AM, ECP, ENSEEHT, ENSERG, ENSIMAQ, ENSTA, IEG, SUPELEC, TELECOM...
HEC, ESSEC, ESCP, GRANDES ECOLES D'INGÉNIEURS + INSEAD, ISA, MBA,

depuis un mois, vous avez rendez-vous avec MERLIN GERIN. En progression constante, notre groupe offre en effet des opportunités de carrières en nombre croissant pour des ingénieurs et cadres débutants ou confirmés (anglais indispensable). Notre volonté de vous faire évoluer par la suite sera à la mesure de vos compétences bien sûr, mais aussi de vos capacités à prendre des responsabilités, des initiatives et dans votre aptitude à entraîner une équipe.

Managers d'aujourd'hui et de demain, merci d'adresser votre candidature, sous référence correspondante, au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres, MERLIN GERIN, 38050 Grenoble Cedex.

la maîtrise de l'énergie électrique



MERLIN GERIN



Le Groupe CIPRI (2 000 personnes, 1,5 MMF de CA) conçoit, produit et commercialise des piles électriques et des appareils d'éclairage grand public. Fortement implantés en Europe au travers de nos filiales et marques puissantes (MAZDA, WONDER), leader sur le marché français, nous nous diversifions et développons notre Division Appareils.

DIRIGER ET GÉRER LA PRODUCTION D'UN CENTRE INDUSTRIEL en Normandie (1 heure de Paris)

Voilà la mission que nous voulons vous confier, dans toutes ses dimensions opérationnelles : fabrication, maintenance, achats, appros, ordonnancement, packaging. Rattaché au Directeur de l'Unité, vous dirigerez plusieurs services (230 personnes) et disposerez d'outils de gestion performants.

En plus de l'opérationnel quotidien, vous saurez proposer et conduire les évolutions technologiques nécessaires pour le court et moyen termes.

Vous avez environ 30-36 ans, une formation d'ingénieur (ENSAM, INSA, IDN...) et une expérience d'au moins 5 ans dans un poste similaire concernant des fabrications de grande série. Vous avez des connaissances solides en mécanique et électricité, vous pratiquez l'anglais. Vous avez si possible une expérience des métiers de l'emboutissage et de l'injection-plastique. Vous faites preuve de qualités d'organisateur et d'animateur, nécessaires pour participer activement à notre dynamique.

Le développement du Groupe et ses projets en France et en Europe offrent de réelles perspectives de carrière à un ingénieur véritablement entrepreneur.

Merci de nous transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en précisant la référence 4700, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

ACTIMAN

GROUPE SYSECA

TEMPS REEL CHEFS DE PROJETS

Nos clients sont de grandes sociétés renommées dans les secteurs de techniques avancées.

Ingénieurs Chefs de Projets, vous prendrez en charge des applications dans les domaines de la simulation et des systèmes temps réel distribués.

Vous en assurerez la réussite d'après l'étude et la conception jusqu'à la constitution et l'encadrement des équipes de réalisation.

Vous avez déjà une expérience de la fonction et du dynamisme : nous pouvons vous offrir immédiatement des opportunités motivantes sur PARIS ou en région parisienne.

Merci d'envoyer votre candidature sous référence 333/A
315 bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD Cedex
ou de téléphoner au 48 11 73 31

SYSECA SELECTION

NOUS AVONS DES ATOUTS

NOUS VENONS D'AUGMENTER
notre capacité de production
NOUS AVONS UN PROJET D'ENTREPRISE

* Qualité
* Modernisation
* Performance
NOTRE DEVELOPPEMENT PASSE PAR :
* La compétence
* La créativité
* La communication
* La participation

Débutant(es) ou 2 à 3 ans d'expérience A VOUS DE JOUER
Direction des Relations Humaines
TIOXIDE France - 1, rue des Garennes
BP 89 62102 CALAIS CEDEX

Tioxide FRANCE

Filiale du TIOXIDE GROUP PLC
1er producteur Européen de Pigments d'Oxyde de Titane

IL NOUS MANQUE CES CARTES

Service FABRICATION	Service DEVELOPPEMENT SOCIAL	Service INFORMATIQUE
INGÉNIEURS CHIMIQUES Responsable d'atelier (environ 50 p.) Projeté continu et automatisé	DIPLOME SCIENCES HUMAINES Méthodologie Travail de groupe Animation Suivi des formations	TECHNICIEN INFORMATIQUE Micro informatique Niveau UNISYS B 26 Systèmes UNISYS A1-A2 Maintenance

Tioxide est membre de
GAGNANTS
Le Club des Entreprises
qui font rêver la Normandie de Calais



Société de Conseil en techniques nouvelles appuyée sur l'expérience acquise dans le Groupe SAINT-GOBAIN se donne les moyens de son développement et recrute des

CONSULTANTS SENIORS en CFAO MECANIQUE

Ingénieur diplômé (AM, CENTRALE, MINES, ...)

• possédant une expérience industrielle de 5 années au minimum et la connaissance d'un système CFAO haut de gamme.
• Disposant de réelles qualités de contact, il sera capable de vendre ses compétences en assistant les entreprises dans leurs projets CFAO.
Basé à LA DEFENSE, le poste implique des déplacements de courte durée en FRANCE et à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prêt.) à
S.G.A.O. - Madame MICHEL
LES MIROIRS, Cédex 27
92096 PARIS LA DEFENSE.

SAINT-GOBAIN

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Chef département électromécanique

Midi-Pyrénées



Cette société (200 millions de francs de chiffre d'affaires, 180 personnes) filiale du groupe Compagnie Générale de Géophysique, dispose d'un rayonnement international dans la fabrication d'appareillages et engins de prospection géophysique. Elle recherche un ingénieur développement et fabrication qui prendra à terme la responsabilité complète de son département électromécanique des produits. De formation ingénieur électrotechnicien, il devra se prévaloir d'une expérience d'au moins 5 ans à une fonction développement et/ou fabrication dans un secteur d'activité proche. Des connaissances en technique de mesures par capteurs et une bonne maîtrise de l'anglais constitueront des atouts supplémentaires. Ecrire à R. ROBERT en précisant la référence A/17218M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3 Es, avenue France - 31400 TOULOUSE - Tél. 61.51.34.11
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune ingénieur commercial

France et export

Rhône-Alpes - Cette PMI, bien positionnée sur le marché national, fabrique et commercialise des biens d'équipements sophistiqués destinés à une clientèle industrielle diversifiée. Elle recherche un jeune ingénieur qui, rattaché à la direction générale, aura pour mission la mise en œuvre de la stratégie commerciale et l'élargissement de la clientèle, notamment en dehors des frontières. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur (AM, INSA, ENSI, ENL...) déboutant ou possédant une première expérience de vente de biens d'équipements industriels acquis, soit au sein d'un groupe important, soit dans une PMI performante. Ses qualités commerciales et relationnelles seront décisives et lui permettront d'évoluer. L'anglais courant est indispensable, la connaissance de l'allemand sera un plus. La rémunération, motivante, sera liée au profil du candidat retenu. Ecrire à J.C. GERARD en précisant la référence A/3975M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

LE GROUPEMENT INFORMATIQUE DE L'AUDIOVISUEL (120 MF de chiffre d'affaires - 200 personnes)

recherche dans son environnement technique
IBM 3090 - MVS - BULL DPS8, NOMAD II, APL/ADI et IBM PC

RESPONSABLE INFOCENTRE

PROFIL : ingénieur ou formation universitaire possédant 5 ans d'expérience en informatique dans un environnement grand système ainsi qu'une expérience en infocentre.

MISSION :

- développement de l'actuelle activité Infocentre,
- recherche et acquisition de nouveaux produits (site central et micro),
- mise en place de nouvelles applications et promotion auprès des utilisateurs,
- mise en place d'actions de formation,
- relation avec les autres directions internes du groupement,
- encadrement d'une équipe d'environ 5 personnes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature
(lettre manuscrite + C.V. + salaire actuel) s/réf. PJ/GIAR à
EUROPE INFORMATIQUE SELECTION
12, rue Godot de Mauroy - 75009 PARIS.

La compétence par l'expérience



Ingénieurs commerciaux et chef de vente circuits hybrides

Paris Sud

Spécialisée dans la conception, la fabrication et la distribution de circuits hybrides, notre société, filiale d'un groupe industriel international, renforce aujourd'hui sa Direction Commerciale. Nous avons plusieurs postes à vous proposer en fonction de votre expérience et de vos souhaits. En voici les principales caractéristiques : Identifier et développer de nouveaux contrats, suivre des affaires en cours, manager une équipe. Nos produits sont essentiellement destinés aux systèmes électroniques complets, des équipementiers et des administrations militaires, domaines d'où vous devez impérativement venir. Ingénieur ou technicien de formation, vous y avez acquis une solide expérience dans la fonction Achat, Commerciale ou Technique. Nous étudierons avec vous les différentes possibilités d'intégration et d'évolution au sein de notre société.

Merci d'adresser votre candidature sous référence A.142.88/M à notre Conseil Critère
19, rue Pergolèse 75116 Paris.



Critère

REJOIGNEZ FRANCE TELECOM!

Jeunes ingénieurs

informatique, électronique

Jeunes diplômés

écoles de commerce
universités (3e cycle)

Changez de dimension :
rejoignez France Télécom !
Un concours
vous est ouvert les
25 et 26 Avril 1988

Conditions de participation :
- Nationalité française
- 30 ans maximum au
01/01/88

clôture des inscriptions
le 23 Mars 1988

FRANCE
TELECOM
UN AVENIR D'AVANCE



Prenez
un avenir d'avance
en appelant le

NUMERO VERT 05 21 11 11



Guerbet

Groupe Pharmaceutique Français
en développement - 500 MF de CA
Leader en France et de dimension internationale
Spécialiste en imagerie diagnostique -
800 personnes dont 120 en Recherche.

Dans le cadre de son expansion, recrute son

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT ANALYTIQUE

Pharmacien ou ingénieur chimiste, vous avez par la
suite développé vos compétences en chimie analytique.

Vous désirez valoriser une première expérience indus-
trielle d'au moins 5 ans dans l'animation d'une équipe de
Recherche Analytique.

Vous assurerez la mise au point et la validation des
méthodes analytiques pour nos nouveaux produits.
Vous en aurez ainsi une connaissance approfondie que
vous intégrerez dans nos dossiers pharmaceutiques
(France et Export).

Vous animerez votre équipe et développerez ses
compétences. Vous aurez une large autonomie dans la
détermination et l'optimisation des moyens de votre
service.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. détaillé et photo à :
GUERBET - Etablissement d'AULNAY
BP N° 15 - 93001 AULNAY SOUS BOIS Cedex (sous réf. ALJ-DB 0388).

GTI SOFTWARE, SSII filiale du Groupe GTI spécialisée
dans l'étude et le développement de solutions informa-
tiques destinées au monde bancaire et financier, recherche

DIRECTEUR DES ETUDES ET DU DEVELOPPEMENT

LOGICIELS BANCAIRES ET FINANCIERS

Agé de 35 ans environ, de formation Grande Ecole ou 3ème
cycle, vous souhaitez valoriser votre expérience significative de
la conception et de la conduite de projets informatiques dans le
domaine des marchés financiers. La connaissance de l'environ-
nement TANDEM sera un atout important.

Directement rattaché à la Direction Générale, vous aurez pour
mission de conduire la mise en place des moyens humains,
méthodologiques et techniques requis par les objectifs et la
stratégie définies conjointement avec la Direction Générale et la
Direction Commerciale.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature sous
réf. DDEV à :

GTI SOFTWARE
Service du Recrutement
32, boulevard de Vaugirard
75015 PARIS



L'informatique en action

Important Groupe industriel spécialisé dans les emballages indus-
triels et de pièces aéronautiques, nous recherchons dans le cadre du
développement de notre service informatique un

JEUNE CHEF DE PROJET

A 25 ans environ, de formation
universitaire (MAGE), vous
avez une première expérience
réussie de 2 à 3 ans dans un
poste similaire.

Aujourd'hui, vous souhaitez pren-
dre des responsabilités accrues
et évoluer au sein d'une
Société en pleine expansion.

Nous vous proposons de prendre
en charge le développement
de l'ensemble des applications
liées à la gestion. A partir de
l'existant, vous devrez concevoir,
proposer et mettre en œuvre

de nouveaux projets informa-
tiques.

Pour mener à bien cette mission
d'envergure, vous êtes créatif et
concret et vous possédez un réel
sens relationnel.

Pour ce poste basé en Toulouse
à proximité d'une ville universi-
taire importante (2 heures de
Paris), vous aurez, si possible, une
connaissance du monde PIC.

Si vous êtes intéressé et si vous
privilégiez le contact avec les uti-
lisateurs, adressez votre dossier
de candidature, s/réf. 5294/LM, à

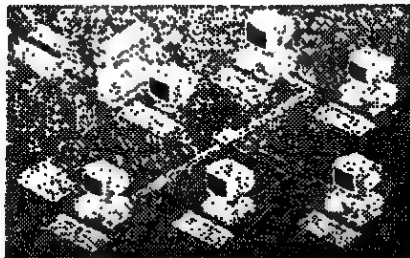
MEDIA PA

83, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

مقداد من الاصل

NO FRONTIERS

INTERNATIONAL TRAINING



OLIVETTI lance le programme de formation internationale "No frontiers" pour les diplômés, avec l'ambition de mettre en valeur les hommes, de développer ses systèmes d'intégration et de communication, et de renforcer ses positions sur le marché mondial. OLIVETTI s'est donné de nouveaux objectifs, en termes de technologies, de secteurs d'activités et de management des hommes : le principe général étant d'instaurer un esprit d'équipe et d'associer très étroitement le management et l'expertise des systèmes d'information. Notre croyance : l'intégration totale dans une équipe allée à un maximum de liberté individuelle et d'initiative. Cette philosophie, fondée sur l'expérience, a fait ses preuves et s'apprécie chaque jour dans nos développements mondiaux.

Le programme 1988 de formation OLIVETTI est international et organisé depuis notre Siège en Italie. Il s'adresse aux jeunes diplômés possédant ou non une première expérience d'environ un an dans les domaines scientifiques ou informatiques... Il débouche sur des carrières d'ingénieurs systèmes, ingénieurs technico-commerciaux ou d'ingénieurs de promotion marketing sur notre ligne mini-informatique. La sélection des candidats se tiendra de mars à juin 1988 dans 20 pays et la formation débutera en septembre en Grande Bretagne et en Italie. La maîtrise de l'anglais est donc indispensable. Pour participer à ce projet, écrivez sans tarder, en joignant votre CV sous référence NF/02 à OLIVETTI-LOGABAX, 89, rue du Faubourg St Honoré - 75008 PARIS.

PEOPLE • BUSINESS • TECHNOLOGY

olivetti

Digital, leader mondial des réseaux informatiques et des systèmes intégrés d'information, recherche :

Consultants, Directeurs de Projets

Basés en Région Parisienne
avec interventions possibles dans nos agences de Province.

Chefs de projets logiciel confirmés

Basés dans nos agences de la Région Parisienne ou de Province.

Vous êtes diplômés de Grandes Ecoles ou de formation universitaire, vous bénéficiez, en fonction des postes, de 5 à 15 ans d'expérience informatique acquise dans une SSI, dans l'un des domaines suivants :

- Transactionnel
- Bases de données
- CIM
- UNIX
- Réseaux

Vous avez réalisé des projets informatiques de gestion ou industriels sur VAX de préfé-

rence, avec une pratique de méthodologie de développement de logiciel. Tous ces atouts vous permettront de rejoindre nos agences en plein développement.

Merci de faire parvenir vos lettres manuscrites et C.V., sous référence MON 522 en précisant la/les villes de votre choix à Marie-Claire SAN QUIRCE - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY Cedex, qui traitera confidentiellement votre candidature.

Digital : un choix de société

digital


PARTENAIRE
SÉCURITÉ
INFORMATIQUE

Filiale d'une SSI renommée, notre société est leader dans le domaine de la qualité et de la sécurité des systèmes d'informations (activités : conseil, formation, logiciels spécialisés).

Pour faire face à l'expansion rapide du marché, nous recherchons des

INFORMATIENS DE HAUT NIVEAU

Les candidats, de formation supérieure, auront entre 25 et 36 ans et devront avoir une expérience minimum de 3 à 6 ans dans un service informatique ou dans un cabinet d'audit.

Après une formation acquise sur le terrain au sein d'une équipe jeune et dynamique, vous aurez, comme consultant, la responsabilité de projets dans les domaines de pointe que nous maîtrisons.

Le poste nécessite de fréquents déplacements en province et à l'étranger. Une bonne connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Veuillez adresser votre dossier de candidature, avec photo et prétentions à l'attention de Madame FOM, Partenaire Sécurité Informatique, 42 rue de Clichy - 75009 Paris.

EQUIPEMENT AERONAUTIQUE

Chefs de projet

Notre Division AEROSPATIAL lance actuellement plusieurs projets d'étude et de développement de systèmes de navigation aérienne pour le marché français et l'exportation.

Nous vous proposons de prendre la direction d'une équipe pluridisciplinaire chargée de concevoir un produit, du cahier des charges aux essais en vol.

Vous êtes ingénieur (ENSAE - ENSICA) et vos cinq à dix ans d'expérience en étude de produits de haute technologie dans le domaine aéronautique vous donnent l'envie d'aller plus loin. Les postes à pourvoir allient intérêt technique de premier ordre, possibilité de manager une équipe de jeunes ingénieurs et techniciens, et perspectives d'évolution intéressantes. Ces postes sont à pourvoir à VALENCE.

Envoyez votre dossier de candidature sous référence CPNA/LM au Responsable du Recrutement - CROUZET S.A. - 25, rue Jules Verne - 26027 VALENCE cedex.

Crouzet


Filiale du Groupe ALIA

Nous sommes une Société de Conseil et d'Ingénierie en Informatique Industrielle et Scientifique. Notre expansion et notre dynamisme nous conduisent aujourd'hui à recruter des ingénieurs grandes écoles à fort potentiel.

DEPARTEMENT TELECOM ET RESEAUX

- Protocoles SNA-DSAP, X25, H DLC, RNIS

LOGICIEL ET BASE ET SYSTEMES TEMPS REEL

- Conception de robots
- Réalisation de handlers et de coupleurs
- Logiciel de bases sous PICK et UNIX
- Systèmes d'armes
- Acquisition et traitement de signaux analogiques, conception de circuits

DEPARTEMENT INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE

Développements sur IBM/VM-CMS et VAX/VMS. Connaissances en mécanique automobile appréciées.

DEPARTEMENT TRAITEMENT D'IMAGES

Applications sous GKS avec UNIX/OS en C.

DEPARTEMENT AUTOMATISME ET ROBOTIQUE

Contrôle de processus sur automates programmables.

Ces projets vous amèneront à utiliser des techniques telles

UNIX, PICK, MS DOS, PSOS, PASCAL, C, FORTRAN, SAS2000, PLM 86,

8086/88, HP, VAX, PDP, EXORMAC'S, VME.

Postes à pourvoir à Paris, en province et à l'étranger.

Merci d'adresser C.V. + photo et lettre manuscrite de motivation à

Jean-Jacques HAURE - SIVAN 10, bd de Strasbourg 75010 Paris.



Centre Européen
de Génie Logiciel

De grandes entreprises (BULL, THOMSON...) offrent une trentaine de bourses d'études à des jeunes :

DIPLOMES GRANDE ECOLE

X. CENTRALE MINES... ou universitaires éligibles pour accéder aux fonctions d'INGÉNIEUR CONCEPTEUR DE LOGICIEL.

A l'issue d'une formation de 9 mois, en étroite association avec l'INRIA, le CERICS délivre un MASTÈRE SPÉCIALISÉ EN GENIE LOGICIEL.

Label de la Conférence des Grandes Ecoles.

Adressez votre candidature à CERICS BP 48 - Sophia Antipolis - 06561 Valbonne Cedex Tél. 93.95.45.00

Banque régionale du Sud de la Loire
et à taille humaine recherche son**RESPONSABLE DE CENTRE
DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION
DOTÉ DE GROS SYSTÈMES**

Mission :

- Animer et gérer l'ensemble des moyens matériels et logiciels afin de fournir aux services, agences et clients, les meilleurs résultats dans le respect des délais impartis.
- Dans ce cadre, il aura la responsabilité :
 - de la préparation, contrôle et conditionnement,
 - des méthodes et procédures,
 - de l'infocentre et du réseau d'agences,
 - de l'animation d'une équipe de 30 personnes.

Profil :

- Formation supérieure souhaitée.
- Expérience de cinq ans exigée dans un poste similaire.

Les candidats intéressés adresseront leur candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions) sous référence 3989 à PIERRE LICHOU 10, rue de Louvois 75002 Paris.



**1^{ERE} SOCIÉTÉ FRANÇAISE
D'ÉTUDES DE MARCHÉS**
(proximité ST GERMAIN EN LAYE)

recherche pour son département

PANEL DE CONSOMMATEURS**CHARGES DE CUENTELE**

Débutants ou ayant quelques années d'expérience en études de marchés, diplômés de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESC, IEP, Sciences Eco, Agro, avec formation marketing complémentaire...)

Adresser CV, détaillé, photo et prétentions à SECODIP
Direction des Relations Humaines
B.P. 3 - 78241 CHAMBOURCY Cedex

**Importante entreprise du secteur tertiaire
PARIS-8**

Chiffre d'affaires : 2,2 milliards
410 personnes, grand système IBM

recherche son :

DIRECTEUR TECHNIQUE

Directement rattaché à la direction générale avec responsabilité hiérarchique sur plus de 300 personnes, il devra :

- définir les objectifs, étudier et planifier les actions pour :
 - consolider et développer les opérations de gestion administrative et l'aide des technologies associées,
 - lancer de nouveaux produits d'assurance collective ;
- développer le système d'information.

De préférence diplômé grande école (mathématiques, informatique et gestion).

Il aura une expérience réussie d'une dizaine d'années.

La rémunération ne sera pas inférieure à 400 KF/an.

Nombreux avantages sociaux.

Envoyer CV, photo et prétentions s/n° 8311,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Un important groupe
national recherche
pour une SOCIÉTÉ
D'AMÉNAGEMENT
recente en forte
expansion située dans
une grande ville du
SUD-EST.

**Deux
chargés d'opération**

L'un de formation supérieure prendra en charge les opérations d'aménagement, l'autre conduira plus spécialement des opérations importantes de super structures et sera de formation ingénieur (ESTP - INA) avec une expérience confirmée dans ce domaine.

Pour ces deux postes, la maîtrise des procédures d'urbanisme et celle des montages financiers sont nécessaires.

Envoyer CV, lettre manuscrite, prétentions, sous réf. 27.6.23/M,
à Média System, 6-8 impasse des Deux Cousins, 75017 Paris,
qui transmettra.

**Droit sur la Communication...**

Deuxième pôle français en communication d'entreprise (5 000 personnes, 25 Millions de Francs de CA), nous sommes présents sur tous les grands marchés : RADIO-TELEPHONIE (Grands réseaux systèmes et terminaux), COMMUNICATION PROXIMITE (systèmes complexes voix et données) et TELEMATIQUE (terminaux télématiques, systèmes bureautiques). Nous recherchons (H/F)

**Juriste d'Entreprise
Spécialisé en Droit des Sociétés et Fiscalité**

Rattaché à notre Secrétaire Général, vous serez notamment chargé de la conception, de la mise en place et du suivi des structures juridiques adaptées à l'évolution du Groupe (fusions, acquisitions, prises de participations en France et à l'étranger).

Votre domaine d'intervention comprendra également le respect de la législation des affaires dans toutes les activités du Groupe et le règlement des litiges.

De formation supérieure juridique en Droit des sociétés, votre compétence s'appuie sur 3 à 5 ans d'expérience acquise dans un service similaire en entreprise ou en cabinet. Anglais nécessaire.

De la rigueur juridique associée à une réelle capacité de communication favoriseront votre réussite dans cette fonction.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) en précisant la référence 32005/LM à
Nicole KAMERZAC - D.P.R.H. - rue Jean-Pierre L'abbé - B.P. 26 - 70352 BOIS D'ARCY CEDEX

MATRA COMMUNICATION

Nous sommes une importante organisation régionale et une grande entreprise de service

NOTRE ENJEU

développer activement un secteur formation important : formation continue, enseignement supérieur et technologie.

NOTRE MISSION

promouvoir les compétences et adapter les qualifications et les méthodes aux besoins du marché.

Nous recherchons notre

DIRECTEUR DE LA FORMATION

Reportant directement auprès du Directeur Général, il sera le patron de l'ensemble de son secteur d'activité et participera aux Comités de Direction Générale.

Homme d'entreprise, à la fois stratège et meneur d'hommes, vos études supérieures (Grande Ecole, Université...) se conjuguent avec votre connaissance du monde de la formation.

Merci de bien vouloir adresser votre candidature (lettre + CV, + photo et prétentions) sous référence 780.01 à l'Agence Havas - 136, avenue Charles de Gaulle 92522 Neuilly qui transmettra à notre Conseil (confidentialité assurée).

Société Internationale
Leader Mondial dans son domaine d'activité

RECHERCHE

pour sa Division
Maintenance Coûteuse,
Équipements pour Mines et Carrières
(FRANCE + EXPORT)

DIRECTEUR COMMERCIAL

Homme de caractère, à très fort tempérament commercial.
Ingénieur de formation, il aura nécessairement une expérience du secteur.

Anglais et allemand souhaités.
Poste basé en région parisienne.

Ecrire sous n° 8479,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

**SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DE MARCHÉ
ET D'INGÉNIEURIE CONSEIL**

recherche pour renforcer son département
DEVELOPPEMENT FINANCIER

**DIRECTEURS D'ÉTUDES
CHARGES D'ÉTUDES**

de formation ENSAE, ISUP, HEC, ESSEC, IEP ou équivalent

Anglais, Allemand ou Espagnol courants souhaités.

Ils seront intégrés à une équipe intervenant dans les secteurs de la banque et de l'assurance en France et dans l'espace européen.

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo sous référence MD7/7021 en précisant le poste qui vous intéresse à AXIAL, 27 rue Talbot, 75009 Paris, qui transmettra.

Jeune Banque d'Affaires en plein développement
recherche son

Directeur d'exploitation

Rattaché à la Direction Générale, il aura les responsabilités suivantes :

- diriger le service des engagements (mise en place et suivi des concours haut et bas de bilan, prises de participation...)
- superviser les opérations bancaires
- concevoir et développer de nouveaux services dans les PME clientes de la banque, avec lesquelles il entretiendra des relations de partenariat.

Il participera au Comité de Direction.

A 30-40 ans, après une solide formation supérieure (BAC + 4 minimum) et bancaire (certificat d'aptitude aura acquis une expérience similaire de quelques années.

Envoyer CV, lettre + photo et prétentions à F. Malbezin
ISEF FORMATION, 6, rue Léo Delibes 75116 PARIS

Consultant qualité

Nantes

Nous sommes un Organisme Patronal de Conseil et de Formation. Nous développons nos actions auprès d'entreprises qui expriment des besoins variés. Ceci assure une expansion de nos domaines d'intervention. Dans ce cadre, nous recherchons notre Consultant Qualité. Ce poste convient à un homme de contact qui possède une solide expérience de la fonction. Chargé de faire les diagnostics, de rédiger les recommandations, de mettre en œuvre les plans d'action et de formation, il doit s'intégrer naturellement à des niveaux divers. Pour permettre un premier contact dans la confidentialité, nous vous remercions d'adresser votre candidature à notre Conseil André PLESSY, sous réf. 6303/B, à CAPFOR - B.P. 846 - 44020 NANTES Cedex 01.

CAPFOR

Filiale d'un grand GROUPE Français, nous avons un nom prestigieux, dans le secteur de l'ingénierie et du BTP. Notre implantation est internationale (45 pays). Nous recherchons pour notre Siège, à 30-45 minutes à l'Ouest de Paris, notre Responsable

**Administratif et juridique
international**

Bilingue Anglais - Espagnol souhaité, 300.000 F+

Sous l'autorité du Secrétaire Général, vous aurez un double champ d'action : au Siège, vous contrôlerez et animerez les services administratifs et juridiques, comprenant en particulier les assurances. Sur le terrain, notamment à l'étranger, vous mènerez des actions au profit de la direction des opérations : accords et prises de participation, règlements des litiges et contentieux, participation à la négociation et rédaction des contrats internationaux. Ce poste peut vous convenir si, après votre diplôme en Droit International, vous êtes devenu en 10-15 ans un véritable professionnel des affaires et si vous avez acquis les "réflexes" et la culture juridique qui vous permettent d'intervenir en toute autonomie et efficacité. Vous accepterez les déplacements : la connaissance du BTP serait un atout.

Adresser votre dossier (CV détaillé, lettre man. motivée, sal. act. et tit. pers.) sous la réf. 461 M à



Hervé Le Baur-Consultants
11, rue La Solle - 75008 PARIS
Tél. : 42 65 38 29

**Chef de Service Transport
Distribution Physique**

Une importante société agro-alimentaire à vocation nationale recherche dans le cadre de son développement son Chef de Service Transport Distribution Physique.

Collaborateur direct du Directeur Logistique :

- Il participera à la définition de la politique transport sur les flux amont (douane maritime en particulier).
- Il assurera l'exploitation de la distribution physique métropole et participera aux études d'optimisation.
- Il veillera enfin particulièrement au respect des coûts et de la qualité de service.

Homme d'expérience (5 années dans un poste similaire) et de formation BAC + 4, il maîtrisera les techniques douanes et transports maritimes, et démontrera une bonne connaissance du monde de la distribution physique agro-alimentaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 90286, à MEDIA-SYSTEM, 41 Bd Longchamp, 13001 MARSEILLE, qui transmettra.

هكذا من الامثل

Le Monde
CADRES

TRÈS URGENT
Recherches reducteurs
expérimentés, couples T.T.
Logiciels M8 Word ou
Wordstar 5.0, toutes les
versions communautaires. Adr.
C.V. et réf. ligne 60 cl.
page 100 à 110. 5, rue
de l'Enfer, 75008 PARIS.

ORG. DE DVP SOCIAL
recherche
COORDONNATEUR SOCIAL
STRASBOURG

pour quart. HLM (habitat).
B. exp. trava. soc. form. sup.
Env. C.V. et réf. ligne 60 cl.
73, av. Paul-Doumer,
75116 PARIS.

VIB. V.C. Olympe
recrute
Pâques à fin septembre :
— **RESP. ANIMATION**

sports et loisirs.
Cof. 180, exp. en V. V.
écigée.

— **PERSONNEL DE**
CUISINE ET BAR

— **ANIMATEUR VOLE**

S.E. et C.A.E.V. +
sermo. biling. +
— **ANIMATEURS**

enf. éco. B.A.F.A. + exp.
Ech. vers C.V. et réf.
V.V. C.A.E.S. du G.N.R.B.
La Vieille Perrière,
77310 St-Pierre-d'Olivier.

ENTREPRISE
SECURIS NORDAUX
Paris M.-S. effect. 100
RECHERCHE
diplôme Bac STS
comp. connaissances tournage
ou rectification notions C.N.T.
et expérience chef d'équipe
souhaitées.
Env. C.V. détaillé, photo,
précisions.
CORAI
B.P. 13, 75013 PARIS.

SERVICE
ET DEVELOPPEMENT
INFORMATIQUES

recherche
INGÉNIEURS
GRANDES ÉCOLES
UNIVERSITAIRES

pour
Ingénieur Systèmes IBM
sous V.M./CMS.
Applications :
logiciels de base,
logiciels scientifiques
et techniques.
Débutants acceptés.

Ingénieurs de développement
d'applications de gestion
IBM MVS/CICS/DB/VS
IBM VM/CMS/VS.
Débutants ou expérience.

C.V. + présentations à : S.D.I.
78-80, avenue Gambetta,
92174 SAGNOLE CEDEX.

PROMOTEUR RECHERCHE
JURISTE M.F.

profr. 5 a. exp. immob.
socio. proc. immob. conf.
Adr. C.V. et réf. ligne 60 cl.
LEVI TOURNAY, 31, bd
Bonne-Nouvelle, Paris-2.

SOCIÉTÉ IGER recherche pour
renforcer son service
ETUDES

INGÉNIEUR
AGRONOME
DÉBUTANT

Spécialisation arboriculture.
Nous adresser lettre man. +
c.v. + photo + références.
IGER, 9, rue Eugène-Fischer,
95017 PARIS.

CHIEF D'EXPLOITATION

La candidate devra justifier
d'une solide expérience de
jus de fruit, la connaissance
des normes des groupements
d'achats et de l'exportation
vers les pays de l'Est.

Le directeur de la formation
d'un établissement public
quartier Ecole recherche
pour sa seconde

UN CADRE
DE HAUT NIVEAU

qui effectuera des missions
d'études de conseil, d'informa-
tion et de planification et
assurera des publications.
De formation générale juristi-
que ou économique supé-
rieure, le candidat, 35 ans
environ sera un homme de
communication avec le goût
de la rédaction, de l'animation
et de l'organisation.

Famille de l'enseignement
technologique et profession-
nel, il posséderait également
une expérience de formation
en milieu industriel.
Poste stable 37 h 30,
12 mois.

Intéressement d'enseignants.
Adresser toutes candidatures,
avec c.v., photo et
préc. en préambule par l'en-
veloppe la réf. 31 067 BLEU,
17, rue Labat,
94307 Vincennes Cedex
qui transmettra.

P.S.I.
Photon Leader Instruments
Société Leader dans le
domaine des lasers à fibre
(fibres optiques) et électro-
optiques (lasers) recherche H. ou F.
déboutant.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

Dans le cadre
de son développement
Société recherche
pour assister
la Commission de gestion
son(s) Secrétaire
administratif(ve)
Ech. vers le n° 8481 M
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montreuil
75007 Paris.

L'ABR. de l'Oise
constituée en février 1988
RECRUTE

a) UN DIRECTEUR
titulaire d'une maîtrise de
droit privé et d'un DES de
droit privé ou de niveau équi-
valent, ayant une expérience
au moins dans le domaine de
l'habitat.

Ce poste est également
ouvert aux fonctionnaires
de catégorie A, de niveau
équivalent.
Il encadrera et sera assisté
de deux conseillers juridiques
et d'une secrétaire. Il aura
également à exercer la
fonction de conseil. Ayant au moins
une expérience professionnelle
dans le domaine de
problèmes liés au logement
ainsi que des institutions
intervenant dans ce
domaine.
Rémunération mensuelle
négociable.

b) 2 CONSEILLERS
JURISTES
titulaires d'une maîtrise de
droit privé et d'un DES de
droit privé ou de niveau équi-
valent.

Adr. dossier de candidature
(lettre-motivation +
C.V. et photo au P.S.I.) au
Conseil d'Administration de l'ABR,
1, rue de la Préfecture,
60200 BEAUVALLS CEDEX.
Avant le 15 avril 1988.

Organisme de formation
Métier recherche
FORMATEUR(Trice)
pour encadrer stage in-
térieur jeunes 16-25 ans.
Env. C.V. et photo, M. 77
35, av. Charles-Morier,
77400 CESSON.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE SERVICES
RECRUTE
SECRÉTAIRES
EXPÉRIMENTÉES
● pratique courante de la
sténodactylo.
● grande science télépho-
nique.
● initiative, esprit d'équipe
indispensables.
LIEU DE TRAVAIL :
ALAIN VINCIGUÈRE
LIGNE C.R.E.R.
Envoyer C.V., photo et pré-
sentations à : M. PRIEST,
Service du Personnel,
7, rue de Montreuil,
75007 PARIS.
Tél. : 45-55-91-71.

Sté d'architecture
PARIS
RECHERCHE
POUR SON DIRIGEANT
ASSISTANTE

Vous avez une longue expé-
rience, un bon niveau géomé-
trique et une connaissance du
milieu architectural. De
bonnes notions de dessin
texte. Les candidatures (let-
tre-motivation, C.V., photo),
sont à adresser à :

SABEA
28, rue Barbet-de-Joury,
75007 Paris
M^{me} M.-C. BUGUET.

Cours privé
PROFESSEURS
hist.-géo.,
CAPES, agrégation.
Exp. et exp. bac.
Tél. : 43-38-48-00.

Ag. spécialisée dans la
recherche de cadres et
d'entreprises, cherche à re-
nouveau son équipe de
JOURNALISTES-ÉCRIVAINS.
Envoyer C.V. et photo à
M. J. Dreyer 82100 Boulogne,
34, r. Dreyer 82100 Boulogne.

Agce d'urbanisme
cherche
SOCIO-ÉCONOMISTE

Exp. 3 à 5 a. dans observa-
toire urbain, et études écono-
miques et sociales.
Disponibilité immédiate.
Adresser lettre et C.V. à :
Monsieur le Directeur de
l'AUTB, 80000 Brest.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Env. C.V. et photo et préc.
à P.S.I., 65-67, av. Jean-
Jaurès, 91220 PALAISEAU.

INGÉNIEUR
TECHNIQUE CCIAL

Il aura rapidement la respon-
sabilité des lignes de produits
concernées par :
— sous-systèmes optiques,
— détecteurs et capteurs,
— traitement du signal.
Ce poste demande des com-
pétences scientifiques en
optique industrielle, mais
peut convenir à un ingénieur
généraliste.

Communication

L'audiovisuel face à l'échéance électorale

La CNCL s'interroge sur son avenir

La CNCL survit-elle à l'élection présidentielle ? Les sages en sont dans leur majorité convalscents, mais l'organisation de l'institution sera sans doute à revoir.

Un jour de janvier dernier, rue Jacob, un journaliste du magazine américain *Variety* provoqua un membre de la CNCL : « Alors, maintenant que vous êtes sages, par quel moyen vous allez être remplacés ? » Après un instant de silence, l'interpellé sourit. Diable ! Quelle entrée en matière ! L'interview à l'anglo-saxonne n'est pourtant pas pour lui déplaire. « Après cette abrupte prise de contact, raconte-t-il, j'ai eu envie de mes précipiter auprès de mes collègues et de leur dire : "Frères, il faut mourir ! Et il ne nous reste plus qu'à creuser le plus élégamment possible notre tombe !" »

Roger Bouzine, puisque c'est de lui qu'il s'agit - s'en abstint et édit sans doute raison. Car le sujet ne grève guère à la plaisanterie au sein de la commission. L'avenir ? Quelle question ! Comme si la CNCL avait le temps à perdre en conjectures. Voyez donc comme elle étudie, décortique, interroge ! Notez comme elle arbitre, statue, chronométrait, réglementait ! Comptez donc la fréquence des réunions plénières et des séances de ses groupes et sous-groupes de travail. Scrutez sa lettre bi-mensuelle et observez la variété des dossiers en instance, le nombre de décisions publiées, au *Journal officiel*, l'abondance du courrier et le calendrier surchargé au moins jusqu'à l'été. Vous persistez et vous doutez ? C'est ignorer le cas-tête de la campagne présidentielle radio-télévisée, l'horreur des comptes et des dérapages du temps de parole des politiques, le trac de la surveillance des chaînes, le cauchemar des autorisations de radios dans le nord, l'ennui de la réglementation sur le 166-achat, la corvée des consultations sur la chaîne musicale, la pression des artistes, les soubresauts de Jacques Chirac, les menaces de M6. Sans oublier le ciblé et les télé-locales, les « gaffes » de RFO, la grève des interprètes, les projets de Canal Plus. « Le jour viendra », déclare d'une voix posée, Gabriel de Broglie, le président de la CNCL, « où l'on reconnaîtra le travail accompli par la commission en 1987 et 1988. D'où notre parfaite sérénité ».

Sérénité, sérénité, reprend le chœur des treize... à quelques semaines près. Quelle trêve, vous en effet l'un d'eux ! Comme si tout n'était pas suspendu à l'élection ! On en parle, on calcule, on spéculait. On traque les petites phrases, on scrute les programmes politiques, on tend l'oreille à la moindre interview.

Alors, ces lendis matins, après tout un week-end d'interventions diverses à la radio, dans les journaux et d'autres « 7 sur 7 ». Que d'ailleurs souvent, et que de commentaires sur les ténors politiques que l'on croyait acquis et qui, parfois, s'égarent. Simoë, Vél, par exemple, dont les réflexions peu amènes sur la CNCL, faits au micro d'une radio, ont supplanté plus d'un. « Il y a eu un malentendu, je vais lui mettre un mot », déclare aussitôt un membre, hochant gravement la tête. Jack Lang, aussi qui créa la surprise, en affirmant un soir, qu'il ne saurait être question de « couper des têtes ». « Il réinvente dans mon estime », chuchotait le lendemain matin à son voisin un membre ami du RPR.

Fragile CNCL, qui ne comprend ni les réticences des hommes politiques à son égard, ni la désaffection des Français ! Un sondage réalisé en février pour le compte de la Croix révèle, en effet, que 41 % des personnes interrogées souhaitent sa suppression, 30 % son maintien, l'hostilité étant beaucoup plus manifeste parmi les cadres et les intellectuels. L'explication ? « Un manque de communication », affirme M. de Broglie, qui regrette de n'avoir eu plus de temps à consacrer aux relations publiques. « Des erreurs tout simplement », admettent quelques rares membres en rappelant les commentaires qui avaient accompagné, à l'automne 86, la nomination des PDG de l'audiovisuel public et avaient durablement touché l'image de la CNCL balbutiante.

Jouer la durée

Mais comme il est difficile d'entamer avec les membres une discussion sur l'avenir de l'institution ! « Aux hommes politiques de prendre leurs responsabilités », dit calmement Catherine Tasca, nommée par le président de la République. « Il serait indécent que les membres de la CNCL participent à ce type de débat », « Délicat », reconnaît Jacques Chirac, laquelle ne cache pourtant pas à quel point elle trouve dommageable la suppression de la CNCL au moment même, dit-elle, où elle acquiesce à la fois compétence et crédibilité dans les milieux professionnels.

Mais Yves Rocco et Gabriel de Broglie dépassent l'échéance des présidentielles. « Une perpétuité », exclame le premier, certain que l'existence d'une institution de régulation de l'audiovisuel est maintenant chose acquise. « Peu importe la forme et les modalités. L'institution est de toute façon prisonnière de sa mission. N'avons-nous pas chaque jour marché sur les pas de la Haute Autorité ? »

Roger Bouzine, lui, ne mâche pas ses mots : « Il faut laisser dis-

poser au temps ! J'ai été de ceux qui ont reconnu que la CNCL avait commis des erreurs et qu'il était présomptueux d'en vouloir aujourd'hui à celle de la compétence et non la bonne volonté. Certaines erreurs de la CNCL ont sans doute traitées des attitudes partiales : elles ont surtout révélé de vraies insuffisances. »

C'est aujourd'hui le problème clé. Et chacun en convient. La gestion de l'audiovisuel n'a plus grand chose à voir avec ce qu'elle était en 1982. La Haute Autorité devait d'abord chercher à distancer l'audiovisuel du pouvoir politique. Au-delà du pluralisme auquel elle doit veiller, la CNCL a surtout une tâche de régulation, d'organisation, de contrôle, de prospective ; une compétence étendue à tous les domaines y compris les télécommunications dont il est aisé de prévoir le poids croissant dans l'économie de la société. Devant la force des acteurs, l'importance des enjeux - industriels, financiers et culturels - la CNCL ne peut se permettre de faiblesse sous peine d'échouer et de dégrader dangereusement le système. D'où l'importance de recrutement des membres. « C'est la question pivot, admet Catherine Tasca. Il faut trouver des professionnels de pointe qui acceptent de faire une parenthèse dans leur vie professionnelle. Neuf ans, à cet égard, est un seuil dissuasif... » Surtout à compter des gens déjà à la retraite ou en fin de carrière, comme c'est le cas aujourd'hui pour la plupart des membres.

Magistrats ou magistrats ?

Alors, lesquels de préférence ? « Les deux ! » plaide Yves Rocco, ancien avocat général auprès de la cour de cassation. Le brassage de gens ayant des origines politiques et des formations différentes enrichit nos débats. Et je souhaite bien du plaisir à une CNCL composée uniquement de magistrats ! « Les deux ! » soutient Daisley de Galar, professionnel de la télévision et ancienne productrice. Je ne connais rien au droit. Et je n'ai jamais senti aussi fort cette pression de la loi et cette exigence de rigueur qui soutient nos délibérations !

L'intervention de M. Valéry Giscard d'Estaing suggérant la création d'une institution composée uniquement de magistrats est loin d'être passée inaperçue. « Qu'il assiste à une seule des réunions plénières, propose un administrateur et l'abusivité de sa proposition lui paraîtra flagrante », réagit Roger Bouzine qui dit avoir ressenti la suggestion comme une offense personnelle : « Considérons à priori l'indépendance des journalistes ! Seuls les magistrats seraient donc tenus de s'écarter de ce principe de savoir dans le contexte actuel où les feux de l'actualité sont en permanence braqués sur la justice, parfois sur ses grands chefs, souvent sur ses servitudes ! » L'indignation de l'ancien patron de l'AFP est réelle. « Ce serait une erreur foncièrement de vouloir faire de notre commission une micro-république des juges ! Il faut confier à des journalistes la réforme du code de procédure pénale ! »

La présence des magistrats au sein d'une institution du type de la CNCL ne va pas de soi non plus pour Catherine Tasca, énarque, issue du milieu de la création et du théâtre. « Non, vraiment dit-elle, autant nous enorgueillir d'experts dans des secteurs précis, autant les magistrats ne semblent pas s'imposer. D'abord parce qu'il serait fâcheux qu'ils soient amenés à intervenir dans des procédures engageant ou concernant la commission. Ensuite parce qu'il me semble que l'image d'indépendance attachée aux grands corps de l'Etat devrait dans bien des cas, être rectifiée. Car ce n'est pas une garantie de fabrique. On est indépendant

quand on croit au principe et qu'on observe une déontologie personnelle. Enfin, parce que l'une des questions essentielles aujourd'hui est celle de la compétence et non la bonne volonté. Certaines erreurs de la CNCL ont sans doute traitées des attitudes partiales : elles ont surtout révélé de vraies insuffisances. »

C'est aujourd'hui le problème clé. Et chacun en convient. La gestion de l'audiovisuel n'a plus grand chose à voir avec ce qu'elle était en 1982. La Haute Autorité devait d'abord chercher à distancer l'audiovisuel du pouvoir politique. Au-delà du pluralisme auquel elle doit veiller, la CNCL a surtout une tâche de régulation, d'organisation, de contrôle, de prospective ; une compétence étendue à tous les domaines y compris les télécommunications dont il est aisé de prévoir le poids croissant dans l'économie de la société. Devant la force des acteurs, l'importance des enjeux - industriels, financiers et culturels - la CNCL ne peut se permettre de faiblesse sous peine d'échouer et de dégrader dangereusement le système. D'où l'importance de recrutement des membres. « C'est la question pivot, admet Catherine Tasca. Il faut trouver des professionnels de pointe qui acceptent de faire une parenthèse dans leur vie professionnelle. Neuf ans, à cet égard, est un seuil dissuasif... » Surtout à compter des gens déjà à la retraite ou en fin de carrière, comme c'est le cas aujourd'hui pour la plupart des membres.

« Notre compétence croît chaque jour et il est des décisions qu'on prendrait aujourd'hui autrement », affirme Daisley de Galar qui est chargé du dossier de la production. On la croit sans effort. Il faut du temps bien sûr pour que l'institution se rode. Pourtant, personne ne nie la confusion qui règne rue Jacob, les retards, les erreurs, les insuffisances des dossiers sous lesquels croissent certains membres ainsi qu'une administration en sous-nombre, surchargée et mal organisée. « Il sera souhaitable, explique M. de Broglie, de faire coïncider les missions de la CNCL et ses moyens. » Des moyens trop limités qui ne permettront jamais à la commission de remplir sa mission concernant les mille cinq cents radios de définir comme l'exige la loi les normes pour le câble, de faire la part des services soumis à autorisation ou à déclaration.

« On devient plus compétent... Sans doute, avec le temps. Mais en s'octroyant chacun un secteur distinct, en devenant ainsi des super chefs de service, en s'exposant, en inventant toutes les équipes de gestion d'un dossier, de l'instruction à la décision, les membres ont pris une voie dangereuse. L'administration a aujourd'hui treize patrons, son directeur est devenu le chef de cabinet d'un président qui, sans doute, ne sait pas déléguer. Et le bateau avance, en rêvant des moyens de ses homologues canadiens et américains... En rêvant aussi du respect qui leur est imputé... »

ANIMICK COJEAN.

Le « Mirror » de M. Murdoch reste le seul quotidien du soir à Sydney

Le groupe australien Fairfax arrête la parution du « Sun »

Le second groupe de presse australien derrière la société News Corp. de M. Rupert Murdoch, John Fairfax Ltd, arrête la parution de deux de ses journaux : le quotidien du soir de Sydney, le *Sun*, créé il y a soixante-dix ans, et l'hebdomadaire *Times on Sunday*. Le *Sun* (213 000 exemplaires) et *Times on Sunday* (78 500 exemplaires) sont confrontés à de graves difficultés financières. Le *Sun* a ainsi perdu 130 000 exemplaires depuis six ans et enregistre un déficit annuel d'environ 50 millions de francs. L'arrêt de ces deux titres se traduit par trois cent soixante-dix-sept suppressions d'emploi.

Pour les dirigeants de John Fairfax Ltd, cette opération vise à consolider le groupe et à lui permettre de se développer. Le groupe est ainsi en

quête d'un partenaire pour la société éditrice du *Melbourne Age*. En Australie, il conserve plusieurs magazines locaux et trois autres quotidiens (le *Sydney Morning Herald*, le *Newcastle Herald*, le *Illawarra Herald*), ainsi que l'hebdomadaire *Sunday Sun Herald*, tandis qu'il édite *MS Magazine* aux Etats-Unis et *Spectator* en Grande-Bretagne. Son quotidien économique et financier, l'*Australian Financial Review*, a fait l'objet d'une proposition de reprise par le groupe britannique Pearson PLC, éditeur du *Financial Times* et possible acquéreur du groupe français Les Echos.

L'arrêt du *Sun* laisse le champ libre au seul autre quotidien du soir de Sydney, le *Mirror*, propriété de M. Robert Murdoch.

La campagne du Centre d'information civique à la télévision et à la radio

Deux spots diffusés gratuitement sur toutes les chaînes de télévision et de radio et 70 000 affiches dessinées par Loulou Picasso : le dispositif du Centre d'information civique (CIC) qui appelle les citoyens à élire le chef de l'Etat le 24 avril et le 8 mai prochains est en place. Le premier volet du message audiovisuel réalisé sur une musique de Lullu doit être lancé sur les ondes le 17 mars (le second, le 8 avril), tandis que les affiches sont déjà disponibles au CIC. Ces dernières seront progressivement installées dans les mairies, les lycées, les hôpitaux notamment, en feront la demande. « Sensibilisation » et « explication », tels sont les mots-clés de cette campagne présentée, le lundi 14 mars à Paris, par le président du CIC, M. Jean-Christophe Barbé.

Outre la mise en place d'un service minimal (accessible au 3615 code CIC-INFO), destiné à éclairer les électeurs sur l'enjeu du scrutin présidentiel, le CIC organise également des réunions d'informations à l'initiative, entre autres, des Français d'origine asiatique et des jeunes.

« La politique est une chose grave », explique M. Barbé qui s'inquiète de la prolifération des campagnes publicitaires des candidats à l'Elysée. « Elle ne se vend pas, elle s'explique », ajoute-t-il, justifiant la l'action entreprise depuis 1960 par le CIC.

★ CIC 242, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 45-44-14-17.

L'OPA d'Hachette sur Grolier

L'éditeur américain fait évaluer l'offre du groupe français


L'OPA déclarée par Hachette sur la totalité du capital de l'éditeur américain Grolier pour 415 millions de dollars (le *Monde* du 15 mars) risque de rencontrer quelques résistances. Dès l'annonce de l'offensive du groupe français, l'action de Grolier a fait un bond de 50 % à Wall Street, cotant plus de 24 dollars. Une valeur supérieure aux 21 dollars par action proposés par Hachette, qui affirme détenir déjà 5 % du capital de l'éditeur américain.

La direction de Grolier a demandé à une banque d'investissement, la First Boston, d'évaluer l'offre d'Hachette. Ce n'est qu'après cette expertise que le conseil d'administration de la société se réunira pour faire une recommandation à ses actionnaires. Selon l'agence Reuter, la direction de Grolier va demander au conseil de maximiser la valeur des actions. Interrogé par l'AFP, un porte-parole de Grolier s'est borné à remarquer que l'offre d'Hachette « n'était pas sollicitée » par l'éditeur américain.

● Saisie des émetteurs de trois radios de Haute-Savoie. — Les émetteurs de trois radios locales privées de Haute-Savoie - Stéréokin (Saint-Julien), Foi et culture islamique (Archamp) et Nostalgie (Annemasse) - ont été saisis par la police le 14 mars. Une plainte avait été déposée par les PTT helvétiques et l'aéroport de Genève, à la suite de perturbations créées par ces trois stations. La radio suisse romande et des radios locales suisses seraient également gênées par la puissance d'émission de ces radios installées sur le Mont-Salève, à la frontière franco-helvétique. Avant la saisie, la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) avait demandé à ces trois radios de ne plus émettre sur le territoire suisse. En outre, deux radios locales privées d'Annecy, RFM et Antenne-74 (leffide) et le *Sixty-FM* ont été, elles aussi, mises en demeure de cesser leur émission sur la Suisse et risquent la saisie si elles ne se mettent pas en conformité avec la loi dans le délai de dix jours.

● Hit FM « abonnés » à Europe 2. — La station parisienne Hit FM (103,5 MHz) diffuse, depuis le vendredi 11 mars à midi, le programme Europe 2 (musique et informations). La thématique « cinéma » de la radio est cependant maintenue, notamment dans une courte séquence donnant toutes les heures une information sur l'actualité cinématographique et réalisée par Hit dans le cadre de ses 20 % de programmes propres obligatoires. Conçu par Europe 1 pour un public plus jeune que son propre auditoire, le programme Europe 2 est déjà diffusé sur quatre-vingts radios réparties sur l'ensemble du territoire.

● Décès de Murray W. Weiss, ancien rédacteur en chef de l'*International Herald Tribune*. — Murray W. Weiss, ancien rédacteur en chef de l'*International Herald Tribune*, est mort le 12 mars, à l'hôpital d'Arlington, dans la banlieue de Washington. Il était âgé de soixante-quatre ans. Ses études à l'université Columbia achevées, il était entré au *Herald Tribune* en 1947 comme... gérant de bureau. Il en était devenu rédacteur en chef adjoint avant d'être nommé en 1968, responsable de l'édition européenne. Rédacteur en chef à Paris, il a joué un rôle primordial dans la transformation de ce quotidien de langue anglaise, initialement destiné aux touristes et expatriés américains, en un journal international de référence. En 1979, il regagna les Etats-Unis pour prendre la rédaction en chef d'*Advocate*, puis du magazine *Parade*, avant de rejoindre l'agence d'information américaine, USA.



Place de la Madeleine, Paris

DU 10 MARS AU 19 MARS 1988

SEMAINE DE LA CRAVATE ET DU MOUCHOIR

CRAVATE soie... 59F
les trois... 170F

MOUCHOIR coton... 60F
les six... 60F

MADELIOS, LE PLUS GRAND CHOIX DE CRAVATES DE PARIS

(Publicité)

GRANDE SOIRÉE

HOMMAGE A CONDORCET

organisée par le

CERCLE CONDORCET DE PARIS

président Claude JULIEN

CONDORCET ET L'INSTRUCTION DU CITOYEN

par Dominique JULIA

directeur de recherche au CNRS

CONDORCET, UN RÉPUBLICAIN

par M. Robert BADINTER

● Textes de Condorcet lus par M. François CHAUMETTE, de la Comédie-Française

● Airs de la période révolutionnaire par la Musique des gardiens de la paix sous la direction de M. Claude PICHAREAU

LUNDI 21 MARS 1988
de 18 h 15 précises à 20 h

Grand Amphithéâtre de la Sorbonne
Entrée rue des Ecoles

ENTRÉE LIBRE

مكتبة من الامم المتحدة

هكذا من الامم

SOMMAIRE

■ Les syndicats japonais abordent les traditionnelles négociations de printemps sous un jour nouveau. Les revendications porteront moins sur les salaires que sur les conditions de vie (lire ci-dessous).
■ L'Arabie saoudite s'oppose à une baisse de la production

de l'OPEP (lire ci-dessous).
■ Une circulaire en préparation devrait permettre à nouveau le fonctionnement en France des entreprises intermédiaires (lire page 45).
■ Pour la première fois, la chambre syndicale des agents de change a suspendu un de ses membres,

la charge Baudouin, pour « carences graves dans la gestion et la surveillance » (lire page 48).
■ M. Balladur est décidé à aller vite pour mettre en œuvre les réformes proposées dans le rapport Deguen sur les marchés à terme (lire page 46).

BILLET

Les OPA sous surveillance

Le gouvernement s'émue de la vague actuelle d'offres publiques d'achat (OPA) qui touchent les entreprises françaises. Une émotion qui tient largement au fait que cette procédure est peu familière aux pratiques françaises. Au regard des marchés financiers britanniques ou américains qui ont connu respectivement plus de 250 et entre 500 et 600 opérations de ce type en 1987, la « déferlante » que connaît l'Hexagone est en effet bien limitée avec ses 12 opérations l'année dernière. Même si le mouvement s'est accéléré sur ce début d'année (16 opérations), il reste encore modéré.

Une OPA n'est pas forcément une chose mauvaise en soi. Mode d'acquisition parmi d'autres, elle manifeste un certain dynamisme des entreprises et favorise les restructurations. Plus agressive que les rapprochements à l'amiable auxquels le capitalisme hexagonal était habitué, elle peut cependant être perturbante pour le personnel et bouleverser prématurément les orientations stratégiques prises par la société. Il est donc logique que l'attitude — si ses ambitions sont légitimes — en fasse clairement part à la société attaquée. En préconisant une telle « transparence », — de la part de l'auteur d'une OPA comme de tout détenteur de plus de 10 % du capital d'une société, — M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, ne fait d'ailleurs que suivre les traces des pratiques existant en Grande-Bretagne ou aux États-Unis.

Une démarche logique à partir du moment où la Bourse de Paris veut imiter ses aînés de Londres ou de New-York. Encore faut-il habituer les esprits à cette évolution rapide. Car il faut se souvenir que les nouvelles dispositions

sur les franchissements de seuil (seuils de 5 % et 20 % s'ajoutant aux seuils de 10, 33 et 50 %) sont toutes récentes — elles ont été imposées par la loi du 17 juin 1987 — et commençant seulement à entrer dans les faits. Il s'agit maintenant de passer à l'étape suivante en ajoutant à cette déclaration de franchise une déclaration d'intention.

A côté de la transparence, le ministre d'État veut s'attaquer au problème de l'équilibre des forces entre attaquants et attaqués. Un domaine autrement plus complexe dans la mesure où les règles s'établissent sur la base de la jurisprudence.

Tout le problème est de ne pas entraver le dynamisme des OPA tout en assurant un minimum de possibilités de défense aux sociétés convoitées. Sur ce terrain miné — notamment lorsque les salariés entrent dans la bataille des OPA, comme c'est le cas pour la Télévision — M. Balladur a choisi la voie de la prudence en se contentant de demander, avec un délai d'un mois, leurs réflexions aux autorités boursières. Un moyen de désamorcer un débat politique tout en donnant le sentiment de s'attaquer au problème. En sachant que le gouvernement a toujours les moyens d'intervenir dans une OPA en se référant au contrôle des investissements étrangers, aux participations bancaires, au domaine de la défense... Mais à force de sécurité, ne prend-on pas le risque de geler l'actionnariat ?

CLAIRE BLANDIN.

Le virage à droite du mouvement syndical japonais

Les revendications portent moins sur les salaires que sur les conditions de vie

TOKYO

de notre correspondant

Le « shunto », la traditionnelle offensive syndicale de printemps, relevait depuis des années du pur rituel : depuis 1975, l'offensive s'est toujours traduite par des augmentations de salaires ne dépassant pas les limites fixées par le patronat au début de la négociation. Si l'expression se maintient cette année encore, elle tient plus à l'habitude qu'à l'euphémisme : le shunto et ses implications politiques sont relégués au grenier de l'histoire.

La nouvelle grande confédération syndicale, Rengo, créée en novembre dernier, qui mènera fin mars et début avril le mouvement de revendication, a d'ailleurs clairement défini celui-ci comme la « tactique de printemps pour l'amélioration des conditions de vie ». Toute idée de « lutte » ou d'« offensive » est bannie. Le patronat, qui entend maintenir une relation étroite entre productivité et augmentation des salaires, se félicite de ce qu'il nomme le « réalisme » de Rengo. « C'est une organisation précieuse », a récemment déclaré le nouveau président du Nikkeiren (organisme patronal chargé des problèmes du travail), M. Eiji Suzuki, car elle ne se situe pas sur le terrain idéologique mais tient compte de la situation économique. On pourra donc faire du « shunto » sur le même ring.

Le rapport des forces est cependant loin d'être équilibré. Les syndicats, en perte de vitesse, sont en

position défensive. Confrontés à une crise profonde, ils cherchent à se restructurer pour survivre et recouvrer un pouvoir de négociation. Ils demandent des augmentations salariales substantielles (de l'ordre de 6 % à 9 %), mais ils n'ont guère de moyens pour les imposer et la plupart des économistes prévoient que dans ses concessions le patronat n'ira pas au-delà des 4,5 % qu'il est prêt à accorder.

Rengo (Confédération des syndicats du secteur privé), née de la fusion après des années de pourparlers des anciennes fédérations Domei et Churitsu Roren, regroupe la quasi-totalité des syndicats du secteur privé affiliés à Sohyo et des organisations ne participant à aucune fédération, soit au total 5,5 millions d'adhérents.

L'autre grande centrale est Sohyo (4 millions d'adhérents). Regroupant essentiellement les syndicats du secteur public, Sohyo fut autrefois la plus combative des organisations syndicales. Elle est aujourd'hui très affaiblie et doit d'ailleurs fusionner avec Rengo en 1989.

Un mouvement affaibli

Ces regroupements reflètent les graves difficultés du mouvement syndical. Plusieurs facteurs y contribuent.

Tout d'abord une désyndicalisation qui s'accroît d'année en année : en 1987, le taux de syndicalisation était de 27,6 %, soit la moitié de ce qu'il fut au lendemain de la guerre (55,8 % en 1949). En d'autres termes, près des trois quarts des salariés japonais ne sont pas syndiqués.

Autre élément d'affaiblissement : le poids plus grand, dans l'économie, du secteur tertiaire (où le taux de syndicalisation est faible), au détriment des industries traditionnelles. La privatisation a d'autre part réduit l'influence des syndicats du secteur public, et notamment des plus combattifs : c'est le cas de Kokoro, le syndicat des chemins de fer, d'orientation marxiste, qui a perdu son influence. D'une manière générale, la privatisation a accru l'influence des éléments modérés en faveur du dialogue plus que de la confrontation.

Autrefois, l'offensive de printemps était lancée par les syndicats de la sidérurgie, la première industrie du Japon. Compte tenu des dif-

ficultés de ce secteur, le leadership de la revendication était revenu ces dernières années au conseil japonais de la Fédération internationale des métallurgistes regroupant les secteurs de l'acier, des chantiers navals, de l'automobile et de l'industrie électrique. Mais il s'agit d'industries dépendant des exportations et par conséquent affectées par la valorisation du yen : aussi leurs syndicats, fonctionnant dans le cadre de l'entreprise et pour qui la survie de celle-ci était la priorité des priorités, ont-ils dû accepter les propositions patronales. C'est ainsi que l'année dernière les augmentations de salaire furent les plus faibles obtenues depuis la guerre. Il est peu probable que Rengo soit en position de rétablir un rapport de forces plus favorable aux salariés.

Durée du travail

La formation de Rengo (et sa fusion l'année prochaine avec Sohyo) est significative d'un virage à droite (ou vers le centre) du mouvement syndical japonais. L'abandon d'une rhétorique militante et de la tactique de la confrontation (même si, en pratique, les grèves étaient le plus souvent évitées par un accord de dernière minute) ne constitue assurément pas une perte en soi.

Et la tentative de Rengo de ne pas faire des augmentations salariales le point de focalisation de la lutte syndicale, mais au contraire d'élargir la base des revendications aux problèmes plus généraux des conditions de vie des salariés (durée du travail, sécurité de l'emploi, retraite, problèmes des impôts, des assurances-maladie et du logement) est une approche réaliste, compte tenu du niveau de développement de l'économie japonaise et de sa situation actuelle.

Les problèmes ne se posent en effet plus en termes de montant des salaires nominaux : évalués en dollars, les salaires japonais sont parmi les plus élevés du monde, mais, en termes de pouvoir d'achat interne, ils sont largement inférieurs à ceux des Américains ou des Européens.

En ce qui concerne la durée du travail, celle-ci n'a pratiquement pas diminué depuis le milieu des années 70 : les « riches » Japonais travaillent ainsi deux mille cent heures par an, soit cinq cents heures de plus que les Français. L'un des slogans de l'offensive de printemps

ÉNERGIE

L'Arabie saoudite s'oppose à une baisse de la production de l'OPEP

Chute brutale des cours du pétrole

Les cours du pétrole ont brutalement chuté, lundi 14 mars, sur les marchés libres à la suite des déclarations de M. Hisham Naser, ministre saoudien du pétrole, refusant une baisse de production de l'OPEP. S'exprimant à Bagdad, où se tient le quatrième congrès arabe sur l'énergie (avec vingt pays invités), M. Naser avait indiqué, lundi matin, qu'il n'était pas indispensable de réduire la production de l'organisation pour redresser les cours du brut très affaiblis depuis le début de l'année.

En conséquence, à New-York, le West Texas intermediate (qualité de référence) a perdu 70 cents pour tomber à 15,59 dollars le baril pour une livraison en avril. A Londres, le Brent reculait de 30 cents à 14,40 dollars pour une livraison également en avril.

La position saoudienne a surpris les opérateurs. Beaucoup s'attendaient à l'annonce d'une réunion extraordinaire de l'organisation, ou du moins du comité des prix comme l'a demandé officiellement le Venezuela, pour réduire de 5 % à 10 % les productions afin de redresser les cours.

Cette hypothèse avait d'ailleurs fait gagner 1 dollar au baril la semaine passée sur les marchés. Mais M. Naser a estimé qu'une réunion de l'OPEP n'était pas la « seule

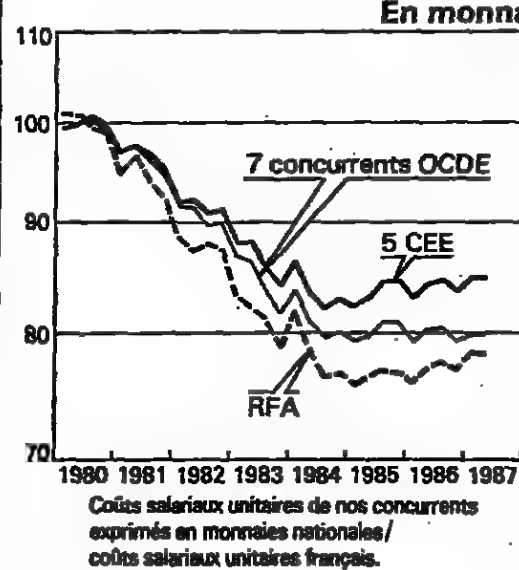
solution » pour enrayer la baisse, ajoutant que des « consultations informelles » étaient toujours en cours entre les treize membres.

Depuis trois mois, le brut n'a cessé de baisser, et son cours est désormais inférieur de quelque 3,50 dollars au prix officiel de 18 dollars que défend toujours, en théorie, l'OPEP. L'effritement n'est pas tant dû — cette fois-ci — à une surproduction des pays membres, qui respectent grosso modo leur limite prévue de 17 à 17,5 millions de barils/jour, mais à l'importance des stocks et à la faiblesse persistante de la consommation mondiale alors que, dans le même temps, les producteurs « non OPEP » (Norvège, Grande-Bretagne, Mexique, Angola...) ne cessent de produire plus (le Monde du 10 mars) pour écouler leur brut. En outre, plusieurs pays accordent des rabais.

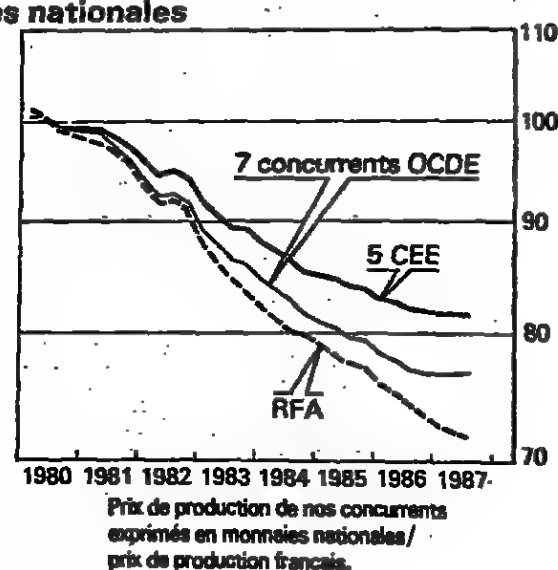
Ainsi Abou-Dhabi aurait proposé à ses clients japonais des baisses rétroactives sur ses prix depuis décembre, qui atteindraient 2 dollars le baril, selon l'hebdomadaire Middle East Economic Review.

Comme les pays du Golfe, et donc en premier lieu l'Arabie saoudite, refusent d'assumer seuls l'assainissement du marché en réduisant leur part, on voit mal comment la glissade des cours pourrait s'arrêter.

Produits français et concurrence internationale

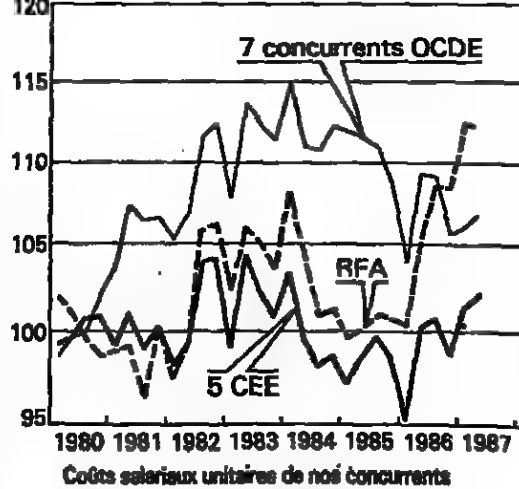
Compétitivité salariale
coût salariaux unitaires
(base 100 en 1980)

Coûts salariaux unitaires de nos concurrents exprimés en monnaies nationales/coûts salariaux unitaires français.

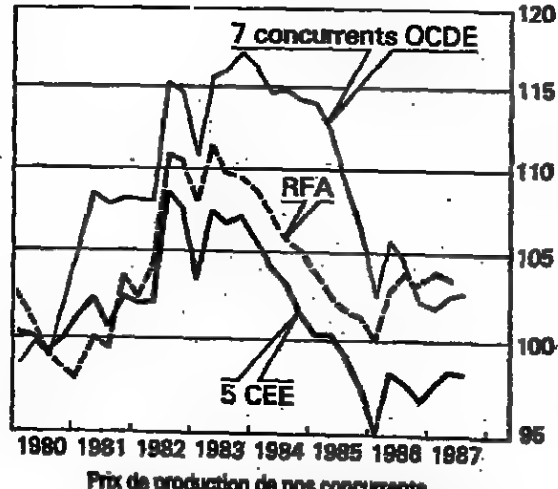
Compétitivité globale
prix de production
(base 100 en 1980)

Prix de production de nos concurrents exprimés en monnaies nationales/prix de production français.

En francs



Coûts salariaux unitaires de nos concurrents exprimés en FF/coûts salariaux unitaires français.



Prix de production de nos concurrents exprimés en FF/prix de production français.

NB : Une hausse indique une amélioration de notre compétitivité.

La compétitivité des produits français se juge de deux façons : d'abord au niveau primaire celui des coûts salariaux (graphiques de gauche) ; ensuite, au niveau des prix à la production (graphiques de droite) qui, eux, tiennent compte en plus des coûts salariaux, des consommations intermédiaires, des frais financiers, des impôts et, bien sûr, des marges.

On voit que, si la compétitivité salariale de la France s'améliore beaucoup depuis 1984, il n'en va pas

de même pour la compétitivité globale qui se dégrade rapidement jusqu'en 1986 et ne se stabilise qu'à partir de 1987. Par rapport à la seule RFA, la compétitivité globale en monnaie nationale continue à s'affaiblir. En France, la situation ne cesse de se dégrader depuis 1986, à cause de la dépréciation de notre monnaie face au deutschemark.

(Graphiques INSEE.)

CONJONCTURE

Un dossier de l'« Economist » sur la France

Une morosité surfaite

Cinq semaines avant l'élection présidentielle, l'hebdomadaire britannique *The Economist* fait paraître dans son numéro daté 12-18 mars un dossier de seize pages rédigé par son correspondant à Paris Edmund Fawcett, qui fait le point sur la France d'aujourd'hui, à travers différents angles : politique, économique, international, culturel et militaire. Précédé par une campagne publicitaire sur le thème provocateur « La France rencontrera-t-elle un nouveau Waterloo en 1992 ? », ce long article est plutôt modéré dans le ton et dans le jugement avec la pointe de nostalgie de rigueur pour le « savoir vivre » français.

Edmund Fawcett souligne quelques-uns de nos travers, notre complaisance à parler du « déclin de la France » et notre obsession pour les résultats affichés par l'économie allemande. Il distribue des bons points : non, la France n'est pas aussi paresseuse qu'on veut bien le dire ; oui, la déreglementation a remis en cause un colbertisme jugé pesant pour les entreprises. Il estime surtout que la mentalité a évolué ces dernières années à l'égard des affaires : les Français n'auraient plus honte de gagner de l'argent.

L'auteur rappelle cependant les grandes faiblesses de la France à la veille du choc de 1992 : une culture qui n'est plus créative, un enseignement qui ne se préoccupe que des élites, une recherche insuffisante, des services financiers peu compétitifs et un appareil industriel qui n'a pas terminé sa restructuration. Edmund Fawcett estime que l'enthousiasme de la France pour l'Europe, nécessaire à être quelque peu douché dans les années qui viennent. Mais il lui donne une chance de réussir.

J.-M. Do.

Renseignements publicités

Le Monde
AFFAIRES
Tél. : 45-55-91-82
poste 4160 ou 4167

(Publicité)

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en boutiques, bureaux, locaux commerciaux, alimentation, cafés, librairies, commerces divers, gérances
Tous les lundis, dans le journal
spécialisé depuis 43 ans
En vente partout 3,50 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. (1) 48-85-30-30

« LES ANNONCES »

Économie

SOCIAL

Politique salariale

Les Charbonnages de France et la RATP proposent 2 % d'augmentation pour 1988

Les directions des Charbonnages de France et de la RATP ont informé, vendredi 11 mars, les organisations syndicales de leurs intentions pour 1988 en matière de salaires sous des formes presque identiques.

Les Charbonnages de France ont proposé une augmentation de 2 % en 1988, correspondant à une progression de 1 % pour la masse salariale, s'ajoutant à l'effet « report » des augmentations de 1987 sur 1988 qui équivalait à 0,68 %. Dans un communiqué, la direction prend « l'engagement qu'aucun salaire brut mensuel ne sera inférieur à 66 000 F, soit en moyenne 5 500 F par mois ». Un réajustement des bas salaires est à l'étude, « dans l'esprit des mesures qui ont été décidées en Lorraine », et prendra effet au 1^{er} mars. La plupart des syndicats ne se sont pas prononcés sur ces propositions et aucune date n'a été fixée pour une nouvelle réunion. La CGT demande aux mineurs « de porter la lutte à un niveau plus élevé ».

À la RATP, l'augmentation pourrait également être de 2 % en 1988 et interviendrait en deux étapes. L'évolution en masse serait de 0,92 % alors que l'augmentation globale de la masse salariale avait été

fixée à 2,5 % pour l'année 1988 (mesures catégorielles, promotions, ancienneté et effets report compris). La CGT a fait connaître son refus des bases. La CFDT a jugé ces propositions insuffisantes et indiqué qu'elle ne participerait pas à la prochaine réunion, prévue pour le 21 mars. « Il ne s'agit pas de véritables négociations », a déclaré la CFDT, qui estime que la direction « a l'œil fixé sur les directives gouvernementales ».

Dans la fonction publique

D'autre part, à la suite de la décision « unilatérale » du gouvernement d'augmenter de 1 % le salaire des fonctionnaires au 1^{er} mars, la FEN, la FOA-F, l'Autonomie, la CFDT et la CFTC « exigent l'ouverture immédiate de la négociation salariale ». Les quatre syndicats estiment que la revalorisation annoncée constitue une mesure « à valeur sur les conclusions des discussions à venir ». Ils font observer qu'elle n'a pas donné lieu à négociation et « ne règle pas la situation salariale des fonctionnaires en 1988 ».

Une circulaire en préparation

Le retour des entreprises intermédiaires

Finalement pas fier d'avoir eu à supprimer les entreprises intermédiaires (le Monde du 2 mars), M. Philippe Séguin s'apprête à les réhabiliter. Ainsi, une des premières décisions négatives du ministre des affaires sociales à l'été 1986 serait-elle corrigée par une de ses toutes dernières circulaires, à quelques semaines de l'élection présidentielle.

En préparation, la circulaire s'adresse à tous les préfets et fonctionnaires. Elle proposera les moyens de mise en œuvre « d'une procédure de conventionnement visant au développement des entreprises d'insertion », puisque c'est sous ce nouvel intitulé que les entreprises intermédiaires ont survécu.

Constatant que les personnes très en difficulté cumulent un faible niveau de formation avec certains handicaps sociaux, il est admis qu'il « convient de développer les actions d'insertion dans le monde du travail » et donc recommander « d'offrir à toutes les entreprises qui le souhaitent la possibilité d'accueillir des marginaux ».

L'Etat peut passer une convention pour une durée d'un an et renouvelable « au vu d'un compte-rendu d'exécution », avec « toute structure de production quel que soit son statut juridique, y compris les entreprises relevant de la loi de 1901 », si un minimum de conditions sont remplies. Par exemple, il faut que l'action d'insertion soit définie dans le cadre d'un projet social, qu'il y ait une approche pédagogique personnalisée et qu'un responsable du programme — un travailleur social ou un éducateur — soit présent dans l'entreprise.

A partir de là, des jeunes comme des adultes pourront être accueillis, qu'ils soient chômeurs de très longue durée, jeunes à la dérive et sans formation, toxicomanes, sortants de prison ou d'hôpitaux psychiatriques.

AFFAIRES

Honda vend au Japon ses voitures « made in USA »

Les constructeurs nippons deviennent des exportateurs américains

TOKYO
de notre correspondant

L'embarquement récent à destination du Japon de cinq cent quarante automobiles de marque Honda fabriquées aux Etats-Unis est révélateur d'une évolution de la stratégie des constructeurs nippons : ceux-ci ne se contentent pas d'avoir délocalisé une partie de leur production aux Etats-Unis afin de pallier le renchérissement des coûts dû à la hausse du yen et de s'assurer un meilleur accès au marché américain, ils sont en train de transformer leurs implantations en bases d'exportation.

Honda est le premier constructeur à attaquer le marché domestique depuis les Etats-Unis. Et dès cette année, il compte être le premier « exportateur américain » de voitures au Japon avec quatre mille véhicules, soit pratiquement le nombre d'automobiles américaines vendues sur l'archipel en 1987. L'objectif de 1991 : cinquante mille voitures exportées vers le Japon et vingt mille vers d'autres pays, notamment l'Europe. Deux autres constructeurs, Mazda et Mitsubishi Motors (ce dernier aussi qu'on trouve dans l'illinois sera achevé), comptent également prendre les Etats-Unis comme base d'exportations.

En outre, les constructeurs japonais s'approvisionnent de plus en plus en pièces détachées américaines. Honda est en ce domaine aussi l'un des pionniers : en 1988, ses achats de pièces détachées aux Etats-Unis augmenteront de 25 %, passant de 1,2 à 1,5 milliard de dollars. Pour sa part, Isuzu Motors achètera dès cette année vingt mille moteurs à General Motors, qui seront montés sur ses véhicules fabriqués aux Etats-Unis et il en importera dix mille autres destinés à

des camionnettes produites au Japon.

Conséquence de la hausse du yen, qui a rendu trop coûteuses pour les constructeurs automobiles nippons implantés à l'étranger les importations de pièces détachées en provenance de l'archipel, la fourniture de matériel d'origine locale a augmenté de 30 % l'année dernière. La tendance, à un rythme comparable, devrait se poursuivre cette année.

Fournisseurs locaux

Le développement de ces achats, qui n'auront pas un effet sensible sur le déficit commercial des Etats-Unis (une bonne partie des pièces provenant d'unités de production implantées au Canada ou au Mexique), obligera en revanche les constructeurs japonais à modifier leur méthode de travail (notamment l'absence de stock) et à créer des dépôts. Plus gravement, la tendance à se fournir en pièces détachées à l'étranger se fera cruellement sentir sur les sous-traitants nippons.

D'autres branches que l'automobile seront également touchées par la nouvelle stratégie commerciale qui se dessine : selon un récent rapport du Jetro (Organisation japonaise pour le commerce extérieur), sur les six cent quarante entreprises nipponnes implantées aux Etats-Unis, vingt et une d'entre elles se sont lancées dans l'exportation de leurs produits au Japon et dix-neuf autres vers des pays tiers. C'est le cas de Fujitsu America qui vend des disques magnétiques en Europe, de Sony et de Toshiba qui dirigent sur le Japon une partie de leur production de pièces détachées électroniques, ou de NSK qui y exporte ses roulements à billes. Hitachi Computer, Matsushita Electric et Yamaha Motor envisagent de faire de même.

PHILIPPE PONS.

REPÈRES

Tiers monde

Les Philippines ont converti un demi-milliard de dollars de dette

Le programme de conversion de la dette extérieure des Philippines en actions a jusqu'à présent permis d'économiser 298 millions de dollars sur le paiement des intérêts de la dette extérieure, qui se monte à 27,5 milliards de dollars, a annoncé la Banque centrale des Philippines.

Ce programme, qui permet la conversion d'une partie de la dette en actions d'entreprises locales qui deviennent propriétés des créanciers, a également attiré des investissements d'une valeur de 181 millions de dollars depuis sa mise en place en août 1986, a précisé la Banque centrale. Au total, la conversion de 485,2 millions de dollars a été approuvée cette année par le gouvernement, souligne la banque, qui rappelle que toutes les conversions n'ont pas encore eu lieu.

Budgets régionaux

+ 18 % par rapport à 1987

L'ensemble des vingt-deux budgets régionaux de métropole représentés, pour 1988, environ 31 milliards de francs, soit une augmentation de 18 % par rapport à 1987. La Fédération nationale des élus socialistes et républicains (présidée par M. Pierre Mauroy), qui fournit ces indications à partir de l'étude des budgets primitifs, précise que les augmentations vont de + 50 % en Franche-Comté à + 8 % en Champagne-Ardenne. Les dépenses en faveur des lycées atteignent 8,5 milliards (6,2 en 1987). Certaines régions (Centre, Aquitaine) ont beaucoup recours à l'emprunt tandis que d'autres (Auvergne, Lorraine, Provence-Alpes-Côte d'Azur) se désendettent.

Sur le front des OPA

L'offre de Bolloré sur Rhin-Rhône jugée recevable

La Chambre syndicale des agents de change (CSAC) a jugé recevable l'offre publique d'achat (OPA) lancée par le groupe Bolloré au travers de sa filiale Sofical sur Rhin-Rhône (distribution de carburants). Le prix a été fixé à 1 100 F et porte sur le contrôle majoritaire de Rhin-Rhône. Bolloré se réservant le droit de renoncer à l'opération — qui expire le 15 avril — si elle ne peut obtenir ce contrôle. La CSAC est donc passée outre l'objection soulevée, le 10 mars, par le ministère de l'Industrie, qui expliquait que toute modification de l'actionnariat de Rhin-Rhône était soumise à son aval, au motif que cette société détient une autorisation dite A5 d'importation de produits pétroliers attribuée au titre de la loi de 1928.

Tout au plus la CSAC a-t-elle précisé que l'OPA de Bolloré était assortie d'une « stipulation particulière » relative au maintien de cette autorisation. Bolloré, qui examine avec les autorités compétentes les conditions dans lesquelles Rhin-Rhône pourrait continuer à en bénéficier, s'engage auprès de la CSAC « en toute hypothèse » — c'est-à-dire même dans l'éventualité où cette autorisation serait suspendue ou retirée — à mettre en œuvre une procédure de maintien de cours à 1 100 F.

Par ailleurs, le groupe Bolloré, qui possède déjà 35 % de Rhin-Rhône, confirme qu'il existe un protocole entre lui et Elf, actuellement actionnaire principal de Rhin-Rhône avec 35,5 % du capital, aux termes duquel Sofical détiendra la majorité de Rhin-Rhône. Enfin, devant la réaction hostile des salariés de Rhin-Rhône, le groupe Bolloré a fait savoir qu'il souhaitait rencontrer « dans les plus brefs délais » le personnel pour lui exposer son projet industriel, en reconnaissant que ses inquiétudes étaient « légitimes » mais « non fondées » et « largement explorées par certains dirigeants de Rhin-Rhône, qui pensent sans doute plus à leur intérêt personnel qu'à celui de la société ». La cotation de Rhin-Rhône, interrompue depuis le 4 février, reprendra le 16 mars.

Télémechanique dans l'œil du cyclone

Schneider et Framatome, qui se disputent depuis un mois et demi le contrôle de Télémechanique, sont-ils à la veille d'une bataille boursière ? C'est la question qui se pose maintenant, après l'autorisation donnée par la Chambre syndicale des agents de change de reprendre, le mercredi 16 mars, les cotations de l'entreprise.

Cette mesure permet en effet aux deux rivaux de racheter en Bourse, en marge de l'OPA, des titres de l'entreprise qu'ils convoitent. Schneider, auteur d'une OPA hostile contre Télémechanique, a déjà profité une fois de cette possibilité en ramassant, début mars, 203 000 actions Télémechanique lors d'une première — et brève — reprise des cotations, ce qui lui a permis de prendre une longueur d'avance sur son concurrent et de porter à 24,47 % sa participation dans la société d'automates industriels. Rien ne l'empêche aujourd'hui de faire de même et de tenter de transformer l'essai en s'assurant une minorité de blocage (33 %) dans Télémechanique... voire une majorité. Les choses pourraient toutefois se dérouler un peu différemment : début mars, Framatome, qui se demandait alors s'il continuait ou non à soutenir Télémechanique, était absent du marché et n'avait pas cherché à acheter des titres. Aujourd'hui, il pourrait adopter une autre attitude et proposer également de racheter des actions... auquel cas, la course pourrait flamber.

Comme le président de Schneider, M. Didier Pineau-Valencienne, ne perd pas une occasion d'affirmer sa volonté de prendre le contrôle de Télémechanique, on voit bien que la belle est dans le camp de Framatome. Tout dépend de l'atti-

tude qu'adoptera le constructeur de chaudières nucléaires. Restera-t-il campé dans son rôle de « chevalier blanc », quitte à dépenser des milliards pour voler au secours de Télémechanique ? Rien ne permet aujourd'hui de l'affirmer. Framatome trouvait déjà que sa dernière surenchère lui coûtait fort cher (4 milliards de francs). Ses actionnaires et lui ne seraient-ils pas tentés de jeter l'éponge ?

Jamais la situation de Télémechanique n'aura été aussi critique, le calme actuel comme dans l'œil du cyclone devrait précéder la tempête. Car les espoirs de négociations cessées par certains en fin de semaine dernière ont fait long feu. Et on peut se demander maintenant si réussira à obliger les protagonistes à s'asseoir autour d'une table pour éviter qu'une entreprise tombe sous la coupe d'un groupe à son corps défendant.

F. V.

● Federated Department Stores accepte l'offre de Macy. — Dans la bataille pour la chaîne des magasins américains, Federated Department Stores, Macy a gagné une étape contre son rival canadien Campeau. Le conseil d'administration de Federated a, en effet, accepté le 14 mars, la nouvelle offre de Macy à 77,35 dollars l'action, soit un total de 6,35 milliards de dollars.

● Le « raider » M.-T. Bonne Pickens retire son offre sur Homestake — La compagnie pétrolière Mesa, présidée par le « raider » M.-T. Bonne Pickens, a annoncé, le 14 mars, le retrait de son OPA de 1,87 milliard de dollars sur le premier producteur américain d'or Homestake Mining. Le conseil d'administration de cette société avait rejeté l'offre.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LOCAMIC

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS 1987

L'activité du Groupe au cours de l'exercice 1987 s'est traduite par une hausse de 18 % de la production à 1498 Millions de Francs contre 1278 Millions de Francs en 1986, essentiellement imputable au secteur crédits I.B.E.

Le montant consolidé des encours de crédit et de crédit-bail s'élève à 2865 Millions de Francs, contre 2443 Millions de Francs au 31 décembre 1986.

Le bon niveau de l'activité et l'augmentation des encours n'ont pu entièrement compenser le resserrement de la marge, conséquence de la vive concurrence qui a régné sur le marché du crédit et du crédit-bail, tout au long de l'année.

Le résultat net financier courant consolidé du Groupe s'élève à 34,4 Millions de Francs, contre 43,9 Millions de Francs en 1986. Après prise en compte des éléments exceptionnels et notamment des frais d'introduction en Bourse, le net financier consolidé ressort à 31,2 Millions de Francs.

La société mère LOCAMIC enregistre un bénéfice financier courant avant impôts de 21,5 Millions de Francs, contre 19 Millions de Francs en 1986, soit une hausse de 13 %. Le bénéfice net social s'élève à 12 Millions de Francs après 14,3 Millions de Francs de dotation aux amortissements complémentaires, contre 10,5 Millions de Francs en 1986 après 8 Millions de Francs de dotation auxquels s'ajoutait une plus-value exceptionnelle sur cession de titres de 42,5 Millions de Francs.

Il sera proposé à l'Assemblée la distribution d'un dividende en légère augmentation par rapport à 1986.

Placements

Sicav
Société
Générale

La compétence du financier

La complexité croissante des marchés financiers, leur évolution rapide, parfois brutale vous laisse sans doute perplexes.

A la Société Générale — 1^{er} groupe bancaire privé français — nos gestionnaires bénéficient des meilleures sources d'information en temps réel et mettent à votre service leur expertise de financiers.

En toute circonstance, nous nous mobilisons pour vous aider à atteindre vos objectifs : rendement, sécurité, plus-values...

VOICI LES RÉSULTATS DE NOS SICAV AU 31/12/87

Orientation et objectif	SICAV	Actif net (F millions)	Valeur liquidative (F)	Performance annuelle en % (1)
Actions françaises	INTERACTIF	9 975,1	370,03	+ 28,1
Actions étrangères	EUROACTIF	—	—	— (2)
Portefeuille diversifié - valorisation	EUROFUND	1 152,8	858,00	+ 11,2
Portefeuille international - valorisation	EUROFUND	2 068,9	1 100,11	+ 11,5
Obligataires convertibles, actions - valorisation et rendement	CONVERTISSIM	1 400,1	314,21	+ 13,0
Valeurs et obligations françaises - valorisation et rendement	ORFÈVRE	87,4	5 051,40	N.S. (2)
Obligataires français - rendement	SOUPHONIS	6 619,8	325,07	+ 15,6
Obligataires internationaux - valorisation	INTEROBLIS	2 712,8	1 106,07	+ 14,7

(1) en base annualisée depuis le 1^{er} janvier 1987 (ou date de mise en place, pour les SICAV à création récente).
(2) en base annualisée depuis le 1^{er} janvier 1987 (ou date de mise en place, pour les SICAV à création récente).

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
PRINCIPAL CONSEIL DANS L'UNE DE NOS 2219 AGENCES EN FRANCE

هتدا من الامبل

Marchés financiers

La réforme des marchés à terme

M. Balladur veut aller vite dans la mise en œuvre des recommandations du rapport Deguen

Commentant le rapport de la commission Deguen sur les nouveaux instruments financiers à terme (le Monde du 15 mars), M. Edouard Balladur a fait part de sa volonté d'aller vite dans la mise en œuvre des recommandations de ce rapport visant à améliorer la sécurité de ces instruments et de ces marchés. Il a commencé par souligner la responsabilité directe des professionnels eux-mêmes dans la réalisation des investissements matériels indispensables à un bon fonctionnement des différents compartiments du marché.

Il incombe à ces professionnels de contrôler l'évolution de leur technique et de leurs produits, de faire respecter une discipline de place, de renforcer la surface financière des chambres de compensation (organismes privés), de lancer, à Paris, des cotations à terme sur un indice boursier et d'instituer une liaison entre ces chambres, qui doit faire l'objet d'une réflexion tant de la part du conseil des Bourses de valeurs que du conseil des marchés à terme.

Sont du ressort des pouvoirs publics, en revanche, les autres propositions de la commission. Ainsi, l'assujettissement des auxiliaires de la profession boursière, c'est-à-dire des gérants de portefeuille et des remisiers (apporteurs d'affaires rémunérés par une ristourne sur les courtages et profits), au contrôle des autorités de marché pourrait être assuré par la élaboration d'un texte modifiant la loi du 21 décembre 1972 qui régit cette catégorie d'intermédiaires.

Actuellement, seul l'accès à la profession en question est soumis à un contrôle, assez formel, de la Chambre syndicale des agents de change, par la délivrance d'une carte professionnelle. On notera, à cet égard, que ladite Chambre syndicale vient de saisir le parquet pour obtenir le retrait de la carte de remisier de M. Royer, à la suite de « graves irrégularités » dans sa société de remise, IPGF, elle-même liée à la société de Bourse (agent de change) Baudouin, qui vient d'être suspendue par ses soins (voir page 47).

Chute des cours du cacao

Les cours à terme du cacao ont atteint lundi 14 mars, à Londres, leur plus bas niveau depuis août 1982, en s'établissant à 923 livres la tonne sur la position de mai, contre 954 livres vendredi 11 mars en clôture. On estime généralement que les cours pourraient s'affaiblir de nouveau et passer au-dessous des 900 livres la tonne.

Cette chute est la conséquence de l'échec des négociations à Londres de l'Organisation internationale du cacao (OICC), le samedi 12 mars. Après deux semaines de discussions, les producteurs et les consommateurs ne sont pas parvenus à fixer la fourchette des prix qui devrait être soumise par l'Organisation. Les consommateurs demandent un abaissement des prix en raison de la montée des stocks. Les producteurs refusent une telle mesure. Le différend devra être réglé par une procédure d'arbitrage. Dans le meilleur cas, cette procédure prendra plusieurs mois.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

bilan investissement

Le conseil d'administration, réuni le 11 mars 1988, sous la présidence de M. Maurice Gontier, a arrêté les comptes de l'exercice 1987.

Les engagements nouveaux pris au cours de l'exercice se sont élevés à 291 millions de francs. Sur ce montant, les opérations de location simple représentent 110 millions de francs et celles de crédit-bail 181 millions de francs. Les engagements bruts totaux s'élevaient à 709 millions de francs, en progression de 5,90 % par rapport à 1986 et ce, malgré les levées d'option intervenues. Ces opérations se répartissent à raison d'un tiers en patrimoine propre, deux tiers en crédit-bail.

Les éléments caractéristiques des comptes de l'exercice 1987, comparés à ceux de 1986, se présentent ainsi :

(en millions de francs)	1986	1987	Variation
Recettes locatives	600	648	+ 8 %
Frais financiers nets	181	186	+ 2,8 %
Amortissements et provisions	151	184	+ 21,8 %
Résultat avant amortissement	330	379	+ 14 %
Bénéfice net	178,8	192,4	+ 7,6 %
Bénéfice net par action (en F)	64,3	68,7	+ 6,8 %

L'augmentation de la dotation aux comptes d'amortissements et de provisions résulte pour l'essentiel des nouvelles règles d'amortissements dégressifs adoptées pour certains immeubles loués en crédit-bail.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale qui se réunira le 30 mai 1988 la mise en distribution d'un dividende de 60 F par action contre 56 F en 1986, soit une augmentation de 7,14 %. Cette assemblée sera suivie d'une assemblée générale extraordinaire qui aura notamment pour objet d'harmoniser les statuts avec les nouvelles dispositions légales et de donner les pouvoirs nécessaires au conseil pour saisir dans les meilleures conditions les opportunités d'opérations financières.

Au cours des deux premiers mois de l'exercice 1988 Bilan Investissement a engagé de nouvelles réalisations pour 317 millions de F dont 174 millions de pleine propriété.

NEW-YORK, 14 mars ↑

Reprise en séance

Bon début de semaine à Wall Street. Assez lourd ces derniers jours, le marché américain s'est redressé. Les trois premières heures de cotation furent plutôt laborieuses. Mais, dans l'après-midi, un mouvement d' reprise s'est déclenché. A la clôture, l'indice des industriels enregistrait une avance de 15,08 points à 2.050,06. Le bilan de la journée n'a toutefois pas rendu compte du phénomène. Sur 1.958 valeurs traitées, 727 seulement ont monté, 794 ont baissé et 437 n'ont pas varié.

Ce comportement n'a pas revêtu une très grande signification, tant les affaires furent calmes. Au total, 931,89 millions de titres seulement ont changé de mains, contre 200,07 millions vendredi. Les professionnels se déclarent néanmoins satisfaits du comportement de la Bourse, qui, à leur avis, continue à couvrir ses positions, mais traduit sur le fond de bonnes dispositions. En fait, autour du Big Board, tout le monde attend avec impatience la publication, jeudi des résultats du commerce extérieur pour janvier. Les prévisions de déficit sont plutôt meilleures que celles formulées par les cabinets et tournent autour de 15 milliards de dollars. En se vérifiant, ce chiffre redonnerait de la vigueur au dollar.

Autre facteur d'indécision : l'approche de la fausse journée des « trois sorcières » (coïncidence sur les opérations à terme : indices, actions, options), qui aura lieu vendredi 18 mars.

VALEURS	Cours de 14 mars	Cours de 15 mars
Alcoa	44 3/8	45 1/4
Allegiance (H&J)	77 3/4	78 1/4
A.T.	27 1/2	28 3/8
Borg	25 1/2	25 3/8
Chambers	25 5/8	26 1/4
Du Pont de Nemours	85 3/4	87
Eastman Kodak	42	42 1/4
Ford	44 3/8	44 1/4
General Electric	71 3/4	71 7/8
General Motors	58 7/8	60
IBM	145 3/8	146 3/8
Johnson & Johnson	43 5/8	43 7/8
McDonald	54 5/8	55 1/8
Merck	38 1/2	38 3/4
Pharmacia	45 1/4	45 3/4
Union Carbide	24 5/8	24 3/4
USX	32 1/8	31 7/8
Westinghouse	51	50 5/8
Xerox Corp.	57 5/8	57 1/2

LONDRES, 14 mars ↑

Hausse

Les cours des valeurs ont évolué de manière irrégulière lundi. L'indice FT a toutefois clôturé en hausse au terme d'une journée assez active. Il a terminé à 1.460, en progression de 0,6 % par rapport à vendredi. Les investisseurs ont de nouveau manifesté leur réserve devant la nouvelle progression de la livre qui menace la compétitivité des exportations. Mais les espoirs d'un allègement de la fiscalité à la veille de la présentation du budget 1988-1989 ont contribué à une légère reprise en fin de journée. Quelques 377 millions de titres ont été échangés.

Les valeurs à l'exportation ont cédé du terrain, à l'exception de Glaxo qui a bondi après l'annonce de résultats semestriels supérieurs aux prévisions. Turner and Newall, un des principaux fabricants mondiaux de produits à base d'amiant, a annoncé une hausse de 73 % de son bénéfice avant impôts pour l'exercice terminé fin décembre. Bonne tenue des industrielles comme BOC et Cookson, tandis que les banques étaient briguées. Les fonds d'Etat ont enregistré des gains, alors que les mines d'or se sont affaiblies.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Lin, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogues.

PARIS, 15 mars =

Inexistant

« Le marché est inexistant », se plaignait un gérant de portefeuille devant l'apathie qui a envahi la Bourse. L'indicateur de tendance, après s'être maintenu au alentours de - 0,03 % lors des échanges de la matinée, revenait en séance à - 0,28 %. A l'image de la veille, les cotations se déroulaient à vive allure faute d'ordres d'achat ou de vente importants. Sur le marché à règlement mensuel, le montant des échanges est tombé lundi en dessous des 700 millions de francs, et rien n'était là, mardi, pour inverser la tendance.

Autour des colonnes, les intervenants expliquent ce ralentissement subi par l'attente qui a suivi bon nombre d'entre eux à deux jours de la publication du montant du déficit commercial américain de janvier. « Tout porte à croire qu'il ne sera pas bon », entendent-on de toutes parts. A cela s'ajoutent les spéculations sur la date d'annonce de la candidature de François Mitterrand à l'Elysée, chacun y allant de son pronostic.

Pour tuer le désœuvrement, les opérateurs préféraient parler de la suspension de la charge Baudouin, s'annonçant que la Chambre syndicale ait mis si longtemps à réagir.

Parmi les plus fortes hausses de la séance figuraient Fichtel-Sachs, Midland, Raffinage et Imetal tandis qu'on observait à la baisse Facom, Salsigne, Presses de la Cité et UCB.

L'effet stimulant des OPA sur les valeurs semble n'être plus qu'un souvenir et, dorénavant, les boursiers s'attendent à se retrouver dans les défilés dus aux batailles autour de Rhin-Rhône et de Télécom. De son côté, le groupe américain Air Products ne semble pas avoir réussi son OPA sur l'Oxygène liquide, l'actionnaire minoritaire Air liquide ayant refusé d'obtenir la majorité de blocage.

Sur le marché obligataire, le calme régnait également. Le contrat national de mars gagnait 0,44 % à 102,7.

TOKYO, 15 mars ↑

Mieux orienté

Après avoir poursuivi son repli, la Bourse de Tokyo a, mardi, tenté de se relever. L'indice Nikkei s'est établi à 25.475,67, soit légèrement au-dessus (+ 42,16 points) de son niveau précédent.

Le marché n'a, semble-t-il, pas voulu tenir compte de la nouvelle glissade du dollar. Explication fournie par le ministre des finances, M. Kiichi Miyazawa : la faiblesse du billet vert est due à la hausse de la livre sterling. Elle paraît avoir suffi aux investisseurs.

L'intérêt s'est de nouveau concentré sur la sidérurgie et les chantiers navals.

Fort en début de semaine (1,3 milliard de titres échangés), l'activité s'est un peu ralentie, portant sur à peine plus de 1 milliard de titres.

VALEURS	Cours de 14 mars	Cours de 15 mars
Alcoa	630	630
Bridgepointe	1.320	1.350
Canon	1.130	1.110
Fuji Bank	3.430	3.320
Honda Motor	1.880	1.850
Mitsubishi Bank	2.830	2.810
Mitsubishi Heavy	658	678
Sony Corp.	5.140	5.130
Toyota Motor	2.350	2.380

FAITS ET RÉSULTATS

Une troisième usine Beecham en France. — La firme pharmaceutique britannique Beecham va prochainement construire une troisième unité de fabrication en France. Cette nouvelle usine sera implantée en Bretagne. Son coût est évalué à 5 millions de livres (\$2,3 millions de francs). Elle emploiera une cinquantaine de personnes. La production sera axée sur les antibiotiques, essentiellement l'amoxicilline, destinés à l'exportation.

Le groupe chimique allemand Akzo a reçu l'autorisation des autorités soviétiques d'ouvrir un bureau à Moscou. Outre ses activités commerciales, ce bureau aura pour tâche d'intensifier les contacts en URSS dans les domaines scientifiques et technologiques. Un porte-parole de la firme a déclaré que sa société estime pouvoir se préparer ainsi à la restructuration économique de l'Union soviétique. En attendant, Akzo veut accroître ses activités de négociation avec l'URSS, qui porte sur la vente de produits synthétiques, de produits chimiques et des peintures, et sur l'achat de matières premières. Ce commerce représente actuellement 150 millions de florins.

Glaxo, généralisé par les changes. — Le groupe pharmaceutique britannique Glaxo annonce, pour le deuxième semestre de 1987, un bénéfice d'exploitation de 352 millions de livres, en progrès de 4 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires (924 millions de livres) a progressé de 5,5 %. Selon le

président, Sir Paul Girolami, ces faibles progressions sont dues aux distorsions de change. Sans ce facteur, les profits se seraient accrus de 16 % et les ventes de 20 %.

L'indice Standard and Poor's fait peu noise. — Pour la première fois depuis 1976, le célèbre indice boursier Standard and Poor (S et P) va faire peu noise. Le cabinet d'expertise financière Standard and Poor's a, en effet, décidé de changer à partir du 6 avril prochain la composition de son indice des 500 actions pour mieux refléter l'évolution des Etats-Unis vers une économie de services, notamment financiers.

Un des grands baromètres de Wall Street à côté du Dow Jones, le nouvel indice prendra toujours en compte 500 actions. Mais le poids des secteurs d'activité y sera modifié.

L'indice S et P des valeurs industrielles ne prendra plus en compte que 398 actions (au lieu de 400). L'indice des compagnies financières sera calculé sur 42 titres (au lieu de 40). L'indice des services publics restera calculé sur 40 actions, et celui des transports sur 20. Ce changement reflète un important mouvement vers une économie de services, notamment financiers, a souligné M. Robert Andrials, vice-président de Standard and Poor. L'indice S et P des 500, introduit en 1957, est calculé sur des actions représentant aujourd'hui plus de 2.000 milliards de dollars en valeur boursière.

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.B.P.S.A.	220	228 50	La Générale de régie	212	227
Amis de l'Asie	350	374 50 d	Les Immatriculés	250	249
Ayrol	318	313	Lucas	155	155
B.A.C.	440	435	Marle Immobilier	288 50	288 50
B. Dancach & Associés	377	377	Metallurg. Mulhouse	98 10	98
B.C.M.	820	820	Métallurgie Rouennaise	281	280
B.I.P.	479	480	Milieu	135	133
Boloni Technologies	780	781	M.M.M.	450	450
Boloni	758	774	Molier	230	230
Châlon de Lyon	910	912	Nord-Océan	520	517
Châteauneuf	622	627	Obit-Loup	184 30	184 30
Chât. Plus	435	435 50	Om. Gaz. Fr.	283	285
Chât.	1157	1159	Protonic C. & B. Fr.	100 10	99 50
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	256	259	St-Germain (S.G.)	710	712
C.A.T.C.	127	127	St-Germain (S.G.)	1110	1125
C.N.M.E.	690	695	St-Henri (S.H.)	148 50	143 70
C. S. de Fr.	296	296	S.C.G.P.M.	134	138 40 d
C.E.G.I.D.	490	471	Sepa	260	280
C.E.G.P.	156	158	Sepa-Mans	552	550
C.E.P. Communication	1140	1140	S.E.P.	1190	1168
C.E.I. Information	567	545 c	S.E.P.A.	1083	1080
Châteauneuf d'Angers	460	460	Sepa	1201	1200
C.A.M.	271	282	S.A.T. (S.A.T.)	225	224
Comcast	212	210	Sodislog	650	650
Comcast	485	506	Sepa	259 20	259
Dalio	142	141	TF 1	183	184
Dupont	3200	3204	Liberty	111	111
Dumoulin	1188	1181	Union Financ. de Fr.	442	428
Deville	640	640	Valeurs de France	310	305
Edisons (Edison)	120	117			
Edison (Edison)	400	400			
Edison (Edison)	20 15	20 40			
Edison (Edison)	412	414			
Edison (Edison)	678	678			
Edison (Edison)	851	855			
Edison (Edison)	230	230			
Edison (Edison)	148	150			
Edison (Edison)	108	118 d			
Edison (Edison)	124 50	124 50			
Edison (Edison)	170	169			
Edison (Edison)	213	219			

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ

LEMONDE

Marché des options négociables

le 14 mars 1988

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
		Mars	Jun
		dernier	dernier
Elf-Aquitaine	208	67	67
Elf-Coppée	1.100	63	115
Michell	140	43,50	50
Midil	1.380	22	105
Paribas	320	2,50	20
Peugeot	928	27	95
Saint-Gobain	400	1,70	17
Thomson-CSF	136	9	21

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 14 mars 1988

Nombre de contrats : 46 122

COURS	Mars 88	Jun 88	Sept. 88
Dernier	102,25	100,80	100,20
Précédent	102,65	101,05	100,50

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
	Jun 88	Sept. 88
	Jun 88	Sept. 88
102	1,08	1,62
	2,24	—

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,65 F ↑

Sauf au Japon, le dollar s'est un peu raffermi mardi 16 mars sur toutes les places financières internationales. Il a notamment coté 5,6525 F (contre 5,6385 F). Ce redressement a donné une bouffée d'oxygène au franc français vis-à-vis du deutschemark, qui valait 3,3965 F (contre 3,3993 F). Les affaires ont été calmes dans l'attente de la publication du budget britannique et des résultats du commerce extérieur américain.

Marchés financiers

BOURSE DU 15 MARS

Règlement mensuel										Cours relevés à 14 h 55									
Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	Comptant	VALEURS
2008	A.S. 1973	1000	1000	0	0	2008	Ch. de France	142	142	0	0	133	Ch. de France	142	142	0	0	133	Ch. de France
1008	A.S. 1974	1000	1000	0	0	1008	Ch. de France	142	142	0	0	1008	Ch. de France	142	142	0	0	1008	Ch. de France
907	A.S. 1975	1000	1000	0	0	907	Ch. de France	142	142	0	0	907	Ch. de France	142	142	0	0	907	Ch. de France
1254	A.S. 1976	1000	1000	0	0	1254	Ch. de France	142	142	0	0	1254	Ch. de France	142	142	0	0	1254	Ch. de France
1408	A.S. 1977	1000	1000	0	0	1408	Ch. de France	142	142	0	0	1408	Ch. de France	142	142	0	0	1408	Ch. de France
1180	A.S. 1978	1000	1000	0	0	1180	Ch. de France	142	142	0	0	1180	Ch. de France	142	142	0	0	1180	Ch. de France
399	A.S. 1979	1000	1000	0	0	399	Ch. de France	142	142	0	0	399	Ch. de France	142	142	0	0	399	Ch. de France
520	A.S. 1980	1000	1000	0	0	520	Ch. de France	142	142	0	0	520	Ch. de France	142	142	0	0	520	Ch. de France
1240	A.S. 1981	1000	1000	0	0	1240	Ch. de France	142	142	0	0	1240	Ch. de France	142	142	0	0	1240	Ch. de France
220	A.S. 1982	1000	1000	0	0	220	Ch. de France	142	142	0	0	220	Ch. de France	142	142	0	0	220	Ch. de France
1850	A.S. 1983	1000	1000	0	0	1850	Ch. de France	142	142	0	0	1850	Ch. de France	142	142	0	0	1850	Ch. de France
380	A.S. 1984	1000	1000	0	0	380	Ch. de France	142	142	0	0	380	Ch. de France	142	142	0	0	380	Ch. de France
880	A.S. 1985	1000	1000	0	0	880	Ch. de France	142	142	0	0	880	Ch. de France	142	142	0	0	880	Ch. de France
330	A.S. 1986	1000	1000	0	0	330	Ch. de France	142	142	0	0	330	Ch. de France	142	142	0	0	330	Ch. de France
520	A.S. 1987	1000	1000	0	0	520	Ch. de France	142	142	0	0	520	Ch. de France	142	142	0	0	520	Ch. de France
820	A.S. 1988	1000	1000	0	0	820	Ch. de France	142	142	0	0	820	Ch. de France	142	142	0	0	820	Ch. de France
230	A.S. 1989	1000	1000	0	0	230	Ch. de France	142	142	0	0	230	Ch. de France	142	142	0	0	230	Ch. de France
408	A.S. 1990	1000	1000	0	0	408	Ch. de France	142	142	0	0	408	Ch. de France	142	142	0	0	408	Ch. de France
280	A.S. 1991	1000	1000	0	0	280	Ch. de France	142	142	0	0	280	Ch. de France	142	142	0	0	280	Ch. de France
350	A.S. 1992	1000	1000	0	0	350	Ch. de France	142	142	0	0	350	Ch. de France	142	142	0	0	350	Ch. de France
570	A.S. 1993	1000	1000	0	0	570	Ch. de France	142	142	0	0	570	Ch. de France	142	142	0	0	570	Ch. de France
350	A.S. 1994	1000	1000	0	0	350	Ch. de France	142	142	0	0	350	Ch. de France	142	142	0	0	350	Ch. de France
1000	A.S. 1995	1000	1000	0	0	1000	Ch. de France	142	142	0	0	1000	Ch. de France	142	142	0	0	1000	Ch. de France
2050	A.S. 1996	1000	1000	0	0	2050	Ch. de France	142	142	0	0	2050	Ch. de France	142	142	0	0	2050	Ch. de France
800	A.S. 1997	1000	1000	0	0	800	Ch. de France	142	142	0	0	800	Ch. de France	142	142	0	0	800	Ch. de France
46	A.S. 1998	1000	1000	0	0	46	Ch. de France	142	142	0	0	46	Ch. de France	142	142	0	0	46	Ch. de France
4080	A.S. 1999	1000	1000	0	0	4080	Ch. de France	142	142	0	0	4080	Ch. de France	142	142	0	0	4080	Ch. de France
1610	A.S. 2000	1000	1000	0	0	1610	Ch. de France	142	142	0	0	1610	Ch. de France	142	142	0	0	1610	Ch. de France
2320	A.S. 2001	1000	1000	0	0	2320	Ch. de France	142	142	0	0	2320	Ch. de France	142	142	0	0	2320	Ch. de France
114	A.S. 2002	1000	1000	0	0	114	Ch. de France	142	142	0	0	114	Ch. de France	142	142	0	0	114	Ch. de France
86	A.S. 2003	1000	1000	0	0	86	Ch. de France	142	142	0	0	86	Ch. de France	142	142	0	0	86	Ch. de France
570	A.S. 2004	1000	1000	0	0	570	Ch. de France	142	142	0	0	570	Ch. de France	142	142	0	0	570	Ch. de France
980	A.S. 2005	1000	1000	0	0	980	Ch. de France	142	142	0	0	980	Ch. de France	142	142	0	0	980	Ch. de France
1520	A.S. 2006	1000	1000	0	0	1520	Ch. de France	142	142	0	0	1520	Ch. de France	142	142	0	0	1520	Ch. de France
350	A.S. 2007	1000	1000	0	0	350	Ch. de France	142	142	0	0	350	Ch. de France	142	142	0	0	350	Ch. de France
780	A.S. 2008	1000	1000	0	0	780	Ch. de France	142	142	0	0	780	Ch. de France	142	142	0	0	780	Ch. de France
940	A.S. 2009	1000	1000	0	0	940	Ch. de France	142	142	0	0	940	Ch. de France	142	142	0	0	940	Ch. de France
920	A.S. 2010	1000	1000	0	0	920	Ch. de France	142	142	0	0	920	Ch. de France	142	142	0	0	920	Ch. de France
460	A.S. 2011	1000	1000	0	0	460	Ch. de France	142	142	0	0	460	Ch. de France	142	142	0	0	460	Ch. de France
160	A.S. 2012	1000	1000	0	0	160	Ch. de France	142	142	0	0	160	Ch. de France	142	142	0	0	160	Ch. de France
300	A.S. 2013	1000	1000	0	0	300	Ch. de France	142	142	0	0	300	Ch. de France	142	142	0	0	300	Ch. de France
170	A.S. 2014	1000	1000	0	0	170	Ch. de France	142	142	0	0	170	Ch. de France	142	142	0	0	170	Ch. de France
440	A.S. 2015	1000	1000	0	0	440	Ch. de France	142	142	0	0	440	Ch. de France	142	142	0	0	440	Ch. de France
370	A.S. 2016	1000	1000	0	0	370	Ch. de France	142	142	0	0	370	Ch. de France	142	142	0	0	370	Ch. de France
104	A.S. 2017	1000	1000	0	0	104	Ch. de France	142	142	0	0	104	Ch. de France	142	142	0	0	104	Ch. de France
618	A.S. 2018	1000	1000	0	0	618	Ch. de France	142	142	0	0	618	Ch. de France	142	142	0	0	618	Ch. de France

Comptant

(différence)

SICAV

(différence)

14/3

VALEURS	% du total	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Prise en c.	Rachet net	VALEURS	Emission Prise en c.	Rachet net	VALEURS	Emission Prise en c.	Rachet net	
Obligations																					
Exp. 6.80 % 77	128 80	7 186	Chemins (SA)	678	678	Lower (SA)	1280	1270	Tout-Anglais	304	304	A.A.A.	715 37	697 92	Fruct-Assurances	1386 46	1386 46	Fruct-Prestations	437 44	477 16	
8.00 % 78/80	301 20	8 040	Compagnie	137	142	Loch	802	804	Tour Eiffel	340	336	Action	185 37	180 42	Fruct-Energie	251 65	255 27	Fruct-Rentiers	943 29	93 69	
10.80 % 79/84	108 80	5 720	C.I.C. (Financ. de)	135	130 20	Mediobank Int.	100	104	Ulfar SA	510	510	Action France	386 57	382 62	Fruct-Opti	317 39	312 70	Fruct-Value	1063 27	1063 21	
10.80 % 81/83	104 80	2 300	C.I.C. (Financ. de)	135	130 20	Mediobank Int.	100	104	U.L.P.	305	305	Action Invest.	338 46	323 11	Fruct-Opti	10489 78	10489 78	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
10.80 % 82/84	112 80	2 780	Chemins	320 40	327	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
10 % juil. 82	114 80	12 240	Ch. Industrielle	2620	2323	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
14.80 % juil. 83	114 80	9 040	Comp. Lyon-Alain	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
12.40 % juil. 84	117 80	5 830	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
12.20 % juil. 84	117 80	5 830	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
11.50 % juil. 85	110 80	9 020	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
10.25 % juil. 86	107 80	1 012	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
OUT 12.75 % 83	1857		Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
OUT 10 % 2000	108 80	6 030	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
OUT 9.50 % 1997	106 80	2 540	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
OUT 9.50 % 1998	102 80	1 232	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 5 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 6 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 7 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 8 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 9 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 10 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 11 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 12 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 13 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 14 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 15 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 16 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 17 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 18 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 19 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 20 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 21 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 22 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 23 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 24 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 25 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 26 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 27 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 28 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 29 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 30 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 31 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 32 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 33 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 34 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 35 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 36 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 37 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 38 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 39 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 40 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 41 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 42 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 43 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 44 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 45 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 46 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90	1682 71	
Ch. France 47 %	102 80	2 080	Chemins (SA)	748	748	Magnat (SA)	121 80	120	U.A.P.	868	868	Action Alcatel	513 29	490 45	Fruct-Opti	243 94	236 45	Fruct-Value	1685 90		

هتدا من الامل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 M. Shamir à Washington. 4 L'aggravation de la crise au Panama. — La région de violence en Irlande. 5 La rencontre Kohl-Mitterrand en Forêt-Noire. 6 Moscou accepte le report de la signature d'un accord à Genève.	7 La campagne dans la majorité. 8 La campagne dans l'opposition. DÉBATS 2 OPA, cigales et fourmis, par Michel Varlin; Éléments pour un dialogue Est-Ouest, par Louis Le Penec.	11 Un député socialiste demande des explications sur les comptes énigmatiques du maire d'Orléans. 12 Après l'inculpation de deux médecins nigéris, le rébellion des cancéreux.	13 Art : « Les Phéniciens », à Venise. 14 Dégustations, par Bernard Frank. 15 Théâtre : Paris-Nord et l'Étalon-or, au Théâtre Ouvert. 43 Communication : la CNCL s'interroge sur son avenir.	44 Le virage à droite du mouvement syndical japonais. — Les OPA sous surveillance. 45 L'Arabie saoudite s'oppose à une baisse de la production de l'OPEP. 46 La réforme des marchés à terme. 46-47 Marchés financiers.	Abonnements 12 Annonces classées 22 à 42 Campus 18 Carnet 18 Loto 18 Météorologie 17 Mots croisés 17 Radio-télévision 17 Spectacles 16	● ONISEP : la quinzaine de l'orientation. ONI ● A six semaines de l'élection présidentielle. ELEC ● En direct des places financières. FIN Actualité, International, Sports, Campus, FNAIM, Télématel. 3615 Taper LEMONDE

Avec un rendement supérieur à 8 %

Remontée des taux à court terme à Paris

Les taux d'intérêt se sont tendus lors de l'adjudication de bons du Trésor, le lundi 14 mars, qui, sur des échéances de treize semaines à un an, ont vu leurs rendements augmenter de 0,60 %, un peu au-dessus de 8 %.

Cette tension, observée également sur les taux à long terme des obligations et sur les cours du MATIF, reflète l'inquiétude qu'a soulevée, à la fin de la semaine dernière, l'accès de faiblesse du franc, entré en période pré-électorale.

Les opérateurs redoutent que la Banque de France soit amenée à relever son taux d'intervention pour défendre le franc, comme elle l'avait fait au début de novembre dernier. Il est vrai qu'aujourd'hui la situation s'est améliorée, à la fois sur le front des prix intérieurs et sur celui du commerce extérieur.

MM. Chirac et Barre et le candidat de gauche privés du soutien d'Isabelle Adjani

Isabelle Adjani a protesté, lundi 14 mars, sur TF 1, contre l'utilisation de son nom dans les encarts publicitaires de soutien à M. Jacques Chirac. Interrogée par téléphone au cours du journal télévisé de 20 heures, la comédienne, qui ne souhaite pas s'engager dans la campagne électorale, a regretté qu'une phrase (relative au premier ministre) dite il y a deux ans ait été sortie de son contexte et utilisée.

Isabelle Adjani a pris ses distances avec le candidat du RPR qui, le 10 mars, à Marseille, avait affirmé qu'il peut « comprendre » le racisme sans toutefois l'admettre. Pour elle, si on le comprend, c'est pour « mieux le combattre ».

Isabelle Adjani a souhaité que ses déclarations ne soient récupérées « ni par M. Barre ni par le futur candidat de gauche, que je soupçonne fort, a-t-elle ajouté, d'être Louis XIV ou Greta Garbo ».

EN BREF

● Pêche : nouvelle rencontre franco-canadienne. — Les négociateurs français et canadiens se rencontreront les 17 et 18 mars, à Londres, pour tenter de débloquent le contentieux sur la pêche entre les deux pays. Ce dernier concerne à la fois la délimitation des eaux territoriales autour de Saint-Pierre-et-Miquelon et Terre-Neuve et les quotas de poissons que pourront capturer les pêcheurs de l'archipel français (éventuellement les chalutiers de métropole) dans les eaux canadiennes.

● Grève chez Chausson à Meudon : le tribunal renvoie à la négociation. — Appelé à se prononcer, le président du tribunal des référés de Nanterre (Hauts-de-Seine) a renvoyé dos à dos, le 14 mars, la direction de l'usine et les grévistes de l'usine Chausson de Meudon. Poursuivis pour « entrave à la liberté du travail », les syndicats sont priés de ne pas gêner la circulation des hommes et des pièces dans les usines occupées de Meudon et de Gennevilliers. Mais le jugement confirme aussi le rôle du médiateur, nommé le 26 février, pour les conflits dans ces deux usines. L'ordonnance décide en outre de « renvoyer les deux parties à la négociation sur les causes réelles du conflit », d'origine salariale (le Monde du 12 mars). Selon un recensement de la direction la liste des non-grévistes, à Meudon, a recueilli cent douze signatures, dont trente-sept ouvrières, pour un effectif de quatre cent cinquante personnes.

● Exécution en Floride. — Willie Jasper Darden, le condamné à mort « exemplaire », dont l'exécution a été reportée six fois en quatorze ans, a été exécuté, mardi 15 mars, sur la chaise électrique. — (AP.)

Le numéro du « Monde » daté 15 mars 1988 a été tiré à 544 477 exemplaires

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

Pour la première fois de son histoire

La Chambre syndicale des agents de change suspend une charge pour carences dans la gestion

Quelques heures après la présentation du rapport Deguerna insistant sur la nécessité de renforcer la sécurité des marchés financiers (le Monde du 15 mars), la Chambre syndicale des agents de change créait la stupeur, le lundi 14 mars, en décidant, pour la première fois de son histoire, de suspendre provisoirement les activités d'une société de Bourse (nouvelle appellation d'une charge d'agent de change) sur tous les marchés, ainsi que celles de son président. Cette décision concernant M. Baudouin, intervient après une enquête qui « a constaté de graves carences dans la gestion et dans la surveillance de cette société ».

Un administrateur judiciaire, M. Albert Chassagnon, a été nommé par le président du tribunal de commerce « afin de préserver le devenir de cette société de Bourse ». Au cours de leurs investigations, les autorités du marché ont également

relevé « de graves irrégularités dans l'activité de la société de remisier I.P.G.F., titulaire d'un compte auprès de la société Louis Baudouin ». Elles ont demandé au parquet le retrait de la carte de remisier dont est titulaire M. Royer, dirigeant d'I.P.G.F.

Après le krach

Les problèmes de la société Baudouin étaient évoqués ouvertement par de nombreux professionnels depuis plusieurs semaines. M. Louis Baudouin, soixante-troize ans, l'un des plus vieux agents de change en exercice, admis à la corbeille en 1959, avait des problèmes de santé, et la gestion de la société avait été en réalité assurée par sa femme.

Cette petite charge, comme quelques autres, a surtout subi de plein fouet la crise d'octobre à laquelle sa structure familiale et fermée ne s'était pas préparée. « La mauvaise gestion en phase prospère, cela ne se remarque pas », constate avec

algèbre un banquier qui redoute que d'autres sociétés ne soient dans le même cas.

Le krach du 19 octobre est intervenu alors que ces sociétés de Bourse venaient de découvrir avec euphorie de nouveaux marchés comme le MATIF (pour les instruments financiers) et le MONEP (pour les options sur actions) dont plusieurs n'avaient pas assez apprécié les risques. Pour pouvoir y opérer, il faut avant tout disposer de fonds propres, suffisants, ce qu'avaient sous-estimé les charges. L'une d'entre elles, Ferri, avait déjà dû jeter l'éponge dès le mois de novembre et être reprise en catastrophe par le Crédit foncier.

Face à ces difficultés, Baudouin avait dans un premier temps tenté de se rapprocher d'une banque koweïtienne, KFTIC, d'un broker américain, puis d'un établissement financier français. Mais l'ampleur des pertes serait telle que les candidats sollicités, devant l'imprécision des comptes, auraient préféré décliner l'offre, même pour le franc symbolique. Le déficit dépasserait, en effet, de beaucoup les 4 millions annoncés pour 1987, la société ayant réalisé 116 millions de chiffre d'affaires en 1987.

Pratiques surprenantes

Cette affaire révèle une nouvelle fois les pratiques surprenantes d'un certain nombre d'intermédiaires financiers, les remisiers, déjà épinglés avec le scandale de la COGEMA-Buisson. Il apparaît que les autorités boursières n'ont aucun moyen de sanction contre ces « personnes autres que les banques qui font profession d'apporter des affaires aux agents de change sans leur être liés par un contrat de travail », comme les définit la loi de 1972. Les textes restent flous sur les sanctions possibles en cas de délit. Seule la carte d'auxiliaire de Bourse peut leur être retirée sur demande du procureur. Or ces cartes sont simplement délivrées sur présentation d'une carte d'identité, et la Chambre syndicale, jusqu'à une date récente, leur délivrait un numéro sans même l'enregistrer.

« On s'arrêtera le jeu de massacre ? », se demandait, le lundi 14 mars, un agent de change, qui ajoutait : « Cela commence à ternir l'image de la place parisienne à l'étranger, même si les autres places ont connu les mêmes difficultés... » Si la plupart des opérateurs approuvent ces opérations de moralisation entreprises par les autorités du marché, certains se demandent toutefois ce qui a poussé la Chambre syndicale à sortir de sa réserve traditionnelle.

Encore tout récemment, au début du mois de mars, elle n'avait pas brillé par la transparence dans son avis sur les opérations effectuées par deux charges d'agent de change, Puget et Boscher, accusées par la Commission des opérations de Bourse de ne pas avoir respecté leur rôle de neutralité dans des achats de titres. Officiellement, la Chambre syndicale avait désapprouvé le jugement de la COB.

En fait, elle lui avait donné raison en infligeant des amendes aux deux charges. Sans doute dans le cas de Baudouin la Chambre syndicale tenait-elle à réaffirmer son autorité, très controversée. Elle devait surtout stopper les pertes de cette société que le fonds de garantie qu'elle gère devra couvrir.

DOMINIQUE GALLOIS.

La tension entre la Chine et le Vietnam

Incident naval au large des îles Spratleys

PÉKIN de notre correspondant

Les gesticulations navales de la Chine et du Vietnam en mer de Chine méridionale ont abouti, comme on s'y attendait, à un premier incident armé entre les deux flottes, lundi 14 mars. Les ministères des Affaires étrangères des deux pays se sont adressés, le même jour, des protestations énergiques en s'accusant mutuellement de « provocations armées » dans les eaux de l'archipel des Spratleys (le Monde du 3 mars).

Leurs textes ne diffèrent guère que sur le point de savoir qui a tiré la première salve. Selon la Chine, ses bateaux de guerre ont dû « contre-attaquer un autodéfense » (les termes mêmes employés par Pékin en 1979 pour justifier son invasion des provinces vietnamiennes frontalières) après que des vaisseaux vietnamiens eurent ouvert le feu sur eux tandis qu'ils se livraient à « des activités normales de reconnaissance, d'études et de patrouille » dans les parages. Selon Hanoï, c'est le contraire : les Chinois ont tiré sur deux bateaux de transport de la marine vietnamienne, qui ont riposté.

Et chacun de réaffirmer sa souveraineté sur les Spratleys en réclamant le départ immédiat des forces de l'adversaire. Ni les uns ni les autres ne faisant état de victimes, on

est conduit à penser que l'incident a pris la forme de quelques coups de canon plus symbolique que dévastateurs.

Selon Hanoï, la marine chinoise aurait envoyé aux Spratleys, depuis le début de l'année, une quinzaine de navires et un millier d'hommes, qui auraient pris pied sur deux îlots. Des inscriptions d'origine officielle chinoise font état de quatre ou cinq navires, et d'un seul îlot, dénommé Yongshu, passé sous le contrôle de Pékin. Le Vietnam, qui maintient des troupes sur une dizaine d'îles, aurait récemment pris pied sur cinq ou six îlots supplémentaires.

Le plus ennuyé par cette affaire pourrait bien être un troisième protagoniste : Moscou. Au moment où l'URSS impose à son protégé afghan une solution qui est loin d'être à l'avantage de Kaboul, le Vietnam et la Chine ont tous deux leurs raisons de vouloir tester la solidité des liens militaires entre Hanoï et Moscou.

Il est encore trop tôt pour prédire une escalade aux Spratleys. Mais il faudrait à l'aviation vietnamienne l'appart logistique des instruments de détection soviétiques installés à Cam-Ranh pour s'en prendre à des embarcations chinoises avec suffisamment de précision et de rapidité pour que l'avertissement ait quelque valeur. La Chine, elle, ne paraît nullement avoir l'intention de retirer sa marine pour le moment.

FRANCIS DERON.

l'atelier CUIR
DES GRANDES GRIFFES

MERENLENDER
réalise sur mesure pour ELLE, pour LUI ses superbes vêtements de peau, de fourrure et ses vêtements de pluie

3, FAUBOURG-ST-HONORÉ (3^e étage) 42-65-12-36

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE
à partir de 2 150 F
PANTALONS 650 F VESTONS 1 450 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
PARDESSUS sur MESURE
UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES

LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES N° 55 mars

Michel Aglietta
Comment réussir l'Europe

16 F

Sur le vif

C'est ça ou rien

C'est franchement grotesque, ces miettes de promesses électorales éparpillées en racolant d'un cliquement de langue, petit, petit, petit, les pouliottes et leurs poussins : tiens, attrape un peu de blé, picore, avale, et oublie pas que c'est au père Jacques que tu dois ça. Côté social, pareil. Les apparatchiks à mon Mimi se sont docilement penchés, au cours du dernier week-end, sur les droits de la femme. Pas question de salaires maternels : c'est démagogique, c'est réac, c'est caca. Alors quoi ? Le bon vieux congé parental des familles.

Non mais, vous vous foutez de nous, ou quoi ? Enfin, rappelez-vous ce récent sondage : 92 % des femmes ont l'intention de bosser quand elles seront grandes. Le moyen ? Il n'y en a qu'un : des crèches ! Des crèches comme il y a des maternelles et des communales. Des crèches où déposer en toute sécurité, en toute confiance, en toute dignité des chances et des rêves, son gosse pendant les heures de travail.

Dire qu'aux temps héroïques du MLF on n'avait que ce mot à la bouche, le mot d'ordre, le mot clé

de notre libération. Un quart de siècle après, ici, il est resté lettre morte. Aux États-Unis, ça y est, elles se sont enfin réveillées, les copines. Elles ont traversé les canidies à la Maison Blanche et elles les ont obligées à se pencher — six hommes et un couffin — sur leurs chauffe-biberons et leurs tables à langer. C'est le thème majeur de la campagne, ils le disaient l'autre jour encore au journal de la CBS. Ah ! Tu veux devenir le mec le plus puissant du monde ? OK, d'accord, mais à une condition : des crèches !

Vous me direz, allez calmez-toi, t'es qu'à mobiliser ton arme Zaza, ramasser ton barba de brave petit soldat et repenser en guerre pour ça : des crèches ! Ah non ! Moi, c'est marre. J'ai déjà donné. A vous de jouer, maintenant, les filles. Si vous êtes assez fortes pour fabriquer des enfants, et en assurer le service après-vente en échange d'un SMIC ou d'un congé de deux ans sans solde, croyez-moi, vous le regretterez. Pas de crèche, pas de gosse. Ou pas de job. La politique, c'est ça : un choix.

CLAUDE SARRAUTE.

Ecroué aux Baumettes

Un militant du Front national se plaint d'avoir été agressé par des codétenus maghrébins

Deux députés du Front national, MM. Jean Roussel et Pascal Arrighi, ont envoyé un télégramme au garde des sceaux, lui demandant de prendre toutes les mesures nécessaires à la sécurité de M. André Lambert, responsable fédéral du Front national à Marseille, actuellement détenu aux Baumettes, inculpé de violence avec arme et écroué le 10 mars (le Monde du 12 mars) après avoir tiré au pistolet à grenaille sur un jeune homme qui s'attardait dans la cellule d'un Maghrébin — devant son bar du Vieux Port. M. Lambert affirme avoir été roué de coups par des codétenus maghrébins, le samedi 12 mars.

Selon son avocat, M. Jean Roussel, qui a porté plainte au nom de son client pour coups et blessures, M. Lambert paraissait sa cellule avec « deux Européens et tout se passait très bien. Mais au cours de la prome-

nade, il a été agressé par un groupe de vingt à trente Maghrébins. Il est roué de coups et n'a dû son salut qu'à l'intervention des gardiens ». « C'est chaque fois la même chose, aux Baumettes, qui sont aux mains des Maghrébins. Ceux-ci y font la loi et disent qu'un détenu est connu pour ses sentiments nationalistes, il fait l'objet de sévices de la part des Maghrébins ».

M. Lambert, après avoir reçu des soins, a regagné sa cellule. Il aurait un bless important sur la cuisse gauche, aurait été frappé au front et se plaint d'une brûlure de cigarette sur la joue gauche. Le parquet de Marseille, qui a ouvert une enquête, a ordonné une expertise médicale.

Selon l'administration pénitentiaire, aucun Maghrébin ne se trouvait parmi les détenus qui ont agressé M. Lambert.



La FFJUDO et LE MONDE s'associent pour vous proposer un grand mensuel de judo et de jujitsu.

Un million de participants vont désormais pouvoir suivre leurs champions jusqu'aux jeux olympiques.

Tous les français vont maintenant pouvoir comprendre et se passionner pour ce sport merveilleux en lisant

JUDO
mensuel

Je désire m'abonner pour ☐ 10 numéros : 100 F ☐ 20 numéros : 190 F

NOM _____ Prénom _____

Adresse _____ CP _____

Je joins un chèque bancaire ou postal de _____ F à l'ordre de FFJDA

43, rue des Plantes 75008 PARIS CEDEX 14 - Tél. (1) 45 42 80 90

**MON NOM M'A TOUJOURS
POUSSÉ À FRÉQUENTER
DES GENS ÉCONOMES...**

24 900 F HT
Macintosh SE
disque dur interne 45 M.o.

**INTERNATIONAL
COMPUTER**

La micro sans frontières
26, rue du Renard Paris 4 • 42.72.25.25
64, av. du Prado Marseille 6 • 91.37.25.03